

CA 1  
FN

- 2003  
N 78

Government  
Publications

Notice of Ways and Means Motion to implement  
certain provisions of the budget tabled in  
Parliament on February 18, 2003

Avis de motion de voies et moyens visant à mettre  
en œuvre certaines dispositions du budget  
déposé au Parlement le 18 février 2003



THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

Notice of Ways and Means Motion to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 18, 2003

Avis de motion de voies et moyens visant à mettre en œuvre certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 18 février 2003

That it is expedient to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 18, 2003, as follows:

Il y a lieu de mettre en œuvre certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 18 février 2003, comme suit :

#### SHORT TITLE

#### TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Budget Implementation Act, 2003*.

1. *Loi d'exécution du budget de 2003*.

Titre abrégé

### PART 1

### PARTIE 1

#### DIAGNOSTIC AND MEDICAL EQUIPMENT

#### ÉQUIPEMENT DIAGNOSTIQUE ET MÉDICAL

Payments to trust — equipment and training

2. (1) The Minister of Finance may make direct payments, in an aggregate amount of not more than \$1.5 billion, to a trust established to provide the provinces with funding for the purposes of acquiring diagnostic and medical equipment and related specialized staff training in order to improve access to publicly funded diagnostic and treatment services.

2. (1) Le ministre des Finances peut faire des paiements directs jusqu'à concurrence de 5 1,5 milliard de dollars à une fiducie établie en vue de fournir du financement aux provinces, pour l'acquisition d'équipement diagnostique et médical et la formation de personnel spécialisé qui en découle, dans le but d'améliorer 10 l'accès aux services diagnostiques et médicaux financés par l'État.

Paiements à une fiducie : équipement et formation

Provincial share

(2) The amount that may be provided to a province under this section is to be determined in accordance with the terms of the trust indenture establishing the trust referred to in subsection (1).

(2) La somme qui peut être versée à une province aux termes du présent article est déterminée en conformité avec les modalités 15 énoncées dans l'acte établissant la fiducie.

Quote-part d'une province

Payments out of C.R.F.

(3) Any amount payable under this section may be paid by the Minister out of the Consolidated Revenue Fund at the times and in the manner that the Minister considers appropriate.

(3) Le ministre prélève sur le Trésor, selon les échéances et les modalités qu'il estime indiquées dans les circonstances, les sommes 20 à payer au titre du présent article.

Paiements sur le Trésor

### PART 2

### PARTIE 2

#### AMENDMENTS TO THE FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL ARRANGEMENTS ACT

#### MODIFICATION DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

R.S., c. F-8; 1995, c. 17, s. 45(1)

L.R., ch. F-8; 1995, ch. 17, par. 45(1)

2001, c. 19, s. 1

3. Paragraph 4(9)(a) of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* is replaced by the following:

3. Le passage du paragraphe 4(9) de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le 20 gouvernement fédéral et les provinces* pré-

2001, ch. 19, art. 1

## EXPLANATORY NOTES

*Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*

*Clause 3:* The relevant portion of subsection 4(9) reads as follows:

(9) Notwithstanding anything in this Part, where

## NOTES EXPLICATIVES

*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*

*Article 3 :* Texte du passage visé du paragraphe 4(9) :

(9) Malgré les autres dispositions de la présente partie, lorsque le montant visé à l'alinéa *a*) est supérieur à celui visé à l'alinéa *b*), le paiement de péréquation fait à chaque province pour un exercice à compter de l'exer-



(a) the total amount of the fiscal equalization payments to all provinces as determined under this Part for any fiscal year in the period beginning on April 1, 2000 and ending on March 31, 2002

2000, c. 35, s. 5(2)

Definition of "social programs"

2000, c. 35, s. 6

2000, c. 35, s. 6

Provincial share of cash contribution established under paragraph 14(h)

1999, c. 31, s. 238

### 3.1 Subsection 13(4) of the Act is replaced by the following:

(4) In this section, "social programs" includes programs in respect of health, post-secondary education, social assistance and social services, including early childhood development, and early learning and child care services.

### 4. (1) Paragraph 14(f) of the Act is repealed.

(2) Paragraph 14(g) of the Act is amended by adding the word "and" at the end of subparagraph (ii) and by replacing subparagraphs (iii) to (v) with the following:

(iii) \$4.325 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2003; and

(3) Section 14 of the Act is amended by adding the following after paragraph (g):

(h) a cash contribution of \$2.5 billion to be paid to the trust referred to in section 16.3.

### 5. Section 15 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

(6) The portion of the cash contribution established under paragraph 14(h) that may be provided to a province is to be determined in accordance with the terms of the trust indenture establishing the trust referred to in section 16.3.

### 6. (1) The portion of paragraph 16(2)(a) of the French version of the Act

cédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(9) Malgré les autres dispositions de la présente partie, si le montant visé à l'alinéa a) est supérieur à celui visé à l'alinéa b), le paiement de péréquation fait à chaque province pour tout exercice compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2000 et le 31 mars 2002 est réduit d'un montant égal au produit obtenu par multiplication du nombre visé à l'alinéa c) par le quotient 10 visé à l'alinéa d) :

Paie-  
ment maxi-  
mal

5

### 3.1 Le paragraphe 13(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Au présent article, sont assimilés à des programmes sociaux les programmes de santé, d'éducation postsecondaire, d'assistance sociale et de services sociaux, y compris le développement de la petite enfance, les services éducatifs pour la petite enfance et les services de garde d'enfants.

2000, ch. 35,  
par. 5(2)

Assimilation

15

20

### 4. (1) L'alinéa 14f) de la même loi est abrogé.

(2) Les sous-alinéas 14g)(iii) à (v) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

2000, ch. 35,  
art. 6

2000, ch. 35,  
art. 6

20

(iii) 4,325 milliards de dollars pour 25 l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2003;

(3) L'article 14 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :

h) une contribution pécuniaire égale à 2,5 30 milliards de dollars qui sera payée à la fiducie visée à l'article 16.3.

5. L'article 15 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

35

(6) La quote-part de la contribution pécuniaire visée à l'alinéa 14h) qui peut être versée à une province est déterminée en conformité avec les modalités énoncées dans l'acte établissant la fiducie visée à l'article 16.3.

Quote-part  
d'une province  
— contribution  
pécuniaire  
visée à l'al.  
14h)

40

### 6. (1) Le passage de l'alinéa 16(2)a) de la version française de la même loi suivant

1999, ch. 31,  
art. 238



(a) the total amount of the fiscal equalization payments to all provinces as determined under this Part for any fiscal year commencing with the fiscal year that begins on April 1, 2000

cice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2000 est réduit d'un montant égal au produit obtenu par multiplication du nombre visé à l'alinéa c) par le quotient visé à l'alinéa d) :

*Clause 3.1:* Subsection 13(4) reads as follows:

(4) In this section, "social programs" includes programs in respect of health, post-secondary education, social assistance and social services, including early childhood development.

*Article 3.1 :* Texte du paragraphe 13(4) :

(4) Au présent article, sont assimilés à des programmes sociaux les programmes de santé, d'éducation postsecondaire, d'assistance sociale et de services sociaux, y compris le développement de la petite enfance.

*Clause 4:* (1) to (3) Paragraph 14(h) is new. The relevant portion of section 14 reads as follows:

14. The Canada Health and Social Transfer shall consist of

- ...
- (f) a cash contribution of \$15.5 billion for each fiscal year in the period beginning on April 1, 2004 and ending on March 31, 2006; and
- (g) a cash contribution of
- ...
- (iii) \$4.3 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2003,
- (iv) \$4.9 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2004, and
- (v) \$5.5 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2005.

*Clause 5:* New.

*Article 4 :* (1) à (3) L'alinéa 14h) est nouveau. Texte du passage visé de l'article 14 :

14. Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux se compose des éléments suivants :

- ...
- f) une contribution pécuniaire égale à 15,5 milliards de dollars pour chaque exercice compris entre le 1<sup>er</sup> avril 2004 et le 31 mars 2006;
- g) une contribution pécuniaire égale à :
- ...
- (iii) 4,3 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2003,
- (iv) 4,9 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004,
- (v) 5,5 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2005.

*Article 5 :* Nouveau.

*Clause 6:* (1) and (2) The relevant portion of subsection 16(2) reads as follows:

*Article 6 :* (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 16(2) :

after subparagraph (iii) is replaced by the following;

égal au produit obtenu en multipliant par 13,5/(100-9,143) l'« impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente partie », au sens du paragraphe 120(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur ces revenus;

(2) The portion of paragraph 16(2)(b) of the French version of the Act after subparagraph (iii) is replaced by the following;

égal au produit obtenu en multipliant par 13,5/(100-9,143) l'« impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente partie », au sens du paragraphe 120(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur ces revenus;

7. The Act is amended by adding the following after section 16.2:

16.3 The Minister may make direct payments, in an aggregate amount of not more than \$2.5 billion, to a trust established to provide the provinces with funding for the purposes of relieving existing pressures in the health care system.

8. The Act is amended by adding the following after section 23.2:

#### PART V.1

#### CANADA HEALTH TRANSFER, CANADA SOCIAL TRANSFER AND HEALTH REFORM TRANSFER

##### *Canada Health Transfer*

24. Subject to this Part, a Canada Health Transfer in the amounts referred to in subsection 24.1(1) is to be provided to the provinces for the purposes of

(a) maintaining the national criteria and conditions in the *Canada Health Act*, including those respecting public administration, comprehensiveness, universality, portability and accessibility, and the provi-

le sous-alinéa (iii) est remplacé par ce qui suit :

égal au produit obtenu en multipliant par 13,5/(100-9,143) l'« impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente partie », au sens du paragraphe 120(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur ces revenus;

(2) Le passage de l'alinéa 16(2)(b) de la version française de la même loi suivant le sous-alinéa (iii) est remplacé par ce qui suit :

égal au produit obtenu en multipliant par 13,5/(100-9,143) l'« impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente partie », au sens du paragraphe 120(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur ces revenus;

7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16.2, de ce qui suit :

16.3 Le ministre peut faire des paiements directs jusqu'à concurrence de 2,5 milliards de dollars à une fiducie établie en vue de verser une aide financière aux provinces visant à atténuer la pression que subit actuellement le système de soins de santé.

8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 23.2, de ce qui suit :

#### PARTIE V.1

#### TRANSFERT CANADIEN EN MATIÈRE DE SANTÉ, TRANSFERT CANADIEN EN MATIÈRE DE PROGRAMMES SOCIAUX ET TRANSFERT VISANT LA RÉFORME DES SOINS DE SANTÉ

##### *Transfert canadien en matière de santé*

24. Sous réserve de la présente partie, il est versé aux provinces une contribution constituée des sommes prévues au paragraphe 24.1(1), au titre du Transfert canadien en matière de santé, aux fins suivantes :

a) appliquer les conditions et critères nationaux prévus par la *Loi canadienne sur la santé* concernant notamment la gestion publique, l'intégralité, l'universalité, la trans-

1999, c. 31, s.  
238

Payments to  
trust — Canada  
Health and  
Social Transfer  
supplement

Purposes

1999, ch. 31,  
art. 238

Paiements à  
une fiducie :  
Transfert cana-  
dien supplé-  
mentaire en  
matière de  
santé et de  
programmes  
sociaux

Fins du Trans-  
fert



(2) For the purposes of subsection (1), the amount represented by the federal income tax reduction in a province in respect of the Canada Health and Social Transfer for a fiscal year is an amount equal to the aggregate of

(a) seventy-five per cent of the amount, as determined by the Minister, that would be derived from a tax, computed in accordance with the *Income Tax Act*,

(i) on the incomes, other than incomes from businesses, of individuals resident in the province on the last day of the taxation year ending in the fiscal year, within the meaning of the *Income Tax Act*,

(ii) on the incomes, other than incomes from businesses, earned in the province in the taxation year ending in the fiscal year by individuals not resident in Canada at any time during the taxation year, within the meaning of the *Income Tax Act*, and

(iii) on the incomes from businesses earned in the province in the taxation year ending in the fiscal year by individuals, within the meaning of the *Income Tax Act*,

equal to the product obtained by multiplying  $13.5/(100-9.143)$  by the "tax otherwise payable under this Part", within the meaning assigned by subsection 120(4) of the *Income Tax Act*, on those incomes,

(b) twenty-five per cent of the amount, as determined by the Minister, that would be derived from a tax, computed in accordance with the *Income Tax Act*,

(i) on the incomes, other than incomes from businesses, of individuals resident in the province on the last day of the taxation year beginning in the fiscal year, within the meaning of the *Income Tax Act*,

(ii) on the incomes, other than incomes from businesses, earned in the province in the taxation year beginning in the fiscal year by individuals not resident in Canada at any time during the taxation year, within the meaning of the *Income Tax Act*, and

(iii) on the incomes from businesses earned in the province in the taxation year beginning in the fiscal year by individuals, within the meaning of the *Income Tax Act*,

equal to the product obtained by multiplying  $13.5/(100-9.143)$  by the "tax otherwise payable under this Part", within the meaning assigned by subsection 120(4) of the *Income Tax Act*, on those incomes,

Clause 7: New.

Clause 8: New.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le montant du dégrèvement d'impôt fédéral sur le revenu effectué au profit de la province au titre du Transfert pour un exercice est égal à la somme des montants suivants :

a) soixante-quinze pour cent d'un montant, déterminé par le ministre, susceptible d'être retiré de l'impôt, calculé conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur les revenus :

(i) des particuliers qui résidaient dans la province le dernier jour de l'année d'imposition ayant pris fin au cours de l'exercice, à l'exception des revenus tirés des entreprises,

(ii) gagnés dans la province pendant l'année d'imposition ayant pris fin au cours de l'exercice par des particuliers qui n'ont pas résidé au Canada durant l'année d'imposition, à l'exception des revenus tirés des entreprises,

(iii) tirés des entreprises, que des particuliers ont gagnés dans la province pendant l'année d'imposition ayant pris fin au cours de l'exercice,

égal au produit obtenu en multipliant par  $13,5/(100-9,143)$  l'« impôt qu'ils sont par ailleurs tenus de payer en vertu de la présente partie », au sens du paragraphe 120(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur ces revenus;

b) vingt-cinq pour cent d'un montant, déterminé par le ministre, susceptible d'être retiré de l'impôt, calculé conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur les revenus :

(i) des particuliers qui résidaient dans la province le dernier jour de l'année d'imposition ayant commencé au cours de l'exercice, à l'exception des revenus tirés des entreprises,

(ii) gagnés dans la province pendant l'année d'imposition ayant commencé au cours de l'exercice par des particuliers qui n'ont pas résidé au Canada durant l'année d'imposition, à l'exception des revenus tirés des entreprises,

(iii) tirés des entreprises, que des particuliers ont gagnés dans la province pendant l'année d'imposition ayant commencé au cours de l'exercice,


égal au produit obtenu en multipliant par  $13,5/(100-9,143)$  l'« impôt qu'ils sont par ailleurs tenus de payer en vertu de la présente partie », au sens du paragraphe 120(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur ces revenus;

Article 7 : Nouveau.

Article 8 : Nouveau.

	sions relating to extra-billing and user charges; and		férabilité et l'accessibilité, ainsi que les dispositions concernant la surfacturation et les frais modérateurs;	
	(b) contributing to providing the best possible health care system for Canadians and to making information about the health care system available to Canadians.	5	b) contribuer à fournir aux Canadiens le meilleur système de soins de santé possible et à mettre des renseignements sur le système de santé à la disposition des Canadiens.	5
Amount	<b>24.1</b> (1) The Canada Health Transfer is to consist of		<b>24.1</b> (1) Le Transfert canadien en matière de santé se compose des éléments suivants :	Transfert 10
	(a) a cash contribution of		a) une contribution pécuniaire de :	
	(i) \$12.65 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2004,	10	(i) 12,65 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2004,	
	(ii) \$13 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2005,		(ii) 13 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2005,	15
	(iii) \$13.4 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2006, and	15	(iii) 13,4 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2006,	
	(iv) \$13.75 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2007; and		(iv) 13,75 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1 <sup>er</sup> avril 2007;	
	(b) the portion of the total equalized tax transfer for all provinces that is determined by multiplying the total equalized tax transfer for all provinces by the quotient, rounded to the nearest hundredth, that is obtained by dividing an amount equal to the cash contribution specified in subparagraph (a)(i) by an amount equal to the aggregate of the cash contributions specified in subparagraphs (a)(i) and 24.4(1)(a)(i).	20	b) la fraction de la totalité des transferts fiscaux et de la péréquation s'y rattachant applicables à l'ensemble des provinces déterminée par multiplication de la totalité des transferts fiscaux et de la péréquation s'y rattachant applicables à l'ensemble des provinces par le quotient — arrondi au centième près — obtenu par division du montant de la contribution pécuniaire visée au sous-alinéa a)(i) par la somme des montants des contributions pécuniaires visées aux sous-alinéas a)(i) et 24.4(1)a)(i).	20
Meaning of "total equalized tax transfer"	(2) In subsection (1), "total equalized tax transfer" means the total equalized tax transfer as determined in accordance with subsection 24.7(1).	25	(2) La totalité des transferts fiscaux et de la péréquation s'y rattachant visée au paragraphe (1) est déterminée conformément au paragraphe 24.7(1).	25
Provincial share	<b>24.2</b> The cash contribution established under paragraph 24.1(1)(a) that may be provided to a province for each of the fiscal years mentioned in that paragraph is the amount determined by the formula	30	<b>24.2</b> La quote-part de la contribution pécuniaire visée à l'alinéa 24.1(1)a) qui peut être versée à une province pour chaque exercice visé à cet alinéa correspond au résultat du calcul suivant :	30
	$F \times (K/L) - M$		$F \times (K/L) - M$	
	where		où :	
	F is the total of the amounts established under paragraphs 24.1(1)(a) and (b) for the fiscal year;	35	F représente la somme des montants visés aux alinéas 24.1(1)a) et b) pour l'exercice;	35
			K la population de la province pour l'exercice;	40





Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115546939>

K is the population of the province for the fiscal year;

L is the total of the population of all provinces for the fiscal year; and

M is the amount obtained by multiplying the total equalized tax transfer for the province as determined in accordance with subsection 24.7(1) by the quotient, rounded to the nearest hundredth, that is obtained by dividing an amount equal to the cash contribution specified in subparagraph 24.1(1)(a)(i) by an amount equal to the aggregate of the cash contributions specified in subparagraphs 24.1(1)(a)(i) and 24.4(1)(a)(i).

#### *Canada Social Transfer*

#### Purposes

**24.3 (1)** Subject to this Part, a Canada Social Transfer in the amounts referred to in subsection 24.4(1) is to be provided to the provinces for the purposes of

(a) financing social programs in a manner that provides provincial flexibility;

(b) maintaining the national standard, set out in subsection 25.1(1), that no period of minimum residency be required or allowed with respect to social assistance; and

(c) promoting any shared principles and objectives that are developed under subsection (2) with respect to the operation of social programs.

#### Discussion with provinces

(2) The Minister of Human Resources Development shall invite representatives of all the provinces to consult and work together to develop, through mutual consent, a set of shared principles and objectives for social programs that could underlie the Canada Social Transfer.

#### Definition of "social programs"

(3) In this section, "social programs" includes programs in respect of post-secondary education, social assistance and social services, including early childhood develop-

L la population totale des provinces pour l'exercice;

M le montant déterminé par multiplication de la totalité des transferts fiscaux et de la péréquation s'y rattachant applicables à la province déterminée conformément au paragraphe 24.7(1) par la fraction — arrondie au centième près — obtenue par division du montant de la contribution pécuniaire visée au sous-alinéa 24.1(1)a)(i) par la somme des montants des contributions pécuniaires visées aux sous-alinéas 24.1(1)a)(i) et 24.4(1)a)(i).

#### *Transfert canadien en matière de programmes sociaux*

#### Fins du Transfert

**24.3 (1)** Sous réserve de la présente partie, il est versé aux provinces une contribution constituée des sommes prévues au paragraphe 24.4(1), au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, aux fins suivantes :

a) financer les programmes sociaux d'une manière permettant aux provinces de jouir de flexibilité;

b) appliquer la norme nationale, énoncée au paragraphe 25.1(1), prévoyant qu'aucun délai minimal de résidence ne peut être exigé ou permis en ce qui concerne l'assistance sociale;

c) promouvoir les principes et objectifs communs élaborés en application du paragraphe (2) à l'égard des programmes sociaux.

#### Dialogue

(2) Le ministre du Développement des ressources humaines invite les représentants de toutes les provinces à se consulter et à travailler ensemble en vue d'élaborer, par accord mutuel, un ensemble de principes et d'objectifs communs à l'égard de programmes sociaux qui pourraient caractériser le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

(3) Au présent article, sont assimilés à des programmes sociaux les programmes de santé, d'éducation postsecondaire, d'assistance sociale et de services sociaux, y compris le

#### Assimilation





	ment, and early learning and child care services.	développement de la petite enfance, les services éducatifs pour la petite enfance et les services de garde d'enfants.	
Amount	<p><b>24.4</b> (1) The Canada Social Transfer is to consist of</p> <p>(a) a cash contribution of</p> <p>(i) \$7.75 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2004,</p> <p>(ii) \$75 million for the fiscal year beginning on April 1, 2004,</p> <p>(iii) \$8.15 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2005,</p> <p>(iv) \$8.5 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2006, and</p> <p>(v) \$8.8 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2007; and</p> <p>(b) the portion of the total equalized tax transfer for all provinces that is determined by multiplying the total equalized tax transfer for all provinces by the quotient, rounded to the nearest hundredth, that is obtained by dividing an amount equal to the cash contribution specified in subparagraph (a)(i) by an amount equal to the aggregate of the cash contributions specified in subparagraphs (a)(i) and 24.1(1)(a)(i).</p>	<p><b>24.4</b> (1) Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux se compose des éléments suivants :</p> <p>a) une contribution pécuniaire de :</p> <p>(i) 7,75 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004,</p> <p>(ii) 75 millions de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004,</p> <p>(iii) 8,15 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2005,</p> <p>(iv) 8,5 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2006,</p> <p>(v) 8,8 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2007;</p> <p>b) la fraction de la totalité des transferts fiscaux et de la péréquation s'y rattachant applicables à l'ensemble des provinces déterminée par multiplication de la totalité des transferts fiscaux et de la péréquation s'y rattachant applicables à l'ensemble des provinces par le quotient — arrondi au centième près — obtenu par division du montant de la contribution pécuniaire visée au sous-alinéa a)(i) par la somme des montants des contributions pécuniaires visées aux sous-alinéas a)(i) et 24.1(1)a)(i).</p>	<p>Transfert 5</p> <p>5</p> <p>10</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p>
Meaning of "total equalized tax transfer"	(2) In subsection (1), "total equalized tax transfer" means the total equalized tax transfer as determined in accordance with subsection 24.7(1).	(2) La totalité des transferts fiscaux et de la péréquation s'y rattachant visée au paragraphe (1) est déterminée conformément au paragraphe 24.7(1).	Totalité des transferts fiscaux et de la péréquation s'y rattachant 30
Provincial share	<p><b>24.5</b> The cash contribution established under paragraph 24.4(1)(a) that may be provided to a province for each of the fiscal years mentioned in that paragraph is the amount determined by the formula</p> $F \times (K/L) - M$ <p>where</p> <p>F is the total of the amounts established under paragraphs 24.4(1)(a) and (b) for the fiscal year;</p> <p>K is the population of the province for the fiscal year;</p>	<p><b>24.5</b> La quote-part de la contribution pécuniaire visée à l'alinéa 24.4(1)a) qui peut être versée à une province pour chaque exercice visé à cet alinéa correspond au résultat du calcul suivant :</p> $F \times (K/L) - M$ <p>où :</p> <p>F représente la somme des montants visés aux alinéas 24.4(1)a) et b) pour l'exercice;</p> <p>K la population de la province pour l'exercice;</p> <p>L la population totale des provinces pour l'exercice;</p>	<p>Quote-part d'une province 35</p> <p>35</p> <p>40</p> <p>45</p>





- L is the total of the population of all provinces for the fiscal year; and
- M is the amount obtained by multiplying the total equalized tax transfer for the province as determined in accordance with subsection 24.7(1) by the quotient, rounded to the nearest hundredth, that is obtained by dividing an amount equal to the cash contribution specified in subparagraph 24.4(1)(a)(i) by an amount equal to the aggregate of the cash contributions specified in subparagraphs 24.1(1)(a)(i) and 24.4(1)(a)(i).

#### *Health Reform Transfer*

Purposes

**24.6 (1)** For the purpose of accelerating health care reform in the priority areas of primary health care, home care and catastrophic drug coverage, the Minister may make direct payments to the provinces to

(a) increase, in the case of primary health care, the number of residents of a province routinely receiving needed care from multi-disciplinary primary health care organizations or teams;

(b) provide, in the case of home care, first dollar coverage for a basket of services in the home and community for short-term acute home care, including acute community mental health and end-of-life care; and

(c) ensure, in the case of catastrophic drug coverage, that persons who are residents under provincial law do not suffer undue financial hardship as a result of needed drug therapy.

Payments

(2) The amounts that may be paid under this section are

(a) \$1 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2003;

(b) \$1.5 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2004;

(c) \$3.5 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2005;

M le montant déterminé par multiplication de la totalité des transferts fiscaux et de la péréquation s'y rattachant applicables à la province déterminée conformément au paragraphe 24.7(1) par la fraction — arrondie au centième près — obtenue par division du montant de la contribution pécuniaire visée au sous-alinéa 24.4(1)(a)(i) par la somme des montants des contributions pécuniaires visées aux sous-alinéas 24.1(1)(a)(i) et 24.4(1)(a)(i).

#### *Transfert visant la réforme des soins de santé*

**24.6 (1)** Afin d'accélérer la réforme des soins de santé dans les secteurs prioritaires — soins de santé primaires, soins à domicile et couverture des médicaments onéreux —, le ministre peut faire des paiements directs aux provinces pour :

a) faire en sorte qu'un plus grand nombre de résidents d'une province reçoivent couramment les soins de santé primaires nécessaires par l'entremise d'organismes ou d'équipes pluridisciplinaires de soins de santé primaires;

b) assurer la couverture, à partir du premier dollar, d'un ensemble de services à domicile et dans la collectivité pour les soins actifs de courte durée à domicile, y compris des soins actifs de santé mentale dans la communauté et des soins palliatifs;

c) assurer la couverture des médicaments onéreux, afin qu'aucun résident d'une province aux termes du droit provincial applicable n'ait à assumer un fardeau financier excessif lorsqu'il doit recourir à la pharmacothérapie.

(2) Les sommes à payer au titre du présent article sont de :

a) 1 milliard de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2003;

b) 1,5 milliard de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2004;

c) 3,5 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2005;

Fins du Transfert

35

Paiements





Provincial  
share

(d) \$4.5 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2006; and

(e) \$5.5 billion for the fiscal year beginning on April 1, 2007.

(3) The amount that may be paid to a province for each of the fiscal years mentioned in subsection (2) is the amount determined by multiplying the amount set out for that fiscal year by the quotient obtained by dividing

(a) the population of the province for the fiscal year

by

(b) the total of the population of all provinces for the fiscal year.

#### *Total Equalized Tax Transfer*

Total equalized  
tax transfer

24.7 (1) The total equalized tax transfer applicable to a province for a fiscal year is the aggregate of

(a) the total amount, as determined by the Minister, for the fiscal year represented by the federal income tax reduction in the province in respect of the Canada Health Transfer and the Canada Social Transfer for the fiscal year, and

(b) the amount equal to the lesser of

(i) the equalization payment that would be payable to the province for the fiscal year under Part I, and

(ii) the amount of equalization that would be paid to the province in respect of the federal income tax reduction in all the provinces in respect of the Canada Health Transfer and the Canada Social Transfer for the fiscal year, if the method of calculation of fiscal equalization payments as set out in Part I, excluding subsection 4(6), were to be applied to the value of the income tax reduction in all the provinces in respect of the Canada Health Transfer and the Canada Social Transfer for the fiscal year, except that

(A) for the purposes of the calculation under this subparagraph, the relevant

d) 4,5 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2006;

e) 5,5 milliards de dollars pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril 2007.

(3) La somme qui peut être versée à une province pour chaque exercice visé au paragraphe (2) correspond au produit obtenu par multiplication du montant qui y est énoncé pour l'exercice par le quotient obtenu par division de la population de la province pour l'exercice par la population totale des provinces pour l'exercice.

5 Quote-part  
d'une province

#### *Totalité des transferts fiscaux et de la péréquation*

24.7 (1) La totalité des transferts fiscaux et de la péréquation s'y rattachant applicables à une province pour un exercice correspond à la somme des montants suivants :

Totalité des  
transferts  
fiscaux et de la  
péréquation

a) le montant total, calculé par le ministre, du dégrèvement d'impôt fédéral sur le revenu effectué au profit de la province, pour l'exercice, au titre du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux visés par la présente partie;

b) le plus petit des montants suivants :

(i) le montant du paiement de péréquation susceptible d'être fait à la province pour l'exercice en vertu de la partie I,

(ii) le montant du paiement de péréquation susceptible d'être fait à la province à l'égard du dégrèvement d'impôt fédéral sur le revenu effectué au profit de toutes les provinces au titre du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux pour l'exercice, en cas d'application du mode de calcul des paiements de péréquation prévu à la partie I, à l'exception du paragraphe 4(6), au montant du dégrèvement d'impôt sur le revenu pour toutes les provinces au titre du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en ma-





Federal income  
tax reduction

revenue bases are to be determined in the prescribed manner, and

(B) where subsection 4(6) applies in the determination of the fiscal equalization payment to the province for the fiscal year, the amount determined under this subparagraph is to be adjusted in the prescribed manner.

(2) For the purposes of subsection (1), the amount represented by the federal income tax reduction in a province in respect of the Canada Health Transfer and the Canada Social Transfer for a fiscal year is an amount equal to the aggregate of

(a) seventy-five per cent of the amount, as determined by the Minister, that would be derived from a tax, computed in accordance with the *Income Tax Act*,

(i) on the incomes, other than incomes from businesses, of individuals resident in the province on the last day of the taxation year ending in the fiscal year, within the meaning of the *Income Tax Act*,

(ii) on the incomes, other than incomes from businesses, earned in the province in the taxation year ending in the fiscal year by individuals not resident in Canada at any time during the taxation year, within the meaning of the *Income Tax Act*, and

(iii) on the incomes from businesses earned in the province in the taxation year ending in the fiscal year by individuals, within the meaning of the *Income Tax Act*,

equal to the product obtained by multiplying  $13.5/(100-9.143)$  by the "tax otherwise payable under this Part", within the meaning assigned by subsection 120(4) of the *Income Tax Act*, on those incomes,

(b) twenty-five per cent of the amount, as determined by the Minister, that would be derived from a tax, computed in accordance with the *Income Tax Act*,

tière de programmes sociaux pour cet exercice; toutefois :

(A) pour le calcul prévu au présent sous-alinéa, les assiettes à retenir sont déterminées de la manière prescrite,

(B) dans le cas où le paragraphe 4(6) s'applique au calcul du paiement de péréquation fait à la province pour l'exercice, le montant déterminé en application du présent sous-alinéa est rajusté de la manière prescrite.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le montant du dégrèvement d'impôt fédéral sur le revenu effectué au profit de la province au titre du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux pour un exercice est égal à la somme des montants suivants :

a) soixante-quinze pour cent du montant, déterminé par le ministre, des recettes susceptibles d'être tirées d'un impôt, calculé conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur les revenus :

(i) des particuliers qui résidaient dans la province le dernier jour de l'année d'imposition ayant pris fin au cours de l'exercice, à l'exception des revenus tirés des entreprises,

(ii) gagnés dans la province pendant l'année d'imposition ayant pris fin au cours de l'exercice par des particuliers qui n'ont pas résidé au Canada durant l'année d'imposition, à l'exception des revenus tirés des entreprises,

(iii) tirés des entreprises, que des particuliers ont gagnés dans la province pendant l'année d'imposition ayant pris fin au cours de l'exercice,

égal au produit obtenu en multipliant par  $13,5/(100-9,143)$  l'« impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente partie », au sens du paragraphe 120(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur ces revenus;

b) vingt-cinq pour cent du montant, déterminé par le ministre, des recettes susceptibles d'être tirées de l'impôt, calculé

Dégrèvement  
d'impôt fédéral  
sur le revenu





(i) on the incomes, other than incomes from businesses, of individuals resident in the province on the last day of the taxation year beginning in the fiscal year, within the meaning of the *Income Tax Act*,

(ii) on the incomes, other than incomes from businesses, earned in the province in the taxation year beginning in the fiscal year by individuals not resident in Canada at any time during the taxation year, within the meaning of the *Income Tax Act*, and

(iii) on the incomes from businesses earned in the province in the taxation year beginning in the fiscal year by individuals, within the meaning of the *Income Tax Act*,

equal to the product obtained by multiplying  $13.5/(100-9.143)$  by the "tax otherwise payable under this Part", within the meaning assigned by subsection 120(4) of the *Income Tax Act*, on those incomes,

(c) seventy-five per cent of the amount, as determined by the Minister, that would be derived from a tax, computed in accordance with the *Income Tax Act*, on the income earned in the province by each corporation, other than a non-resident-owned investment corporation within the meaning of that Act or a corporation named in Schedule III to the *Financial Administration Act*, or a wholly-owned subsidiary within the meaning of that Act of a corporation so named, that is an agent of Her Majesty in right of Canada, that maintained a permanent establishment in the province at any time during its taxation year ending in the calendar year that ends in the fiscal year, at the rate of one per cent of its taxable income earned in the province in that taxation year, and

(d) twenty-five per cent of the amount, as determined by the Minister, that would be derived from a tax, computed in accordance with the *Income Tax Act*, on the income earned in the province by each corporation, other than a non-resident-owned investment corporation within the

conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur les revenus :

(i) des particuliers qui résidaient dans la province le dernier jour de l'année d'imposition ayant commencé au cours de l'exercice, à l'exception des revenus tirés des entreprises,

(ii) gagnés dans la province pendant l'année d'imposition ayant commencé au cours de l'exercice par des particuliers qui n'ont pas résidé au Canada durant l'année d'imposition, à l'exception des revenus tirés des entreprises,

(iii) tirés des entreprises, que des particuliers ont gagnés dans la province pendant l'année d'imposition ayant commencé au cours de l'exercice,

égal au produit obtenu en multipliant par  $13,5/(100-9,143)$  l'impôt qu'il est par ailleurs tenu de payer en vertu de la présente partie », au sens du paragraphe 120(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur ces revenus;

c) soixante-quinze pour cent du montant, déterminé par le ministre, des recettes susceptibles d'être tirées de l'impôt, calculé conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur le revenu gagné dans la province par chaque personne morale, à l'exception des sociétés de placement appartenant à des non-résidents au sens de cette loi ou de toute personne morale mentionnée à l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou une filiale à cent pour cent, au sens de cette loi, d'une personne morale mentionnée à cette annexe, qui est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, qui a maintenu un établissement permanent dans la province durant l'année d'imposition ayant pris fin pendant l'année civile qui s'est terminée au cours de l'exercice, au taux de un pour cent de son revenu imposable gagné dans la province au cours de cette année d'imposition;

d) vingt-cinq pour cent du montant, déterminé par le ministre, des recettes susceptibles d'être tirées de l'impôt, calculé conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, sur le revenu gagné dans la pro-





	<p>meaning of that Act or a corporation named in Schedule III to the <i>Financial Administration Act</i>, or a wholly-owned subsidiary within the meaning of that Act of a corporation so named, that is an agent of Her Majesty in right of Canada, that maintained a permanent establishment in the province at any time during its taxation year ending in the calendar year that begins in the fiscal year, at the rate of one per cent of its taxable income earned in the province in that taxation year.</p>	<p>vince par chaque personne morale, à l'exception des sociétés de placement appartenant à des non-résidents au sens de cette loi ou de toute personne morale mentionnée à l'annexe III de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ou une filiale à cent pour cent, au sens de cette loi, d'une personne morale mentionnée à cette annexe, qui est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, qui a maintenu un établissement permanent dans la province durant l'année d'imposition ayant pris fin pendant l'année civile qui a commencé au cours de l'exercice, au taux de un pour cent de son revenu imposable gagné dans la province au cours de cette année d'imposition.</p>	
	<p><i>Payments</i></p>	<p><i>Paielements</i></p>	
Payments out of C.R.F.	<p><b>24.8</b> Any amount payable under this Part may be paid by the Minister out of the Consolidated Revenue Fund at the times and in the manner that may be prescribed.</p>	<p><b>24.8</b> Le ministre prélève sur le Trésor, selon les échéances et les modalités prévues par règlement, les sommes à payer au titre de la présente partie.</p>	<p>Paielements sur le Trésor</p>
	<p><i>Reduction or Withholding</i></p>	<p><i>Réduction et retenue</i></p>	
Definitions	<p><b>24.9</b> The following definitions apply in sections 25 to 25.5.</p>	<p><b>24.9</b> Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 25 à 25.5.</p>	<p>Définitions</p>
"Minister" « ministre »	<p>"Minister" means the Minister of Human Resources Development.</p>	<p>« assistance sociale » Toute forme d'aide pour une personne dans le besoin.</p>	<p>« assistance sociale » "social assistance" « ministre » "Minister"</p>
"social assistance" « assistance sociale »	<p>"social assistance" means aid in any form to or in respect of a person in need.</p>	<p>« ministre » Le ministre du Développement des ressources humaines.</p>	
Reduction or withholding — Canada Health Transfer and Canada Social Transfer	<p><b>25.</b> The cash contribution that may be provided to a province under section 24.2 or 24.5 or subsection 24.6(3) is to be reduced or withheld for the purposes of giving effect to</p> <p>(a) any order made by the Governor in Council in respect of the province under section 15 or 16 of the <i>Canada Health Act</i> or, in the case of a cash contribution under section 24.5, section 25.3 or 25.4 of this Act; or</p> <p>(b) any deduction from the cash contribution under section 20 of the <i>Canada Health Act</i>.</p>	<p><b>25.</b> Sont appliquées à la quote-part d'une province au titre des articles 24.2 ou 24.5 ou du paragraphe 24.6(3) :</p> <p>a) les réductions et les retenues ordonnées par le gouverneur en conseil en vertu des articles 15 ou 16 de la <i>Loi canadienne sur la santé</i> ou, dans le cas de la quote-part au titre de l'article 24.5, en vertu des articles 25.3 ou 25.4 de la présente loi;</p> <p>b) les déductions effectuées en vertu de l'article 20 de la <i>Loi canadienne sur la santé</i>.</p>	<p>Réduction ou retenue — Transfert canadien en santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux</p>
Criteria for eligibility	<p><b>25.1</b> (1) In order that a province may qualify for a full cash contribution under sections 24.2 and 24.5 and subsection 24.6(3) for a fiscal year, the laws of the province must not</p>	<p><b>25.1</b> (1) Est admise à recevoir, pour un exercice, le plein montant de sa quote-part au titre des articles 24.2 et 24.5 et du paragraphe 24.6(3) la province dont les règles de droit :</p>	<p>Admissibilité</p>





	(a) require or allow a period of residence in the province or Canada to be set as a condition of eligibility for social assistance or for the receipt or continued receipt of social assistance; or	5	a) n'exigent ni ne permettent de délai de résidence dans la province ou au Canada comme condition d'admissibilité à l'assistance sociale ou de réception initiale ou continue de celle-ci;	5
	(b) make or allow the amount, form or manner of social assistance to be contingent on a period of such residence.		b) ne prévoient ni ne permettent l'assujettissement du montant, de la forme ou des autres modalités des prestations d'assistance sociale à un délai minimal de résidence.	10
Exception	(2) The criteria in subsection (1) are not contravened by a requirement of a health insurance plan of a province of a minimum period of residence in the province or waiting period that does not contravene paragraph 11(1)(a) of the <i>Canada Health Act</i> .	10	(2) Toutefois, le délai minimal de résidence ou de carence imposé par le régime d'assurance-santé d'une province qui ne contrevient pas à l'alinéa 11(1)a) de la <i>Loi canadienne sur la santé</i> ne contrevient pas aux exigences du paragraphe (1).	15
Referral to Governor in Council	25.2 (1) Subject to subsection (3), if the Minister, after consultation in accordance with subsection (2) with the minister responsible for social assistance in a province, is of the opinion that the province does not or has ceased to comply with section 25.1 and the province has not given an undertaking satisfactory to the Minister to remedy the non-compliance within a period that the Minister considers reasonable, the Minister must refer the matter to the Governor in Council.	15	25.2 (1) Sous réserve du paragraphe (3), dans le cas où il estime, après avoir consulté conformément au paragraphe (2) son homologue chargé de l'assistance sociale dans une province, que cette province ne satisfait pas aux conditions visées à l'article 25.1, ou n'y satisfait plus, et que celle-ci ne s'est pas engagée de façon satisfaisante à remédier à la situation dans un délai qu'il estime acceptable, le ministre renvoie l'affaire au gouverneur en conseil.	20
Consultation process	(2) Before referring a matter to the Governor in Council under subsection (1) in respect of a province, the Minister must		(2) Avant de renvoyer une affaire au gouverneur en conseil conformément au paragraphe (1) relativement à une province, le ministre :	30
	(a) send by registered mail to the minister responsible for social assistance in the province a notice of concern with respect to any problem foreseen;	30	a) envoie par courrier recommandé à son homologue chargé de l'assistance sociale dans la province un avis sur tout problème éventuel;	35
	(b) seek any additional information available from the province with respect to the problem through bilateral discussions, and make a report to the province within ninety days after sending the notice of concern; and	35	b) tente d'obtenir de la province, par discussions bilatérales, tout renseignement supplémentaire disponible sur le problème et fait rapport à la province dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'envoi de l'avis;	40
	(c) if requested by the province, meet with in a reasonable time to discuss the report.	40	c) si la province le lui demande, tient une réunion dans un délai acceptable afin de discuter du rapport.	
Exception	(3) The Minister may act under subsection (1) without consultation if he or she is of the opinion that a sufficient time has expired after reasonable efforts to achieve consultation		(3) Le ministre peut procéder au renvoi prévu au paragraphe (1) sans consultation préalable s'il conclut à l'impossibilité d'obtenir cette consultation malgré les efforts réels	45

Exception

Renvoi au gouverneur en conseil

Étapes de la consultation

Exception



	were made and that consultation will not be achieved.	déployés à cette fin au cours d'un délai convenable.	
Order reducing or withholding contribution	25.3 (1) If the Governor in Council, on the referral of a matter under section 25.2, is of the opinion that the province does not or has ceased to comply with section 25.1, the Governor in Council may, by order,	25.3 (1) En cas de renvoi en vertu de l'article 25.2, et s'il estime que la province ne satisfait pas ou plus aux conditions visées à l'article 25.1, le gouverneur en conseil peut, par décret :	Décret de réduction ou de retenue
	(a) direct that any cash contribution under section 24.2 or 24.5 or subsection 24.6(3) to that province for a fiscal year be reduced, in respect of each non-compliance, by an amount that the Governor in Council considers to be appropriate, having regard to the gravity of the non-compliance; or	a) soit ordonner, pour chaque manquement, que la quote-part de la province au titre des articles 24.2 ou 24.5 ou du paragraphe 24.6(3) pour un exercice soit réduite de la somme qu'il estime indiquée, compte tenu de la gravité du manquement;	
	(b) if the Governor in Council considers it appropriate, direct that the whole of any cash contribution under section 24.2 or 24.5 or subsection 24.6(3) to that province for a fiscal year be withheld.	b) soit, s'il l'estime indiqué, ordonner la retenue de la totalité de la quote-part de la province au titre des articles 24.2 ou 24.5 ou du paragraphe 24.6(3) pour un exercice.	
Amending orders	(2) The Governor in Council may, by order, repeal or amend any order made under subsection (1) if the Governor in Council is of the opinion that the repeal or amendment is warranted in the circumstances.	(2) Le gouverneur en conseil peut, par décret, annuler ou modifier le décret pris en vertu du paragraphe (1) s'il l'estime justifié dans les circonstances.	Modification des décrets
Copy of order	(3) A copy of each order made under this section together with a statement of any findings on which the order was based must be sent without delay by registered mail to the government of the province concerned, and the Minister must have the order and statement laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the order is made.	(3) Tout décret pris en vertu du présent article, accompagné d'un exposé des motifs sur lesquels il est fondé, est envoyé sans délai par courrier recommandé au gouvernement de la province concernée; le ministre fait déposer le décret et l'exposé devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la prise du décret.	Avis
Commencement of order	(4) An order made under subsection (1) does not come into force earlier than thirty days after a copy of the order has been sent to the government of the province concerned under subsection (3).	(4) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) ne peut entrer en vigueur que trente jours après son envoi au gouvernement de la province concernée aux termes du paragraphe (3).	Entrée en vigueur du décret
Reimposition of reductions or withholdings	25.4 In the case of a continuing failure to comply with section 25.1, any reduction or withholding under section 25.3 of a cash contribution to a province for a fiscal year must be reimposed for each succeeding fiscal year as long as the Minister is satisfied, after consultation with the minister responsible for social assistance in the province, that the non-compliance is continuing.	25.4 En cas de manquement continu aux conditions visées à l'article 25.1, les réductions ou retenues sur la quote-part d'une province déjà appliquées pour un exercice en vertu de l'article 25.3 lui sont appliquées de nouveau pour chaque exercice ultérieur où le ministre estime, après consultation de son homologue chargé de l'assistance sociale dans la province, que le manquement se continue.	Nouvelle application des réductions ou retenues





When reduction or withholding imposed

**25.5** Any reduction or withholding under section 25.3 or 25.4 of a cash contribution may be imposed in the fiscal year in which the non-compliance that gave rise to the reduction or withholding occurred or in the following fiscal year.

**25.5** Toute réduction ou retenue visée aux articles 25.3 ou 25.4 peut être appliquée pour l'exercice où le manquement à son origine a eu lieu ou pour l'exercice suivant.

Application aux exercices ultérieurs

Definition of "federal payment"

#### *Additional Withholding and Deduction*

**25.6 (1)** In this section, "federal payment", in respect of a province, means a payment by Canada to the province under this or any other Act of Parliament or any fiscal arrangement or agreement between Canada and the province, whether enacted or entered into before or after the coming into force of this section.

#### *Retenue et déduction supplémentaires*

**25.6 (1)** Au présent article, « paiement fédéral » s'entend du paiement fait par le Canada à une province en vertu de la présente loi ou de toute autre loi fédérale édictée avant ou après l'entrée en vigueur du présent article ou de tout arrangement fiscal ou accord intervenu, entre le Canada et cette province, avant ou après cette date.

Définition de « paiement fédéral »

Additional withholding or reduction

(2) If the Governor in Council makes an order under subsection 15(1) of the *Canada Health Act* or subsection 25.3(1) of this Act directing, in respect of a fiscal year, the withholding of an amount that, but for this section, would exceed the amount that could be withheld under that subsection, the Governor in Council may, in that order, deem any federal payment to the province to be, despite any provision of the Act, arrangement or agreement under which the federal payment is made, a cash contribution to that province for that fiscal year for the purpose of a reduction by, or a withholding of, the excess amount under either of those subsections, under section 16 or 17 of the *Canada Health Act* or under section 25.4 or 25.5 of this Act.

(2) Le gouverneur en conseil peut, dans tout décret qu'il prend en vertu du paragraphe 15(1) de la *Loi canadienne sur la santé* ou du paragraphe 25.3(1) de la présente loi, concernant la retenue, pour un exercice, d'une somme supérieure, sans le présent article, à celle qui pourrait être retenue en vertu de ce paragraphe, déclarer qu'un paiement fédéral est, malgré la loi, l'arrangement ou l'accord autorisant ce paiement, réputé être une contribution pécuniaire à la province pour cet exercice aux fins de déduction ou de retenue de l'excédent en vertu de l'un de ces paragraphes, des articles 16 ou 17 de la *Loi canadienne sur la santé* ou des articles 25.4 ou 25.5 de la présente loi.

Retenue ou déduction supplémentaire

Additional deduction

(3) If the amount to be deducted under subsection 20(1) or (2) of the *Canada Health Act* for a fiscal year exceeds the amount from which it is to be deducted, the Governor in Council may, by order, deem any federal payment to the province to be, despite any provision in the Act, arrangement or agreement under which the federal payment is made, a cash contribution to that province for that fiscal year for the purpose of deducting the excess amount under that subsection or section 21 of that Act.

(3) Si la somme visée aux paragraphes 20(1) ou (2) de la *Loi canadienne sur la santé* est supérieure à celle dont elle doit être déduite, le gouverneur en conseil peut, par décret, déclarer qu'un paiement fédéral à une province pour un exercice est, malgré la loi, l'arrangement ou l'accord autorisant ce paiement, réputé être une contribution pécuniaire à la province pour cet exercice aux fins de déduction de l'excédent en vertu de ces paragraphes ou de l'article 21 de la *Loi canadienne sur la santé*.

Déduction supplémentaire

References in other Act

#### *References in Other Acts*

**25.7** Every reference to "Canada Health and Social Transfer" in any other Act of Parliament is to be read as a reference

#### *Mentions dans les autres lois*

**25.7** Dans toute autre loi, la mention des paiements faits au titre du Transfert canadien

Mentions dans les autres lois





(a) until March 31, 2004, to “Canada Health and Social Transfer and the Health Reform Transfer”; and

(b) after that date, to “Canada Health Transfer, the Canada Social Transfer and the Health Reform Transfer”.

Report by  
Ministers

Report

25.8 The Minister, the Minister of Health and the Minister of Human Resources Development may, together or individually, prepare a report on the administration and operation of this Part and have the report laid before each House of Parliament.

PART 3

STUDENT LOANS

1994, c. 28

Canada Student Financial Assistance Act

2001, c. 27, s.  
219

9. Paragraph (a) of the definition “qualifying student” in subsection 2(1) of the *Canada Student Financial Assistance Act* is replaced by the following:

(a) who is a Canadian citizen, a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act* or a protected person within the meaning of subsection 95(2) of that Act,

2000, c. 14, s.  
19

10. (1) The definitions “net costs” and “total program net costs” in subsection 14(6) of the Act are replaced by the following:

“net costs”  
« coût net »

“net costs”, for a province for a loan year, means the amount determined by the formula

(A + B) - (C + D)

where

en matière de santé et de programmes sociaux vaut mention :

- a) jusqu’au 31 mars 2004, des paiements faits au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et du Transfert visant la réforme des soins de santé;
- b) après cette date, des paiements faits au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et du Transfert visant la réforme des soins de santé.

Rapport

25.8 Le ministre, le ministre de la Santé et le ministre du Développement des ressources humaines peuvent préparer, ensemble ou séparément, un rapport sur l’application de la présente partie. Ils font déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement.

Rapport des  
ministres

PARTIE 3

PRÊTS D’ÉTUDES

1994, ch. 28

Loi fédérale sur l’aide financière aux étudiants

9. L’alinéa a) de la définition de « étudiant admissible », au paragraphe 2(1) de la *Loi fédérale sur l’aide financière aux étudiants*, est remplacé par ce qui suit :

a) est un citoyen canadien, un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* ou une personne protégée au sens du paragraphe 95(2) de cette loi;

2001, ch. 27,  
art. 219

10. (1) Les définitions de « coût net » et « coût net total du programme », au paragraphe 14(6) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

2000, ch. 14,  
art. 19

« coût net » À l’égard d’une province, pour une année de prêt, le montant obtenu par la formule suivante :

(A + B) - (C + D)

où :

« coût net »  
“net costs”

*Canada Student Financial Assistance Act*

*Clause 9:* The relevant portion of the definition “qualifying student” in subsection 2(1) reads as follows:

“qualifying student” means a person

(a) who is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of the *Immigration Act*,

*Clause 10:* (1) The definitions “net costs” and “total program net costs” in subsection 14(6) read as follows:

“net costs”, for a province for a loan year, means the amount by which

(a) the estimated aggregate of all amounts paid by the Minister in that loan year

(i) to lenders, service providers or financial institutions under this Act, the regulations or an agreement entered into under section 5, 6.2 or 6.3, to lenders under the *Canada Student Loans Act* or the regulations made under that Act, and to collection agencies, in respect of student loans or guaranteed student loans made pursuant to certificates of eligibility issued or caused to be issued in any loan year by the appropriate authority for that province, and

*Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*

*Article 9 :* Texte du passage visé de la définition de « étudiant admissible » au paragraphe 2(1) :

« étudiant admissible » S'entend de quiconque, à la fois :

a) est un citoyen canadien ou un résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*;

*Article 10 :* (1) Texte des définitions de « coût net » et « coût net total du programme » au paragraphe 14(6) :

« coût net » À l'égard d'une province pour une année de prêt, la différence entre :

a) le total estimatif des sommes que le ministre a, au cours de cette année, payées tant aux prêteurs, fournisseurs de services ou institutions financières, conformément soit à la présente loi, aux règlements ou à l'accord conclu entre eux en vertu des articles 5, 6.2 ou 6.3, soit à la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* et à ses règlements, qu'aux agences de recouvrement, pour les prêts d'études et les prêts garantis consentis sur la foi des certificats d'admissibilité délivrés au cours d'une année de prêt par l'autorité compétente de la province,

A is the estimated aggregate of all amounts paid by the Minister in that loan year

(a) to lenders, service providers or financial institutions under this Act, the regulations or an agreement entered into under section 5, 6.2 or 6.3, to lenders under the *Canada Student Loans Act* or the regulations made under that Act, and to collection agencies, in respect of student loans or guaranteed student loans made pursuant to certificates of eligibility issued or caused to be issued in any loan year by the appropriate authority for that province, and

(b) to persons pursuant to regulations made under paragraph 15(p),

excluding

(c) any amounts paid pursuant to paragraph 5(e) or pursuant to regulations made under paragraph 15(o) that provide for the repayment of student loans by borrowers on an income-contingent basis, and

(d) any provincial share paid pursuant to an agreement or arrangement made under subparagraph 18(b)(ii),

B is the estimated aggregate of

(a) the amount of interest calculated in that loan year in respect of outstanding loans referred to in the description of A made under an agreement entered into under section 6.1, at the rate of interest fixed or determined in accordance with subsection 20(2),

(b) the amount by which the outstanding principal in respect of all loans referred to in paragraph (a) has been reduced in that loan year in accordance with the regulations,

(c) the amount of the outstanding principal and interest in respect of all loans referred to in paragraph (a) for which the Minister has, in that loan year, cancelled the obligation to pay, in accordance with the regulations, as

A représente le total estimatif des sommes que le ministre a, au cours de cette année, payées tant aux prêteurs, fournisseurs de services ou institutions financières, conformément soit à la présente loi, aux règlements ou à l'accord conclu entre eux en vertu des articles 5, 6.2 ou 6.3, soit à la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* et à ses règlements, qu'aux agences de recouvrement, pour les prêts d'études et les prêts garantis consentis sur la foi des certificats d'admissibilité délivrés au cours d'une année de prêt par l'autorité compétente de la province, ainsi que le total estimatif des sommes versées aux personnes visées à l'alinéa 15p), à l'exclusion toutefois des sommes versées dans le cadre de l'alinéa 5e) ou des règlements pris conformément à l'alinéa 15o) qui prévoient le remboursement de prêts d'études en fonction du revenu et des sommes payées, en vertu du sous-alinéa 18b)(ii), au titre de la quote-part provinciale;

B le total estimatif des sommes suivantes :

a) le montant des intérêts calculés, pour cette année, en fonction du taux précisé en vertu du paragraphe 20(2), relativement aux prêts impayés visés à l'élément A et consentis sous le régime de l'article 6.1;

b) le montant dont est réduit, au cours de cette année, en conformité avec les règlements, le principal impayé des prêts visés à l'alinéa a);

c) le montant représentant le principal et l'intérêt impayés des prêts visés à l'alinéa a) dont le ministre annule, au cours de cette année, l'obligation de paiement en conformité avec les règlements, en raison du décès ou de l'invalidité de l'emprunteur;

d) le montant représentant le principal et l'intérêt impayés des prêts visés à l'alinéa a) pour lesquels le ministre prend, au cours de cette année, des mesures de recouvrement, dont est réduit le montant représentant le princi-



(ii) to persons pursuant to regulations made under paragraph 15(p), excluding

(iii) any amounts paid pursuant to paragraph 5(e) or pursuant to regulations made under paragraph 15(o), and

(iv) any provincial share paid pursuant to an agreement or arrangement made under subparagraph 18(b)(ii),

exceeds

(b) the estimated aggregate of all amounts received by or on behalf of Her Majesty in right of Canada in that loan year, including any amount received pursuant to the *Financial Administration Act*, in respect of loans referred to in paragraph (a), excluding

(i) any amounts received pursuant to paragraph 5(e) or pursuant to regulations made under paragraph 15(o), and

(ii) any amounts received by or on behalf of Her Majesty in right of Canada in respect of a provincial share paid pursuant to an agreement or arrangement made under subparagraph 18(b)(ii);

“total program net costs”, for a loan year, means the amount by which

(a) the aggregate of all amounts paid by the Minister in that loan year

(i) to lenders, service providers or financial institutions under this Act, the regulations or an agreement entered into under section 5, 6.2 or 6.3, to lenders under the *Canada Student Loans Act* or the regulations made under that Act, and to collection agencies, in respect of student loans or guaranteed student loans made pursuant to certificates of eligibility issued or caused to be issued in any loan year by the appropriate authorities for participating provinces, and

(ii) to persons pursuant to regulations made under paragraph 15(p),

excluding

(iii) any amounts paid pursuant to paragraph 5(e) or pursuant to regulations made under paragraph 15(o), and

(iv) any provincial share paid pursuant to an agreement or arrangement made under subparagraph 18(b)(ii),

exceeds

(b) the aggregate of all amounts received by or on behalf of Her Majesty in right of Canada in that loan year, including any amount received pursuant to the *Financial Administration Act*, in respect of loans referred to in paragraph (a), excluding

(i) any amounts received pursuant to paragraph 5(e) or pursuant to regulations made under paragraph 15(o), and

(ii) any amounts received by or on behalf of Her Majesty in right of Canada in respect of a provincial share paid pursuant to an agreement or arrangement made under subparagraph 18(b)(ii).

ainsi que de celles versées aux personnes visées à l'alinéa 15p), à l'exclusion toutefois des sommes versées dans le cadre des alinéas 5e) et 15o) et de celles payées, en vertu du sous-alinéa 18b)(ii), au titre de la quote-part provinciale;

b) le total estimatif des sommes perçues, au cours de cette année, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte, notamment sous le régime de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à l'égard des prêts visés à l'alinéa a), à l'exclusion de celles perçues dans le cadre des alinéas 5e) et 15o) et de celles reçues, en vertu du sous-alinéa 18b)(ii), au titre de la quote-part provinciale.

« coût net total du programme » La différence entre :

a) le total des sommes que le ministre a, au cours d'une année de prêt, payées tant aux prêteurs, fournisseurs de services ou institutions financières, conformément soit à la présente loi, aux règlements ou à l'accord conclu entre eux en vertu des articles 5, 6.2 ou 6.3, soit à la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* et à ses règlements, qu'aux agences de recouvrement, pour les prêts d'études et les prêts garantis consentis sur la foi des certificats d'admissibilité délivrés au cours d'une année de prêt par les autorités compétentes des provinces participantes, ainsi que de celles versées aux personnes visées à l'alinéa 15p), à l'exclusion toutefois des sommes versées dans le cadre des alinéas 5e) et 15o) et de celles payées, en vertu du sous-alinéa 18b)(ii), au titre de la quote-part provinciale;

b) le total des sommes perçues, au cours de cette année, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte, notamment sous le régime de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à l'égard des prêts visés à l'alinéa a), à l'exclusion de celles perçues dans le cadre des alinéas 5e) et 15o) et de celles reçues, en vertu du sous-alinéa 18b)(ii), au titre de la quote-part provinciale.

a result of the death or disability of the borrower, and

(d) the amount of the outstanding principal and interest in respect of all loans referred to in paragraph (a) for which the Minister has commenced collection action in that loan year, minus the amount of the outstanding principal and interest in respect of loans referred to in that paragraph for which the Minister has ended collection action in that loan year due to the occurrence of an event set out in the regulations that resulted in the removal of restrictions to financial assistance,

C is the estimated aggregate of all amounts received by or on behalf of Her Majesty in right of Canada in that loan year, including any amount received pursuant to the *Financial Administration Act*, in respect of loans referred to in the description of A, other than loans made under an agreement entered into under section 6.1, excluding

(a) any amounts received pursuant to paragraph 5(e) or pursuant to regulations made under paragraph 15(o) that provide for the repayment of student loans by borrowers on an income-contingent basis, and

(b) any amounts received by or on behalf of Her Majesty in right of Canada in respect of a provincial share paid pursuant to an agreement or arrangement made under subparagraph 18(b)(ii), and

D is the estimated aggregate of

(a) the amount of interest received by or on behalf of Her Majesty in right of Canada in that loan year in respect of loans referred to in the description of A that were made under an agreement entered into under section 6.1, and

(b) any amounts received in that loan year pursuant to collection action taken by the Minister in respect of loans referred to in paragraph (a).

pal et l'intérêt impayés de ces prêts pour lesquels il met fin à des mesures de recouvrement au cours de cette même année en raison de la survenance de faits qui, conformément aux règlements, entraînent la levée des restrictions à l'octroi d'une aide financière;

C le total estimatif des sommes perçues, au cours de cette année, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte, notamment sous le régime de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à l'égard des prêts visés à l'élément A — sauf ceux consentis sous le régime de l'article 6.1 —, à l'exclusion des sommes perçues dans le cadre de l'alinéa 5e) ou des règlements pris conformément à l'alinéa 15o) qui prévoient le remboursement de prêts d'études en fonction du revenu et des sommes reçues, en vertu du sous-alinéa 18b)(ii), au titre de la quote-part provinciale;

D le total estimatif des intérêts perçus, au cours de cette année, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte, relativement aux prêts visés à l'élément A et consentis sous le régime de l'article 6.1 et des sommes perçues, au cours de cette année, au moyen des mesures de recouvrement prises par le ministre à l'égard de tels prêts.

« coût net total du programme » Pour une année de prêt, le montant obtenu par la formule suivante :

$$(A + B) - (C + D)$$

où :

A représente le total des sommes que le ministre a, au cours de cette année, payées tant aux prêteurs, fournisseurs de services ou institutions financières, conformément soit à la présente loi, aux règlements ou à l'accord conclu entre eux en vertu des articles 5, 6.2 ou 6.3, soit à la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* et à ses règlements, qu'aux agences de recouvrement, pour les prêts d'études et les prêts garantis consentis sur la foi des certificats d'admissibilité

« coût net total du programme »  
"total program net costs"





“total program  
net costs”  
• coût net total  
du  
programme »

“total program net costs”, for a loan year,  
means the amount determined by the  
formula

$$(A + B) - (C + D)$$

where

A is the aggregate of all amounts paid by  
the Minister in that loan year

(a) to lenders, service providers or fi-  
nancial institutions under this Act, the  
regulations or an agreement entered  
into under section 5, 6.2 or 6.3, to  
lenders under the *Canada Student*  
*Loans Act* or the regulations made  
under that Act, and to collection agen-  
cies, in respect of student loans or  
guaranteed student loans made pursu-  
ant to certificates of eligibility issued  
or caused to be issued in any loan year  
by the appropriate authorities for par-  
ticipating provinces, and

(b) to persons pursuant to regulations  
made under paragraph 15(p),

excluding

(c) any amounts paid pursuant to par-  
agraph 5(e) or pursuant to regulations  
made under paragraph 15(o) that pro-  
vide for the repayment of student  
loans by borrowers on an income-  
contingent basis, and

(d) any provincial share paid pursuant  
to an agreement or arrangement made  
under subparagraph 18(b)(ii),

B is the aggregate of

(a) the estimated amount of interest  
calculated in that loan year in respect  
of outstanding loans referred to in the  
description of A made under an agree-  
ment entered into under section 6.1, at  
the rate of interest fixed or determined  
in accordance with subsection 20(2),

(b) the amount by which the outstand-  
ing principal in respect of all loans  
referred to in paragraph (a) has been  
reduced in that loan year in accord-  
ance with the regulations,

(c) the amount of the outstanding  
principal and interest in respect of all

délivrés au cours d'une année de prêt  
par les autorités compétentes des pro-  
vinces participantes, ainsi que le total  
des sommes versées aux personnes vi-  
sées à l'alinéa 15p), à l'exclusion toute-  
fois des sommes versées dans le cadre  
de l'alinéa 5e) ou des règlements pris  
conformément à l'alinéa 15o) qui pré-  
voient le remboursement de prêts d'é-  
tudes en fonction du revenu et des  
sommes payées, en vertu du sous-alinéa  
18b)(ii), au titre de la quote-part provin-  
ciiale;

B le total des sommes suivantes :

a) le montant estimatif des intérêts  
calculés, pour cette année, en fonction  
du taux précisé en vertu du para-  
graphe 20(2), relativement aux prêts  
impayés visés à l'élément A et con-  
sentis sous le régime de l'article 6.1;

b) le montant dont est réduit, au cours  
de cette année, en conformité avec les  
règlements, le principal impayé des  
prêts visés à l'alinéa a);

c) le montant représentant le principal  
et l'intérêt impayés des prêts visés à  
l'alinéa a) dont le ministre annule, au  
cours de cette année, l'obligation de  
paiement en conformité avec les rè-  
glements, en raison du décès ou de  
l'invalidité de l'emprunteur;

d) le montant représentant le principal  
et l'intérêt impayés des prêts visés à  
l'alinéa a) pour lesquels le ministre  
prend, au cours de cette année, des  
mesures de recouvrement, dont est ré-  
duit le montant représentant le princi-  
pal et l'intérêt impayés de ces prêts  
pour lesquels il met fin à des mesures  
de recouvrement au cours de cette  
même année en raison de la surve-  
illance de faits qui, conformément aux  
règlements, entraînent la levée des  
restrictions à l'octroi d'une aide fi-  
nancière;

C le total des sommes perçues, au cours de  
cette année, par Sa Majesté du chef du  
Canada ou pour son compte, notamment  
sous le régime de la *Loi sur la gestion*



loans referred to in paragraph (a) for which the Minister has, in that loan year, cancelled the obligation to pay, in accordance with the regulations, as a result of the death or disability of the borrower, and 5

(d) the amount of the outstanding principal and interest in respect of all loans referred to in paragraph (a) for which the Minister has commenced collection action in that loan year, minus the amount of the outstanding principal and interest in respect of loans referred to in that paragraph for which the Minister has ended collection action in that loan year due to the occurrence of an event set out in the regulations that resulted in the removal of restrictions to financial assistance, 20

C is the aggregate of all amounts received by or on behalf of Her Majesty in right of Canada in that loan year, including any amount received pursuant to the *Financial Administration Act*, in respect of loans referred to in the description of A, other than loans made under an agreement entered into under section 6.1, excluding 25

(a) any amounts received pursuant to paragraph 5(e) or pursuant to regulations made under paragraph 15(o) that provide for the repayment of student loans by borrowers on an income-contingent basis, and 35

(b) any amounts received by or on behalf of Her Majesty in right of Canada in respect of a provincial share paid pursuant to an agreement or arrangement made under subparagraph 18(b)(ii), and 40

D is the aggregate of

(a) the amount of interest received by or on behalf of Her Majesty in right of Canada in that loan year in respect of loans referred to in the description of A that were made under an agreement entered into under section 6.1, and 45

*des finances publiques, à l'égard des prêts visés à l'élément A — sauf ceux consentis sous le régime de l'article 6.1 —, à l'exclusion des sommes perçues dans le cadre de l'alinéa 5e) ou des règlements pris conformément à l'alinéa 15o) qui prévoient le remboursement de prêts d'études en fonction du revenu et des sommes reçues, en vertu du sous-alinéa 18b)(ii), au titre de la quote-part provinciale; 5 10*

D le total des intérêts perçus, au cours de cette année, par Sa Majesté du chef du Canada ou pour son compte, relativement aux prêts visés à l'élément A et des sommes perçues, au cours de cette année, au moyen des mesures de recouvrement prises par le ministre à l'égard de tels prêts. 20





(b) any amounts received in that loan year pursuant to collection action taken by the Minister in respect of loans referred to in paragraph (a).

(2) Subsection 14(7) of the Act is replaced by the following:

Exception

(7) The following amounts shall be included in the calculations described in the definitions "net costs" and "total program net costs" in subsection (6) only if the government of the province satisfies the Minister, by written notice received by the Minister before the beginning of the loan year in question, that, in relation to the matter in question, the provincial student financial assistance plan has substantially the same effect as the plan established by this Act and the regulations:

(a) amounts that are determined as a result of the application of subparagraph 5(a)(viii) or section 7, 10 or 11;

(b) amounts in relation to programs established by regulations made under paragraph 15(l), (m), (n) or (p);

(c) in respect of loans made under an agreement entered into under section 6.1, amounts in relation to a termination of the Minister's rights or a reduction in the outstanding principal resulting from the operation of regulations made under paragraph 15(o), other than regulations that provide for the repayment of student loans by borrowers on an income-contingent basis; and

(d) amounts in relation to programs established by regulations made under section 11 of the *Canada Student Loans Act*.

Negative amounts

(8) If the amount determined by the formula " $(A + B) - (C + D)$ " in subsection (6) would, but for this subsection, be a negative amount, it is deemed to be zero.

11. The Act is amended by adding the following after section 16:

Limitation period

16.1 (1) Subject to this section and section 16.2, no action or proceedings shall be taken to recover money owing under a student loan more than six years after the day on which the money becomes due and payable.

(2) Le paragraphe 14(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception

(7) Les sommes qui, soit par application du sous-alinéa 5a)(viii) ou des articles 7, 10 et 11, soit par la mise en œuvre de programmes prévus aux alinéas 15l), m), n) ou p), soit en raison de l'extinction des droits du ministre ou de la réduction du principal impayé des prêts consentis sous le régime de l'article 6.1 conformément aux règlements d'application de l'alinéa 15o) autres que les règlements qui prévoient le remboursement des prêts en fonction du revenu, soit encore par la mise en œuvre de programmes prévus à l'article 11 de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*, seraient prises en compte pour le calcul visé aux définitions de « coût net » ou « coût net total du programme » au paragraphe (6) ne le sont que si le gouvernement de la province convainc le ministre, dans un avis qui doit lui parvenir avant le début de l'année de prêt, que les effets de son régime d'aide financière aux étudiants sont essentiellement les mêmes, dans chacun des domaines visés, que ceux du régime fédéral établi par la présente loi et ses règlements.

20

25

30

35

(8) Si le montant calculé conformément à la formule «  $(A + B) - (C + D)$  » au paragraphe (6) est négatif, il est considéré comme égal à zéro.

Montants négatifs

30

11. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit :

16.1 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et de l'article 16.2, toute poursuite visant le recouvrement d'une créance relative à un prêt d'études se prescrit par six ans à compter de la date à laquelle la créance devient exigible.

Prescription

35

(2) Subsection 14(8) is new. Subsection 14(7) reads as follows:

(7) Amounts paid or received in relation to subparagraph 5(a)(viii) or section 7, 10 or 11, or in relation to programs established by regulations made under paragraph 15(l), (m), (n) or (p) or under section 11 of the *Canada Student Loans Act*, shall be included in the calculations described in the definitions “net costs” and “total program net costs” in subsection (6) only if the government of the province satisfies the Minister, by written notice received by the Minister before the beginning of the loan year in question, that, in relation to the matter in question, the provincial student financial assistance plan has substantially the same effect as the plan established by this Act and the regulations.

(2) Le paragraphe 14(8) est nouveau. Texte du paragraphe 14(7) :

(7) Les sommes versées ou reçues dans le cadre du sous-alinéa 5a)(viii), des articles 7, 10 et 11 ou dans le cadre de programmes prévus aux alinéas 15l), m), n) ou p), ou de l'article 11 de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* ne sont prises en compte pour le calcul visé aux définitions de « coût net » ou de « coût net total du programme » que si le gouvernement de la province convainc le ministre, dans un avis qui doit lui parvenir avant le début de l'année de prêt, que les effets de son régime d'aide financière aux étudiants sont essentiellement les mêmes, dans chacun des domaines visés, que ceux du régime fédéral établi par la présente loi et ses règlements.

*Clause 11: New.*

*Article 11 : Nouveau.*



Deduction and set-off	(2) Money owing under a student loan may be recovered at any time by way of deduction from or set-off against any sum of money that may be due or payable by Her Majesty in right of Canada to the borrower or the estate or succession of the borrower.	(2) Le recouvrement, par voie de compensation ou de déduction, du montant d'une créance exigible relative à un prêt d'études peut être effectué en tout temps sur toute somme à payer par Sa Majesté du chef du Canada à l'emprunteur ou à sa succession.	Compensation et déduction
Acknowledgment of liability	(3) If a borrower's liability for money owing under a student loan is acknowledged in accordance with subsection (4), the time during which the limitation period has run before the acknowledgment does not count in the calculation of that period.	(3) Si, conformément au paragraphe (4), il est reconnu que l'emprunteur est responsable d'une créance exigible relative à un prêt d'études, la période courue avant cette reconnaissance ne compte pas dans le calcul du délai de prescription.	Reconnaissance de responsabilité
Types of acknowledgments	(4) An acknowledgment of liability means (a) a written promise to pay the money owing, signed by the borrower or his or her agent or other representative; (b) a written acknowledgment of the money owing, signed by the borrower or his or her agent or other representative, whether or not a promise to pay can be implied from it and whether or not it contains a refusal to pay; (c) a part payment by the borrower or his or her agent or other representative of any money owing; or (d) any acknowledgment of the money owing made by the borrower, his or her agent or other representative or the trustee or administrator in the course of proceedings under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> or any other legislation dealing with the payment of debts.	(4) Constituent une reconnaissance de responsabilité : a) la promesse écrite de payer la créance exigible, signée par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant; b) la reconnaissance écrite de l'exigibilité de la créance, signée par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant, que celle-ci contienne ou non une promesse implicite de payer ou une déclaration de refus de paiement; c) le paiement, même partiel, de la créance exigible par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant; d) la reconnaissance par l'emprunteur, son mandataire, son représentant, le syndic ou l'administrateur de l'exigibilité de la créance, dans le cadre de mesures prises conformément à la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> ou dans le cadre de toute autre loi relative au paiement de dettes.	Types de reconnaissance de responsabilité
Acknowledgment after expiry of limitation period	(5) If a borrower's liability for money owing under a student loan is acknowledged in accordance with subsection (4) after the expiry of the limitation period in respect of the loan, an action or proceedings to recover the money may, subject to subsections (3) and (6), be brought within six years after the date of the acknowledgment.	(5) Si, après l'expiration du délai de prescription, il est reconnu, conformément au paragraphe (4), qu'un emprunteur est responsable d'une créance exigible relative à un prêt d'études, des poursuites en recouvrement visant cette créance peuvent être intentées, sous réserve des paragraphes (3) et (6), dans les six ans suivant la date de la reconnaissance de responsabilité.	Reconnaissance de responsabilité après l'expiration du délai de prescription
Limitation period suspended	(6) The running of a limitation period in respect of a student loan is suspended during any period in which it is prohibited to commence or continue an action or other proceedings against the borrower to recover money owing under the loan.	(6) La prescription ne court pas pendant la période au cours de laquelle il est interdit d'intenter ou de continuer contre un emprunteur des poursuites en recouvrement d'une créance exigible relative à un prêt d'études.	Suspension du délai de prescription



Enforcement proceedings	(7) This section does not apply in respect of an action or proceedings relating to the execution, renewal or enforcement of a judgment.	(7) Le présent article ne s'applique pas à des poursuites relatives à l'exécution, la mise en œuvre ou le renouvellement d'une décision judiciaire.	Mise en œuvre de décisions judiciaires
Application	<b>16.2</b> (1) This section applies only in respect of the recovery of money that became due and payable under a student loan before the coming into force of this section.	<b>16.2</b> (1) Le présent article s'applique à l'égard de poursuites en recouvrement d'une créance relative à un prêt d'études qui est exigible avant l'entrée en vigueur du présent article.	5 Application
Limitation period	(2) Subject to this section, no action or proceedings shall be taken to recover money owing under a student loan more than six years after the day on which the limitation period that applied before the coming into force of this section started to run.	(2) Sous réserve des dispositions du précédent article, toute poursuite visant le recouvrement d'une créance exigible relative à un prêt d'études se prescrit par six ans à compter de la date à laquelle le délai de prescription applicable antérieurement à l'entrée en vigueur du présent article a commencé à courir.	10 Prescription 15
Prior acknowledgments	(3) For the purposes of subsection (2), the day of the most recent acknowledgment of a borrower's liability in respect of money owing under a student loan is deemed to be the day on which the limitation period started to run if  (a) the acknowledgment was made before the coming into force of this section; and  (b) under the law applicable at the time of the acknowledgment, the time during which the limitation period ran before the acknowledgment did not count in the calculation of that period.	(3) Pour l'application du paragraphe (2), le délai de prescription commence à courir à partir de la date de la dernière reconnaissance de responsabilité qui a été exprimée avant l'entrée en vigueur du présent article si, selon le droit en vigueur à ce moment, le temps couru avant une telle reconnaissance de responsabilité n'entraîne pas dans le calcul de ce délai.	15 Reconnaissance de responsabilité antérieure 20 25
Deduction and set-off	(4) Money owing under a student loan may be recovered at any time by way of deduction from or set-off against any sum of money that may be due or payable by Her Majesty in right of Canada to the borrower or the estate or succession of the borrower.	(4) Le recouvrement, par voie de compensation ou de déduction, du montant d'une créance exigible relative à un prêt d'études peut être effectué en tout temps sur toute somme à payer par Sa Majesté du chef du Canada à l'emprunteur ou à sa succession.	30 Compensation et déduction 30
Acknowledgment of liability	(5) If, on or after the day on which this section comes into force, a borrower's liability for money owing under a student loan is acknowledged in accordance with subsection (6), the time during which the limitation period has run before the acknowledgment does not count in the calculation of that period.	(5) Si, à l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite, il est reconnu conformément au paragraphe (6) que l'emprunteur est responsable d'une créance exigible relative à un prêt d'études, la période courue avant cette reconnaissance ne compte pas dans le calcul du délai de prescription.	35 Reconnaissance de responsabilité 35
Types of acknowledgments	(6) For the purposes of subsections (5) and (7), an acknowledgment of liability means  (a) a written promise to pay the money owing, signed by the borrower or his or her agent or other representative;	(6) Constituent une reconnaissance de responsabilité pour l'application des paragraphes (5) et (7) :  a) la promesse écrite de payer la créance exigible, signée par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant;	40 Types de reconnaissance de responsabilité 40





	<p>(b) a written acknowledgment of the money owing, signed by the borrower or his or her agent or other representative, whether or not a promise to pay can be implied from it and whether or not it contains a refusal to pay;</p> <p>(c) a part payment by the borrower or his or her agent or other representative of any money owing; or</p> <p>(d) any acknowledgment of the money owing made by the borrower, his or her agent or other representative or the trustee or administrator in the course of proceedings under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> or any other legislation dealing with the payment of debts.</p>	<p>b) la reconnaissance écrite de l'exigibilité de la créance, signée par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant, que celle-ci contienne ou non une promesse implicite de payer ou une déclaration de refus de paiement;</p> <p>c) le paiement, même partiel, de la créance exigible par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant;</p> <p>d) la reconnaissance par l'emprunteur, son mandataire, son représentant, le syndic ou l'administrateur de l'exigibilité de la créance, dans le cadre de mesures prises conformément à la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> ou dans le cadre de toute autre loi relative au paiement de dettes.</p>	
Acknowledgment after expiry of limitation period	<p>(7) If, after the expiry of the limitation period in respect of a student loan — including any limitation period that expired before the coming into force of this section — and on or after the day on which this section comes into force, a borrower's liability for money owing under the loan is acknowledged in accordance with subsection (6), an action or proceedings to recover the money may, subject to subsections (5) and (8), be brought within six years after the date of the acknowledgment.</p>	<p>(7) Si, à l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite, il est reconnu, conformément au paragraphe (6), après l'expiration du délai de prescription visé au paragraphe (2) ou après l'expiration du délai de prescription applicable antérieurement à l'entrée en vigueur du présent article, qu'un emprunteur est responsable d'une créance exigible relative à un prêt d'études, des poursuites en recouvrement visant cette créance peuvent être intentées, sous réserve des paragraphes (5) et (8), dans les six ans suivant la date de la reconnaissance de responsabilité.</p>	Reconnaissance de responsabilité après l'expiration du délai de prescription
Limitation period suspended	<p>(8) The running of a limitation period in respect of a student loan is, commencing on the day on which this section comes into force, suspended during any period in which it is prohibited to commence or continue an action or other proceedings against the borrower to recover money owing under the loan.</p>	<p>(8) La prescription ne court pas pendant la période qui commence à l'entrée en vigueur du présent article et au cours de laquelle il est interdit d'intenter ou de continuer contre un emprunteur des poursuites en recouvrement d'une créance exigible relative à un prêt d'études.</p>	Suspension du délai de prescription
Statutory bar	<p>(9) Subject to subsection (7), if the limitation period in respect of a student loan expired before the coming into force of this section, no action or proceeding shall be taken to recover money owing under the loan.</p>	<p>(9) Sous réserve du paragraphe (7), si, au moment de l'entrée en vigueur du présent article, le délai de prescription d'une créance exigible relative à un prêt d'études est expiré, aucune poursuite visant le recouvrement de cette créance ne peut être intentée.</p>	Prescription
Enforcement proceedings	<p>(10) This section does not apply in respect of an action or proceedings relating to the execution, renewal or enforcement of a judgment.</p>	<p>(10) Le présent article ne s'applique pas à des poursuites relatives à l'exécution, la mise en œuvre ou le renouvellement d'une décision judiciaire.</p>	Mise en œuvre de décisions judiciaires





**12. Section 20 of the Act is renumbered as subsection 20(1) and is amended by adding the following:**

Interest rates

(2) The Minister, with the concurrence of the Minister of Finance and subject to the approval of the Governor in Council, shall fix a rate of interest, or a manner of determining a rate of interest, for the purposes of paragraph (a) of the description of B in the definitions "net costs" and "total program net costs" in subsection 14(6).

R.S., c. S-23

***Canada Student Loans Act***

**13. The *Canada Student Loans Act* is amended by adding the following after section 19:**

Limitation and period

**19.1** (1) Subject to this section and section 19.2, no action or proceedings shall be taken to recover money owing under a guaranteed student loan more than six years after the day on which the money becomes due and payable.

Deduction and set-off

(2) Money owing under a guaranteed student loan may be recovered at any time by way of deduction from or set-off against any sum of money that may be due or payable by Her Majesty in right of Canada to the borrower or the estate or succession of the borrower.

Acknowledgment of liability

(3) If a borrower's liability for money owing under a guaranteed student loan is acknowledged in accordance with subsection (4), the time during which the limitation period has run before the acknowledgment does not count in the calculation of that period.

Types of acknowledgments

(4) An acknowledgment of liability means

(a) a written promise to pay the money owing, signed by the borrower or his or her agent or other representative;

(b) a written acknowledgment of the money owing, signed by the borrower or his or her agent or other representative, whether or not a promise to pay can be implied from it and whether or not it contains a refusal to pay;

(c) a part payment by the borrower or his or her agent or other representative of any money owing; or

**12. L'article 20 de la même loi devient le paragraphe 20(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :**

Taux d'intérêt

(2) Le ministre, avec le consentement du ministre des Finances et l'approbation du gouverneur en conseil, précise le taux d'intérêt applicable aux termes de l'alinéa a) de l'élément B des définitions de « coût net » et « coût net total du programme » au paragraphe 14(6), ou la méthode à suivre pour le calculer.

***Loi fédérale sur les prêts aux étudiants***

L.R., ch. S-23

**13. La *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* est modifiée par adjonction, après l'article 19, de ce qui suit :**

Prescription

**19.1** (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et de l'article 19.2, toute poursuite visant le recouvrement d'une créance relative à un prêt garanti se prescrit par six ans à compter de la date à laquelle la créance devient exigible.

Compensation et déduction

(2) Le recouvrement, par voie de compensation ou de déduction, du montant d'une créance exigible relative à un prêt garanti peut être effectué en tout temps sur toute somme à payer par Sa Majesté du chef du Canada à l'emprunteur ou à sa succession.

Reconnaissance de responsabilité

(3) Si, conformément au paragraphe (4), il est reconnu que l'emprunteur est responsable d'une créance exigible relative à un prêt garanti, la période courue avant cette reconnaissance ne compte pas dans le calcul du délai de prescription.

(4) Constituent une reconnaissance de responsabilité :

Types de reconnaissance de responsabilité

a) la promesse écrite de payer la créance exigible, signée par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant;

b) la reconnaissance écrite de l'exigibilité de la créance, signée par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant, que celle-ci contienne ou non une promesse implicite de payer ou une déclaration de refus de paiement;

c) le paiement, même partiel, de la créance exigible par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant;

*Clause 12: New.*

*Article 12 : Nouveau.*

*Canada Student Loans Act*

*Clause 13: New.*

*Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*

*Article 13 : Nouveau.*

	(d) any acknowledgment of the money owing made by the borrower, his or her agent or other representative or the trustee or administrator in the course of proceedings under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> or any other legislation dealing with the payment of debts.	5	d) la reconnaissance par l'emprunteur, son mandataire, son représentant, le syndic ou l'administrateur de l'exigibilité de la créance, dans le cadre de mesures prises conformément à la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> ou dans le cadre de toute autre loi relative au paiement de dettes.	5	
Acknowledgment after expiry of limitation period	(5) If a borrower's liability for money owing under a guaranteed student loan is acknowledged in accordance with subsection (4) after the expiry of the limitation period in respect of the loan, an action or proceedings to recover the money may, subject to subsections (3) and (6), be brought within six years after the date of the acknowledgment.	10	(5) Si, après l'expiration du délai de prescription, il est reconnu, conformément au paragraphe (4), qu'un emprunteur est responsable d'une créance exigible relative à un prêt garanti, des poursuites en recouvrement visant cette créance peuvent être intentées, sous réserve des paragraphes (3) et (6), dans les six ans suivant la date de la reconnaissance de responsabilité.	10	Reconnaissance de responsabilité après l'expiration du délai de prescription
Limitation period suspended	(6) The running of a limitation period in respect of a guaranteed student loan is suspended during any period in which it is prohibited to commence or continue an action or other proceedings against the borrower to recover money owing under the loan.	20	(6) La prescription ne court pas pendant la période au cours de laquelle il est interdit d'intenter ou de continuer contre un emprunteur des poursuites en recouvrement d'une créance exigible relative à un prêt garanti.	20	Suspension du délai de prescription
Enforcement proceedings	(7) This section does not apply in respect of an action or proceedings relating to the execution, renewal or enforcement of a judgment.	25	(7) Le présent article ne s'applique pas à des poursuites relatives à l'exécution, la mise en œuvre ou le renouvellement d'une décision judiciaire.	25	Mise en œuvre de décisions judiciaires
Application	<b>19.2</b> (1) This section applies only in respect of the recovery of money that became due and payable under a guaranteed student loan before the coming into force of this section.	30	<b>19.2</b> (1) Le présent article s'applique à l'égard de poursuites en recouvrement d'une créance relative à un prêt garanti qui est exigible avant l'entrée en vigueur du présent article.	30	Application
Limitation period	(2) Subject to this section, no action or proceedings shall be taken to recover money owing under a guaranteed student loan more than six years after the day on which the limitation period that applied before the coming into force of this section started to run.	35	(2) Sous réserve des dispositions du présent article, toute poursuite visant le recouvrement d'une créance exigible relative à un prêt garanti se prescrit par six ans à compter de la date à laquelle le délai de prescription applicable antérieurement à l'entrée en vigueur du présent article a commencé à courir.	35	Prescription
Prior acknowledgments	(3) For the purposes of subsection (2), the day of the most recent acknowledgment of a borrower's liability in respect of money owing under a guaranteed student loan is deemed to be the day on which the limitation period started to run if  (a) the acknowledgment was made before the coming into force of this section; and  (b) under the law applicable at the time of the acknowledgment, the time during	40	(3) Pour l'application du paragraphe (2), le délai de prescription commence à courir à partir de la date de la dernière reconnaissance de responsabilité qui a été exprimée avant l'entrée en vigueur du présent article si, selon le droit en vigueur à ce moment, le temps couru avant une telle reconnaissance de responsabilité n'entraîne pas dans le calcul de ce délai.	40	Reconnaissance de responsabilité antérieure
		45		45	





	which the limitation period ran before the acknowledgment did not count in the calculation of that period.			
Deduction and set-off	(4) Money owing under a guaranteed student loan may be recovered at any time by way of deduction from or set-off against any sum of money that may be due or payable by Her Majesty in right of Canada to the borrower or the estate or succession of the borrower.	5	(4) Le recouvrement, par voie de compensation ou de déduction, du montant d'une créance exigible relative à un prêt garanti peut être effectué en tout temps sur toute somme à payer par Sa Majesté du chef du Canada à l'emprunteur ou à sa succession.	Compensation et déduction
Acknowledgment of liability	(5) If, on or after the day on which this section comes into force, a borrower's liability for money owing under a guaranteed student loan is acknowledged in accordance with subsection (6), the time during which the limitation period has run before the acknowledgment does not count in the calculation of that period.	10	(5) Si, à l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite, il est reconnu conformément au paragraphe (6) que l'emprunteur est responsable d'une créance exigible relative à un prêt garanti, la période courue avant cette reconnaissance ne compte pas dans le calcul du délai de prescription.	Reconnaissance de responsabilité
Types of acknowledgments	(6) For the purposes of subsections (5) and (7), an acknowledgment of liability means (a) a written promise to pay the money owing, signed by the borrower or his or her agent or other representative; (b) a written acknowledgment of the money owing, signed by the borrower or his or her agent or other representative, whether or not a promise to pay can be implied from it and whether or not it contains a refusal to pay; (c) a part payment by the borrower or his or her agent or other representative of any money owing; or (d) any acknowledgment of the money owing made by the borrower, his or her agent or other representative or the trustee or administrator in the course of proceedings under the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> or any other legislation dealing with the payment of debts.	15	(6) Constituent une reconnaissance de responsabilité pour l'application des paragraphes (5) et (7) : a) la promesse écrite de payer la créance exigible, signée par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant; b) la reconnaissance écrite de l'exigibilité de la créance, signée par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant, que celle-ci contienne ou non une promesse implicite de payer ou une déclaration de refus de paiement; c) le paiement, même partiel, de la créance exigible par l'emprunteur, son mandataire ou autre représentant; d) la reconnaissance par l'emprunteur, son mandataire, son représentant, le syndic ou l'administrateur de l'exigibilité de la créance, dans le cadre de mesures prises conformément à la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> ou dans le cadre de toute autre loi relative au paiement de dettes.	Types de reconnaissance de responsabilité
Acknowledgment after expiry of limitation period	(7) If, after the expiry of the limitation period in respect of a guaranteed student loan — including any limitation period that expired before the coming into force of this section — and on or after the day on which this section comes into force, a borrower's liability for money owing under the loan is acknowledged in accordance with subsection (6), an action or proceedings to recover the	20	(7) Si, à l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite, il est reconnu, conformément au paragraphe (6), après l'expiration du délai de prescription visé au paragraphe (2) ou après l'expiration du délai de prescription applicable antérieurement à l'entrée en vigueur du présent article, qu'un emprunteur est responsable d'une créance exigible relative à un prêt garanti, des poursuites en re-	Reconnaissance de responsabilité après l'expiration du délai de prescription





	money may, subject to subsections (5) and (8), be brought within six years after the date of the acknowledgment.	couvrement visant cette créance peuvent être intentées, sous réserve des paragraphes (5) et (8), dans les six ans suivant la date de la reconnaissance de responsabilité.	
Limitation period suspended	(8) The running of a limitation period in respect of a guaranteed student loan is, commencing on the day on which this section comes into force, suspended during any period in which it is prohibited to commence or continue an action or other proceedings against the borrower to recover money owing under the loan.	(8) La prescription ne court pas pendant la période qui commence à l'entrée en vigueur du présent article et au cours de laquelle il est interdit d'intenter ou de continuer contre un emprunteur des poursuites en recouvrement d'une créance exigible relative à un prêt garanti.	5 Suspension du délai de prescription
Statutory bar	(9) Subject to subsection (7), if the limitation period in respect of a guaranteed student loan expired before the coming into force of this section, no action or proceeding shall be taken to recover money owing under the loan.	(9) Sous réserve du paragraphe (7), si, au moment de l'entrée en vigueur du présent article, le délai de prescription d'une créance exigible relative à un prêt garanti est expiré, aucune poursuite visant le recouvrement de cette créance ne peut être intentée.	15 Prescription
Enforcement proceedings	(10) This section does not apply in respect of an action or proceedings relating to the execution, renewal or enforcement of a judgment.	(10) Le présent article ne s'applique pas à des poursuites relatives à l'exécution, la mise en œuvre ou le renouvellement d'une décision judiciaire.	20 Mise en œuvre de décisions judiciaires

#### Coming into Force

Coming into force	14. (1) Sections 9, 11 and 13 come into force or are deemed to have come into force on August 1, 2003.
Coming into force	(2) Sections 10 and 12 are deemed to have come into force on August 1, 2002.

#### Entrée en vigueur

	14. (1) Les articles 9, 11 et 13 entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 1 <sup>er</sup> août 2003.	Entrée en vigueur
	(2) Les articles 10 et 12 sont réputés être entrés en vigueur le 1 <sup>er</sup> août 2002.	25 Entrée en vigueur

### PART 4

#### EMPLOYMENT INSURANCE

1996, c. 23	<i>Employment Insurance Act</i>
2000, c. 12, s. 106	15. The definition "common-law partner" in subsection 2(1) of the <i>Employment Insurance Act</i> is replaced by the following:
"common-law partner" « conjoint de fait »	"common-law partner", in relation to an individual, means a person who is cohabiting with the individual in a conjugal relationship, having so cohabited for a period of at least one year;
	16. (1) Section 10 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

### PARTIE 4

#### ASSURANCE-EMPLOI

	<i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1996, ch. 23
	15. La définition de « conjoint de fait », au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> , est remplacée par ce qui suit :	2000, ch. 12, art. 106
	« conjoint de fait » La personne qui vit avec la personne en cause dans une relation conjugale depuis au moins un an.	30 « conjoint de fait » "common-law partner"
	16. (1) L'article 10 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :	35

*Employment Insurance Act*

*Clause 15:* The definition “common-law partner” in subsection 2(1) reads as follows:

“common-law partner”, in relation to a claimant, means a person who is cohabiting with the claimant in a conjugal relationship, having so cohabited for a period of at least one year;

*Clause 16:* (1) New.

*Loi sur l'assurance-emploi*

*Article 15 :* Texte de la définition de « conjoint de fait » au paragraphe 2(1) :

« conjoint de fait » La personne qui vit avec le prestataire dans une relation conjugale depuis au moins un an.

*Article 16 :* (1) Nouveau.

## Exception

(5.1) A claim for benefits referred to in section 23.1 with respect to a family member shall not be regarded as having been made on an earlier day under subsection (4) or (5) if

(a) at the time the claim is made, all benefits that may otherwise have been payable in relation to that claim have already been exhausted;

(b) the beginning of the period referred to in subsection 23.1(4) has already been determined with respect to that family member and the claim would have the effect of moving the beginning of that period to an earlier date; or

(c) the claim is made in any other circumstances set out in the regulations.

2002, c. 9, s. 12(4)

Extension of benefit period — special benefits

**(2) Subsections 10(13) to (15) of the Act are replaced by the following:**

(13) If, during a claimant's benefit period,

(a) regular benefits were not paid to the claimant,

(b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b) and (c), and

(c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b) and (c),

the benefit period is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of 30 weeks available to the claimant for the reason mentioned in each of paragraphs 12(3)(a), (b) and (c).

Extension of benefit period — special benefits

(13.1) If, during a claimant's benefit period,

(a) regular benefits were not paid to the claimant,

(b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(b), (c) and (d), and

(c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(b), (c) and (d),

(5.1) La demande de prestations présentée au titre de l'article 23.1 relativement à un membre de la famille n'est pas considérée comme ayant été présentée à une date antérieure pour l'application des paragraphes (4) ou (5) si, selon le cas :

a) au moment où elle est présentée, toutes les prestations qui auraient autrement pu être versées par suite de cette demande ont déjà été versées;

b) le début de la période visée au paragraphe 23.1(4) a déjà été établi pour le membre de la famille en cause et la demande aurait pour effet de porter le début de cette période à une date antérieure;

c) la demande est présentée dans les circonstances prévues par règlement.

**(2) Les paragraphes 10(13) à (15) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(13) Si, au cours de la période de prestations d'un prestataire, aucune prestation régulière ne lui a été versée et des prestations pour toutes les raisons prévues aux alinéas 12(3)a) à c) lui ont été versées pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période de prestations est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.

## Exception

2002, ch. 9, par. 12(4)

Prolongation de la période de prestations : prestations spéciales

Prolongation de la période de prestations : prestations spéciales



(2) Subsections 10(13.1) to (13.3) are new. Subsections 10(13) to (15) read as follows:

(13) If, during a claimant's benefit period,

(a) regular benefits were not paid to the claimant,

(b) benefits were paid because of the three reasons mentioned in subsection 12(3), and

(c) with respect to the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(b) and (c), benefits were not paid for the maximum number of weeks established for those reasons,

the benefit period is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of weeks available to the claimant for the reason mentioned in each of those paragraphs.

(14) Subject to subsection (15), no extension under any of subsections (10) to (13) may result in a benefit period of more than 104 weeks.

(15) No extension under subsection (13) may result in a benefit period of more than 67 weeks, unless the benefit period is also extended under any of subsections (10) to (12).

(2) Les paragraphes 10(13.1) à (13.3) sont nouveaux. Texte des paragraphes 10(13) à (15) :

(13) Si, au cours de la période de prestations d'un prestataire, des prestations pour les trois raisons prévues au paragraphe 12(3) — mais aucune prestation régulière — lui ont été versées, mais, en ce qui touche celles versées pour les raisons prévues aux alinéas 12(3)b) et c), pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période de prestations est prolongée du nombre de semaines nécessaires pour que ce nombre maximal soit atteint.

(14) Sous réserve du paragraphe (15), aucune prolongation au titre de l'un des paragraphes (10) à (13) ne peut avoir pour effet de porter la durée d'une période de prestations à plus de cent quatre semaines.

(15) À défaut de prolongation au titre de l'un des paragraphes (10) à (12), aucune prolongation au titre du paragraphe (13) ne peut avoir pour effet de porter la durée d'une période de prestations à plus de soixante-sept semaines.

Extension of benefit period — special benefits	the benefit period is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of weeks available to the claimant for the reason mentioned in each of paragraphs 12(3)(b), (c) and (d).	5	(13.2) Si, au cours de la période de prestations d'un prestataire, aucune prestation régulière ne lui a été versée et des prestations pour toutes les raisons prévues aux alinéas 12(3)a), b) et d) lui ont été versées pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période de prestations est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.	Prolongation de la période de prestations : prestations spéciales
	(13.2) If, during a claimant's benefit period, (a) regular benefits were not paid to the claimant, (b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b) and (d), and (c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b) and (d),	10		
	the benefit period is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of weeks available to the claimant for the reason mentioned in each of paragraphs 12(3)(a), (b) and (d).	20		
Extension of benefit period — special benefits	(13.3) If, during a claimant's benefit period, (a) regular benefits were not paid to the claimant, (b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in subsection 12(3), and (c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b), (c) and (d),	25	(13.3) Si, au cours de la période de prestations d'un prestataire, aucune prestation régulière ne lui a été versée et des prestations pour toutes les raisons prévues au paragraphe 12(3) lui ont été versées pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période de prestations est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.	Prolongation de la période de prestations : prestations spéciales
	the benefit period is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of weeks available to the claimant for the reason mentioned in each of those paragraphs.	35		
Maximum extension under subsections (10) to (13.3)	(14) Subject to subsection (15), no extension under any of subsections (10) to (13.3) may result in a benefit period of more than 104 weeks.		(14) Sous réserve du paragraphe (15), aucune prolongation au titre de l'un des paragraphes (10) à (13.3) ne peut avoir pour effet de porter la durée d'une période de prestations à plus de cent quatre semaines.	Prolongation visée aux paragraphes (10) à (13.3) : durée maximale
Maximum extension under subsections (13) to (13.3)	(15) Unless the benefit period is also extended under any of subsections (10) to (12), (a) no extension under subsection (13) may result in a benefit period of more than 67 weeks;	40	(15) À défaut de prolongation au titre de l'un des paragraphes (10) à (12), aucune prolongation ne peut avoir pour effet de porter la durée d'une période de prestations à plus de :	Prolongation visée aux paragraphes (13) à (13.3) : durée maximale



(b) no extension under subsection (13.1) or (13.2) may result in a benefit period of more than 58 weeks; and

(c) no extension under subsection (13.3) may result in a benefit period of more than 73 weeks.

a) soixante-sept semaines, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe (13);

b) cinquante-huit semaines, dans le cas d'une prolongation au titre des paragraphes (13.1) ou (13.2);

c) soixante-treize semaines, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe (13.3).

**17. (1) Subsection 12(3) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b), by adding the word "and" at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):**

**17. (1) Le paragraphe 12(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :**

(d) because the claimant is providing care or support to one or more family members described in subsection 23.1(2), is six.

d) dans le cas de soins ou de soutien à donner à un ou plusieurs membres de la famille visés au paragraphe 23.1(2), six semaines.

**(2) Section 12 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):**

**(2) L'article 12 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :**

Maximum —  
compassionate  
care benefits

(4.1) Even if more than one claim is made, or certificate is issued, in respect of the same family member, the maximum number of weeks of benefits payable under section 23.1 is six weeks during the period of 26 weeks beginning with the first day of the week referred to in paragraph 23.1(4)(a).

(4.1) Même si plus d'une demande de prestations est présentée ou plus d'un certificat est délivré relativement au même membre de la famille, les prestations prévues à l'article 23.1 ne peuvent être versées pendant plus de six semaines au cours de la période de vingt-six semaines qui commence au début de la semaine visée à l'alinéa 23.1(4)a).

Maximum:  
prestations de  
soignant

Shorter period

(4.2) If a shorter period is prescribed for the purposes of subsection 23.1(5), then that shorter period applies for the purposes of subsection (4.1).

(4.2) Dans le cas où une période plus courte est prévue par règlement au titre du paragraphe 23.1(5), cette période est celle qui s'applique dans le cadre du paragraphe (4.1).

Période plus  
courte

Expiration of  
shorter period

(4.3) When a shorter period referred to in subsection (4.2) has expired in respect of a family member, no further benefits are payable under section 23.1 in respect of that family member until the minimum prescribed number of weeks has elapsed.

(4.3) Dans le cas où une période plus courte visée au paragraphe (4.2) prend fin relativement à un membre de la famille, le nombre de semaines prévu par règlement doit s'écouler avant que d'autres prestations puissent être payées aux termes de l'article 23.1 relativement à ce membre de la famille.

Fin de la  
période plus  
courte

2000, c. 14, s.  
3(3); 2002, c. 9,  
s. 13

**(3) Subsection 12(5) of the Act is replaced by the following:**

**(3) Le paragraphe 12(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2000, ch. 14,  
par. 3(3); 2002,  
ch. 9, art. 13

Combined  
weeks of bene-  
fits

(5) In a claimant's benefit period, the claimant may combine weeks of benefits to which the claimant is entitled because of a reason mentioned in subsection (3), but the

(5) Des prestations peuvent être versées pour plus d'une des raisons prévues au paragraphe (3), le nombre maximal de semaines de prestations versées au titre de ce para-

Cumul des  
raisons particu-  
lières



*Clause 17:* (1) Paragraph 12(3)(d) is new. The relevant portion of subsection 12(3) reads as follows:

(3) The maximum number of weeks for which benefits may be paid in a benefit period

(2) New.

(3) Subsection 12(5) reads as follows:

(5) In a claimant's benefit period, the claimant may combine weeks of benefits to which the claimant is entitled because of a reason mentioned in subsection (3), but the maximum number of combined weeks is 50. If the benefit period is extended under subsection 10(13), the maximum number of combined weeks is 65.

*Article 17 :* (1) L'alinéa 12(3)d) est nouveau. Texte du passage visé du paragraphe 12(3) :

(3) Le nombre maximal de semaines pendant lesquelles des prestations peuvent être versées au cours d'une période de prestations est :

(2) Nouveau.

(3) Texte du paragraphe 12(5) :

(5) Des prestations peuvent être versées pour plus d'une des raisons prévues au paragraphe (3), le nombre maximal de semaines de prestations versées au titre de ce paragraphe ne pouvant toutefois dépasser cinquante ou, si la période de prestations est prolongée au titre du paragraphe 10(13), soixante-cinq.

maximum number of combined weeks is 50.  
If the benefit period

(a) is extended under subsection 10(13), the maximum number of combined weeks is 65;

(b) is extended under subsection 10(13.1) or (13.2), the maximum number of combined weeks is 56; and

(c) is extended under subsection 10(13.3), the maximum number of combined weeks is 71.

graphe ne pouvant toutefois dépasser cinquante ou, si la période de prestations est prolongée :

a) soixante-cinq, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe 10(13);

b) cinquante-six, dans le cas d'une prolongation au titre des paragraphes 10(13.1) ou (13.2);

c) soixante et onze, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe 10(13.3).

2002, c. 9, s. 14

**18. Subsections 23(3.2) and (3.3) of the Act are replaced by the following:**

(3.2) If, during a claimant's benefit period,

(a) regular benefits were not paid to the claimant,

(b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b) and (c), and

(c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reason mentioned in paragraph 12(3)(b),

the period referred to in subsection (2) is extended so that benefits may be paid up to that maximum number.

Extension of period — special benefits

(3.21) If, during a claimant's benefit period,

(a) regular benefits were not paid to the claimant,

(b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(b), (c) and (d), and

(c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reason mentioned in paragraph 12(3)(b),

the period referred to in subsection (2) is extended so that benefits may be paid up to that maximum number.

Extension of period — special benefits

(3.22) If, during a claimant's benefit period,

(a) regular benefits were not paid to the claimant,

**18. Les paragraphes 23(3.2) et (3.3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(3.2) Si, au cours de la période de prestations d'un prestataire, aucune prestation régulière ne lui a été versée et des prestations pour toutes les raisons prévues aux alinéas 12(3)a) à c) lui ont été versées, mais, en ce qui touche celles versées pour la raison prévue à l'alinéa 12(3)b), pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période prévue au paragraphe (2) est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.

2002, ch. 9, art. 14

Prolongation de la période : prestations spéciales

(3.21) Si, au cours de la période de prestations d'un prestataire, aucune prestation régulière ne lui a été versée et des prestations pour toutes les raisons prévues aux alinéas 12(3)b) à d) lui ont été versées, mais, en ce qui touche celles versées pour la raison prévue à l'alinéa 12(3)b), pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période prévue au paragraphe (2) est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.

Prolongation de la période : prestations spéciales

(3.22) Si, au cours de la période de prestations d'un prestataire, aucune prestation régulière ne lui a été versée et des prestations pour toutes les raisons prévues aux alinéas 12(3)a), b) et d) lui ont été versées, mais, en ce qui touche celles versées pour les raisons

Prolongation de la période : prestations spéciales

*Clause 18:* Subsections 23(3.21) to (3.23) and (3.4) are new. Subsections 23(3.2) and (3.3) read as follows:

- (3.2) If, during a claimant's benefit period,
- (a) regular benefits were not paid to the claimant,
  - (b) benefits were paid because of the three reasons mentioned in subsection 12(3), and
  - (c) with respect to the reason mentioned in paragraph 12(3)(b), benefits were not paid for the maximum number of weeks established for that reason,

the period referred to in subsection (2) is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of weeks available to the claimant for that reason.

(3.3) No extension under subsection (3.2) may result in the period being longer than 67 weeks or, if the benefit period is extended under any of subsections 10(10) to (13), 104 weeks.

*Article 18 :* Les paragraphes 23(3.21) à (3.23) et (3.4) sont nouveaux. Texte des paragraphes 23(3.2) et (3.3) :

(3.2) Si, au cours de la période de prestations d'un prestataire, des prestations pour les trois raisons prévues au paragraphe 12(3) — mais aucune prestation régulière — lui ont été versées, mais, en ce qui touche celles versées pour la raison prévue à l'alinéa 12(3)b), pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période prévue au paragraphe (2) est prolongée du nombre de semaines nécessaires pour que ce nombre maximal soit atteint.

(3.3) Aucune prolongation au titre du paragraphe (3.2) ne peut avoir pour effet de porter la durée de la période à plus de soixante-sept semaines ou, si la période de prestations est prolongée au titre de l'un des paragraphes 10(10) à (13), à plus de cent quatre semaines.

Extension of period — special benefits	<p>(b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b) and (d), and</p> <p>(c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reasons mentioned in paragraph 12(3)(b),</p> <p>the period referred to in subsection (2) is extended so that benefits may be paid up to that maximum number.</p> <p>(3.23) If, during a claimant's benefit period,</p> <p>(a) regular benefits were not paid to the claimant,</p> <p>(b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in subsection 12(3), and</p> <p>(c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reason mentioned in paragraph 12(3)(b),</p> <p>the period referred to in subsection (2) is extended so that benefits may be paid up to that maximum number.</p>	<p>prévues à l'alinéa 12(3)b), pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période prévue au paragraphe (2) est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.</p>	5
Limitation	<p>(3.3) No extension under any of the following provisions may result in the period referred to in subsection (2) being longer than the specified number of weeks:</p> <p>(a) for an extension under subsection (3.2), 67 weeks;</p> <p>(b) for an extension under subsection (3.21) or (3.22), 58 weeks; and</p> <p>(c) for an extension under subsection (3.23), 73 weeks.</p>	<p>(3.3) Si, au cours de la période de prestations d'un prestataire, aucune prestation régulière ne lui a été versée et des prestations pour toutes les raisons prévues au paragraphe 12(3) lui ont été versées, mais, en ce qui touche celles versées pour la raison prévue à l'alinéa 12(3)b), pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période prévue au paragraphe (2) est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.</p> <p>(3.3) Aucune prolongation ne peut avoir pour effet de porter la durée de la période prévue au paragraphe (2) à plus de :</p> <p>a) soixante-sept semaines, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe (3.2);</p> <p>b) cinquante-huit semaines, dans le cas d'une prolongation au titre des paragraphes (3.21) ou (3.22);</p> <p>c) soixante-treize semaines, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe (3.23).</p>	Prolongation de la période : prestations spéciales Restrictions 25 20 25
Limitation	<p>(3.4) No extension under any of subsections 10(10) to (13.3) may result in the period referred to in subsection (2) being longer than 104 weeks.</p>	<p>(3.4) Aucune prolongation au titre des paragraphes 10(10) à (13.3) ne peut avoir pour effet de porter la durée de la période prévue au paragraphe (2) à plus de cent quatre semaines.</p>	Restrictions 30
Definition	<p><b>19. The Act is amended by adding the following after section 23:</b></p> <p><b>23.1</b> (1) In this section, "family member", in relation to an individual, means</p> <p>(a) a spouse or common-law partner of the individual;</p>	<p><b>19. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 23, de ce qui suit :</b></p> <p><b>23.1</b> (1) Au présent article, « membre de la famille » s'entend, relativement à la personne en cause :</p> <p>a) de son époux ou conjoint de fait;</p>	35 Définition



*Clause 19: New.*

*Article 19 : Nouveau.*

Compassionate care benefits	<p>(b) a child of the individual or a child of the individual's spouse or common-law partner;</p> <p>(c) a parent of the individual or a spouse or common-law partner of the parent; and</p> <p>(d) any other person who is a member of a class of persons prescribed for the purposes of this definition.</p> <p>(2) Notwithstanding section 18, but subject to this section, benefits are payable to a major attachment claimant if a medical doctor has issued a certificate stating that</p> <p>(a) a family member of the claimant has a serious medical condition with a significant risk of death within 26 weeks</p> <p>(i) from the day the certificate is issued,</p> <p>(ii) in the case of a claim that is made before the day the certificate is issued, from the day from which the medical doctor certifies the family member's medical condition, or</p> <p>(iii) in the case of a claim that is regarded to have been made on an earlier day under subsection 10(4) or (5), from that earlier day; and</p> <p>(b) the family member requires the care or support of one or more other family members.</p>	<p>b) de son enfant ou de l'enfant de son époux ou conjoint de fait;</p> <p>c) de son père ou de sa mère ou de l'époux ou du conjoint de fait de ceux-ci;</p> <p>d) de toute autre personne faisant partie d'une catégorie de personnes prévue par règlement pour l'application de la présente définition.</p> <p>(2) Malgré l'article 18, mais sous réserve des autres dispositions du présent article, des prestations sont payables au prestataire de la première catégorie si un médecin délivre un certificat attestant ce qui suit :</p> <p>a) un membre de la famille du prestataire est gravement malade et le risque de décès est important au cours des vingt-six semaines qui suivent :</p> <p>(i) soit le jour de la délivrance du certificat,</p> <p>(ii) soit le jour où le médecin atteste que le membre de la famille est gravement malade, dans le cas où la demande de prestations est présentée avant le jour de la délivrance du certificat,</p> <p>(iii) soit le jour déterminé conformément aux paragraphes 10(4) ou (5), dans le cas où une demande est considérée comme ayant été présentée à une date antérieure au titre d'un de ces paragraphes;</p> <p>b) le membre de la famille requiert les soins ou le soutien d'un ou de plusieurs autres membres de sa famille.</p>	<p>Prestations de soignant</p>
Medical practitioner	<p>(3) In the circumstances set out in the regulations, the certificate required under subsection (2) may be issued by a member of a prescribed class of medical practitioners.</p>	<p>(3) Dans les circonstances prévues par règlement, le certificat exigé au paragraphe (2) peut être délivré par une personne faisant partie d'une catégorie de spécialistes de la santé prévue par règlement.</p>	<p>Spécialiste de la santé</p>
Weeks for which benefits may be paid	<p>(4) Subject to section 12, benefits under this section are payable for each week of unemployment in the period</p> <p>(a) that begins with the first day of the week in which the following falls, namely,</p> <p>(i) the day of issuance of the first certificate in respect of the family member that</p>	<p>(4) Sous réserve de l'article 12, les prestations prévues au présent article sont payables pour chaque semaine de chômage comprise dans la période :</p> <p>a) qui commence au début de la semaine au cours de laquelle tombe un des jours suivants :</p>	<p>Semaines pour lesquelles des prestations peuvent être payées</p>



meets the requirements of subsection (2) and is filed with the Commission,

(ii) in the case of a claim that is made before the day the certificate is issued, the day from which the medical doctor certifies the family member's medical condition, or

(iii) in the case of a claim that is regarded to have been made on an earlier day under subsection 10(4) or (5), that earlier day; and

(b) that ends on the last day of the week in which any of the following occurs, namely,

(i) all benefits payable under this section in respect of the family member are exhausted,

(ii) the family member dies, or

(iii) the expiration of 26 weeks following the first day of the week referred to in paragraph (a).

Shorter period

(5) If a shorter period is prescribed for the purposes of this section,

(a) the certificate referred to in subsection (2) must state that the family member has a serious medical condition with a significant risk of death within that period; and

(b) that period applies for the purposes of subparagraph (4)(b)(iii).

Exception

(6) Subparagraph (4)(a)(ii) does not apply to a claim if

(a) at the time the certificate is filed with the Commission, all benefits that may otherwise have been payable in relation to that claim have already been exhausted;

(b) the beginning of the period referred to in subsection (4) has already been determined with respect to the family member, and the filing of the certificate with the Commission would have the effect of mov-

(i) le jour de la délivrance du premier certificat relatif au membre de la famille qui satisfait aux conditions du paragraphe (2) et qui est fourni à la Commission,

(ii) le jour où le médecin atteste que le membre de la famille est gravement malade, dans le cas où la demande de prestations est présentée avant le jour de la délivrance du certificat,

(iii) le jour déterminé conformément aux paragraphes 10(4) ou (5), dans le cas où une demande est considérée comme ayant été présentée à une date antérieure au titre d'un de ces paragraphes;

b) qui se termine à la fin de la semaine au cours de laquelle un des événements suivants se produit :

(i) les dernières prestations qui peuvent être versées relativement au membre de la famille aux termes du présent article sont versées,

(ii) le membre de la famille décède,

(iii) la période de vingt-six semaines qui suit le début de la semaine visée à l'alinéa a) prend fin.

(5) Dans le cas où une période plus courte est prévue par règlement pour l'application du présent article :

a) le certificat visé au paragraphe (2) doit attester que le membre de la famille est gravement malade et que le risque de décès au cours de cette période est important;

b) cette période s'applique dans le cadre du sous-alinéa (4)b)(iii).

(6) Le sous-alinéa (4)a)(ii) ne s'applique pas à une demande de prestations si, selon le cas :

a) au moment où le certificat est fourni à la Commission, toutes les prestations qui auraient autrement pu être versées par suite de cette demande ont déjà été versées;

b) la première semaine de la période visée au paragraphe (4) a déjà été établie pour le membre de la famille et le certificat qui est fourni à la Commission aurait pour effet de

Période plus courte

Exceptions





Deferral of waiting period	<p>ing the beginning of that period to an earlier date; or</p> <p>(c) the claim is made in any other circumstances set out in the regulations.</p> <p>(7) A claimant who makes a claim for benefits under this section may have their waiting period deferred until they make another claim for benefits in the same benefit period if</p> <p>(a) another claimant has made a claim for benefits under this section in respect of the same family member during the period described in subsection (4) and that other claimant has served or is serving their waiting period in respect of that claim;</p> <p>(b) another claimant is making a claim for benefits under this section in respect of the same family member at the same time as the claimant and that other claimant elects to serve the waiting period; or</p> <p>(c) the claimant or another claimant meets the prescribed requirements.</p>	<p>reporter le début de cette période à une date antérieure;</p> <p>c) la demande est présentée dans les circonstances prévues par règlement.</p> <p>(7) Le prestataire qui présente une demande de prestations au titre du présent article peut faire reporter l'obligation de purger son délai de carence à toute autre demande de prestations éventuellement présentée au cours de la même période de prestations si, selon le cas :</p> <p>a) un autre prestataire a présenté une demande de prestations au titre du présent article relativement au même membre de la famille pendant la période visée au paragraphe (4) et est en train de purger ou a déjà purgé son délai de carence pour cette demande;</p> <p>b) un autre prestataire présente une demande de prestations au titre du présent article relativement au même membre de la famille au même moment que lui et choisit de purger son délai de carence;</p> <p>c) lui-même ou un autre prestataire répond aux exigences prévues par règlement.</p>	5 Report du délai de carence
Division of weeks of benefits	<p>(8) If more than one claimant makes a claim for benefits under this section in respect of the same family member, any remaining weeks of benefits payable under this section may be divided in the manner agreed to by those claimants.</p>	<p>(8) Si plusieurs prestataires présentent une demande de prestations au titre du présent article relativement au même membre de la famille, les semaines de prestations payables qui n'ont pas été versées peuvent être partagées conformément à l'entente conclue entre les prestataires.</p>	Paiement à plus d'un prestataire
Failure to agree	<p>(9) If the claimants referred to in subsection (8) cannot agree, the weeks of benefits are to be divided in accordance with the prescribed rules.</p>	<p>(9) Si les prestataires visés au paragraphe (8) n'arrivent pas à s'entendre, le partage des semaines de prestations payables doit être effectué conformément aux règles prévues par règlement.</p>	Absence d'entente
Limitation	<p>(10) When benefits are payable to a claimant for the reasons set out in this section and any allowances, money or other benefits are payable to the claimant under a provincial law for the same or substantially the same reasons, the benefits payable to the claimant under this section shall be reduced or eliminated as prescribed.</p>	<p>(10) Si des prestations sont payables à un prestataire pour les raisons visées au présent article et que des allocations, des prestations ou autres sommes lui sont payables en vertu d'une loi provinciale pour des raisons qui sont les mêmes ou essentiellement les mêmes, les prestations qui lui sont payables en vertu du présent article sont réduites ou supprimées de la manière prévue par règlement.</p>	Restrictions



**20. (1) Section 54 of the Act is amended by adding the following after paragraph (c.1):**

(c.2) setting out circumstances for the purposes of paragraphs 10(5.1)(c) and 23.1(6)(c);

**(2) Section 54 of the Act is amended by adding the following before paragraph (g):**

(f.2) prescribing classes of persons for the purposes of paragraph 23.1(1)(d);

(f.3) defining and determining what is care or support for the purposes of paragraph 23.1(2)(b);

(f.4) prescribing classes of medical practitioners for the purposes of subsection 23.1(3) and setting out the circumstances in which a certificate may be issued by them under subsection 23.1(2);

(f.5) prescribing a shorter period for the purposes of subsection 23.1(5) and prescribing a minimum number of weeks in relation to that shorter period for the purposes of subsection 12(4.3);

(f.6) prescribing requirements for the purposes of paragraph 23.1(7)(c);

(f.7) prescribing rules for the purposes of subsection 23.1(9);

**20. (1) L'article 54 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c.1), de ce qui suit :**

c.2) prévoyant des circonstances pour l'application des alinéas 10(5.1)c) et 23.1(6)c);

**(2) L'article 54 de la même loi est modifié par adjonction, avant l'alinéa g), de ce qui suit :**

f.2) prévoyant des catégories de personnes pour l'application de l'alinéa 23.1(1)d);

f.3) définissant et déterminant ce qui constitue des soins ou du soutien pour l'application de l'alinéa 23.1(2)b);

f.4) prévoyant des catégories de spécialistes de la santé pour l'application du paragraphe 23.1(3) et les circonstances dans lesquelles un spécialiste de la santé peut délivrer le certificat visé au paragraphe 23.1(2);

f.5) prévoyant une période plus courte pour l'application du paragraphe 23.1(5) et un nombre de semaines pour l'application du paragraphe 12(4.3);

f.6) prévoyant des exigences pour l'application de l'alinéa 23.1(7)c);

f.7) prévoyant les règles relatives au partage des semaines de prestations pour l'application du paragraphe 23.1(9);

2001, c. 5, s. 10

**21. Section 67 of the Act is replaced by the following:**

Premium rate for 2004

**66.2** Notwithstanding section 66, the premium rate for the year 2004 is 1.98%.

Employee's premium

**67.** Subject to section 70, a person employed in insurable employment shall pay, by deduction as provided in subsection 82(1), a premium equal to their insurable earnings multiplied by the premium rate set under section 66, 66.1 or 66.2, as the case may be.

**22. (1) Paragraph 69(1)(a) of the Act is replaced by the following:**

**21. L'article 67 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

2001, ch. 5, art. 10

**66.2** Par dérogation à l'article 66, le taux de cotisation pour l'année 2004 est fixé à 1,98 %.

Taux de cotisation pour 2004

**67.** Sous réserve de l'article 70, toute personne exerçant un emploi assurable verse, par voie de retenue effectuée au titre du paragraphe 82(1), une cotisation correspondant au produit de sa rémunération assurable par le taux fixé en vertu des articles 66, 66.1 ou 66.2, selon le cas.

Cotisation ouvrière

**22. (1) Le paragraphe 69(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**



*Clause 20:* (1) and (2) Paragraphs 54(c.2) and (f.2) to (f.7) are new. The relevant portion of section 54 reads as follows:

**54.** The Commission may, with the approval of the Governor in Council, make regulations

*Article 20 :* (1) et (2) Les alinéas 54c.2) et f.2) à f.7) sont nouveaux. Texte du passage visé de l'article 54 :

**54.** La Commission peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, prendre des règlements :

*Clause 21:* Section 66.2 is new. Section 67 reads as follows:

**67.** Subject to section 70, a person employed in insurable employment shall pay, by deduction as provided in subsection 82(1), a premium equal to their insurable earnings multiplied by the premium rate set under section 66 or 66.1, as the case may be.

*Article 21 :* L'article 66.2 est nouveau. Texte de l'article 67 :

**67.** Sous réserve de l'article 70, toute personne exerçant un emploi assurable verse, par voie de retenue effectuée au titre du paragraphe 82(1), une cotisation correspondant au produit de sa rémunération assurable par le taux fixé en vertu de l'article 66 ou 66.1, selon le cas.

*Clause 22:* (1) The relevant portion of subsection 69(1) reads as follows:

**69.** (1) The Commission shall, with the approval of the Governor in Council, make regulations to provide a system for reducing the employer's premium where

*Article 22 :* (1) Texte du paragraphe 69(1) :

**69.** (1) La Commission prend, avec l'agrément du gouverneur en conseil, des règlements prévoyant un mode de réduction de la cotisation patronale lorsque le paiement d'allocations, de prestations ou d'autres sommes en cas de maladie, blessure, mise en quarantaine, grossesse ou

(a) the payment of any allowances, money or other benefits because of illness, injury, quarantine, pregnancy, child care or compassionate care under a plan that covers insured persons employed by the employer, other than one established under provincial law, would have the effect of reducing the special benefits payable to the insured persons; and

(2) Subsection 69(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The Commission shall, with the approval of the Governor in Council, make regulations to provide a system for reducing the employer's and employee's premiums when the payment of any allowances, money or other benefits because of illness, injury, quarantine, pregnancy, child care or compassionate care under a provincial law to insured persons would have the effect of reducing or eliminating the special benefits payable to those insured persons.

(3) Section 69 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

(6) The reference to the payment of allowances, money or other benefits because of compassionate care in subsections (1) and (2) means the payment of allowances, money or other benefits for the same or substantially the same reasons for which benefits are payable under section 23.1.

69. (1) La Commission prend, avec l'agrément du gouverneur en conseil, des règlements prévoyant un mode de réduction de la cotisation patronale lorsque le paiement d'allocations, de prestations ou d'autres sommes en cas de maladie, blessure, mise en quarantaine, grossesse ou soins à donner aux enfants ou aux membres de la famille en vertu d'un régime autre qu'un régime établi en vertu d'une loi provinciale, qui couvre des assurés exerçant un emploi au service d'un employeur, aurait pour effet de réduire les prestations spéciales payables à ces assurés si ces assurés exerçant un emploi au service de l'employeur obtiennent une fraction de la réduction de la cotisation patronale égale à cinq douzièmes au moins de cette réduction.

(2) Le paragraphe 69(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La Commission prend, avec l'agrément du gouverneur en conseil, des règlements prévoyant un mode de réduction des cotisations patronale et ouvrière lorsque le paiement d'allocations, de prestations ou d'autres sommes à des assurés en vertu d'une loi provinciale en cas de maladie, blessure, mise en quarantaine, grossesse ou soins à donner aux enfants ou aux membres de la famille aurait pour effet de réduire ou de supprimer les prestations spéciales auxquelles ils auraient droit.

(3) L'article 69 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(6) Le renvoi, aux paragraphes (1) et (2), au paiement d'allocations, de prestations ou d'autres sommes à des assurés en cas de soins à donner aux membres de la famille s'entend du paiement d'allocations, de prestations ou d'autres sommes pour des raisons qui sont les mêmes ou essentiellement les mêmes que celles pour lesquelles des prestations peuvent être payées aux termes de l'article 23.1.

Réduction de la cotisation patronale : régimes d'assurance-salaire

Provincial plans

Régimes provinciaux

Definition

Définition

SOR/96-445

#### *Employment Insurance (Fishing) Regulations*

#### *Règlement sur l'assurance-emploi (pêche)*

DORS/96-445

SOR/2001-74

23. (1) Subsection 8(11.1) of the *Employment Insurance (Fishing) Regulations* is replaced by the following:

23. (1) Le paragraphe 8(11.1) du *Règlement sur l'assurance-emploi (pêche)* est remplacé par ce qui suit :

DORS/2001-74

(a) the payment of any allowances, money or other benefits because of illness, injury, quarantine, pregnancy or child care under a plan that covers insured persons employed by the employer, other than one established under provincial law, would have the effect of reducing the special benefits payable to the insured persons; and

soins à donner aux enfants en vertu d'un régime autre qu'un régime établi en vertu d'une loi provinciale, qui couvre des assurés exerçant un emploi au service d'un employeur, aurait pour effet de réduire les prestations spéciales payables à ces assurés si ces assurés exerçant un emploi au service de l'employeur obtiennent une fraction de la réduction de la cotisation patronale égale à cinq douzièmes au moins de cette réduction.

(2) Subsection 69(2) reads as follows:

(2) The Commission shall, with the approval of the Governor in Council, make regulations to provide a system for reducing the employer's and employee's premiums when the payment of any allowances, money or other benefits because of illness, injury, quarantine, pregnancy or child care under a provincial law to insured persons would have the effect of reducing or eliminating the special benefits payable to those insured persons.

(2) Texte du paragraphe 69(2) :

(2) La Commission prend, avec l'agrément du gouverneur en conseil, des règlements prévoyant un mode de réduction des cotisations patronale et ouvrière lorsque le paiement d'allocations, de prestations ou d'autres sommes à des assurés en vertu d'une loi provinciale en cas de maladie, blessure, mise en quarantaine, grossesse ou soins à donner aux enfants aurait pour effet de réduire ou de supprimer les prestations spéciales auxquelles ils auraient droit.

(3) New.

(3) Nouveau.

### *Employment Insurance (Fishing) Regulations*

Clause 23: (1) Subsection 8(11.1) reads as follows:

(11.1) Notwithstanding subsection (11) and subject to the applicable maximums referred to in subsections (17) and (18), the benefit period of a fisher shall be extended by one week for each week in respect of which

### *Règlement sur l'assurance-emploi (pêche)*

Article 23 : (1) Texte du paragraphe 8(11.1) :

(11.1) Malgré le paragraphe (11) et sous réserve des maximums applicables visés aux paragraphes (17) et (18), la période de prestations établie au profit d'un pêcheur est prolongée d'une semaine pour chaque semaine à l'égard de laquelle il remplit les conditions d'admissibilité prévues pour



(11.1) Notwithstanding subsection (11) and subject to the applicable maximums referred to in subsections (17) and (18), the benefit period of a fisher shall be extended by one week for each week in respect of which the fisher is entitled to special benefits under section 21, 22, 23 or 23.1 of the Act, but shall not exceed a maximum of 52 weeks.

2002, c. 9, s.  
16(1)

**(2) Subsections 8(11.3) to (11.5) of the Regulations are replaced by the following:**

(11.3) Notwithstanding subsection (11) and subject to the applicable maximums referred to in subsection (17), if, during a fisher's benefit period,

(a) benefits were not paid to the fisher under subsection (12),

(b) benefits were paid because of the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b) and (c) of the Act, and

(c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b) and (c) of the Act,

the benefit period is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of weeks available to the fisher for the reason mentioned in each of paragraphs 12(3)(a), (b) and (c) of the Act.

(11.31) Notwithstanding subsection (11) and subject to the applicable maximums referred to in subsection (17), if, during a fisher's benefit period,

(a) benefits were not paid to the fisher under subsection (12),

(b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(b), (c) and (d) of the Act, and

(c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for those reasons,

the benefit period is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of weeks available to the fisher for the reason

(11.1) Malgré le paragraphe (11) et sous réserve des maximums applicables visés aux paragraphes (17) et (18), la période de prestations établie au profit d'un pêcheur est prolongée d'une semaine pour chaque semaine à l'égard de laquelle il remplit les conditions d'admissibilité prévues pour les prestations spéciales aux articles 21, 22, 23 ou 23.1 de la Loi, jusqu'à un maximum de cinquante-deux semaines.

**(2) Les paragraphes 8(11.3) à (11.5) du même règlement sont remplacés par ce qui suit :**

(11.3) Malgré le paragraphe (11) et sous réserve des maximums applicables visés au paragraphe (17), si, au cours de la période de prestations établie au profit d'un pêcheur, aucune prestation ne lui a été versée aux termes du paragraphe (12) et des prestations pour toutes les raisons prévues aux alinéas 12(3)a) à c) de la Loi lui ont été versées pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période de prestations est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.

(11.31) Malgré le paragraphe (11) et sous réserve des maximums applicables visés au paragraphe (17), si, au cours de la période de prestations établie au profit d'un pêcheur, aucune prestation ne lui a été versée aux termes du paragraphe (12) et des prestations pour toutes les raisons prévues aux alinéas 12(3)b) à d) de la Loi lui ont été versées pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période de prestations est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.

2002, ch. 9,  
par. 16(1)



the fisher is entitled to special benefits under section 21, 22 or 23 of the Act, but shall not exceed a maximum of 52 weeks.

les prestations spéciales aux articles 21, 22 ou 23 de la Loi, jusqu'à un maximum de 52 semaines.

(2) Subsections 8(11.31) to (11.33) are new. Subsections 8(11.3) to (11.5) read as follows:

(11.3) Notwithstanding subsection (11) and subject to the applicable maximums referred to in subsection (17), if, during a fisher's benefit period,

- (a) benefits were not paid to the fisher under subsection (12),
- (b) benefits were paid because of the three reasons mentioned in subsection 12(3) of the Act, and
- (c) with respect to the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(b) and (c) of the Act, benefits were not paid for the maximum number of weeks established for those reasons,

the benefit period is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of weeks available to the fisher for the reason mentioned in each of those paragraphs.

(11.4) Subject to subsection (11.5), no extension under any of subsections (11.1) to (11.3) may result in a benefit period of more than 104 weeks.

(11.5) No extension under subsection (11.3) may result in a benefit period of more than 67 weeks, unless the benefit period is also extended under subsection (11.1) or (11.2).

(2) Les paragraphes 8(11.31) à (11.33) sont nouveaux. Texte des paragraphes 8(11.3) à (11.5) :

(11.3) Malgré le paragraphe (11) et sous réserve des maximums applicables visés au paragraphe (17), si, au cours de la période de prestations établie au profit d'un pêcheur, des prestations pour les trois raisons prévues au paragraphe 12(3) de la Loi — mais aucune prestation au titre du paragraphe (12) — lui ont été versées, mais, en ce qui touche celles versées pour les raisons prévues aux alinéas 12(3)b) et c) de la Loi, pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période de prestations est prolongée du nombre de semaines nécessaires pour que ce nombre maximal soit atteint.

(11.4) Sous réserve du paragraphe (11.5), aucune prolongation au titre de l'un des paragraphes (11.1) à (11.3) ne peut avoir pour effet de porter la durée d'une période de prestations à plus de cent quatre semaines.

(11.5) À défaut de prolongation au titre des paragraphes (11.1) ou (11.2), aucune prolongation au titre du paragraphe (11.3) ne peut avoir pour effet de porter la durée d'une période de prestations à plus de soixante-sept semaines.

mentioned in each of paragraphs 12(3)(b), (c) and (d) of the Act.

(11.32) Notwithstanding subsection (11) and subject to the applicable maximums referred to in subsection (17), if, during a fisher's benefit period,

(a) benefits were not paid to the fisher under subsection (12),

(b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b) and (d) of the Act, and

(c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b) and (d) of the Act,

the benefit period is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of weeks available to the fisher for the reason mentioned in each of paragraphs 12(3)(a), (b) and (d) of the Act.

(11.33) Notwithstanding subsection (11) and subject to the applicable maximums referred to in subsection (17), if, during a fisher's benefit period,

(a) benefits were not paid to the fisher under subsection (12),

(b) benefits were paid because of all of the reasons mentioned in subsection 12(3) of the Act, and

(c) benefits were not paid for the maximum number of weeks established for the reasons mentioned in paragraphs 12(3)(a), (b), (c) and (d) of the Act,

the benefit period is extended so that benefits may be paid up to the maximum number of weeks available to the fisher for the reason mentioned in each those paragraphs.

(11.4) Subject to subsection (11.5), no extension under any of subsections (11.1) to (11.33) may result in a benefit period of more than 104 weeks.

(11.5) Unless a benefit period is also extended under subsection (11.1) or (11.2), no extension under subsections (11.3) to (11.33) may result in a benefit period of more than

(11.32) Malgré le paragraphe (11) et sous réserve des maximums applicables visés au paragraphe (17) si, au cours de la période de prestations établie au profit d'un pêcheur, aucune prestation ne lui a été versée aux termes du paragraphe (12) et des prestations pour toutes les raisons prévues aux alinéas 12(3)a), b) et d) de la Loi lui ont été versées pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période de prestations est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.

(11.33) Malgré le paragraphe (11) et sous réserve des maximums applicables visés au paragraphe (17) si, au cours de la période de prestations établie au profit d'un pêcheur, aucune prestation ne lui a été versée aux termes du paragraphe (12) et des prestations pour toutes les raisons prévues au paragraphe 12(3) de la Loi lui ont été versées pour un nombre de semaines inférieur au nombre maximal applicable, la période de prestations est prolongée du nombre de semaines nécessaire pour que ce nombre maximal soit atteint.

(11.4) Sous réserve du paragraphe (11.5), aucune prolongation au titre de l'un des paragraphes (11.1) à (11.33) ne peut avoir pour effet de porter la durée d'une période de prestations à plus de cent quatre semaines.

(11.5) À défaut de prolongation au titre de l'un des paragraphes (11.1) ou (11.2), aucune prolongation ne peut avoir pour effet de por-



(a) in the case of an extension under subsection (11.3), 67 weeks;

(b) in the case of an extension under subsection (11.31) or (11.32), 58 weeks; and

(c) in the case of an extension under subsection (11.33), 73 weeks.

ter la durée d'une période de prestations à plus de :

a) soixante-sept semaines, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe (11.3);

b) cinquante-huit semaines, dans le cas d'une prolongation au titre des paragraphes (11.31) ou (11.32);

c) soixante-treize semaines, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe 10 (11.33).

**(3) Subsection 8(14) of the Regulations is replaced by the following:**

(14) No benefit period established under subsection (1) or (6) shall be extended beyond the date determined in accordance with any of subsections (11) to (11.33).

**(3) Le paragraphe 8(14) du même règlement est remplacé par ce qui suit :**

(14) Aucune période de prestations établie conformément aux paragraphes (1) ou (6) ne peut être prolongée au-delà de la date fixée selon l'un des paragraphes (11) à (11.33).

**(4) Subsection 8(17.1) of the Regulations is replaced by the following:**

(17.1) For the purpose of subsection (17), the reference in subsection 12(5) of the Act to

(a) subsection 10(13) of the Act is to be read as a reference to subsection (11.3) of this section;

(b) subsection 10(13.1) of the Act is to be read as a reference to subsection (11.31) of this section;

(c) subsection 10(13.2) of the Act is to be read as a reference to subsection (11.32) of this section; and

(d) subsection 10(13.3) of the Act is to be read as a reference to subsection (11.33) of this section.

**(4) Le paragraphe 8(17.1) du même règlement est remplacé par ce qui suit :**

(17.1) Pour l'application du paragraphe 20 (17), le paragraphe 12(5) de la Loi s'interprète comme si les renvois qu'il y est fait aux paragraphes 10(13) à (13.3) de la Loi étaient des renvois aux paragraphes suivants :

a) le paragraphe (11.3), dans le cas d'un 25 renvoi au paragraphe 10(13) de la Loi;

b) le paragraphe (11.31), dans le cas d'un renvoi au paragraphe 10(13.1) de la Loi;

c) le paragraphe (11.32), dans le cas d'un renvoi au paragraphe 10(13.2) de la Loi; 30

d) le paragraphe (11.33), dans le cas d'un renvoi au paragraphe 10(13.3) de la Loi.

**24. (1) Subsection 12(3) of the Regulations is replaced by the following:**

(3) Subject to subsection (4), sections 22 to 23.1 of the Act apply to the payment of special benefits under this section.

**24. (1) Le paragraphe 12(3) du même règlement est remplacé par ce qui suit :**

(3) Sous réserve du paragraphe (4), les articles 22 à 23.1 de la Loi s'appliquent au versement de prestations spéciales aux termes du présent article.

**(2) Paragraph 12(4)(b) of the Regulations is replaced by the following:**

(b) entitled to benefits under section 22, 23 or 23.1 of the Act.

**(2) L'alinéa 12(4)b) du même règlement 35 est remplacé par ce qui suit :**

b) soit admissible au bénéfice des prestations au titre de l'un des articles 22 à 23.1 de la Loi.

2002, c. 9, s. 16(2)

2002, ch. 9, par. 16(2)

2002, c. 9, s. 16(3)

2002, ch. 9, par. 16(3)



(3) Subsection 8(14) reads as follows:

(14) No benefit period established under subsection (1) or (6) shall be extended beyond the date determined in accordance with any of subsections (11) to (11.3).

(4) Subsection 8(17.1) reads as follows:

(17.1) For the purpose of subsection (17), the reference in subsection 12(5) of the Act to subsection 10(13) of the Act is to be read as a reference to subsection (11.3) of this section.

*Clause 24:* (1) Subsection 12(3) reads as follows:

(3) Subject to subsection (4), sections 22 and 23 of the Act apply to the payment of special benefits under this section.

(2) The relevant portion of subsection 12(4) reads as follows:

(4) Notwithstanding section 18 of the Act, a claimant is not entitled to be paid special benefits for a working day, in a benefit period established under this section, in respect of which the claimant fails to prove that on that day the claimant was

(3) Texte du paragraphe 8(14) :

(14) Aucune période de prestations établie conformément aux paragraphes (1) ou (6) ne peut être prolongée au-delà de la date fixée selon l'un des paragraphes (11) à (11.3).

(4) Texte du paragraphe 8(17.1) :

(17.1) Pour l'application du paragraphe (17), le paragraphe 12(5) de la Loi s'interprète comme si le renvoi qu'il y est fait au paragraphe 10(13) de la Loi était un renvoi au paragraphe (11.3) du présent article.

*Article 24 :* (1) Texte du paragraphe 12(3) :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), les articles 22 et 23 de la Loi s'appliquent au versement de prestations spéciales aux termes du présent article.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 12(4) :

(4) Malgré l'article 18 de la Loi, le prestataire n'est pas admissible au bénéfice des prestations spéciales pour tout jour ouvrable d'une période de prestations établie en application du présent article pour lequel il ne peut prouver qu'il était, ce jour-là :

...

*Transitional Provisions*

25. (1) Sections 15 to 20 and 22 apply to a claimant for any benefit period

(a) that begins on or after January 4, 2004; or

(b) that has not ended before January 4, 2004, but only for weeks of benefits that begin on or after that date.

(2) Sections 23 and 24 apply to a fisher for any benefit period

(a) that begins on or after January 4, 2004; or

(b) that has not ended before January 4, 2004, but only for weeks of benefits that begin on or after that date.

*Related Amendments***Canada Labour Code**

26. The heading "REASSIGNMENT, MATERNITY LEAVE AND PARENTAL LEAVE" immediately after the heading "DIVISION VII" in Part III of the *Canada Labour Code* is replaced by the following:

REASSIGNMENT, MATERNITY LEAVE,  
PARENTAL LEAVE AND COMPASSIONATE CARE  
LEAVE

27. The Act is amended by adding the following after section 206.2:

**Compassionate Care Leave**

206.3 (1) The following definitions apply in this section.

"common-law partner", in relation to an individual, means a person who is cohabiting with the individual in a conjugal relationship, having so cohabited for a period of at least one year.

"family member", in relation to an employee, means

## Definitions

"common-law partner"  
« conjoint de fait »

"family member"  
« membre de la famille »

*Dispositions transitoires*

25. (1) Les articles 15 à 20 et 22 s'appliquent à l'égard d'un prestataire relativement à la période de prestations qui :

a) soit commence le 4 janvier 2004 ou après cette date;

b) soit n'a pas pris fin avant le 4 janvier 2004, mais seulement pour les semaines de prestations qui commencent à cette date ou par la suite.

(2) Les articles 23 et 24 s'appliquent à l'égard d'un pêcheur relativement à toute période de prestations qui :

a) soit commence le 4 janvier 2004 ou après cette date;

b) soit n'a pas pris fin avant le 4 janvier 2004, mais seulement pour les semaines de prestations qui commencent à cette date ou par la suite.

*Modifications connexes***Code canadien du travail**

26. L'intertitre « RÉAFFECTATION, CONGÉ DE MATERNITÉ ET CONGÉ PARENTAL » suivant l'intertitre « SECTION VII » de la partie III du *Code canadien du travail* est remplacé par ce qui suit :

RÉAFFECTATION, CONGÉ DE MATERNITÉ,  
CONGÉ PARENTAL ET CONGÉ DE SOIGNANT

27. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 206.2, de ce qui suit :

**Congé de soignant**

206.3 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« conjoint de fait » La personne qui vit avec la personne en cause dans une relation conjugale depuis au moins un an.

« membre de la famille » S'entend, relativement à l'employé en cause :

a) de son époux ou conjoint de fait;

b) de son enfant ou de l'enfant de son époux ou conjoint de fait;

## Définitions

« conjoint de fait »  
"common-law partner"

« membre de la famille »  
"family member"

R.S., c. L-2

1993, c. 42, s. 26

L.R., ch. L-2

1993, ch. 42, art. 26

...  
 (b) entitled to benefits under section 22 or 23 of the Act.

b) soit admissible au bénéfice des prestations au titre des articles 22 ou 23 de la Loi.

*Canada Labour Code*

*Clause 26:* The heading reads as follows:

REASSIGNMENT, MATERNITY LEAVE, AND PARENTAL LEAVE

*Code canadien du travail*

*Article 26 :* Texte de l'intertitre visé :

RÉAFFECTATION, CONGÉ DE MATERNITÉ ET CONGÉ PARENTAL

*Clause 27:* New.

*Article 27 :* Nouveau.

(a) a spouse or common-law partner of the employee;

(b) a child of the employee or a child of the employee's spouse or common-law partner;

(c) a parent of the employee or a spouse or common-law partner of the parent; and

(d) any other person who is a member of a class of persons prescribed for the purposes of this definition or the definition "family member" in subsection 23.1(1) of the *Employment Insurance Act*.

"qualified medical practitioner"  
« médecin qualifié »

"qualified medical practitioner" means a person who is entitled to practise medicine under the laws of a jurisdiction in which care or treatment of the family member is provided and includes a member of a class of medical practitioners prescribed for the purposes of subsection 23.1(3) of the *Employment Insurance Act*.

"week"  
« semaine »

"week" means the period between midnight on Saturday and midnight on the immediately following Saturday.

Entitlement to leave

(2) Subject to subsections (3) to (8), every employee is entitled to and shall be granted a leave of absence from employment of up to eight weeks to provide care or support to a family member of the employee if a qualified medical practitioner issues a certificate stating that the family member has a serious medical condition with a significant risk of death within 26 weeks from

(a) the day the certificate is issued; or

(b) if the leave was commenced before the certificate was issued, the day the leave was commenced.

Period when leave may be taken

(3) The leave of absence may only be taken during the period

(a) that starts with

(i) the first day of the week in which the certificate is issued, or

(ii) if the leave was commenced before the certificate was issued, the first day of the week in which the leave was com-

c) de son père ou de sa mère ou de l'époux ou du conjoint de fait de ceux-ci;

d) de toute autre personne faisant partie d'une catégorie de personnes précisée par règlement pour l'application de la présente définition ou de la définition de « membre de la famille » au paragraphe 23.1(1) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

« médecin qualifié » Personne autorisée à exercer la médecine en vertu des lois du territoire où des soins ou des traitements médicaux sont prodigués au membre de la famille en cause. Est visée par la présente définition la personne faisant partie d'une catégorie de spécialistes de la santé prévue par règlement pour l'application du paragraphe 23.1(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

« médecin qualifié »  
« qualified medical practitioner »

« semaine » Période commençant à zéro heure le dimanche et se terminant à vingt-quatre heures le samedi suivant.

« semaine »  
« week »

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (8), l'employé a droit à un congé d'au plus huit semaines pour offrir des soins ou du soutien à un membre de la famille dans le cas où un médecin qualifié délivre un certificat attestant que ce membre de la famille est gravement malade et que le risque de décès est important au cours des vingt-six semaines suivant :

Modalités d'attribution

a) soit le jour de la délivrance du certificat;

b) soit, si le congé commence avant le jour de la délivrance du certificat, le jour du début du congé.

(3) Le droit au congé ne peut être exercé qu'au cours de la période :

Période de congé

a) qui commence au début de la semaine suivant :

(i) soit celle au cours de laquelle le certificat est délivré,

(ii) soit, si le congé commence avant le jour de la délivrance du certificat, celle au cours de laquelle commence le congé





	<p>menced if the certificate is valid from any day in that week; and</p> <p>(b) that ends with the last day of the week in which either of the following occurs, namely,</p> <p>(i) the family member dies, or</p> <p>(ii) the expiration of 26 weeks following the first day of the week referred to in paragraph (a).</p>	<p>si le certificat est valide à partir de cette semaine;</p> <p>b) qui se termine à la fin de la semaine au cours de laquelle un des événements suivants se produit :</p> <p>(i) le membre de la famille décède,</p> <p>(ii) la période de vingt-six semaines qui suit le début de la semaine visée à l'alinéa a) prend fin.</p>	
Shorter period	<p>(4) If a shorter period is prescribed by regulation for the purposes of subsection 23.1(5) of the <i>Employment Insurance Act</i>,</p> <p>(a) the certificate referred to in subsection (2) must state that the family member has a serious medical condition with a significant risk of death within that period; and</p> <p>(b) that shorter period applies for the purposes of subparagraph (3)(b)(ii).</p>	<p>(4) Dans le cas où une période plus courte est prévue par règlement pour l'application de l'article 23.1 de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> :</p> <p>a) le certificat visé au paragraphe (2) doit attester que le membre de la famille est gravement malade et que le risque de décès au cours de cette période est important;</p> <p>b) cette période s'applique dans le cadre du sous-alinéa (3)b)(ii).</p>	10 Période plus courte
Expiration of shorter period	<p>(5) When a shorter period referred to in subsection (4) has expired in respect of a family member, no further leave may be taken under this section in respect of that family member until the minimum number of weeks prescribed for the purposes of subsection 12(4.3) of the <i>Employment Insurance Act</i> has elapsed.</p>	<p>(5) Dans le cas où une période plus courte visée au paragraphe (4) prend fin relativement à un membre de la famille, le nombre de semaines prévu pour l'application du paragraphe 12(4.3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> doit s'écouler avant qu'un employé puisse prendre un autre congé relativement à ce membre de la famille aux termes du présent article.</p>	20 Fin de la période plus courte
Minimum period of leave	<p>(6) A leave of absence under this section may only be taken in periods of not less than one week's duration.</p>	<p>(6) Le droit au congé visé au présent article peut être exercé en périodes d'une durée minimale d'une semaine chacune.</p>	30 Durée minimale d'une période de congé
Aggregate leave — more than one employee	<p>(7) The aggregate amount of leave that may be taken by two or more employees under this section in respect of the care or support of the same family member shall not exceed eight weeks in the period referred to in subsection (3).</p>	<p>(7) La durée maximale de l'ensemble des congés que peuvent prendre aux termes du présent article plusieurs employés pour le même membre de la famille pendant la période visée au paragraphe (3) est de huit semaines.</p>	35 Durée maximale du congé — plusieurs employés
Copy of certificate	<p>(8) If requested in writing by the employer within 15 days after an employee's return to work, the employee must provide the employer with a copy of the certificate referred to in subsection (2).</p>	<p>(8) L'employé fournit à l'employeur, sur demande par écrit présentée à cet effet par celui-ci dans les quinze jours qui suivent le retour au travail, une copie du certificat prévu au paragraphe (2).</p>	40 Copie du certificat
	<p>28. Section 209.3 of the Act is renumbered as subsection 209.3(1) and is amended by adding the following:</p>	<p>28. L'article 209.3 de la même loi devient le paragraphe 209.3 (1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :</p>	45

*Clause 28: New.*

*Article 28 : Nouveau.*

Prohibition —  
compassionate  
care leave

(2) The prohibitions set out in subsection (1) also apply in respect of an employee who has taken a leave of absence under section 206.3.

(2) L'interdiction visée au paragraphe (1) vaut également dans le cas d'un employé qui a pris un congé au titre de l'article 206.3.

Interdiction —  
congé de  
soignant

29. Section 209.4 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

29. L'article 209.4 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

(a.1) prescribing classes of persons for the purposes of paragraph (d) of the definition "family member" in subsection 206.3(1);

a.1) pour l'application de l'alinéa d) de la définition de « membre de la famille » au paragraphe 206.3(1), les catégories de personnes;

#### Coming into Force

#### Entrée en vigueur

Coming into  
force

30. (1) Subject to subsection (2), the provisions of this Part, other than sections 21, 23 and 24, come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

30. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les dispositions de la présente partie, à l'exception des articles 21, 23 et 24, entrent en vigueur à la date fixée par décret.

Entrée en  
vigueur

Coming into  
force

(2) Despite section 153 of the *Employment Insurance Act*, sections 23 and 24 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

(2) Malgré l'article 153 de la *Loi sur l'assurance-emploi*, les articles 23 et 24 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

Entrée en  
vigueur

### PART 5

### PARTIE 5

#### GENERAL — NON-TAX MEASURES

#### GÉNÉRALITÉS : MESURES NON FISCALES

##### Foundations

##### Fondations

1997, c. 26

##### Budget Implementation Act, 1997

##### Loi d'exécution du budget de 1997

1997, ch. 26

31. Section 31 of the *Budget Implementation Act*, 1997 is renumbered as subsection 31(1) and is amended by adding the following:

31. L'article 31 de la *Loi d'exécution du budget de 1997* devient le paragraphe 31(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Repayment out  
of remaining  
property

(2) Despite subsection (1), the Minister may require the foundation to repay out of the moneys arising from the liquidation to the Receiver General for credit to the Consolidated Revenue Fund any amount that is so repayable under the terms or conditions on which public moneys were provided to the foundation.

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre peut exiger de la fondation qu'elle rembourse, sur les sommes versées au receveur général et portées au crédit du Trésor par suite de la liquidation, toute somme qui doit l'être suivant les conditions de son octroi à la fondation.

Rembourse-  
ment

1998, c. 21

##### Budget Implementation Act, 1998

##### Loi d'exécution du budget de 1998

1998, ch. 21

32. Section 43 of the *Budget Implementation Act*, 1998 is renumbered as subsection 43(1) and is amended by adding the following:

32. L'article 43 de la *Loi d'exécution du budget de 1998* devient le paragraphe 43(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :



*Clause 29:* Paragraph 209.4(a.1) is new. The relevant portion of section 209.4 reads as follows:

**209.4** The Governor in Council may make regulations

*Article 29 :* L'alinéa 209.4a.1) est nouveau. Texte du passage visé de l'article 209.4 :

**209.4** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, préciser :

*Budget Implementation Act, 1997*

*Clause 31:* New.

*Loi d'exécution du budget de 1997*

*Article 31 :* Nouveau.

*Budget Implementation Act, 1998*

*Clause 32:* New.

*Loi d'exécution du budget de 1998*

*Article 32 :* Nouveau.

Repayment out  
of remaining  
property

(2) Despite subsection (1), the Ministers may require the Foundation to repay out of the moneys arising from the liquidation to the Receiver General for credit to the Consolidated Revenue Fund any amount that is so repayable under the terms or conditions on which public moneys were provided to the Foundation.

2001, c. 23

#### Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act

33. Section 32 of the *Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act* is renumbered as subsection 32(1) and is amended by adding the following:

Repayment out  
of remaining  
property

(2) Despite subsection (1), the Minister may require the Foundation to repay out of the moneys arising from the liquidation to the Receiver General for credit to the Consolidated Revenue Fund any amount that is so repayable under the terms or conditions on which public moneys were provided to the Foundation.

20

#### Appropriations for Grants

#### Canada Foundation for Sustainable Development Technology

\$250,000,000  
granted

34. From and out of the Consolidated Revenue Fund there may, on the requisition of the Minister of the Environment and the Minister of Natural Resources, be paid and applied a sum not exceeding two hundred and fifty million dollars for payment to the Canada Foundation for Sustainable Development Technology for its use.

#### Canadian Foundation for Climate and Atmospheric Sciences

\$50,000,000  
granted

35. From and out of the Consolidated Revenue Fund there may, on the requisition of the Minister of the Environment, be paid and applied a sum not exceeding fifty million dollars for payment to the Canadian Foundation for Climate and Atmospheric Sciences for its use.

(2) Malgré le paragraphe (1), les ministres peuvent exiger de la fondation qu'elle rembourse, sur les sommes versées au receveur général et portées au crédit du Trésor par suite de la liquidation, toute somme qui doit l'être suivant les conditions de son octroi à la fondation.

Rembourse-  
ment

5

#### Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable

2001, ch. 23

33. L'article 32 de la *Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable* devient le paragraphe 32(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

10

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre peut exiger de la Fondation qu'elle rembourse, sur les sommes versées au receveur général et portées au crédit du Trésor par suite de la liquidation, toute somme qui doit l'être suivant les conditions de son octroi à la Fondation.

Rembourse-  
ment

15

20

#### Subventions accordées à certains organismes

#### Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable

34. À la demande du ministre de l'Environnement et du ministre des Ressources naturelles, peut être payée et affectée à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable, à son usage, une somme, à prélever sur le Trésor, de deux cent cinquante millions de dollars.

20 Paiement de  
250 000 000 \$

#### Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère

35. À la demande du ministre de l'Environnement, peut être payée et affectée à la Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère, à son usage, une somme, à prélever sur le Trésor, de cinquante millions de dollars.

Paiement de  
50 000 000 \$

30

*Canada Foundation for Sustainable Development  
Technology Act*

*Clause 33: New.*

*Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui  
technologique au développement durable*

*Article 33 : Nouveau.*

**Canada Health Infoway Inc.**\$600,000,000  
granted

36. From and out of the Consolidated Revenue Fund there may, on the requisition of the Minister of Health, be paid and applied a sum not exceeding six hundred million dollars for payment to the Canada Health Infoway Inc. for its use.

**Canadian Health Services Research Foundation**\$25,000,000  
granted

37. From and out of the Consolidated Revenue Fund there may, on the requisition of the Minister of Health, be paid and applied a sum not exceeding twenty-five million dollars for payment to the Canadian Health Services Research Foundation for its use.

**Canadian Institute for Health Information**\$70,000,000  
granted

38. From and out of the Consolidated Revenue Fund there may, on the requisition of the Minister of Health, be paid and applied a sum not exceeding seventy million dollars for payment to the Canadian Institute for Health Information for its use.

**Canada Foundation for Innovation**\$500,000,000  
granted

39. From and out of the Consolidated Revenue Fund there may, on the requisition of the Minister of Industry, be paid and applied a sum not exceeding five hundred million dollars for payment to the Canada Foundation for Innovation for its use.

**Genome Canada**\$75,000,000  
granted

40. From and out of the Consolidated Revenue Fund there may, on the requisition of the Minister of Industry, be paid and applied a sum not exceeding seventy-five million dollars for payment to Genome Canada for its use.

1993, c. 14;  
2001, c. 22, s. 2**Amendments to the Farm Credit Canada Act**2001, c. 22, s.  
5(4)

41. Paragraph 4(2)(f.4) of the *Farm Credit Canada Act* is replaced by the following:

**Inforoute Santé du Canada Inc.**Paiement de  
600 000 000 \$

36. À la demande du ministre de la Santé, peut être payée et affectée à Inforoute Santé du Canada Inc., à son usage, une somme, à prélever sur le Trésor, de six cents millions de dollars.

5

**Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé**Paiement de  
25 000 000 \$

37. À la demande du ministre de la Santé, peut être payée et affectée à la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé, à son usage, une somme, à prélever sur le Trésor, de vingt-cinq millions de dollars.

10

**Institut canadien d'information sur la santé**Paiement de  
70 000 000 \$

38. À la demande du ministre de la Santé, peut être payée et affectée à l'Institut canadien d'information sur la santé, à son usage, une somme, à prélever sur le Trésor, de soixante-dix millions de dollars.

20

**Fondation canadienne pour l'innovation**Paiement de  
500 000 000 \$

39. À la demande du ministre de l'Industrie, peut être payée et affectée à la Fondation canadienne pour l'innovation, à son usage, une somme, à prélever sur le Trésor, de cinq cents millions de dollars.

25

**Génome Canada**Paiement de  
75 000 000 \$

40. À la demande du ministre de l'Industrie, peut être payée et affectée à Génome Canada, à son usage, une somme, à prélever sur le Trésor, de soixante-quinze millions de dollars.

30

**Modification de la Loi sur Financement agricole Canada**1993, ch. 14;  
2001, ch. 22,  
art. 2

41. L'alinéa 4(2)f.4) de la *Loi sur Financement agricole Canada* est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 22,  
par. 5(4)



*Farm Credit Canada Act*

*Clause 41:* The relevant portion of subsection 4(2) reads as follows:

(2) In carrying out its purpose, the Corporation has the power to

...

*Loi sur Financement agricole Canada*

*Article 41 :* Texte du passage visé du paragraphe 4(2) :

(2) Pour la réalisation de sa mission, la Société peut :

...

(f.4) acquire and dispose of investments in farming operations or in businesses related to farming, including shares of corporations that carry on those operations or businesses, within parameters that are satisfactory to the Minister of Finance;

f.4) acquérir et aliéner, selon les paramètres que le ministre des Finances juge satisfaisants, des placements dans l'exploitation agricole ou l'entreprise liée à l'agriculture, notamment des actions de personnes morales dirigeant l'exploitation ou l'entreprise;

1997, c. 26, s. 93

**42. Subsection 11(1) of the Act is replaced by the following:**

**42. Le paragraphe 11(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1997, ch. 26, art. 93

Capital payments

**11. (1)** At the request of the Corporation, the Minister of Finance may, with the approval of the Governor in Council, pay to the Corporation, out of the Consolidated Revenue Fund, amounts not exceeding in the aggregate one billion, two hundred and twenty-five million dollars, or such greater aggregate amount as may be authorized from time to time under an appropriation Act.

**11. (1)** Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'agrément du gouverneur en conseil, verser à celle-ci, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas globalement un milliard deux cent vingt-cinq millions de dollars, ce total pouvant toutefois être augmenté par une loi de crédits.

1997, ch. 26, art. 93

1992, c. 18

***Repeal of Debt Servicing and Reduction Account Act***

***Abrogation de la Loi sur le compte de service et de réduction de la dette***

1992, ch. 18

**43. (1)** The *Debt Servicing and Reduction Account Act* does not apply to the fiscal year ending on March 31, 2003 or to any subsequent fiscal year.

**43. (1)** La *Loi sur le compte de service et de réduction de la dette* ne s'applique pas à l'exercice se terminant le 31 mars 2003 et à tout exercice subséquent.

(2) The Act is repealed.

(2) La même loi est abrogée.

## PART 6

## PARTIE 6

2002, c. 9, s. 5

### AMENDMENTS TO THE AIR TRAVELLERS SECURITY CHARGE ACT

### MODIFICATION DE LA LOI SUR LE DROIT POUR LA SÉCURITÉ DES PASSAGERS DU TRANSPORT AÉRIEN

2002, ch. 9, art. 5

**44. (1)** Paragraphs 12(1)(a) to (c) of the *Air Travellers Security Charge Act* are replaced by the following:

**44. (1)** Les alinéas 12(1)a) à c) de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien* sont remplacés par ce qui suit :

(a) \$6.54 for each chargeable emplanement included in the service, to a maximum of \$13.08, if

a) 6,54 \$ pour chaque embarquement assujéti compris dans le service, jusqu'à concurrence de 13,08 \$, si, à la fois :

(i) the service does not include transportation to a destination outside Canada, and

(i) le service ne comprend pas le transport vers une destination à l'étranger,

(ii) tax under subsection 165(1) of the *Excise Tax Act* is required to be paid in respect of the service;

(ii) la taxe prévue au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* doit être payée relativement au service;

(f.4) acquire and dispose of short- or medium-term equity interests in farming operations or in businesses related to farming, within parameters that are satisfactory to the Minister of Finance;

f.4) acquérir et aliéner, selon les paramètres que le ministre des Finances juge satisfaisants, des participations à court ou moyen terme dans l'exploitation agricole ou l'entreprise liée à l'agriculture;

*Clause 42: Subsection 11(1) reads as follows:*

**11.** (1) At the request of the Corporation, the Minister of Finance may, with the approval of the Governor in Council, pay to the Corporation, out of the Consolidated Revenue Fund, amounts not exceeding in the aggregate one billion, one hundred and seventy-five million dollars, or such greater aggregate amount as may be authorized from time to time under an appropriation Act.

*Article 42 : Texte du paragraphe 11(1) :*

**11.** (1) Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'agrément du gouverneur en conseil, verser à celle-ci, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas globalement un milliard cent soixante-quinze millions de dollars, ce total pouvant toutefois être augmenté par une loi de crédits.

*Air Travellers Security Charge Act*

*Clause 44: (1) Subsection 12(1) reads as follows:*

**12.** (1) Subject to subsection (3), if an air transportation service is acquired in Canada, the amount of the charge in respect of the service is

(a) \$11.22 for each chargeable emplanement included in the service, to a maximum of \$22.43, if

(i) the service does not include transportation to a destination outside the continental zone, and

(ii) tax under subsection 165(1) of the *Excise Tax Act* is required to be paid in respect of the service;

(b) \$12.00 for each chargeable emplanement included in the service, to a maximum of \$24.00, if

(i) the service does not include transportation to a destination outside the continental zone, and

(ii) tax under subsection 165(1) of the *Excise Tax Act* is not required to be paid in respect of the service; or

(c) \$24.00, if the service includes transportation to a destination outside the continental zone.

*Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*

*Article 44 : (1) Texte du paragraphe 12(1) :*

**12.** (1) Sous réserve du paragraphe (3), si un service de transport aérien est acquis au Canada, le droit relatif au service correspond à :

a) 11,22 \$ pour chaque embarquement assujéti compris dans le service, jusqu'à concurrence de 22,43 \$, si, à la fois :

(i) le service ne comprend pas le transport vers une destination à l'extérieur de la zone continentale,

(ii) la taxe prévue au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* doit être payée relativement au service;

b) 12 \$ pour chaque embarquement assujéti compris dans le service, jusqu'à concurrence de 24 \$, si, à la fois :

(i) le service ne comprend pas le transport vers une destination à l'extérieur de la zone continentale,

(ii) la taxe prévue au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* n'a pas à être payée relativement au service;

c) 24 \$, si le service comprend le transport vers une destination à l'extérieur de la zone continentale.

- (b) \$7.00 for each chargeable emplanement included in the service, to a maximum of \$14.00, if
- (i) the service does not include transportation to a destination outside Canada, and
  - (ii) tax under subsection 165(1) of the *Excise Tax Act* is not required to be paid in respect of the service;
- (c) \$11.22 for each chargeable emplanement included in the service, to a maximum of \$22.43, if
- (i) the service includes transportation to a destination outside Canada and does not include transportation to a destination outside the continental zone, and
  - (ii) tax under subsection 165(1) of the *Excise Tax Act* is required to be paid in respect of the service;
- (d) \$12.00 for each chargeable emplanement included in the service, to a maximum of \$24.00, if
- (i) the service includes transportation to a destination outside Canada and does not include transportation to a destination outside the continental zone, and
  - (ii) tax under subsection 165(1) of the *Excise Tax Act* is not required to be paid in respect of the service; or
- (e) \$24.00, if the service includes transportation to a destination outside the continental zone.
- (2) Subsection (1) applies in respect of any air transportation service that includes a chargeable emplanement after February 2003 and for which any consideration is paid or becomes payable after February 2003.
- b) 7 \$ pour chaque embarquement assujéti compris dans le service, jusqu'à concurrence de 14 \$, si, à la fois :
- (i) le service ne comprend pas le transport vers une destination à l'étranger,
  - (ii) la taxe prévue au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* n'a pas à être payée relativement au service;
- c) 11,22 \$ pour chaque embarquement assujéti compris dans le service, jusqu'à concurrence de 22,43 \$, si, à la fois :
- (i) le service comprend le transport vers une destination à l'étranger et ne comprend pas le transport vers une destination à l'extérieur de la zone continentale,
  - (ii) la taxe prévue au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* doit être payée relativement au service;
- d) 12 \$ pour chaque embarquement assujéti compris dans le service, jusqu'à concurrence de 24 \$, si, à la fois :
- (i) le service comprend le transport vers une destination à l'étranger et ne comprend pas le transport vers une destination à l'extérieur de la zone continentale,
  - (ii) la taxe prévue au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* n'a pas à être payée relativement au service;
- e) 24 \$, si le service comprend le transport vers une destination à l'extérieur de la zone continentale.
- (2) Le paragraphe (1) s'applique au service de transport aérien qui comprend un embarquement assujéti après février 2003 et à l'égard duquel la contrepartie, même partielle, est payée ou devient exigible après ce mois.





## PART 7

AMENDMENTS RELATED TO THE  
TAXATION OF TOBACCO PRODUCTS

1997, c. 36

*Customs Tariff*2002, c. 22, s.  
412

**45. Paragraphs 21(2)(a) to (c) of the *Customs Tariff* are replaced by the following:**

- (a) \$0.075 per cigarette, in the case of cigarettes;
- (b) \$0.055 per stick, in the case of tobacco sticks; and
- (c) \$0.05 per gram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks.

5

10

2002, c. 22

*Excise Act, 2001*

**46. Paragraphs 240(a) to (c) of the *Excise Act, 2001* are replaced by the following:**

- (a) \$0.34995 per cigarette that was removed in contravention of that subsection, 15
- (b) \$0.199966 per tobacco stick that was removed in contravention of that subsection, and
- (c) \$199.966 per kilogram of manufactured tobacco, other than cigarettes and tobacco sticks, that was removed in contravention of that subsection. 20

**47. (1) The portion of paragraph 1(a) of Schedule 1 to the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

- (a) \$0.374875 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package, if the cigarettes are black stock

**(2) Paragraph 1(b) of Schedule 1 to the Act is replaced by the following:**

- (b) \$0.396255 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package, in any other case.

## PARTIE 7

MODIFICATIONS TOUCHANT LA  
TAXATION DES PRODUITS DU  
TABAC

1997, ch. 36

*Tarif des douanes*2002, ch. 22,  
art. 412

**45. Les alinéas 21(2)a) à c) du *Tarif des douanes* sont remplacés par ce qui suit :**

- a) 0,075 \$ par cigarette;
- b) 0,055 \$ par bâtonnet de tabac;
- c) 0,05 \$ par gramme de tabac fabriqué, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac. 5

*Loi de 2001 sur l'accise*

2002, ch. 22

**46. Les alinéas 240a) à c) de la *Loi de 2001 sur l'accise* sont remplacés par ce qui suit :**

10

- a) 0,349 95 \$ par cigarette retirée en contravention avec ce paragraphe;
- b) 0,199 966 \$ par bâtonnet de tabac retiré en contravention avec ce paragraphe;
- c) 199,966 \$ par kilogramme de tabac fabriqué, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac, retiré en contravention avec ce paragraphe. 15

**47. (1) Le passage de l'alinéa 1a) de l'annexe 1 de la même loi précédant le 20 sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

- a) 0,374 875 \$ par quantité de cinq cigarettes, ou fraction de cette quantité, contenue dans un paquet, si les cigarettes constituent des produits non ciblés des 25 tinés, selon le cas :

**(2) L'alinéa 1b) de l'annexe 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

- b) 0,396 255 \$ par quantité de cinq cigarettes, ou fraction de cette quantité, contenue dans un paquet, dans les autres cas. 30

### *Customs Tariff*

*Clause 45:* Subsection 21(2) reads as follows:

(2) There shall be levied on traveller's tobacco, at the time of its importation, and paid in accordance with the *Customs Act*, a duty of

- (a) \$0.0575 per cigarette, in the case of cigarettes;
- (b) \$0.0425 per stick, in the case of tobacco sticks; and
- (c) \$0.0375 per gram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks.

### *Excise Act, 2001*

*Clause 46:* Section 240 reads as follows:

**240.** Every tobacco licensee who contravenes subsection 50(5) is liable to a penalty equal to the total of

- (a) \$0.25995 per cigarette that was removed in contravention of that subsection,
- (b) \$0.159966 per tobacco stick that was removed in contravention of that subsection, and
- (c) \$149.966 per kilogram of manufactured tobacco, other than cigarettes and tobacco sticks, that was removed in contravention of that subsection.

*Clause 47:* (1) and (2) The relevant portion of section 1 of Schedule 1 reads as follows:

#### 1. Cigarettes:

- (a) \$0.287375 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package, if the cigarettes are black stock

...

- (b) \$0.308755 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package, in any other case.

### *Tarif des douanes*

*Article 45 :* Remplacement de « 0,0575 \$ » par « 0,075 \$ », de « 0,0425 \$ » par « 0,055 \$ » et de « 0,0375 \$ » par « 0,05 \$ ».

### *Loi de 2001 sur l'accise*

*Article 46 :* Remplacement de « 0,259 95 \$ » par « 0,349 95 \$ », de « 0,159 966 \$ » par « 0,199 966 \$ » et de « 149,966 \$ » par « 199,966 \$ ».

*Article 47 : (1) et (2)* Remplacement de « 0,287 375 \$ » par « 0,374 875 \$ » et de « 0,308 755 \$ » par « 0,396 255 \$ ».

**48. (1) The portion of paragraph 2(a) of Schedule 1 to the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(a) \$0.054983 per stick, if the tobacco sticks are black stock

**(2) Paragraph 2(b) of Schedule 1 to the Act is replaced by the following:**

(b) \$0.057983 per stick, in any other case.

**49. (1) The portion of paragraph 3(a) of Schedule 1 to the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(a) \$49.983 per kilogram, if the manufactured tobacco is black stock

**(2) Paragraph 3(b) of Schedule 1 to the Act is replaced by the following:**

(b) \$53.981 per kilogram, in any other case.

**50. (1) Paragraph (a) of Schedule 2 to the Act is replaced by the following:**

(a) \$0.065 per cigar, and

**(2) The portion of paragraph (b) of Schedule 2 to the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(b) 65%, computed on

**51. Paragraphs 1(a) to (c) of Schedule 3 to the Act are replaced by the following:**

(a) \$0.075 per cigarette, in the case of cigarettes;

(b) \$0.055 per stick, in the case of tobacco sticks; and

(c) \$0.05 per gram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes or tobacco sticks.

**52. Paragraphs 2(a) to (c) of Schedule 3 to the Act are replaced by the following:**

(a) \$0.075 per cigarette, in the case of cigarettes;

(b) \$0.055 per stick, in the case of tobacco sticks; and

**48. (1) Le passage de l'alinéa 2a) de l'annexe 1 de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

a) 0,054 983 \$ le bâtonnet, si les bâtonnets de tabac constituent des produits non ciblés destinés, selon le cas :

**(2) L'alinéa 2b) de l'annexe 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) 0,057 983 \$ le bâtonnet, dans les autres cas.

**49. (1) Le passage de l'alinéa 3a) de l'annexe 1 de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

a) 49,983 \$ le kilogramme, si le tabac fabriqué constitue un produit non ciblé destiné, selon le cas :

**(2) L'alinéa 3b) de l'annexe 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) 53,981 \$ le kilogramme, dans les autres cas.

**50. (1) L'alinéa a) de l'annexe 2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

a) 0,065 \$ le cigare;

**(2) Le passage de l'alinéa b) de l'annexe 2 de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

b) 65 % de la somme applicable suivante :

**51. Les alinéas 1a) à c) de l'annexe 3 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

a) 0,075 \$ la cigarette;

b) 0,055 \$ le bâtonnet de tabac;

c) 0,05 \$ le gramme de tabac fabriqué, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac.

**52. Les alinéas 2a) à c) de l'annexe 3 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

a) 0,075 \$ la cigarette;

b) 0,055 \$ le bâtonnet de tabac;



*Clause 48:* (1) and (2) The relevant portion of section 2 of Schedule 1 reads as follows:

2. Tobacco sticks:

(a) \$0.042483 per stick, if the tobacco sticks are black stock

...

(b) \$0.045483 per stick, in any other case.

*Article 48 :* (1) et (2) Remplacement de « 0,042 483 \$ » par « 0,054 983 \$ » et de « 0,045 483 \$ » par « 0,057 983 \$ ».

*Clause 49:* (1) and (2) The relevant portion of section 3 of Schedule 1 reads as follows:

3. Manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks:

(a) \$37.483 per kilogram, if the manufactured tobacco is black stock

...

(b) \$41.481 per kilogram, in any other case.

*Article 49 :* (1) et (2) Remplacement de « 37,483 \$ » par « 49,983 \$ » et de « 41,481 \$ » par « 53,981 \$ ».

*Clause 50:* (1) and (2) The relevant portion of Schedule 2 reads as follows:

Cigars:

The greater of

(a) \$0.03947 per cigar, and

(b) 50%, computed on

*Article 50 :* (1) et (2) Remplacement de « 0,039 47 \$ » par « 0,065 \$ » et de « 50 % » par « 65 % ».

*Clause 51:* Section 1 of Schedule 3 reads as follows:

1. Special duty on imported manufactured tobacco:

(a) \$0.0575 per cigarette, in the case of cigarettes;

(b) \$0.0425 per stick, in the case of tobacco sticks; and

(c) \$0.0375 per gram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes or tobacco sticks.

*Article 51 :* Remplacement de « 0,0575 \$ » par « 0,075 \$ », de « 0,0425 \$ » par « 0,055 \$ » et de « 0,0375 \$ » par « 0,05 \$ ».

*Clause 52:* Section 2 of Schedule 3 reads as follows:

2. Special duty on traveller's tobacco:

(a) \$0.0575 per cigarette, in the case of cigarettes;

(b) \$0.0425 per stick, in the case of tobacco sticks; and

(c) \$0.0375 per gram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes or tobacco sticks.

*Article 52 :* Remplacement de « 0,0575 \$ » par « 0,075 \$ », de « 0,0425 \$ » par « 0,055 \$ » et de « 0,0375 \$ » par « 0,05 \$ ».

(c) \$0.05 per gram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes or tobacco sticks.

**53. Paragraphs 3(a) to (c) of Schedule 3 to the Act are replaced by the following:**

(a) \$0.075 per cigarette, in the case of cigarettes;

(b) \$0.055 per stick, in the case of tobacco sticks; and

(c) \$50.00 per kilogram, in the case of tobacco products other than cigarettes or tobacco sticks.

**54. Paragraphs 4(a) to (c) of Schedule 3 to the Act are replaced by the following:**

(a) \$0.095724 per cigarette, in the case of 15 cigarettes;

(b) \$0.042 per stick, in the case of tobacco sticks; and

(c) \$46.002 per kilogram, in the case of tobacco products other than cigarettes or tobacco sticks.

c) 0,05 \$ le gramme de tabac fabriqué, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac.

**53. Les alinéas 3a) à c) de l'annexe 3 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

a) 0,075 \$ la cigarette;

b) 0,055 \$ le bâtonnet de tabac;

c) 50,00 \$ le kilogramme de produits du tabac, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac.

**54. Les alinéas 4a) à c) de l'annexe 3 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

a) 0,095 724 \$ la cigarette;

b) 0,042 \$ le bâtonnet de tabac;

c) 46,002 \$ le kilogramme de produits du tabac, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac.

R.S., c. E-15

**Excise Tax Act**

2002, c. 22, s. 414

**55. Paragraphs 23.11(2)(a) to (c) of the Excise Tax Act are replaced by the following:**

(a) \$0.0475 per cigarette, in the case of 25 cigarettes;

(b) \$0.03665 per stick, in the case of tobacco sticks; and

(c) \$31.65 per kilogram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks.

**56. Paragraphs 23.12(1)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:**

(a) \$0.075 per cigarette, in the case of cigarettes;

(b) \$0.055 per stick, in the case of tobacco sticks; and

(c) \$0.05 per gram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks.

**Loi sur la taxe d'accise**

L.R., ch. E-15

**55. Les alinéas 23.11(2)a) à c) de la Loi sur la taxe d'accise sont remplacés par ce qui suit :**

a) 0,0475 \$ par cigarette;

b) 0,036 65 \$ par bâtonnet de tabac;

c) 31,65 \$ par kilogramme de tabac fabriqué, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac.

**56. Les alinéas 23.12(1)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

a) 0,075 \$ par cigarette;

b) 0,055 \$ par bâtonnet de tabac;

c) 0,05 \$ par gramme de tabac fabriqué, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac.

2002, c. 22, s. 415

2002, ch. 22, art. 414

20

25

2002, ch. 22, art. 415

35

40

*Clause 53:* Section 3 of Schedule 3 reads as follows:

3. Special duty on unstamped tobacco products:

- (a) \$0.0575 per cigarette, in the case of cigarettes;
- (b) \$0.0425 per stick, in the case of tobacco sticks; and
- (c) \$37.50 per kilogram, in the case of tobacco products other than cigarettes or tobacco sticks.

*Article 53 :* Remplacement de « 0,0575 \$ » par « 0,075 \$ », de « 0,0425 \$ » par « 0,055 \$ » et de « 37,50 \$ » par « 50,00 \$ ».

*Clause 54:* Section 4 of Schedule 3 reads as follows:

4. Special duty on stamped tobacco products:

- (a) \$0.068224 per cigarette, in the case of cigarettes;
- (b) \$0.0345 per stick, in the case of tobacco sticks; and
- (c) \$33.502 per kilogram, in the case of tobacco products other than cigarettes or tobacco sticks.

*Article 54 :* Remplacement de « 0,068 224 \$ » par « 0,095 724 \$ », de « 0,0345 \$ » par « 0,042 \$ » et de « 33,502 \$ » par « 46,002 \$ ».

#### *Excise Tax Act*

*Clause 55:* Subsection 23.11(2) reads as follows:

(2) The rate of tax imposed under subsection (1) is

- (a) \$0.03 per cigarette, in the case of cigarettes;
- (b) \$0.02415 per stick, in the case of tobacco sticks; and
- (c) \$19.15 per kilogram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks.

#### *Loi sur la taxe d'accise*

*Article 55 :* Remplacement de « 0,03 \$ » par « 0,0475 \$ », de « 0,024 15 \$ » par « 0,036 65 \$ » et de « 19,15 \$ » par « 31,65 \$ ».

*Clause 56:* Subsection 23.12(1) reads as follows:

23.12 (1) If imported tobacco products are delivered to a duty free shop, there shall be imposed, levied and collected in respect of them, in addition to any other duty or tax payable under this Act or any other Act or law, an excise tax at the rate of

- (a) \$0.0575 per cigarette, in the case of cigarettes;
- (b) \$0.0425 per stick, in the case of tobacco sticks; and
- (c) \$0.0375 per gram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks.

*Article 56 :* Remplacement de « 0,0575 \$ » par « 0,075 \$ », de « 0,0425 \$ » par « 0,055 \$ » et de « 0,0375 \$ » par « 0,05 \$ ».



2002, c. 22, s.  
416(1)

**57. (1) Paragraphs 23.13(1)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:**

- (a) \$0.075 per cigarette, in the case of cigarettes;
- (b) \$0.055 per stick, in the case of tobacco sticks; and
- (c) \$50.00 per kilogram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks.

**57. (1) Les alinéas 23.13(1)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

- a) 0,075 \$ par cigarette;
- b) 0,055 \$ par bâtonnet de tabac;
- c) 50,00 \$ par kilogramme de tabac fabriqué, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac.

2002, ch. 22,  
par. 416(1)

2002, c. 22, ss.  
416(2) and (3)

**(2) Paragraphs 23.13(2)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:**

- (a) \$0.1475 per cigarette, in the case of cigarettes;
- (b) \$0.08165 per stick, in the case of tobacco sticks; and
- (c) \$81.65 per kilogram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks.

**(2) Les alinéas 23.13(2)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

- a) 0,1475 \$ par cigarette;
- b) 0,081 65 \$ par bâtonnet de tabac;
- c) 81,65 \$ par kilogramme de tabac fabriqué, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac.

2002, ch. 22,  
par. 416(2) et  
(3)

1994, c. 29, s.  
14(1); 2002, c.  
22, s. 419

**58. Sections 1 to 4 of Schedule II to the Act are replaced by the following:**

1. Cigarettes: \$0.25888 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package.
2. Tobacco sticks: \$0.03965 per stick.
3. Manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks: \$35.648 per kilogram.
4. Cigars: the greater of \$0.065 per cigar and 65 per cent.

**58. Les articles 1 à 4 de l'annexe II de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

1. Cigarettes : 0,258 88 \$ par quantité de cinq cigarettes ou fraction de cette quantité contenue dans un paquet.
2. Bâtonnets de tabac : 0,039 65 \$ par bâtonnet.
3. Tabac fabriqué, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac : 35,648 \$ par kilogramme.
4. Cigares : 0,065 \$ par cigare ou soixante-cinq pour cent, le plus élevé étant à retenir.

1994, ch. 29,  
par. 14(1);  
2002, ch. 22,  
art. 419

#### *Coming into Force and Application*

**59. For the purposes of applying the provisions of the Customs Act and the Excise Tax Act that provide for the payment of, or the liability to pay, interest in respect of any amount, the amount shall be determined and interest shall be computed on it as though this Act had been assented to on June 18, 2002.**

**60. (1) Section 45 is deemed to have come into force on June 18, 2002. For greater certainty, the Customs Tariff, as**

#### *Entrée en vigueur et application*

**59. Pour l'application des dispositions de la Loi sur les douanes et de la Loi sur la taxe d'accise qui portent sur le paiement d'intérêts sur une somme, ou sur l'obligation d'en payer, la somme est déterminée, et les intérêts sont calculés, comme si la présente loi avait été sanctionnée le 18 juin 2002.**

**60. (1) L'article 45 est réputé être entré en vigueur le 18 juin 2002. Il est entendu que le Tarif des douanes, dans sa version**

35



*Clause 57:* (1) and (2) Subsections 23.13(1) and (2) read as follows:

**23.13 (1)** If tobacco products manufactured or produced in Canada are exported in bond in accordance with subparagraph 58.1(3)(a)(i) and paragraph 58.1(3)(b) of the *Excise Act* by their manufacturer or producer, there shall be imposed, levied and collected in respect of the tobacco products, in addition to any other duty or tax payable under this Act or any other Act or law, an excise tax at the rate of

- (a) \$0.0575 per cigarette, in the case of cigarettes;
- (b) \$0.0425 per stick, in the case of tobacco sticks; and
- (c) \$37.50 per kilogram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks.

(2) If tobacco products manufactured or produced in Canada are exported and subsection (1) does not apply to those products, there shall be imposed, levied and collected in respect of those products, in addition to any other duty or tax payable under this Act or any other Act or law, an excise tax at the rate of

- (a) \$0.1025 per cigarette, in the case of cigarettes;
- (b) \$0.06165 per stick, in the case of tobacco sticks; and
- (c) \$56.65 per kilogram, in the case of manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks.

*Clause 58:* Sections 1 to 4 of Schedule II read as follows:

1. Cigarettes: \$0.17138 for each five cigarettes or fraction of five cigarettes contained in any package.
2. Tobacco sticks: \$0.02715 per stick.
3. Manufactured tobacco other than cigarettes and tobacco sticks: \$23.148 per kilogram.
4. Cigars, the greater of \$0.03947 per cigar and 50 per cent.

*Article 57 :* (1) et (2) Remplacement de « 0,0575 \$ » par « 0,075 \$ », de « 0,0425 \$ » par « 0,055 \$ », de « 37,50 \$ » par « 50,00 \$ », de « 0,1025 \$ » par « 0,1475 \$ », de « 0,06165 \$ » par « 0,081 65 \$ » et de « 56,65 \$ » par « 81,65 \$ ».

*Article 58 :* Texte des articles 1 à 4 de l'annexe II :

1. Cigarettes : 0,171 38 \$ par quantité de cinq cigarettes ou fraction de cette quantité contenue dans un paquet.
2. Bâtonnets de tabac : 0,027 15 \$ le bâtonnet.
3. Tabac fabriqué, à l'exclusion des cigarettes et des bâtonnets de tabac : 23,148 \$ le kilogramme.
4. Cigares : le plus élevé de 0,03947 \$ le cigare et de cinquante pour cent.

amended by section 45, is further amended by section 346 of the *Excise Act, 2001* on the coming into force of that section 346, regardless of whether that coming into force occurs before or after this Act is assented to.

(2) Sections 46 to 54 come into force or are deemed to have come into force on the day that is the earlier of the day on which this Act is assented to and the day on which Part 3 of the *Excise Act, 2001* comes into force.

(3) Sections 55 to 58 are deemed to have come into force on June 18, 2002. For greater certainty, the *Excise Tax Act*, as amended by those sections, is further amended by sections 368 and 390 of the *Excise Act, 2001* on the coming into force of those sections 368 and 390, regardless of whether that coming into force occurs before or after this Act is assented to.

modifiée par l'article 45, est modifié par l'article 346 de la *Loi de 2001 sur l'accise* à la date d'entrée en vigueur de cet article 346, indépendamment du fait que cette date soit antérieure ou postérieure à la date de sanction de la présente loi.

(2) Les articles 46 à 54 entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur à la date de sanction de la présente loi ou, si elle est antérieure, à la date d'entrée en vigueur de la partie 3 de la *Loi de 2001 sur l'accise*.

(3) Les articles 55 à 58 sont réputés être entrés en vigueur le 18 juin 2002. Il est entendu que la *Loi sur la taxe d'accise*, 15 dans sa version modifiée par ces articles, est modifiée par les articles 368 et 390 de la *Loi de 2001 sur l'accise* à la date d'entrée en vigueur de ces articles 368 et 390, indépendamment du fait que cette date soit antérieure ou postérieure à la date de sanction de la présente loi.

## PART 8

### AMENDMENTS RELATED TO EXCISE TAX ON FUEL AND TO THE GOODS AND SERVICES TAX/HARMONIZED SALES TAX

#### *Excise Tax Act*

61. (1) Section 23.4 of the *Excise Tax Act* is amended by adding the following after subsection (2):

(3) Where diesel fuel has been blended with alcohol to produce a diesel-alcohol fuel, the excise tax imposed under section 23 on diesel fuel is not payable on the portion of the diesel-alcohol fuel that is equal to the percentage by volume of alcohol in the fuel.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on February 19, 2003.

62. (1) The Act is amended by adding the following after section 23.4:

## PARTIE 8

### MODIFICATIONS TOUCHANT LA TAXE D'ACCISE SUR LE COMBUSTIBLE, LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES ET LA TAXE DE VENTE HARMONISÉE

#### *Loi sur la taxe d'accise*

61. (1) L'article 23.4 de la *Loi sur la taxe d'accise* est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Dans le cas où du combustible diesel est mélangé à de l'alcool pour produire un mélange diesel-alcool, la taxe d'accise imposée par l'article 23 sur le combustible diesel n'est pas exigible sur la partie du mélange qui représente le pourcentage d'alcool par volume.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 19 février 2003.

62. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 23.4, de ce qui suit :

R.S., c. E-15

L.R., ch. E-15

Where excise tax not payable on diesel-alcohol

Taxe d'accise non payable sur alcool-diesel

*Excise Tax Act**Clause 61: (1) New.**Loi sur la taxe d'accise**Article 61 : (1) Nouveau.**Clause 62: (1) New.**Article 62 : (1) Nouveau.*



Definition of  
"bio-diesel  
fuel"

**23.5 (1)** In this section, "bio-diesel fuel" means a diesel fuel that is produced from waste materials, or feedstocks, of biological origin and not from petroleum, natural gas or coal.

**23.5 (1)** Au présent article, « biodiesel » s'entend du combustible diesel qui est produit à partir de déchets, ou de matières, d'origine biologique et non à partir de pétrole, de gaz naturel ou de charbon.

Définition de  
« biodiesel »

Excise tax not  
payable on bio-  
diesel fuel

(2) The excise tax imposed under section 23 on diesel fuel is not payable on bio-diesel fuel.

(2) La taxe d'accise imposée par l'article 23 sur le combustible diesel n'est pas exigible sur le biodiesel.

Taxe d'accise  
non payable sur  
le biodiesel

Where excise  
tax not payable  
on bio-diesel  
blended with  
diesel

(3) Where diesel fuel has been blended with bio-diesel fuel to produce a diesel-bio-diesel fuel, the excise tax imposed under section 23 on diesel fuel is not payable on the portion of the diesel-bio-diesel fuel that is equal to the percentage by volume of bio-diesel fuel in the fuel.

(3) Dans le cas où du combustible diesel est mélangé à du biodiesel pour produire un mélange diesel-biodiesel, la taxe d'accise imposée par l'article 23 sur le combustible diesel n'est pas exigible sur la partie du mélange qui représente le pourcentage de biodiesel par volume.

Taxe d'accise  
non payable sur  
le mélange  
diesel-biodiesel

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on February 19, 2003.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 19 février 2003.

**63. (1)** Section 68.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

**63. (1)** L'article 68.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Exception

(3) For greater certainty, no amount is payable to a person under subsection (1) in respect of tax paid on gasoline or diesel fuel transported out of Canada in the fuel tank of the vehicle that is used for that transportation.

(3) Il est entendu qu'aucun montant n'est à payer à une personne aux termes du paragraphe (1) au titre de la taxe payée sur l'essence ou le combustible diesel qui est transporté en dehors du Canada dans le réservoir à combustible du véhicule qui sert à ce transport.

Exception

(2) Subsection (1) applies in respect of any application for a payment under section 68.1 of the Act received by the Minister of National Revenue after February 17, 2003.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à toute demande de paiement, prévue à l'article 68.1 de la même loi, reçue par le ministre du Revenu national après le 17 février 2003.

1990, c. 45, s.  
18

**64. (1)** Section 5 of Part III of Schedule V to the Act is replaced by the following:

**64. (1)** L'article 5 de la partie III de l'annexe V de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45,  
art. 18

5. A supply made by a school authority to a person other than another school authority of a service of transporting elementary or secondary school students to or from a school that is operated by a school authority.

5. La fourniture, effectuée par une administration scolaire au profit d'une personne qui n'est pas une autre administration scolaire, d'un service consistant à assurer le transport d'élèves du primaire ou du secondaire entre un point donné et une école administrée par une administration scolaire.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(3) If the amount of a school authority's net tax for a reporting period determined under the Act as amended by subsection

(3) Lorsque la taxe nette d'une administration scolaire pour une période de déclaration, déterminée selon la même loi dans



*Clause 63: (1) New.*

*Article 63 : (1) Nouveau.*

*Clause 64: (1) Section 5 of Part III of Schedule V reads as follows:*

5. A supply made by a school authority to elementary or secondary school students of a service of transporting the students to or from a school that is operated by a school authority.

*Article 64 : (1) Texte de l'article 5 de la partie III de l'annexe V :*

5. La fourniture, effectuée par une administration scolaire au profit d'un élève du primaire ou du secondaire, d'un service consistant à assurer le transport de l'élève entre un point donné et une école administrée par une administration scolaire.

(1) is different from the amount that would be the authority's net tax for the period if that subsection were not enacted, and the Minister of National Revenue has assessed the net tax for the period, the Minister may reassess the net tax or an amount payable by the authority under section 230.1 of the Act to take into account that difference, on or before the later of the day that is one year after the day on which this Act is assented to and the last day of the period otherwise allowed under section 298 of the Act for making the reassessment, despite that section and despite any decision of a court in respect of that reporting period of the authority that is rendered after December 21, 2001.

1997, c. 10, s.  
115(1)

**65. (1) Section 21 of Part VI of Schedule V to the Act is replaced by the following:**

21. A supply of a municipal service, if

(a) the supply is

(i) made by a government or municipality to a recipient that is an owner or occupant of real property situated in a particular geographic area, or

(ii) made on behalf of a government or municipality to a recipient that is an owner or occupant of real property situated in a particular geographic area and that is not the government or municipality;

(b) the service is

(i) one which the owner or occupant has no option but to receive, or

(ii) supplied because of a failure by the owner or occupant to comply with an obligation imposed under a law; and

(c) the service is not one of testing or inspecting any property for the purpose of verifying or certifying that the property meets particular standards of quality or is suitable for consumption, use or supply in a particular manner.

sa version modifiée par le paragraphe (1), diffère du montant qui correspondrait à sa taxe nette pour la période si ce paragraphe n'était pas édicté et que le ministre du Revenu national a établi une cotisation visant la taxe nette pour la période, le ministre peut établir une nouvelle cotisation visant la taxe nette, ou un montant payable par l'administration en vertu de l'article 230.1 de la même loi, en vue de tenir compte de la différence, au plus tard le jour qui suit d'une année la date de sanction de la présente loi ou, s'il est postérieur, le dernier jour du délai, prévu par ailleurs à l'article 298 de la même loi, pour l'établissement de la nouvelle cotisation, malgré cet article et toute décision relative à cette période de déclaration de l'administration rendue par un tribunal après le 21 décembre 2001.

65. (1) L'article 21 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 10,  
par. 115(1)

21. La fourniture d'un service municipal si, à la fois :

a) la fourniture est effectuée :

(i) soit par un gouvernement ou une municipalité au profit d'un acquéreur qui est le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble situé dans une région géographique donnée,

(ii) soit pour le compte d'un gouvernement ou d'une municipalité au profit d'un acquéreur, autre que le gouvernement ou la municipalité, qui est le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble situé dans une région géographique donnée;

b) il s'agit d'un service, selon le cas :

(i) que le propriétaire ou l'occupant ne peut refuser,

(ii) qui est fourni du fait que le propriétaire ou l'occupant a manqué à une obligation imposée par une loi;

c) il ne s'agit pas d'un service d'essai ou d'inspection d'un bien pour vérifier s'il est conforme à certaines normes de qualité ou s'il se prête à un certain mode de consom-

*Clause 65:* (1) Section 21 of Part VI of Schedule V reads as follows:

21. A supply of a municipal service made by or on behalf of a government or municipality to owners or occupants of real property situated in a particular geographic area where

- (a) the owners or occupants have no option but to receive the service, or
- (b) the service is supplied because of a failure by an owner or occupant to comply with an obligation imposed under a law,

but not including a supply of a service of testing or inspecting any property for the purpose of verifying or certifying that the property meets particular standards of quality or is suitable for consumption, use or supply in a particular manner.

*Article 65 :* (1) Texte de l'article 21 de la partie VI de l'annexe V :

21. La fourniture d'un service municipal effectuée par un gouvernement ou une municipalité, ou pour leur compte, au profit des propriétaires ou occupants d'immeubles situés dans une région géographique donnée si, selon le cas :

- a) les propriétaires ou occupants ne peuvent refuser le service;
- b) le service est fourni du fait qu'un propriétaire ou un occupant a manqué à une obligation imposée par une loi.

N'est pas exonérée la fourniture d'un service d'essai ou d'inspection d'un bien pour vérifier s'il est conforme à certaines normes de qualité ou s'il se prête à un certain mode de consommation, d'utilisation ou de fourniture, ou pour le confirmer.

(2) Subsection (1) is deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in applying section 21 of Part VI of Schedule V to the Act, as enacted by subsection (1), to supplies for which all of the consideration becomes due or is paid before April 24, 1996, it shall be read without reference to subparagraph (b)(ii).

2002, c. 22

**Consequential Amendment to Excise Act, 2001**

66. (1) Section 377 of the *Excise Act, 2001* is replaced by the following:

2000, c. 30, s. 12(1)

377. Subsection 68.1(2) of the Act is repealed.

(2) Subsection (1) comes into force or is deemed to have come into force on the earlier of the day before the day on which section 377 of the *Excise Act, 2001* comes into force and the day on which this Act is assented to.

mation, d'utilisation ou de fourniture, ou pour le confirmer.

(2) Le paragraphe (1) est réputé être entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour l'application de l'article 21 de la partie VI de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée avant le 24 avril 1996, il n'est pas tenu compte du sous-alinéa 21b)(ii).

10

**Modification corrélative à la Loi de 2001 sur l'accise**

2002, ch. 22

66. (1) L'article 377 de la *Loi de 2001 sur l'accise* est remplacé par ce qui suit :

377. Le paragraphe 68.1(2) de la même loi est abrogé.

2000, ch. 30, par. 12(1)

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur 15 ou est réputé être entré en vigueur la veille de la date d'entrée en vigueur de l'article 377 de la *Loi de 2001 sur l'accise* ou, si elle est antérieure, à la date de sanction de la présente loi.

20

**PART 9**

**FIRST NATIONS GOODS AND SERVICES TAXES**

***First Nations Goods and Services Tax Act***

67. (1) The *First Nations Goods and Services Tax Act* is enacted as follows:

An Act respecting first nations goods and services tax

**SHORT TITLE**

Short title

1. This Act may be cited as the *First Nations Goods and Services Tax Act*.

**INTERPRETATION**

Definitions

2. (1) The definitions in this subsection 25 apply in this Act.

**PARTIE 9**

**TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES DES PREMIÈRES NATIONS**

***Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations***

67. (1) Est édictée la *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations*, dont le texte suit :

Loi concernant la taxe sur les produits et services des premières nations

25

**TITRE ABRÉGÉ**

1. *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations*.

Titre abrégé

**DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions



*Excise Act, 2001*

*Clause 66:* (1) Section 377 reads as follows:

377. Subsection 68.1(1) of the Act is renumbered as section 68.1 and subsection 68.1(2) of the Act is repealed.

*Loi de 2001 sur l'accise*

*Article 66 :* (1) Texte de l'article 377 :

377. Le paragraphe 68.1(1) de la même loi devient l'article 68.1 et le paragraphe 68.1(2) est abrogé.

*First Nations Goods and Services Tax Act*

*Clause 67:* (1) and (2) New.

*Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations*

*Article 67 :* (1) et (2) Nouveau.

<p>“administration agreement” « accord d'application » “authorized body” « organe autorisé »</p>	<p>“administration agreement” means an agreement referred to in subsection 5(2).</p>	<p>accord d'application » L'accord visé au paragraphe 5(2).</p>	<p>« accord d'application » “administration agreement” « bande » “band”</p>
<p>“band” « bande »</p>	<p>“band” has the meaning assigned by subsection 2(1) of the <i>Indian Act</i>.</p>	<p>« bande » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les Indiens</i>.</p>	<p>« bande »</p>
<p>“governing body” « corps dirigeant »</p>	<p>“governing body” means the body of a first nation that is identified opposite the name of the first nation listed in the schedule.</p>	<p>« corps dirigeant » Le corps d'une première nation dont le nom figure à l'annexe en regard du nom de celle-ci.</p>	<p>« corps dirigeant » “governing body”</p>
<p>“imported taxable supply” « fourniture taxable importée »</p>	<p>“imported taxable supply” has the meaning assigned by section 217 of the <i>Excise Tax Act</i>.</p>	<p>« crédit de taxe sur les intrants » S'entend au sens de la partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>.</p>	<p>« crédit de taxe sur les intrants » “input tax credit”</p>
<p>“input tax credit” « crédit de taxe sur les intrants »</p>	<p>“input tax credit” has the same meaning as in Part IX of the <i>Excise Tax Act</i>.</p>	<p>« fourniture taxable importée » S'entend au sens de l'article 217 de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>.</p>	<p>« fourniture taxable importée » “imported taxable supply”</p>
<p>“lands” « terres »</p>	<p>“lands”, of a first nation, means the lands that are described opposite the name of the first nation listed in the schedule.</p>	<p>« ministre » Le ministre des Finances.</p>	<p>« ministre » “Minister”</p>
<p>“Minister” « ministre »</p>	<p>“Minister” means the Minister of Finance.</p>	<p>« organe autorisé » L'organe d'une première nation qui est autorisé à conclure un accord d'application.</p>	<p>« organe autorisé » “authorized body”</p>
<p>“net tax” « taxe nette »</p>	<p>“net tax” has the same meaning as in Part IX of the <i>Excise Tax Act</i>.</p>	<p>« partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> » Comprend les annexes V à X de cette loi.</p>	<p>« partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> » “Part IX of the <i>Excise Tax Act</i>”</p>
<p>“Part IX of the <i>Excise Tax Act</i>” « partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> »</p>	<p>“Part IX of the <i>Excise Tax Act</i>” includes Schedules V to X to that Act.</p>	<p>« réserve » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les Indiens</i>.</p>	<p>« réserve » “reserve”</p>
<p>“reserve” « réserve »</p>	<p>“reserve” has the meaning assigned by subsection 2(1) of the <i>Indian Act</i>.</p>	<p>« taxe nette » S'entend au sens de la partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>.</p>	<p>« taxe nette » “net tax”</p>
<p>Expressions defined in s. 123(1) of the <i>Excise Tax Act</i></p>	<p>(2) Unless a contrary intention appears, words and expressions used in this Act have the meanings assigned by subsection 123(1) of the <i>Excise Tax Act</i>.</p>	<p>« terres » Les terres d'une première nation dont la description figure à l'annexe en regard du nom de celle-ci.</p>	<p>« terres » “lands”</p>
<p>Mobile home or floating home</p>	<p>(3) A mobile home or floating home is deemed to be tangible personal property for the purposes of applying the provisions of this Act and any first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), in respect of the bringing of tangible personal property onto the lands of a first nation.</p>	<p>(2) À moins d'indication contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens du paragraphe 123(1) de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>.</p>	<p>Termes définis au par. 123(1) de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i></p>
<p>Application of deeming rules</p>	<p>(4) If a provision of Part IX of the <i>Excise Tax Act</i> deems certain circumstances or facts to exist, those circumstances or facts are deemed to exist for the purposes of determining the matters in respect of which a first</p>	<p>(3) Une maison mobile ou une maison flottante est réputée être un bien meuble corporel pour l'application des dispositions de la présente loi et de tout texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), concernant le transfert de biens meubles corporels sur les terres d'une première nation.</p>	<p>Maison mobile ou maison flottante</p>
	<p>(4) Les circonstances ou faits qui sont réputés exister aux termes d'une disposition de la partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> sont réputés exister lorsqu'il s'agit de déterminer les matières relativement auxquelles une pre-</p>		



nation may enact a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1).

mière nation peut édicter un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1).

#### APPLICATION OF OTHER ACTS OF PARLIAMENT

Section 87 of *Indian Act* and similar provisions

3. (1) The obligation to pay tax or any other amount that is required to be paid under a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), applies despite the application of the exemption under section 87 of the *Indian Act* and of any other exemption from taxation under any other Act of Parliament that is similar to the exemption under that section.

Subsection 4(1) applies despite any other Act of Parliament

(2) The governing body of a first nation listed in the schedule may enact a law under subsection 4(1) that imposes a tax despite any other Act of Parliament that limits the authority of the first nation to enact a law that imposes a tax.

Binding on Her Majesty

(3) If a provision of Part IX of the *Excise Tax Act* is binding on Her Majesty in right of Canada or a province, that provision, to the extent that it applies for the purposes of a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), and any provision of the first nation law that corresponds to that provision of that Part, are so binding for the purposes of that law.

#### FIRST NATION GOODS AND SERVICES TAX LAW

Authority to impose tax

4. (1) Subject to this section, the governing body of a first nation that is listed in the schedule and that is a band or has the power to enact laws that has been recognized or granted under any other Act of Parliament or under an agreement that has been given effect by any other Act of Parliament may enact a law that imposes

(a) a tax in respect of a taxable supply made on the lands of the first nation;

(b) a tax in respect of the bringing of tangible personal property onto the lands of the first nation from a place in Canada; and

(c) a tax in respect of an imported taxable supply made on the lands of the first nation.

#### APPLICATION D'AUTRES LOIS FÉDÉRALES

Article 87 de la *Loi sur les Indiens* et dispositions semblables

3. (1) L'obligation d'acquitter une taxe ou une autre somme à payer en vertu d'un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), l'emporte sur l'application de l'exemption prévue à l'article 87 de la *Loi sur les Indiens* et de toute autre exemption fiscale, prévue par une autre loi fédérale, qui est semblable à cette exemption.

(2) Le corps dirigeant d'une première nation dont le nom figure à l'annexe peut édicter un texte législatif imposant une taxe en vertu du paragraphe 4(1) malgré toute autre loi fédérale qui limite le pouvoir de la première nation en cette matière.

Application prépondérante du par. 4(1)

(3) Si une disposition de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, cette disposition, dans la mesure où elle s'applique dans le cadre d'un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), ainsi que toute disposition de ce texte qui y correspond, lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province pour l'application de ce texte.

Obligation de Sa Majesté

#### TEXTE LÉGISLATIF CONCERNANT LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES D'UNE PREMIÈRE NATION

Pouvoir d'imposition

4. (1) Sous réserve du présent article, le corps dirigeant d'une première nation dont le nom figure à l'annexe et qui est soit une bande, soit une première nation dont le pouvoir d'édicter des textes législatifs a été reconnu ou conféré par une autre loi fédérale ou par un accord mis en vigueur par une autre loi fédérale, peut édicter un texte législatif imposant :

a) une taxe relative aux fournitures taxables effectuées sur les terres de la première nation;

b) une taxe relative au transfert de biens meubles corporels sur les terres de la première nation depuis un endroit au Canada;





Supply made  
on lands

(2) A supply, other than an imported taxable supply, is made on the lands of a first nation only if at least one of the following conditions is met:

(a) if the lands of the first nation were a participating province, a provision of Part IX of the *Excise Tax Act* would deem the supply to be made in that participating province if

(i) the lands of every other first nation in respect of which a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), is in force at the time the supply is made were each a separate participating province, and

(ii) the participating provinces listed in Schedule VIII to the *Excise Tax Act* were non-participating provinces; or

(b) tax under Part IX of the *Excise Tax Act* is not payable in respect of the supply and such tax would, without section 13, be payable but for the connection of the supply with those lands and the application of the exemption under section 87 of the *Indian Act* or of any other exemption from taxation under any other Act of Parliament that is similar to the exemption under that section.

Supply of specified motor  
vehicle on  
lands

(3) Despite subsection (2), for the purposes of paragraph (1)(a), a supply of a specified motor vehicle by way of lease, licence or similar arrangement under an agreement under which continuous possession or use of the vehicle is provided for a period of more than three months is made on the lands of a first nation only if

(a) in the case of a recipient who is an individual, the recipient ordinarily resides on those lands at the time the supply is made; and

(b) in the case of a recipient who is not an individual, the ordinary location of the vehicle, determined for the purposes of

c) une taxe relative aux fournitures taxables importées effectuées sur les terres de la première nation.

(2) Une fourniture, sauf une fourniture taxable importée, est effectuée sur les terres d'une première nation seulement si au moins une des conditions suivantes est remplie :

a) à supposer que les terres de la première nation constituent une province participante, la fourniture serait réputée, aux termes d'une disposition de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, être effectuée dans cette province si, à la fois :

(i) les terres de chacune des autres premières nations relativement auxquelles un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), est en vigueur au moment de la fourniture constituaient chacune une province participante distincte,

(ii) les provinces participantes dont le nom figure à l'annexe VIII de la *Loi sur la taxe d'accise* constituaient des provinces non participantes;

b) la taxe prévue à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* serait exigible relativement à la fourniture si ce n'était l'article 13, le lien entre la fourniture et ces terres et l'application de l'exemption prévue à l'article 87 de la *Loi sur les Indiens* ou de toute autre exemption fiscale, prévue par une autre loi fédérale, qui est semblable à cette exemption.

(3) Malgré le paragraphe (2), pour l'application de l'alinéa (1)a), la fourniture d'un véhicule à moteur déterminé, par bail, licence ou accord semblable faisant l'objet d'une convention qui prévoit une période de possession ou d'utilisation continues du véhicule de plus de trois mois, est effectuée sur les terres d'une première nation seulement si :

a) dans le cas d'un acquéreur qui est un particulier, il réside habituellement sur ces terres au moment de la fourniture;

b) dans le cas d'un acquéreur qui n'est pas un particulier, l'emplacement habituel du véhicule, déterminé pour l'application de l'annexe IX de la *Loi sur la taxe d'accise*

Fournitures sur  
des terres

Fourniture d'un  
véhicule à  
moteur déterminé sur des  
terres



Schedule IX to the *Excise Tax Act* at the time the supply is made, is on those lands.

Imported taxable supply made on lands

(4) An imported taxable supply is made on the lands of a first nation only if at least one of the following conditions is met:

(a) tax would be payable in respect of the imported taxable supply under subsection 218.1(1) of the *Excise Tax Act* if

(i) the lands of the first nation were the particular participating province referred to in that subsection,

(ii) the lands of every other first nation in respect of which a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), is in force at the time the supply is made were each a separate participating province,

(iii) the participating provinces listed in Schedule VIII to the *Excise Tax Act* were non-participating provinces, and

(iv) the recipient of the supply were not a selected listed financial institution; or

(b) tax under Part IX of the *Excise Tax Act* is not payable in respect of the imported taxable supply and such tax would, without section 13, be payable but for the connection of the supply with those lands and the application of the exemption under section 87 of the *Indian Act* or of any other exemption from taxation under any other Act of Parliament that is similar to the exemption under that section.

Bringing of property onto lands

(5) Subject to subsection (6), a tax in respect of the bringing of property onto the lands of a first nation by a person shall be imposed under a law of the first nation enacted under subsection (1) only if the property was last supplied to the person by way of sale at a time when an administration agreement was in effect in respect of that law and tax would have been payable under Part IX of the *Excise Tax Act* in respect of the supply otherwise than at the rate of zero but for the application of the exemption under section 87 of the *Indian Act* or of any other exemption

au moment de la fourniture, se trouve sur ces terres.

(4) Une fourniture taxable importée est effectuée sur les terres d'une première nation 5 seulement si au moins une des conditions suivantes est remplie :

a) la taxe prévue au paragraphe 218.1(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* serait exigible relativement à la fourniture si, à la fois :

(i) les terres de la première nation constituaient la province participante visée à ce paragraphe,

(ii) les terres de chacune des autres premières nations relativement auxquelles un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), est en vigueur au moment de la fourniture constituaient chacune une province participante distincte,

(iii) les provinces participantes dont le nom figure à l'annexe VIII de la *Loi sur la taxe d'accise* constituaient des provinces non participantes,

(iv) l'acquéreur de la fourniture n'était pas une institution financière désignée 25 particulière;

b) la taxe prévue à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* serait exigible relativement à la fourniture si ce n'était l'article 13, le lien entre la fourniture et ces terres et l'application de l'exemption prévue à l'article 87 de la *Loi sur les Indiens* ou de toute autre exemption fiscale, prévue par une autre loi fédérale, qui est semblable à cette exemption. 35

(5) Sous réserve du paragraphe (6), la taxe relative au transfert d'un bien sur les terres d'une première nation n'est imposée sur le fondement d'un texte législatif de la première nation édicté en vertu du paragraphe (1) que dans le cas où le bien a été fourni, la dernière fois, par vente à l'auteur du transfert alors qu'un accord d'application était en vigueur relativement à ce texte et où une taxe aurait été exigible en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* relativement à la fourniture à un taux autre que nul n'eût été l'application de l'exemption prévue à l'article 87 de

Fourniture taxable importée sur des terres

Transfert d'un bien sur des terres





	from taxation under any other Act of Parliament that is similar to the exemption under that section.	la <i>Loi sur les Indiens</i> ou de toute autre exemption fiscale, prévue par une autre loi fédérale, qui est semblable à cette exemption.	
Exception	(6) A tax in respect of the bringing of property onto the lands of a first nation by a person shall not be imposed if	(6) La taxe relative au transfert d'un bien sur les terres d'une première nation n'est pas imposée dans le cas où :	Exception 5
	(a) tax became payable by the person in respect of the property under any first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), or section 212 of the <i>Excise Tax Act</i> before the property is brought onto the lands of the first nation; or	a) avant le transfert, une taxe est devenue exigible de l'auteur du transfert relativement au bien en vertu d'un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), ou en vertu de l'article 212 de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ;	10
	(b) tax would not be payable under subsection 220.05(1) of the <i>Excise Tax Act</i> in respect of the bringing of the property onto the lands of the first nation if	b) la taxe prévue au paragraphe 220.05(1) de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ne serait pas exigible relativement au transfert si, à la fois :	15
	(i) the lands of the first nation were the particular participating province referred to in that subsection,	(i) les terres de la première nation constituaient la province participante visée à ce paragraphe,	
	(ii) the lands of every other first nation in respect of which a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), is in force at the time the property is brought onto the lands of the first nation were each a separate participating province,	(ii) les terres de chacune des autres premières nations relativement auxquelles un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), est en vigueur au moment du transfert constituaient chacune une province participante distincte,	20 25
	(iii) the participating provinces listed in Schedule VIII to the <i>Excise Tax Act</i> were non-participating provinces, and	(iii) les provinces participantes dont le nom figure à l'annexe VIII de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> constituaient des provinces non participantes,	30
	(iv) paragraphs 220.05(3)(a) and (b) of the <i>Excise Tax Act</i> , section 18 of Part I of Schedule X to that Act, the exemption under section 87 of the <i>Indian Act</i> and any other exemption from taxation under any other Act of Parliament that is similar to the exemption under that section did not apply in respect of the bringing of the property onto the lands of the first nation.	(iv) les alinéas 220.05(3)a) et b) de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> , l'article 18 de la partie I de l'annexe X de cette loi, l'exemption prévue à l'article 87 de la <i>Loi sur les Indiens</i> et toute autre exemption fiscale, prévue par une autre loi fédérale, qui est semblable à cette exemption ne s'appliquaient pas relativement au transfert.	35
Carriers	(7) For the purposes of this Act, if a particular person brings property onto the lands of a first nation on behalf of another person, the other person, and not the particular person, is deemed to have brought the property onto those lands.	(7) Pour l'application de la présente loi, le bien qu'une personne donnée transfère sur les terres d'une première nation pour le compte d'une autre personne est réputé avoir été transféré par cette dernière et non par la personne donnée.	40 45
Amount of tax — bringing of property onto lands	(8) For the purposes of subsection (1), the amount of tax that may be imposed under the law of a first nation in respect of the bringing	(8) Pour l'application du paragraphe (1), le montant de taxe qui peut être imposé en vertu du texte législatif d'une première nation rela-	Montant de taxe — transfert d'un bien sur des terres



of property onto the lands of the first nation by a person is equal to the amount determined by the formula

$$A \times B$$

where

A is the rate of tax set out in subsection 165(1) of the *Excise Tax Act*, and

B is

(a) if the person last acquired the property by way of a sale under which the property was delivered to the person within thirty days before the day on which it is brought onto the lands of the first nation, the value of the consideration on which tax under Part IX of the *Excise Tax Act* in respect of the sale would have been calculated but for the application of the exemption under section 87 of the *Indian Act* or of any other exemption from taxation under any other Act of Parliament that is similar to the exemption under that section, and

(b) in any other case, the lesser of

(i) the fair market value of the property at the time the property is brought onto the lands of the first nation, and

(ii) the value of the consideration referred to in paragraph (a).

(9) Tax that is imposed under a law of a first nation enacted under subsection (1) in respect of the bringing of property onto the lands of the first nation shall become payable by the person who brings it onto the lands at the time it is brought onto the lands and

(a) if the person is a registrant who acquired the property for consumption, use or supply primarily in the course of commercial activities of the person, the person shall, on or before the day on or before which the person's return in respect of net tax is required to be filed under the law of the first nation for the reporting period in which the tax became payable, pay the tax to the Receiver General and report the tax in that return; and

(b) in any other case, the person shall, on or before the last day of the month follow-

tivement au transfert d'un bien sur les terres de celle-ci correspond au montant obtenu par la formule suivante :

$$A \times B$$

5 où :

A représente le taux de taxe établi au paragraphe 165(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*;

B :

a) si le bien, que l'auteur du transfert a acquis la dernière fois par vente, a été livré à celui-ci dans les trente jours précédant le transfert, la valeur de la contrepartie sur laquelle la taxe prévue à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* aurait été calculée relativement à la vente n'eût été l'application de l'exemption prévue à l'article 87 de la *Loi sur les Indiens* ou de toute autre exemption fiscale, prévue par une autre loi fédérale, 20 qui est semblable à cette exemption;

b) dans les autres cas, la moins élevée des sommes suivantes :

(i) la juste valeur marchande du bien au moment de son transfert, 25

(ii) la valeur de la contrepartie visée à l'alinéa a).

(9) La taxe qui est imposée par un texte législatif d'une première nation, édicté en vertu du paragraphe (1), relativement au transfert d'un bien sur les terres de la première nation devient exigible de l'auteur du transfert au moment du transfert. Au surplus, l'auteur du transfert est tenu :

a) s'il est un inscrit qui a acquis le bien pour le consommer, l'utiliser ou le fournir principalement dans le cadre de ses activités commerciales, de payer la taxe au receveur général au plus tard à la date où sa déclaration concernant la taxe nette est à produire en vertu du texte législatif pour la période de déclaration où la taxe est devenue exigible, et d'indiquer le montant de cette taxe dans cette déclaration;

b) sinon, de payer la taxe au receveur général et de présenter au ministre du Revenu

Reporting and  
payment of tax

Déclaration et  
paiement de la  
taxe





ing the calendar month in which the tax became payable, pay the tax to the Receiver General and file with the Minister of National Revenue in the manner authorized by that Minister a return in respect of the tax in the form authorized by and containing information specified by that Minister.

Amount of tax  
— supply made  
on lands

(10) For the purposes of paragraphs (1)(a) and (c), the amount of tax that may be imposed under the law of a first nation in respect of a supply is equal to the amount of tax that would be imposed under Part IX of the *Excise Tax Act* in respect of that supply if

(a) the *Excise Tax Act* applied and the law of the first nation, the exemption under section 87 of the *Indian Act* and any other exemption from taxation under any other Act of Parliament that is similar to the exemption under that section did not apply in respect of that supply;

(b) the amount were determined without reference to subparagraph (v) of the description of A or subparagraph (vi) of the description of J in the definition "basic tax content" in subsection 123(1) of the *Excise Tax Act*; and

(c) no amount of tax under subsection 165(2), 212.1(2) or 218.1(1) or Division IV.1 of Part IX of the *Excise Tax Act* were included in determining that amount.

Administration  
and enforce-  
ment

(11) A law enacted under subsection (1) by the governing body of a first nation shall be administered and enforced, and the tax imposed under that law shall be collected, in accordance with an administration agreement entered into under subsection 11(2) by the authorized body of the first nation.

Tax attributable  
to a first nation

5. (1) An administration agreement in respect of a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), of a particular first nation shall provide for payments by the Government of Canada to the particular first nation in respect of that law based on an estimate for each calendar year of the total (in

national, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, une déclaration la concernant et contenant les renseignements requis, au plus tard le dernier jour du mois suivant le mois civil où la taxe est devenue exigible.

5

(10) Pour l'application des alinéas (1)a) et c), le montant de taxe qui peut être imposé en vertu du texte législatif d'une première nation relativement à une fourniture correspond à 10 celui qui serait imposé en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* relativement à la fourniture si, à la fois :

a) la *Loi sur la taxe d'accise* s'appliquait relativement à la fourniture, mais non le 15 texte législatif en question, ni l'exemption prévue à l'article 87 de la *Loi sur les Indiens*, ni aucune autre exemption fiscale, prévue par une autre loi fédérale, qui est semblable à cette exemption; 20

b) le montant était déterminé compte non tenu du sous-alinéa (v) de l'élément A de la première formule figurant à la définition de « teneur en taxe » au paragraphe 123(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* ni du sous- 25 alinéa (vi) de l'élément J de la quatrième formule figurant à cette définition;

c) la taxe prévue aux paragraphes 165(2), 212.1(2) ou 218.1(1) ou à la section IV.1 de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'ac-* 30 *cise* n'entrait pas dans le calcul du montant.

Montant de  
taxe — fourni-  
ture sur des  
terres

(11) Tout texte législatif édicté en vertu du paragraphe (1) par le corps dirigeant d'une première nation est appliqué, et la taxe im- 35 posée en vertu de ce texte est perçue, conformément à un accord d'application conclu aux termes du paragraphe 11(2) par l'organe autorisé de la première nation.

Application

5. (1) L'accord d'application relatif à un 40 texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), d'une première nation donnée prévoit le versement, par le gouvernement du Canada à la première nation donnée, au titre de ce texte, de sommes 45 fondées sur une estimation pour chaque année civile du total (appelé « taxe attribuable à

Taxe attribua-  
ble à une  
première nation



this section referred to as “tax attributable to the first nation”) of

(a) the amount by which

(i) the total of all amounts each of which is an amount of tax (other than tax payable by a listed financial institution) that, while that first nation law was in force, became payable in the year under a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), or Part IX of the *Excise Tax Act* (other than subsections 165(2), 212.1(2) and 218.1(1) and Division IV.1) and that is attributable to property or a service that is for consumption or use on the lands of the particular first nation

exceeds

(ii) the total of all amounts each of which is included in the total determined under subparagraph (i) and

(A) is included in determining an input tax credit or in determining a deduction that may be claimed in determining the net tax of a person,

(B) can reasonably be regarded as an amount that a person is or was entitled to recover by way of a rebate or refund or otherwise under a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), or under any Act of Parliament,

(C) is an amount of tax in respect of a supply to a person who is, under any Act of Parliament or any other law, exempt from paying the tax, and

(b) the total of all amounts each of which is determined in respect of a listed financial institution by the formula

$$A \times B$$

where

A is the excess that would be determined under paragraph (a) in respect of the financial institution if subparagraph (a)(i) were read without reference to the words “that is for consumption or use on the lands of the particular first nation” and that subparagraph included

la première nation » au présent article) des montants suivants :

a) l'excédent du total visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des montants dont chacun représente le montant de taxe (sauf une taxe payable par une institution financière désignée) qui, pendant que le texte en question était en vigueur, est devenu exigible au cours de l'année en vertu d'un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), ou de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, à l'exception des paragraphes 165(2), 212.1(2) et 218.1(1) et de la section IV.1, et qui est attribuable à un bien ou à un service destiné à être consommé ou utilisé sur les terres de la première nation donnée,

(ii) le total des montants dont chacun est inclus dans le total déterminé selon le sous-alinéa (i) et, selon le cas :

(A) est inclus dans le calcul soit d'un crédit de taxe sur les intrants, soit d'une déduction pouvant entrer dans le calcul de la taxe nette d'une personne,

(B) peut raisonnablement être considéré comme un montant qu'une personne peut ou pouvait recouvrer au moyen d'un remboursement, d'une remise ou autrement, en vertu d'un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), ou d'une loi fédérale,

(C) est un montant de taxe relatif à la fourniture effectuée au profit d'une personne qui est exonérée du paiement de la taxe en vertu d'une loi fédérale ou de tout autre texte législatif;

b) le total des montants dont chacun est déterminé relativement à une institution financière désignée et correspond au montant obtenu par la formule suivante :

$$A \times B$$

où :





amounts of tax payable by the financial institution but did not include amounts of tax payable by any other person, and

B is the percentage that would be determined, for the purpose of the description of C in the formula in subsection 225.2(2) of the *Excise Tax Act*, as the financial institution's percentage for the particular first nation for the last taxation year of the financial institution ending in that calendar year (or, if the financial institution does not have a taxation year ending in that calendar year, for the period that would be that last taxation year if the taxation year of the financial institution that is partly included in that calendar year ended at the end of that calendar year) if the financial institution were a selected listed financial institution and the lands of the particular first nation were a participating province.

Administration  
agreement

(2) The Minister, with the approval of the Governor in Council, may on behalf of the Government of Canada enter into an agreement in respect of a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), of a first nation with the authorized body of the first nation and, among other things, the agreement shall provide

(a) the method for estimating, in accordance with the formulae, rules, conditions and data sources specified in the agreement, the tax attributable to the first nation;

(b) for the sharing, if any, between the first nation and the Government of Canada of the tax attributable to the first nation;

(c) for the retention by the Government of Canada, as its property, of

(i) the portion, if any, of the total tax imposed by the first nation under the

A représente l'excédent qui serait déterminé selon l'alinéa a) relativement à l'institution financière s'il n'était pas tenu compte du passage « destiné à être consommé ou utilisé sur les terres de la première nation donnée » au sous-alinéa a)(i) et si les montants visés à ce sous-alinéa comprenaient des montants de taxe exigibles de l'institution financière mais non d'une autre personne,

B le pourcentage qui représenterait, pour l'application de l'élément C de la formule figurant au paragraphe 225.2(2) de la *Loi sur la taxe d'accise*, le pourcentage applicable à l'institution financière quant à la première nation donnée pour la dernière année d'imposition de l'institution financière se terminant dans l'année civile en question (ou, en l'absence d'une telle année d'imposition, pour la période qui correspondrait à cette dernière année d'imposition si l'année d'imposition de l'institution financière qui est comprise en partie dans cette année civile s'était terminée à la fin de cette même année) si l'institution financière était une institution financière désignée particulière et si les terres de la première nation donnée constituaient une province participante.

(2) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre peut conclure, avec l'organe autorisé d'une première nation et pour le compte du gouvernement du Canada, un accord relatif à un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), de la première nation. Cet accord porte notamment sur les points suivants :

a) la méthode pour estimer, d'après les formules, règles, conditions et sources de données indiquées dans l'accord, la taxe attribuable à la première nation;

b) le partage éventuel, entre la première nation et le gouvernement du Canada, de la taxe attribuable à la première nation;

c) la conservation par le gouvernement du Canada, comme ses propres biens, des sommes suivantes :

Accord d'appli-  
cation



- first nation law that is not tax attributable to the first nation, and
- (ii) the Government of Canada's share, if any, under paragraph (b) of the tax attributable to the first nation; 5
- (d) for the payments, and for the eligibility for payments, by the Government of Canada to the first nation in respect of the tax attributable to the first nation out of the Consolidated Revenue Fund to which the first nation is entitled under the agreement, the time when and the manner in which such payments will be made, and the remittance by the first nation to the Government of Canada of any overpayments or advances by the Government of Canada or the right of the Government of Canada to set off any overpayments or advances against amounts payable by the Government of Canada to the first nation under the agreement; 10 15 20
- (e) for the administration and enforcement of the first nation law by the Government of Canada and for the collection, by the Government of Canada, of amounts imposed under that law; 25
- (f) for the provision by the Government of Canada to the first nation of information acquired in the administration and enforcement of the first nation law or, subject to section 295 of the *Excise Tax Act*, Part IX of that Act and for the provision by the first nation to the Government of Canada of information acquired in the administration and enforcement of the first nation law; 30 35
- (g) for the accounting for amounts collected in accordance with the agreement;
- (h) for the payment by the Government of Canada and its agents and subservient bodies of amounts imposed under the first nation law or any other first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), and for the payment by the first nation and its agents and subservient bodies of amounts imposed under that law, any other first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), or Part IX of the *Excise Tax Act*; 40
- (i) la partie éventuelle de la taxe totale imposée par la première nation en vertu du texte législatif autochtone qui n'est pas incluse dans la taxe attribuable à la première nation, 5
- (ii) la part éventuelle, revenant au gouvernement du Canada en vertu de l'alinéa b), de la taxe attribuable à la première nation;
- d) les versements effectués sur le Trésor par le gouvernement du Canada à la première nation — et auxquels celle-ci a droit aux termes de l'accord — relativement à la taxe attribuable à la première nation, les conditions d'admissibilité à ces versements, le calendrier et les modalités de paiement, et le versement par la première nation au gouvernement du Canada des paiements en trop ou des avances effectués par ce dernier ou le droit du gouvernement du Canada d'appliquer ces paiements en trop ou avances en réduction d'autres sommes à payer à la première nation aux termes de l'accord; 10 15 20
- e) l'application du texte législatif autochtone par le gouvernement du Canada, et la perception, par ce dernier, des sommes imposées en vertu de ce texte; 25
- f) la communication à la première nation par le gouvernement du Canada de renseignements obtenus lors de l'application du texte législatif autochtone ou, sous réserve de l'article 295 de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la partie IX de cette loi, et la communication au gouvernement du Canada par la première nation de renseignements obtenus lors de l'application du texte législatif autochtone; 30 35
- g) la façon de rendre compte des sommes perçues en conformité avec l'accord; 40
- h) le paiement par le gouvernement du Canada et ses mandataires et entités subalternes de sommes imposées en vertu du texte législatif autochtone ou de tout autre texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), et le paiement par la première nation et ses mandataires et entités subalternes de sommes imposées en





(i) for the accounting for the payments referred to in paragraph (h);

(j) for the compliance by the Government of Canada and its agents and subservient bodies with the first nation law and any other first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), and for the compliance by the first nation and its agents and subservient bodies with that law, any other first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), and Part IX of the *Excise Tax Act*; and

(k) for other matters that relate to, and that are considered advisable for the purposes of implementing or administering, the first nation law.

vertu du texte législatif autochtone, de tout autre texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), ou de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*;

i) la façon de rendre compte des paiements visés à l'alinéa h);

j) l'observation par le gouvernement du Canada et ses mandataires et entités subalternes du texte législatif autochtone et de tout autre texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), et l'observation par la première nation et ses mandataires et entités subalternes du texte législatif autochtone, de tout autre texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), et de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*;

k) d'autres questions concernant le texte législatif autochtone et dont l'inclusion est indiquée pour la mise en œuvre ou l'application de ce texte.

Amending  
agreements

(3) The Minister, with the approval of the Governor in Council, may on behalf of the Government of Canada enter into an agreement with the authorized body of a first nation amending or varying an administration agreement with the first nation or an agreement under this subsection.

(3) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre peut conclure, avec l'organe autorisé d'une première nation et pour le compte du gouvernement du Canada, un accord modifiant un accord d'application conclu avec la première nation ou un accord conclu aux termes du présent paragraphe.

Accords modifi-  
catifs

Payments to  
first nation

(4) If the Minister, on behalf of the Government of Canada, has entered into an administration agreement with the authorized body of a first nation, the Minister may pay to the first nation out of the Consolidated Revenue Fund

(4) Le ministre, s'il a conclu, pour le compte du gouvernement du Canada, un accord d'application avec l'organe autorisé d'une première nation, peut verser à celle-ci sur le Trésor :

Versements à la  
première nation

(a) amounts determined in accordance with the agreement as provided, and at such times as are specified, in the agreement; and

a) des sommes déterminées en conformité avec l'accord, selon le calendrier convenu dans l'accord;

(b) in accordance with the agreement, advances in respect of the amounts referred to in paragraph (a).

b) des avances sur les sommes visées à l'alinéa a), en conformité avec l'accord.

Payments to  
other persons

(5) Subject to subsection (6), if an administration agreement has been entered into in respect of a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), payments may be made to a person out of the Consolidated Revenue Fund on account of any amount that

(5) Sous réserve du paragraphe (6), si un accord d'application a été conclu relativement à un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), des sommes peuvent être versées à une personne sur le Trésor au titre d'un montant qui est payable à

Versements à  
d'autres  
personnes



is payable to the person under that law in accordance with the agreement.

Recoverable  
advance out of  
Consolidated  
Revenue Fund

(6) If no amount is held on behalf of a first nation from which payment under subsection (5) may be made in accordance with an administration agreement, or the amount of the payment exceeds the amount so held, payment under subsection (5) may be made as a recoverable advance out of the Consolidated Revenue Fund if the repayment of the amount or excess by the first nation is provided for in the agreement.

Statutory  
authority to  
make payments

6. Despite any other Act of Parliament, the payments made under an administration agreement under the authority of subsection 5(4), (5) or (6) may be made without any other or further appropriation or authority.

Coming into  
force — law  
under subsec-  
tion 4(1)

7. (1) A law enacted under subsection 4(1) may come into force only on or after the later of the day on which a copy of the law is received by the Minister and the day on which an administration agreement in respect of that law comes into effect.

Law deemed  
not in force

(2) A law enacted under subsection 4(1) is deemed to not be in force at a particular time unless an administration agreement in respect of that law is in effect at that time.

Not subject to  
Statutory  
Instruments Act

(3) A law enacted under subsection 4(1) is not subject to the *Statutory Instruments Act*.

Proof of law

8. A copy of a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), enacted by the governing body of a first nation is, if it is certified to be a true copy, evidence that the law was duly enacted by the governing body and, in the case of a law enacted under subsection 4(1), was received by the Minister, without proof of the signature or official character of the person certifying it to be a true copy if that person is

(a) in the case of a first nation law, as defined in subsection 11(1), the Minister or a person authorized by the Minister; and

(b) in the case of a first nation law, as defined in subsection 12(1), a person authorized by the governing body.

celle-ci aux termes de ce texte en conformité avec l'accord.

(6) Si aucun montant sur lequel un versement peut être fait en application du paragraphe (5) en conformité avec un accord d'application n'est détenu pour le compte d'une première nation ou si le versement excède le montant ainsi détenu, un versement peut être fait en application du paragraphe (5) à titre d'avance recouvrable sur le Trésor, à 10 condition que le remboursement du montant ou de l'excédent par la première nation soit prévu dans l'accord.

Avance recou-  
vrable sur le  
Trésor

6. Malgré toute autre loi fédérale, les versements effectués aux termes d'un accord d'application sous le régime des paragraphes 5(4), (5) ou (6) peuvent être effectués sans autre affectation de crédits ou autorisation.

Autorisation  
d'effectuer des  
versements

7. (1) Le texte législatif édicté en vertu du paragraphe 4(1) entre en vigueur, au plus tôt, à la date de la réception par le ministre d'une copie du texte ou, si elle est postérieure, à la date de l'entrée en vigueur de l'accord d'application relatif à ce texte.

Entrée en  
vigueur —  
texte législatif  
édicte en vertu  
du par. 4(1)

(2) Le texte législatif édicté en vertu du paragraphe 4(1) est réputé ne pas être en vigueur, à moins que l'accord d'application y afférent ne le soit.

Présomption

(3) Le texte législatif édicté en vertu du paragraphe 4(1) n'est pas assujéti à la *Loi sur les textes réglementaires*.

Loi sur les  
textes régle-  
mentaires

8. La copie d'un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), édicté par le corps dirigeant d'une première nation constitue, si elle est certifiée conforme, une preuve que le texte a été régulièrement édicté par le corps dirigeant et, dans le cas d'un texte législatif édicté en vertu du paragraphe 4(1), qu'il a été reçu par le ministre, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle de la personne l'ayant certifiée conforme, cette personne étant :

Preuve

a) dans le cas d'un texte législatif autochtone au sens du paragraphe 11(1), le ministre ou la personne qu'il autorise;





Law of a band	<p>9. (1) A law enacted under subsection 4(1) by the governing body of a band is valid only if the power of the governing body to enact the law is exercised in conformity with paragraph 2(3)(b) of the <i>Indian Act</i> and no such law is invalid by reason of any defect in form.</p>	<p>b) dans le cas d'un texte législatif autochtone au sens du paragraphe 12(1), la personne autorisée par le corps dirigeant.</p>	<p>Texte législatif d'une bande</p>
Expenditures	<p>(2) The power of the governing body of a band to expend moneys paid by the Government of Canada pursuant to an administration agreement in respect of a law enacted under subsection 4(1) by the governing body is validly exercised only if the power is exercised in conformity with paragraph 2(3)(b) of the <i>Indian Act</i>.</p>	<p>9. (1) Le texte législatif qui est édicté en vertu du paragraphe 4(1) par le corps dirigeant d'une bande n'est valide que si le pouvoir du corps dirigeant d'édicter ce texte est exercé en conformité avec l'alinéa 2(3)b) de la <i>Loi sur les Indiens</i>. Nul texte législatif de cette nature n'est invalide en raison d'un vice de forme.</p>	5
Publication of law	<p>(3) The governing body of a band shall, on demand, provide a copy of any law enacted under subsection 4(1) by that governing body and shall publish a copy of every such law in a newspaper that has general circulation in the place where the law applies and in the <i>First Nations Gazette</i>, but no such law shall be invalid by reason of a failure to publish it.</p>	<p>(2) Le pouvoir du corps dirigeant d'une bande de faire des dépenses sur les fonds versés par le gouvernement du Canada aux termes d'un accord d'application relatif à un texte législatif édicté en vertu du paragraphe 4(1) par le corps dirigeant n'est validement exercé qu'en conformité avec l'alinéa 2(3)b) de la <i>Loi sur les Indiens</i>.</p>	Dépenses
Indian moneys	<p>(4) Moneys raised pursuant to a tax imposed under a law of a first nation enacted under subsection 4(1) are not Indian moneys within the meaning of subsection 2(1) of the <i>Indian Act</i>.</p>	<p>(3) Le corps dirigeant d'une bande est tenu de fournir, sur demande, une copie de tout texte législatif qu'il a édicté en vertu du paragraphe 4(1); il est aussi tenu de le publier dans un journal à grand tirage au lieu où le texte s'applique ainsi que dans la publication intitulée <i>First Nations Gazette</i>. Toutefois, le défaut de publication ne porte pas atteinte à la validité du texte législatif.</p>	Publication
First nation — provisions of other Acts of Parliament	<p>10. (1) Subject to subsection (2), if any other Act of Parliament or an agreement that has been given effect by any other Act of Parliament recognizes or grants a power of a first nation, other than a band, to enact a law and that Act or agreement contains provisions relating to such matters as the expenditure of moneys raised under a law of the first nation relating to taxation, the style, form or registration of such a law or the procedure for enacting, publishing and providing copies of such a law, the provisions of that Act or agreement apply, with such modifications as the circumstances require, for the purposes of</p>	<p>(4) Les fonds prélevés par suite de l'imposition d'une taxe prévue par le texte législatif d'une première nation édicté en vertu du paragraphe 4(1) ne constituent pas de l'argent des Indiens au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les Indiens</i>.</p>	Argent des Indiens
		<p>10. (1) Sous réserve du paragraphe (2), si une autre loi fédérale ou un accord mis en vigueur par une autre loi fédérale reconnaît ou confère, à une première nation autre qu'une bande, le pouvoir d'édicter un texte législatif et que cette loi ou cet accord contient des dispositions portant sur des questions telles les dépenses à faire sur les fonds prélevés sous le régime d'un texte législatif de la première nation en matière de taxation, la prise de ce texte ou le style, la forme, l'enregistrement, la communication ou la publication de celui-ci, ces dispositions s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, dans le cadre d'un texte législatif de la</p>	<p>35 Première nation — dispositions d'autres lois fédérales</p>



a law of the first nation that is enacted under subsection 4(1).

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to the extent that provisions relating to the matters referred to in that subsection are contained in a law of a first nation that is enacted under a power recognized or granted under any other Act of Parliament or under a power recognized or granted under an agreement that has been given effect by any other Act of Parliament.

Meaning of "first nation law"

11. (1) In this section, "first nation law" means a law enacted under subsection 4(1).

Administration agreement

(2) The authorized body of a first nation may enter into an administration agreement in respect of a first nation law enacted by the governing body of the first nation.

Rules where agreement

(3) If the authorized body of a first nation and the Minister have entered into an administration agreement in respect of a first nation law,

(a) every provision of Part IX of the *Excise Tax Act* (other than subsection 327(2) of that Act) applies, with such modifications as the circumstances require, for the purposes of the first nation law as if tax referred to in each of paragraphs 4(1)(a) and (c) imposed under the first nation law were imposed under subsection 165(1) and section 218 of the *Excise Tax Act* respectively and, subject to subsection 4(9), as if tax referred to in paragraph 4(1)(b) imposed under the first nation law were imposed under subsection 220.05(1) of the *Excise Tax Act* in respect of the bringing of property into a participating province, but the first nation law shall not thereby be construed as imposing a tax except as provided in section 4;

(b) the first nation law applies as if tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act* were imposed under the first nation law and as if the provisions of that Part relating to that tax were included in the first nation law, but the first nation law shall not thereby be construed as imposing a tax except as provided in section 4;

première nation qui est édicté en vertu du paragraphe 4(1).

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans la mesure où les dispositions portant sur les questions visées à ce paragraphe figurent dans un texte législatif d'une première nation édicté en vertu d'un pouvoir reconnu ou conféré par une autre loi fédérale ou par un accord mis en vigueur par une autre loi fédérale.

11. (1) Au présent article, « texte législatif autochtone » s'entend d'un texte législatif édicté en vertu du paragraphe 4(1).

Définition de « texte législatif autochtone »

(2) L'organe autorisé d'une première nation peut conclure un accord d'application relatif à un texte législatif autochtone édicté par le corps dirigeant de la première nation.

Accord d'application

(3) Dans le cas où l'organe autorisé d'une première nation et le ministre ont conclu un accord d'application relatif à un texte législatif autochtone, les règles suivantes s'appliquent :

Règles d'application

a) chaque disposition de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, à l'exception du paragraphe 327(2), s'applique, avec les adaptations nécessaires, dans le cadre du texte législatif autochtone comme si la taxe visée à chacun des alinéas 4(1)a) et c) qui est imposée en vertu de ce texte était imposée en vertu du paragraphe 165(1) et de l'article 218 de cette loi respectivement et, sous réserve du paragraphe 4(9), comme si la taxe visée à l'alinéa 4(1)b) qui est imposée en vertu de ce texte était imposée en vertu du paragraphe 220.05(1) de cette loi relativement au transfert d'un bien dans une province participante; il n'en demeure pas moins que le texte législatif autochtone n'a pour effet d'imposer une taxe que dans la mesure prévue à l'article 4;

b) le texte législatif autochtone s'applique comme si la taxe imposée en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* était imposée en vertu de ce texte et comme si les dispositions de cette partie concernant cette taxe faisaient partie de ce texte; il n'en demeure pas moins que le texte législatif autochtone n'a pour effet d'imposer





(c) Part IX of the *Excise Tax Act* applies, other than for the purposes of paragraph (a), as if tax imposed under the first nation law were imposed under that Part and as if the provisions of the first nation law relating to that tax were included in that Part, but that Part shall not thereby be construed as imposing a tax except as provided in that Part;

(d) all Acts of Parliament, other than this Act and Part IX of the *Excise Tax Act*, apply as if tax referred to in each of paragraphs 4(1)(a) and (c) imposed under the first nation law were imposed under subsection 165(1) and section 218 of the *Excise Tax Act* respectively and, subject to subsection 4(9), as if tax referred to in paragraph 4(1)(b) imposed under the first nation law were imposed under subsection 220.05(1) of the *Excise Tax Act* in respect of the bringing of property into a participating province; and

(e) for greater certainty,

(i) a person who does anything to satisfy a requirement of the first nation law that would satisfy a corresponding requirement of Part IX of the *Excise Tax Act* if the tax imposed under the first nation law were imposed under that Part is deemed to have satisfied the requirement of the first nation law,

(ii) a person who does anything to exercise an authority, right or privilege under the first nation law that would be a valid exercise of a corresponding authority, right or privilege under Part IX of the *Excise Tax Act* if the tax imposed under the first nation law were imposed under that Part is deemed to have validly exercised the authority, right or privilege under the first nation law,

(iii) a person who does anything to satisfy a requirement or exercise an authority, right or privilege under Part IX of the *Excise Tax Act* is deemed to have done that thing for the purposes of both that Part and the first nation law,

(iv) a person who does anything to satisfy a requirement or exercise an authority

une taxe que dans la mesure prévue à l'article 4;

c) la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* s'applique, sauf dans le cadre de l'alinéa a), comme si la taxe imposée en vertu du texte législatif autochtone était imposée en vertu de cette partie et comme si les dispositions de ce texte concernant cette taxe faisaient partie de cette partie; il n'en demeure pas moins que la partie IX de cette loi n'a pour effet d'imposer une taxe que dans la mesure qui y est prévue;

d) les lois fédérales, à l'exception de la présente loi et de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, s'appliquent comme si la taxe visée à chacun des alinéas 4(1)a) et c) qui est imposée en vertu du texte législatif autochtone était imposée en vertu du paragraphe 165(1) et de l'article 218 de la *Loi sur la taxe d'accise* respectivement et, sous réserve du paragraphe 4(9), comme si la taxe visée à l'alinéa 4(1)b) qui est imposée en vertu de ce texte était imposée en vertu du paragraphe 220.05(1) de cette loi relativement au transfert d'un bien dans une province participante;

e) il est entendu que :

(i) tout acte accompli en vue de remplir une exigence du texte législatif autochtone qui remplirait une exigence correspondante de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, si la taxe imposée en vertu de ce texte était imposée en vertu de cette partie, remplit l'exigence du texte,

(ii) tout acte accompli en vue d'exercer un pouvoir, un droit ou un privilège prévu par le texte législatif autochtone qui constituerait l'exercice valide d'un pouvoir, droit ou privilège correspondant prévu par la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, si la taxe imposée en vertu de ce texte était imposée en vertu de cette partie, constitue l'exercice valide du pouvoir, droit ou privilège prévu par le texte,

(iii) tout acte accompli en vue de remplir une exigence ou d'exercer un pouvoir, un droit ou un privilège prévu par la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*



ty, right or privilege under the first nation law is deemed to have done that thing for the purposes of both that law and Part IX of the *Excise Tax Act*,

(v) a person who is a registrant for the purposes of Part IX of the *Excise Tax Act* is a registrant for the purposes of both that Part and the first nation law,

(vi) a person who is a registrant for the purposes of the first nation law is a registrant for the purposes of both that law and Part IX of the *Excise Tax Act*, and

(vii) if a proceeding may be taken under any other Act of Parliament in respect of the tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act*, that proceeding may be taken in respect of the tax imposed under the first nation law.

est accompli pour l'application à la fois de cette partie et du texte législatif autochtone,

(iv) tout acte accompli en vue de remplir une exigence ou d'exercer un pouvoir, un droit ou un privilège prévu par le texte législatif autochtone est accompli pour l'application à la fois de ce texte et de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*,

(v) quiconque est un inscrit pour l'application de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* l'est pour l'application à la fois de cette partie et du texte législatif autochtone,

(vi) quiconque est un inscrit pour l'application du texte législatif autochtone l'est pour l'application à la fois de ce texte et de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*,

(vii) toute procédure qui pourrait être engagée en application d'une autre loi fédérale relativement à la taxe imposée en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* peut être engagée relativement à la taxe imposée en vertu du texte législatif autochtone.

#### FIRST NATION LAW ENACTED UNDER SEPARATE POWER

Meaning of  
"first nation  
law"

12. (1) In this section, "first nation law" means a law enacted by the governing body of a first nation listed in the schedule under a power recognized or granted under any other Act of Parliament or an agreement that has been given effect by any other Act of Parliament, if that law and its application are consistent with subsections 4(1) to (10), paragraphs 11(3)(a) and (b) and subparagraphs 11(3)(e)(i) to (iii) and (v).

(2) If the authorized body of a first nation and the Minister have entered into an administration agreement in respect of a first nation law,

(a) Part IX of the *Excise Tax Act* applies as if tax imposed under the first nation law were imposed under that Part and as if the provisions of the first nation law relating to

Rules where  
agreement

#### TEXTE LÉGISLATIF AUTOCHTONE ÉDICTÉ EN VERTU D'UN POUVOIR DISTINCT

12. (1) Au présent article, « texte législatif autochtone » s'entend d'un texte législatif qui est édicté par le corps dirigeant d'une première nation dont le nom figure à l'annexe en vertu d'un pouvoir reconnu ou conféré par une autre loi fédérale ou par un accord mis en vigueur par une autre loi fédérale. Ce texte et son application doivent toutefois être conformes aux paragraphes 4(1) à (10), aux alinéas 11(3)a) et b) et aux sous-alinéas 11(3)e)(i) à (iii) et (v).

(2) Dans le cas où l'organe autorisé d'une première nation et le ministre ont conclu un accord d'application relatif à un texte législatif autochtone, les règles suivantes s'appliquent :

a) la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* s'applique comme si la taxe imposée en vertu du texte législatif autochtone était

Définition de  
« texte législatif  
autochtone »

Règles d'appli-  
cation





that tax were included in that Part, but that Part shall not thereby be construed as imposing a tax except as provided in that Part;

(b) all Acts of Parliament, other than this Act and Part IX of the *Excise Tax Act*, apply as if tax referred to in each of paragraphs 4(1)(a) and (c) imposed under the first nation law were imposed under subsection 165(1) and section 218 of the *Excise Tax Act* respectively and, subject to subsection 4(9), as if tax referred to in paragraph 4(1)(b) imposed under the first nation law were imposed under subsection 220.05(1) of the *Excise Tax Act* in respect of the bringing of property into a participating province; and

(c) for greater certainty,

(i) a person who does anything to satisfy a requirement or exercise an authority, right or privilege under the first nation law is deemed to have done that thing for the purposes of both that law and Part IX of the *Excise Tax Act*,

(ii) a person who is a registrant for the purposes of the first nation law is a registrant for the purposes of both that law and Part IX of the *Excise Tax Act*, and

(iii) if a proceeding may be taken under any other Act of Parliament in respect of the tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act*, that proceeding may be taken in respect of the tax imposed under the first nation law.

(3) If an administration agreement in respect of a first nation law ceases to have effect at any time, this Act applies after that time in respect of the first nation law as if the first nation law had been repealed at that time.

imposée en vertu de cette partie et comme si les dispositions de ce texte concernant cette taxe faisaient partie de cette partie; il n'en demeure pas moins que cette partie n'a pour effet d'imposer une taxe que dans la mesure qui y est prévue;

b) les lois fédérales, à l'exception de la présente loi et de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, s'appliquent comme si la taxe visée à chacun des alinéas 4(1)a) et c) qui est imposée en vertu du texte législatif autochtone était imposée en vertu du paragraphe 165(1) et de l'article 218 de la *Loi sur la taxe d'accise* respectivement et, sous réserve du paragraphe 4(9), comme si la taxe visée à l'alinéa 4(1)b) qui est imposée en vertu de ce texte était imposée en vertu du paragraphe 220.05(1) de cette loi relativement au transfert d'un bien dans une province participante;

c) il est entendu que :

(i) tout acte accompli en vue de remplir une exigence ou d'exercer un pouvoir, un droit ou un privilège prévu par le texte législatif autochtone est accompli pour l'application à la fois de ce texte et de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*,

(ii) quiconque est un inscrit pour l'application du texte législatif autochtone l'est pour l'application à la fois de ce texte et de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*,

(iii) toute procédure qui pourrait être engagée en application d'une autre loi fédérale relativement à la taxe imposée en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* peut être engagée relativement à la taxe imposée en vertu du texte législatif autochtone.

(3) Dès qu'un accord d'application relatif à un texte législatif autochtone cesse d'avoir effet, la présente loi s'applique comme si ce texte avait été abrogé au même moment.

Cessation of  
agreement

Cessation de  
l'accord



ADMINISTRATION AGREEMENT AND PART IX OF  
EXCISE TAX ACT

Tax not payable

**13.** If an administration agreement in respect of a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), is in effect, no tax (other than tax imposed under subsection 165(2), 212.1(2) or 218.1(1) or Division IV.1 of Part IX of the *Excise Tax Act*) is payable or deemed to have been paid or collected under Part IX of the *Excise Tax Act* in respect of a supply to the extent that tax is payable or deemed to have been paid or collected, as the case may be, in respect of the supply under the first nation law.

ACCORD D'APPLICATION ET PARTIE IX DE LA LOI  
SUR LA TAXE D'ACCISETaxe non  
exigible

**13.** Si un accord d'application relatif à un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), est en vigueur, aucune taxe, à l'exception de celle imposée selon les paragraphes 165(2), 212.1(2) ou 218.1(1) ou la section IV.1 de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*, n'est exigible, ni n'est réputée avoir été payée ou perçue en vertu de cette partie relativement à une fourniture dans la mesure où cette taxe est exigible, ou est réputée avoir été payée ou perçue, selon le cas, relativement à la fourniture en vertu du texte législatif autochtone.

## OFFENCES

Offences

**14.** When an administration agreement in respect of a first nation law, as defined in subsection 11(1) or 12(1), is in effect and a person commits an act or omission in respect of that law that would be an offence under a provision of Part IX of the *Excise Tax Act* or regulations made under that Part if the act or omission were committed in relation to that Part or those regulations,

(a) subject to paragraph (b), the person is guilty of an offence punishable on summary conviction;

(b) the Attorney General of Canada may elect to prosecute the person by indictment if an offence under that provision may be prosecuted by indictment; and

(c) the person is liable on conviction to the punishment provided for in that provision.

## INFRACTIONS

Infractions

**14.** Lorsqu'un accord d'application relatif à un texte législatif autochtone, au sens des paragraphes 11(1) ou 12(1), est en vigueur et qu'une personne commet une action ou omission relative à ce texte qui constituerait une infraction prévue par une disposition de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* ou d'un règlement pris sous son régime si elle était commise relativement à cette partie ou à ce règlement :

a) sous réserve de l'alinéa b), la personne est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;

b) le procureur général du Canada peut choisir de poursuivre la personne par voie de mise en accusation si une infraction prévue par cette disposition peut être poursuivie de cette manière;

c) sur déclaration de culpabilité, la personne est passible de la peine prévue par cette disposition.

## GENERAL

Amendment of  
schedule

**15.** The Governor in Council may, by order, amend the schedule by adding, deleting or varying the name of any first nation or of the governing body of any first nation or the description of the lands of any first nation.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Modification de  
l'annexe

**15.** Le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe pour y ajouter, en retrancher ou y changer le nom d'une première nation, le nom du corps dirigeant d'une première nation ou la description des terres d'une première nation.

Information  
reports

**16.** (1) If an administration agreement entered into by the authorized body of a first

**16.** (1) Si un accord d'application conclu par l'organe autorisé d'une première nation

Rapports  
d'information





nation is in effect, the Minister of National Revenue may, for the purposes of that agreement, require any person having a place of business, or maintaining assets of a business, on the lands of the first nation to make a report respecting supplies relating to that business made by the person or property or services acquired or imported for consumption, use or supply in connection with those lands and that business.

Form and  
manner of  
filing

(2) A report under subsection (1) shall be filed with the Minister of National Revenue in the manner and form authorized by that Minister and at the time and containing information specified by that Minister.

(2) The schedule to the *First Nations Goods and Services Tax Act* is set out in the schedule to this Act.

#### Consequential Amendments

##### Excise Tax Act

68. (1) Subparagraph 295(5)(d)(i) of the *Excise Tax Act* is replaced by the following:

(i) to an official of the Department of Finance solely for the purposes of the formulation or evaluation of fiscal policy or for the purposes of an administration agreement, as defined in subsection 2(1) of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*, entered into with an aboriginal government, as defined in that subsection, or for the purposes of an administration agreement, as defined in subsection 2(1) of the *First Nations Goods and Services Tax Act*,

(2) Paragraph 295(5)(d) of the Act is amended by adding the following after subparagraph (iv.1):

(iv.2) to a person authorized by the governing body of a first nation listed in the schedule to the *First Nations Goods and Services Tax Act* solely for the purposes of the formulation, evaluation or initial

est en vigueur, le ministre du Revenu national peut, pour l'application de cet accord, exiger de toute personne ayant un lieu d'affaires sur les terres de la première nation, ou y maintenant des éléments d'actif d'une entreprise, qu'elle produise un rapport concernant les fournitures liées au lieu d'affaires ou à l'entreprise qu'elle a effectuées ou les biens ou services acquis ou importés pour consommation, utilisation ou fourniture relativement à ces terres et à ce lieu d'affaires ou cette entreprise.

(2) Le rapport contient les renseignements déterminés par le ministre du Revenu national et lui est présenté en la forme et selon les modalités qu'il autorise ainsi que dans le délai qu'il précise.

(2) L'annexe de la *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations* figure à l'annexe de la présente loi.

#### Modifications corrélatives

##### Loi sur la taxe d'accise

68. (1) Le sous-alinéa 295(5)d(i) de la *Loi sur la taxe d'accise* est remplacé par ce qui suit :

(i) à un fonctionnaire du ministère des Finances, mais uniquement en vue de la formulation ou de l'évaluation de la politique fiscale ou pour les besoins d'un accord d'application, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, conclu avec un gouvernement autochtone, au sens de ce paragraphe, ou pour les besoins d'un accord d'application, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations*,

(2) L'alinéa 295(5)d) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (iv.1), de ce qui suit :

(iv.2) à une personne autorisée par le corps dirigeant d'une première nation dont le nom figure à l'annexe de la *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations*, mais uniquement

Production

L.R., ch. E-15

1993, ch. 27,  
par. 128(3)

R.S., c. E-15

1993, c. 27, s.  
128(3)

*Excise Tax Act*

*Clause 68:* (1) and (2) Subparagraph 295(5)(d)(iv.2) is new. The relevant portion of subsection 295(5) reads as follows:

(5) An official may

...

(d) provide confidential information

(i) to an official of the Department of Finance solely for the purposes of the formulation or evaluation of fiscal policy,

*Loi sur la taxe d'accise*

*Article 68 :* (1) et (2) Le sous-alinéa 295(5)d)(iv.2) est nouveau. Texte du passage visé du paragraphe 295(5) :

(5) Un fonctionnaire peut :

...

d) fournir un renseignement confidentiel :

(i) à un fonctionnaire du ministère des Finances, mais uniquement en vue de la formulation ou de l'évaluation de la politique fiscale,

implementation of fiscal policy relating to a tax referred to in that Act,

en vue de la formulation, de l'évaluation ou de la mise à exécution de la politique fiscale relative à une taxe visée par cette loi,

## PART 10

### AMENDMENTS TO THE INCOME TAX ACT AND ANOTHER ACT AS A CONSEQUENCE

R.S., c. 1 (5th Supp.)

#### *Income Tax Act*

69. (1) The descriptions of A and B in subsection 6(2) of the *Income Tax Act* are replaced by the following:

A is

(a) the lesser of the total kilometres that the automobile is driven (otherwise than in connection with or in the course of the taxpayer's office or employment) during the total available days and the value determined for the description of B for the year in respect of the standby charge for the automobile during the total available days, if

(i) the taxpayer is required by the employer to use the automobile in connection with or in the course of the office or employment, and

(ii) the distance travelled by the automobile in the total available days is primarily in connection with or in the course of the office or employment, and

(b) the value determined for the description of B for the year in respect of the standby charge for the automobile during the total available days, in any other case;

B is the product obtained when 1,667 is multiplied by the quotient obtained by dividing the total available days by 30 and, if the quotient so obtained is not a whole number and exceeds one, by rounding it to the nearest whole number or, where that quotient is equidistant from two consecu-

## PARTIE 10

### MODIFICATION DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET D'UNE LOI CONNEXE

#### *Loi de l'impôt sur le revenu*

L.R., ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.)

69. (1) Les éléments A et B de la formule figurant au paragraphe 6(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* sont remplacés par ce qui suit :

A représente :

a) le nombre de kilomètres parcourus par l'automobile, autrement que dans l'accomplissement des fonctions de la charge ou de l'emploi du contribuable, pendant le nombre de jours ci-dessus ou, s'il est moins élevé, le montant représenté par l'élément B, si, à la fois :

(i) l'employeur ou la personne liée à celui-ci exige du contribuable qu'il utilise l'automobile dans l'accomplissement des fonctions de sa charge ou de son emploi,

(ii) la distance parcourue par l'automobile pendant le nombre de jours ci-dessus est parcourue principalement dans l'accomplissement de ces fonctions;

b) le montant représenté par l'élément B, dans les autres cas;

B le produit de 1 667 par le quotient de la division, par 30, du nombre de jours ci-dessus, ce quotient étant, s'il est supérieur à un, arrondi, le cas échéant, au nombre entier le plus proche, les résultats ayant cinq au plus en première décimale l'étant à l'entier inférieur;



### *Income Tax Act*

**Clause 69:** (1) The relevant portion of subsection 6(2) reads as follows:

(2) For the purposes of paragraph (1)(e), a reasonable standby charge for an automobile for the total number of days (in this subsection referred to as the "total available days") in a taxation year during which the automobile is made available to a taxpayer or to a person related to the taxpayer by the employer of the taxpayer or by a person related to the employer (both of whom are in this subsection referred to as the "employer") shall be deemed to be the amount determined by the formula

$$A/B \times [2\% \times (C \times D) + 2/3 \times (E - F)]$$

where

A is the lesser of

(a) the total number of kilometres that the automobile is driven (otherwise than in connection with or in the course of the taxpayer's office or employment) during the total available days, and

(b) the value determined for B for the year under this subsection in respect of the standby charge for the automobile during the total available days,

except that the amount determined under paragraph (a) shall be deemed to be equal to the amount determined under paragraph (b) unless

(c) the taxpayer is required by the employer to use the automobile in connection with or in the course of the office or employment, and

(d) all or substantially all of the distance travelled by the automobile in the total available days is in connection with or in the course of the office or employment;

B is the product obtained when 1,000 is multiplied by the quotient obtained by dividing the total available days by 30 and, if the quotient so obtained is not a whole number and exceeds one, by rounding it to the nearest whole number or, where that quotient is equidistant from two consecutive whole numbers, by rounding it to the lower of those two numbers;

### *Loi de l'impôt sur le revenu*

**Article 69 :** (1) Texte du passage visé du paragraphe 6(2) :

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)e), la somme qui représente les frais raisonnables pour droit d'usage d'une automobile pendant le nombre total de jours d'une année d'imposition durant lesquels l'employeur d'un contribuable ou une personne liée à l'employeur a mis l'automobile à la disposition du contribuable ou d'une personne qui lui est liée est réputée égale au montant calculé selon la formule suivante :

$$A/B \times [2 \% \times (C \times D) + 2/3 \times (E - F)]$$

où :

A représente le moins élevé des éléments suivants :

a) le nombre de kilomètres parcourus par l'automobile, autrement que dans l'accomplissement des fonctions de la charge ou de l'emploi du contribuable, pendant le nombre de jours ci-dessus;

b) le montant représenté par l'élément B;

toutefois, le nombre visé à l'alinéa a) est réputé égal au montant représenté par l'élément B, sauf si l'employeur ou la personne liée à celui-ci exige du contribuable qu'il utilise l'automobile dans l'accomplissement des fonctions de sa charge ou de son emploi et si la totalité, ou presque, de la distance parcourue par l'automobile pendant le nombre de jours ci-dessus est parcourue dans l'accomplissement des fonctions de la charge ou de l'emploi;

B le produit de 1 000 par le quotient de la division, par 30, du nombre de jours ci-dessus, ce quotient étant, s'il est supérieur à un, arrondi, le cas échéant, au nombre entier le plus proche, les résultats ayant cinq au plus en première décimale l'étant à l'entier inférieur;

tive whole numbers, by rounding it to the lower of those two numbers;

(2) Subsection (1) applies to the 2003 and subsequent taxation years.

70. (1) The definitions “qualifying cost”, “qualifying portion of a capital gain” and “qualifying portion of the proceeds of disposition” in subsection 44.1(1) of the Act are repealed.

(2) The descriptions of E and F in the definition “ACB reduction” in subsection 44.1(1) of the Act are replaced by the following:

E is the cost to the individual of the replacement share; and

F is the cost to the individual of all the replacement shares of the individual in respect of the qualifying disposition.

(3) The descriptions of G, H and I in the definition “permitted deferral” in subsection 44.1(1) of the Act are replaced by the following:

G is the lesser of the individual’s proceeds of disposition from the qualifying disposition and the total of all amounts each of which is the cost to the individual of a replacement share in respect of the qualifying disposition;

H is the individual’s proceeds of disposition from the qualifying disposition; and

I is the individual’s capital gain from the qualifying disposition.

(4) Paragraph (a) of the definition “replacement share” in subsection 44.1(1) of the Act is replaced by the following:

(a) acquired by the individual in the year or within 120 days after the end of the year; and

(5) Subsections (1) to (4) apply in respect of dispositions that occur after February 18, 2003.

(2) Le paragraphe (1) s’applique aux années d’imposition 2003 et suivantes.

70. (1) Les définitions de « coût admissible », « partie admissible d’un gain en capital » et « partie admissible du produit de disposition », au paragraphe 44.1(1) de la même loi, sont abrogées.

(2) Les éléments E et F de la formule figurant à la définition de « réduction du prix de base rajusté », au paragraphe 44.1(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

E le coût de l’action de remplacement pour le particulier;

F le coût, pour le particulier, de l’ensemble de ses actions de remplacement relativement à la disposition admissible.

(3) Les éléments G, H et I de la formule figurant à la définition de « montant de report autorisé », au paragraphe 44.1(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

G représente le produit de disposition pour le particulier provenant de la disposition admissible ou, s’il est inférieur, le total des montants représentant chacun le coût, pour le particulier, d’une action de remplacement relativement à la disposition admissible;

H le produit de disposition pour le particulier provenant de la disposition admissible;

I le gain en capital du particulier provenant de la disposition admissible.

(4) L’alinéa a) de la définition de « action de remplacement », au paragraphe 44.1(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

a) d’une part, acquise au cours de l’année ou dans les 120 jours suivant la fin de l’année;

(5) Les paragraphes (1) à (4) s’appliquent aux dispositions effectuées après le 18 février 2003.

*Clause 70:* (1) The definitions “qualifying cost”, “qualifying portion of a capital gain” and “qualifying portion of the proceeds of disposition” in subsection 44.1(1) read as follows:

“qualifying cost” to an individual of particular replacement shares of the individual in respect of a qualifying disposition of the individual that are shares of the capital stock of a particular eligible small business corporation means the lesser of

(a) the total of all amounts each of which is the cost to the individual of such a replacement share; and

(b) the amount by which \$2,000,000 exceeds the total of all amounts each of which is the cost to the individual of a share that was a share of the capital stock of the particular eligible small business corporation or of a corporation related to it at the time the particular replacement shares were acquired and that was a replacement share of the individual in respect of another qualifying disposition.

“qualifying portion of a capital gain” of an individual from a particular qualifying disposition of the individual means the amount determined by the formula

$$J \times (1 - (K/L))$$

where

J is the individual's capital gain from the particular qualifying disposition, determined without reference to this section

K is the amount, if any, by which the total of

(a) the total of all amounts each of which is the adjusted cost base to the individual of a share of a particular corporation that was the subject of the particular qualifying disposition (which adjusted cost base shall be determined immediately before the share was disposed of and without reference to this section), and

(b) the total of all amounts each of which is the adjusted cost base to the individual of a share of the particular corporation or a corporation related to it at the time of the particular qualifying disposition that was the subject of another qualifying disposition (in respect of which a permitted deferral was deducted under this section by the individual) that occurred at or before the time of the particular qualifying disposition (which adjusted cost base shall be determined immediately before the share was disposed of and without reference to this section)

exceeds

(c) \$2,000,000; and

L is the total of all amounts each of which is the adjusted cost base to the individual of a share of the particular corporation that was the subject of the particular qualifying disposition (which adjusted cost base shall be determined immediately before the share was disposed of and without reference to this section).

“qualifying portion of the proceeds of disposition” of an individual from a qualifying disposition means the amount determined by the formula

$$M \times (N/O)$$

where

*Article 70 :* (1) Texte des définitions de « coût admissible », « partie admissible d'un gain en capital » et « partie admissible du produit de disposition » au paragraphe 44.1(1) :

« coût admissible » S'agissant du coût admissible, pour un particulier, d'actions de remplacement lui appartenant, relativement à une disposition admissible qu'il effectue, qui sont des actions du capital-actions d'une société admissible exploitant une petite entreprise, le moins élevé des montants suivants :

a) le total des montants représentant chacun le coût, pour le particulier, d'une telle action de remplacement;

b) l'excédent de 2 000 \$ sur le total des montants représentant chacun le coût, pour le particulier, d'une action qui était à la fois une action du capital-actions de la société, ou d'une société liée à celle-ci au moment de l'acquisition des actions de remplacement en question, et une action de remplacement du particulier relativement à une autre disposition admissible.

« partie admissible d'un gain en capital » S'agissant de la partie admissible d'un gain en capital d'un particulier provenant d'une disposition admissible donnée qu'il effectue, le montant obtenu par la formule suivante :

$$J \times (1 - (K/L))$$

où :

J représente le gain en capital du particulier provenant de la disposition admissible donnée, déterminé compte non tenu du présent article;

K l'excédent éventuel, sur 2 000 \$, de la somme des montants suivants :

a) le total des montants représentant chacun le prix de base rajusté, pour le particulier, d'une action d'une société donnée ayant fait l'objet de la disposition admissible donnée, déterminé immédiatement avant la disposition de l'action et compte non tenu du présent article,

b) le total des montants représentant chacun le prix de base rajusté, pour le particulier, d'une action de la société donnée ou d'une société qui lui est liée au moment de la disposition admissible donnée, qui a fait l'objet d'une autre disposition admissible (relativement à laquelle le particulier a déduit un montant de report autorisé en application du présent article) effectuée au moment de la disposition admissible donnée ou antérieurement, ce prix de base rajusté étant déterminé immédiatement avant la disposition de l'action et compte non tenu du présent article;

L le total des montants représentant chacun le prix de base rajusté, pour le particulier, d'une action de la société donnée qui a fait l'objet de la disposition admissible donnée, déterminé immédiatement avant la disposition de l'action et compte non tenu du présent article.

« partie admissible du produit de disposition » S'agissant de la partie admissible du produit de disposition, pour un particulier, provenant d'une disposition admissible, le montant obtenu par la formule suivante :

$$M \times (N/O)$$

où :



**71. (1) Subparagraph 60(I)(v) of the Act is amended by adding the following after clause (B):**

(B.01) the amount included in computing the taxpayer's income for the year as a payment (other than a payment that is part of a series of periodic payments or that relates to an actuarial surplus) received by the taxpayer out of or under a registered pension plan as a consequence of the death of an individual of whom the taxpayer was a child or grandchild, if the taxpayer was, immediately before the death, financially dependent on the individual for support because of mental or physical infirmity,

**(2) The portion of subclause 60(I)(v)(B.1)(II) of the Act before sub-subclause 1 is replaced by the following:**

(II) the amount (other than any portion of it that is included in the amount determined under clause (B), (B.01) or (B.2)) that is included in computing the taxpayer's income for the year as

**(3) Subsections (1) and (2) apply in respect of deaths that occur after 2002.**

**72. (1) Paragraph 104(27)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:**

c) lorsque la prestation est un montant unique, au sens du paragraphe 147.1(1), qu'un régime de pension agréé verse à la fiducie par suite du décès de l'auteur de celle-ci :

(i) si le bénéficiaire était, immédiatement avant le décès de l'auteur, l'enfant ou le petit-enfant de celui-ci qui était financièrement à sa charge en raison d'une déficience mentale ou physique, la part du bénéficiaire sur la prestation (à l'exception de toute fraction de celle-ci

**71. (1) Le sous-alinéa 60(I)(v) de la même loi est modifié par adjonction, après la division (B), de ce qui suit :**

(B.01) la somme ajoutée dans le calcul de son revenu pour l'année à titre de paiement (sauf un paiement afférent à un surplus actuariel ou faisant partie d'une série de paiements périodiques) qu'il reçoit dans le cadre d'un régime de pension agréé par suite du décès d'un particulier dont il était l'enfant ou le petit-enfant, dans le cas où le contribuable était, immédiatement avant le décès du particulier, financièrement à la charge de celui-ci en raison d'une déficience mentale ou physique,

**(2) Le passage de la subdivision 60(I)(v)(B.1)(II) de la même loi précédant la sous-subdivision 1 est remplacé par ce qui suit :**

(II) la somme, sauf la partie de celle-ci qui est comprise dans la somme visée aux divisions (B), (B.01) ou (B.2), ajoutée dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, par suite du décès d'un particulier dont le contribuable est l'enfant ou le petit-enfant, à titre, selon le cas :

**(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent relativement aux décès survenant après 2002.**

**72. (1) L'alinéa 104(27)c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

c) lorsque la prestation est un montant unique, au sens du paragraphe 147.1(1), qu'un régime de pension agréé verse à la fiducie par suite du décès de l'auteur de celle-ci :

(i) si le bénéficiaire était, immédiatement avant le décès de l'auteur, l'enfant ou le petit-enfant de celui-ci qui était financièrement à sa charge en raison d'une déficience mentale ou physique, la part du bénéficiaire sur la prestation (à l'exception de toute fraction de celle-ci



M is the individual's proceeds of disposition from the qualifying disposition;

N is the individual's qualifying portion of the capital gain from the qualifying disposition; and

O is the individual's capital gain from the qualifying disposition, determined without reference to this section.

(2) The relevant portion of the definition "ACB reduction" in subsection 44.1(1) reads as follows:

"ACB reduction" of an individual in respect of a replacement share of the individual in respect of a qualifying disposition of the individual means the amount determined by the formula

$$D \times (E/F)$$

where

...

E is the qualifying cost to the individual of the replacement share; and

F is the qualifying cost to the individual of all the replacement shares of the individual in respect of the qualifying disposition.

(3) The definition "permitted deferral" in subsection 44.1(1) reads as follows:

"permitted deferral" of an individual in respect of a qualifying disposition of the individual means the amount determined by the formula

$$(G/H) \times I$$

where

G is the lesser of the amount included in the description of H and the total of all amounts each of which is the qualifying cost to the individual of a replacement share in respect of the qualifying disposition;

H is the qualifying portion of the individual's proceeds of disposition from the qualifying disposition; and

I is the qualifying portion of the individual's capital gain from the qualifying disposition.

(4) The relevant portion of the definition "replacement share" in subsection 44.1(1) reads as follows:

"replacement share" of an individual in respect of a qualifying disposition of the individual in a taxation year means an eligible small business corporation share of the individual that is

(a) acquired by the individual in the year or within 60 days after the end of the year but not later than 120 days after the qualifying disposition occurred; and

*Clause 71:* (1) and (2) Clause 60(l)(v)(B.01) is new. The relevant portion of section 60 reads as follows:

**60.** There may be deducted in computing a taxpayer's income for a taxation year such of the following amounts as are applicable

...

(l) the total of all amounts each of which is an amount paid by or on behalf of the taxpayer in the year or within 60 days after the end of the year (or within such longer period after the end of the year as is acceptable to the Minister)

...

M représente le produit de disposition pour le particulier provenant de la disposition admissible;

N la partie admissible du gain en capital du particulier provenant de la disposition admissible;

O le gain en capital du particulier provenant de la disposition admissible, déterminé compte non tenu du présent article.

(2) Texte du passage visé de la définition de « réduction du prix de base rajusté » au paragraphe 44.1(1) :

« réduction du prix de base rajusté » En ce qui concerne l'action de remplacement d'un particulier relativement à une disposition admissible qu'il effectue, le montant obtenu par la formule suivante :

$$D \times (E/F)$$

où :

...

E le coût admissible de l'action de remplacement pour le particulier;

F le coût admissible, pour le particulier, de l'ensemble de ses actions de remplacement relativement à la disposition admissible.

(3) Texte de la définition de « montant de report autorisé » au paragraphe 44.1(1) :

« montant de report autorisé » S'agissant du montant de report autorisé d'un particulier relativement à une disposition admissible qu'il effectue, le montant obtenu par la formule suivante :

$$(G/H) \times I$$

où :

G représente la valeur de l'élément H ou, s'il est inférieur, le total des montants représentant chacun le coût admissible, pour le particulier, d'une action de remplacement relativement à la disposition admissible;

H la partie admissible du produit de disposition pour le particulier provenant de la disposition admissible;

I la partie admissible du gain en capital du particulier provenant de la disposition admissible.

(4) Texte du passage visé de la définition de « action de remplacement » au paragraphe 44.1(1) :

« action de remplacement » S'agissant de l'action de remplacement d'un particulier relativement à une disposition admissible qu'il effectue au cours d'une année d'imposition, action déterminée de petite entreprise du particulier que celui-ci a :

a) d'une part, acquise au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année, mais au plus tard 120 jours après la disposition admissible;

*Article 71 :* (1) et (2) La division 60(l)(v)(B.01) est nouvelle. Texte du passage visé de l'article 60 :

**60.** Peuvent être déduites dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition les sommes suivantes qui sont appropriées :

...

l) le total des montants représentant chacun un montant versé par le contribuable, ou pour son compte, au cours de l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année (ou au cours d'une période plus longue suivant la fin de l'année que le ministre estime acceptable) :

...

qui se rapporte à un surplus actuariel) est réputée, pour l'application de l'alinéa 60*l*), être un montant provenant d'un régime de pension agréé qui est inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année donnée à titre de paiement visé à la division 60*l*)(v)(B.01),

(ii) si le bénéficiaire — enfant ou petit-enfant de l'auteur — avait moins de 18 ans au décès de l'auteur, la part du bénéficiaire sur la prestation (à l'exception de toute fraction de celle-ci qui se rapporte à un surplus actuariel) est réputée, pour l'application de l'alinéa 60*l*), être un montant provenant d'un régime de pension agréé qui est inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année donnée à titre de paiement visé à la subdivision 60*l*)(v)(B.1)(II).

**(2) Paragraph 104(27)(e) of the English version of the Act is replaced by the following:**

(e) where the benefit is a single amount (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) paid by a registered pension plan to the trust as a consequence of the death of the settlor of the trust,

(i) if the beneficiary was, immediately before the settlor's death, a child or grandchild of the settlor who, because of mental or physical infirmity, was financially dependent on the settlor for support, the beneficiary's share of the benefit (other than any portion of it that relates to an actuarial surplus) is deemed, for the purposes of paragraph 60*l*), to be an amount from a registered pension plan included in computing the beneficiary's income for the particular year as a payment described in clause 60*l*)(v)(B.01), and

(ii) if the beneficiary was, at the time of the settlor's death, under 18 years of age and a child or grandchild of the settlor, the beneficiary's share of the benefit (other than any portion of it that relates to an actuarial surplus) is deemed, for the purposes of paragraph 60*l*), to be an amount from a registered pension plan

qui se rapporte à un surplus actuariel) est réputée, pour l'application de l'alinéa 60*l*), être un montant provenant d'un régime de pension agréé qui est inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année donnée à titre de paiement visé à la division 60*l*)(v)(B.01),

(ii) si le bénéficiaire — enfant ou petit-enfant de l'auteur — avait moins de 18 ans au décès de l'auteur, la part du bénéficiaire sur la prestation (à l'exception de toute fraction de celle-ci qui se rapporte à un surplus actuariel) est réputée, pour l'application de l'alinéa 60*l*), être un montant provenant d'un régime de pension agréé qui est inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année donnée à titre de paiement visé à la subdivision 60*l*)(v)(B.1)(II).

**(2) L'alinéa 104(27)(e) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(e) where the benefit is a single amount (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) paid by a registered pension plan to the trust as a consequence of the death of the settlor of the trust,

(i) if the beneficiary was, immediately before the settlor's death, a child or grandchild of the settlor who, because of mental or physical infirmity, was financially dependent on the settlor for support, the beneficiary's share of the benefit (other than any portion of it that relates to an actuarial surplus) is deemed, for the purposes of paragraph 60*l*), to be an amount from a registered pension plan included in computing the beneficiary's income for the particular year as a payment described in clause 60*l*)(v)(B.01), and

(ii) if the beneficiary was, at the time of the settlor's death, under 18 years of age and a child or grandchild of the settlor, the beneficiary's share of the benefit (other than any portion of it that relates to an actuarial surplus) is deemed, for the purposes of paragraph 60*l*), to be an amount from a registered pension plan



(v) does not exceed the total of

...

(B.1) the least of

...

(II) the amount (other than any portion thereof included in the amount determined under clause (B) or (B.2)) included in computing the taxpayer's income for the year as

**Clause 72: (1) and (2)** The relevant portion of subsection 104(27) reads as follows:

(27) Where a testamentary trust has, in a taxation year throughout which it was resident in Canada, received a superannuation or pension benefit or a benefit out of or under a foreign retirement arrangement and has designated, in the return of its income for the year under this Part, an amount in respect of a beneficiary under the trust equal to such portion (in this subsection referred to as the "beneficiary's share") of the benefit as

...

the following rules apply:

(c) where

(i) the benefit is an amount described in subparagraph (a)(i) of the definition "pension income" in subsection 118(7), and

(ii) the beneficiary was a spouse or common-law partner of the settlor of the trust,

the beneficiary's share of the benefit shall be deemed, for the purposes of subsections 118(3) and (7), to be a payment described in subparagraph (a)(i) of the definition "pension income" in subsection 118(7) that is included in computing the beneficiary's income for the particular year,

...

(e) where the benefit is a single amount (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) paid by a registered pension plan to the trust as a consequence of the death of the settlor of the trust and the beneficiary was, at the time of the settlor's death, under 18 years of age and a child or grandchild of the settlor, the beneficiary's share of the benefit (other than any portion thereof that relates to an actuarial surplus) shall be deemed, for the purposes of paragraph 60(I), to be an amount from a registered pension plan included in computing the beneficiary's income for the particular year as a payment described in subclause 60(I)(v)(B.1)(II).

lorsque ce total :

...

(v) ne dépasse pas le total des sommes suivantes :

...

(B.1) la moins élevée des sommes suivantes :

...

(II) la somme, sauf la partie de celle-ci qui est comprise dans la somme visée aux divisions (B) ou (B.2), ajoutée dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année, par suite du décès d'un particulier dont le contribuable est l'enfant ou le petit-enfant, à titre, selon le cas :

**Article 72 : (1) et (2)** Texte du passage visé du paragraphe 104(27) :

(27) Dans le cas où une fiducie testamentaire reçoit une prestation de retraite ou de pension, ou un avantage dans le cadre d'un mécanisme de retraite étranger, au cours d'une année d'imposition tout au long de laquelle elle a résidé au Canada et indique, dans sa déclaration de revenu pour l'année produite en vertu de la présente partie, un montant pour un de ses bénéficiaires, égal à la fraction de la prestation — appelée « part du bénéficiaire » au présent paragraphe — qu'elle n'a attribuée à aucun autre de ses bénéficiaires et qu'il est raisonnable de considérer (compte tenu des circonstances, y compris les modalités de l'acte de fiducie) comme faisant partie du montant qui, par application du paragraphe (13), a été inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour une année d'imposition donnée, les règles suivantes s'appliquent :

...

c) lorsque la prestation est un montant unique, au sens du paragraphe 147.1(1), qu'un régime de pension agréé verse à la fiducie par suite du décès de l'auteur de celle-ci et que le bénéficiaire — enfant ou petit-enfant de l'auteur — avait moins de 18 ans au décès de l'auteur, la part du bénéficiaire sur la prestation (à l'exception de toute fraction de celle-ci qui se rapporte à un surplus actuariel) est réputée, pour l'application de l'alinéa 60(I), être un montant provenant d'un régime de pension agréé et inclus dans le calcul du revenu du bénéficiaire pour l'année donnée à titre de paiement visé à la subdivision 60(I)(v)(B.1)(II).

included in computing the beneficiary's income for the particular year as a payment described in subclause 60(l)(v)(B.1)(II).

(3) Subsections (1) and (2) apply in respect of deaths that occur after 2002.

73. (1) Paragraph 118.2(2)(l.4) of the Act is replaced by the following:

(l.4) on behalf of the patient who has a speech or hearing impairment, for sign language interpretation services or real-time captioning services, to the extent that the payment is made to a person in the business of providing such services;

(l.41) on behalf of the patient who has a mental or physical impairment, for note-taking services, if

(i) the patient has been certified in writing by a medical practitioner to be a person who, because of that impairment, requires such services, and

(ii) the payment is made to a person in the business of providing such services;

(l.42) on behalf of the patient who has a physical impairment, for the cost of voice recognition software, if the patient has been certified in writing by a medical practitioner to be a person who, because of that impairment, requires that software;

(2) Subsection 118.2(2) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (p), by adding the word "or" at the end of paragraph (q) and by adding the following after paragraph (q):

included in computing the beneficiary's income for the particular year as a payment described in subclause 60(l)(v)(B.1)(II).

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent relativement aux décès survenant après 2002.

73. (1) L'alinéa 118.2(2)l.4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

l.4) au nom du particulier, de son époux ou conjoint de fait ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a) qui a un trouble de la parole ou une déficience auditive, pour des services d'interprétation gestuelle ou des services de sous-titrage en temps réel, dans la mesure où le paiement est effectué à une personne dont l'entreprise consiste à offrir ces services;

l.41) au nom du particulier, de son époux ou conjoint de fait ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a) qui a une déficience mentale ou physique, pour des services de prise de notes si, à la fois :

(i) le particulier, l'époux ou le conjoint de fait ou la personne à charge est quel qu'un qui, d'après l'attestation d'un médecin, a besoin de ces services en raison de sa déficience,

(ii) le paiement est effectué à une personne dont l'entreprise consiste à offrir ces services;

l.42) au nom du particulier, de son époux ou conjoint de fait ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a) qui a une déficience physique, pour le coût d'un logiciel de reconnaissance de la voix, si le particulier, l'époux ou le conjoint de fait ou la personne à charge est quelqu'un qui, d'après l'attestation d'un médecin, a besoin de ce logiciel en raison de sa déficience;

(2) Le paragraphe 118.2(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa q), de ce qui suit :



*Clause 73:* (1) and (2) Paragraphs 118.2(2)(l.41), (l.42) and (r) are new. The relevant portion of subsection 118.2(2) reads as follows:

(2) For the purposes of subsection (1), a medical expense of an individual is an amount paid

...

(l.4) on behalf of the patient who has a speech or hearing impairment, for sign language interpretation services, to the extent that the payment is made to a person engaged in the business of providing such services;

*Article 73 :* (1) et (2) Les alinéas 118.2(2)l.41), l.42) et r) sont nouveaux. Texte du passage visé du paragraphe 118.2(2) :

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les frais médicaux d'un particulier sont les frais payés :

...

l.4) au nom du particulier, de son époux ou conjoint de fait ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a) qui a un trouble de la parole ou une déficience auditive, pour des services d'interprétation gestuelle, dans la mesure où le paiement est effectué à une personne dont l'entreprise consiste à offrir de tels services;

(r) on behalf of the patient who has celiac disease, the incremental cost of acquiring gluten-free food products as compared to the cost of comparable non-gluten-free food products, if the patient has been certified in writing by a medical practitioner to be a person who, because of that disease, requires a gluten-free diet.

r) au nom du particulier, de son époux ou conjoint de fait ou d'une personne à charge visée à l'alinéa a) qui a la maladie coeliaque, la somme supplémentaire à déboursier pour l'achat de produits alimentaires sans gluten, laquelle consiste en la différence entre le coût de ces produits et le coût de produits comparables avec gluten, si le particulier, l'époux ou le conjoint de fait ou la personne à charge est quelqu'un qui, d'après l'attestation d'un médecin, doit suivre un régime sans gluten en raison de sa maladie.

(3) Subsections (1) and (2) apply to the 2003 and subsequent taxation years.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2003 et suivantes.

74. (1) Subparagraph 118.3(1)(a.2)(iii) of the English version of the Act is replaced by the following:

74. (1) Le sous-alinéa 118.3(1)a.2)(iii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) an impairment with respect to an individual's ability in feeding or dressing himself, or in walking, a medical doctor or an occupational therapist,

(iii) an impairment with respect to an individual's ability in feeding or dressing himself, or in walking, a medical doctor or an occupational therapist,

(2) Subparagraph 118.3(1)(a.2)(iv) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Le sous-alinéa 118.3(1)a.2)(iv) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la capacité de marcher, de s'alimenter ou de s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,

(iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la capacité de marcher, de s'alimenter ou de s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,

(3) Subsections (1) and (2) apply to the 2003 and subsequent taxation years.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2003 et suivantes.

75. (1) Subparagraph 118.4(1)(c)(ii) of the Act is replaced by the following:

75. (1) Le sous-alinéa 118.4(1)c)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(ii) feeding oneself or dressing oneself,

(ii) le fait de s'alimenter ou de s'habiller,

(2) Subsection 118.4(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (d):

(2) Le paragraphe 118.4(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

(e) feeding oneself does not include

e) le fait de s'alimenter ne comprend pas :

(i) any of the activities of identifying, finding, shopping for or otherwise procuring food, or

(i) les activités qui consistent à identifier, à rechercher, à acheter ou à se procurer autrement des aliments,

*Clause 74:* (1) and (2) The relevant portion of subsection 118.3(1) reads as follows:

**118.3 (1)** Where

...

(a.2) in the case of

...

(iii) an impairment with respect to an individual's ability in feeding and dressing themselves, or in walking, a medical doctor or an occupational therapist,

(iv) an impairment with respect to an individual's ability in perceiving, thinking and remembering, a medical doctor or a psychologist, and

...

has certified in prescribed form that the impairment is a severe and prolonged mental or physical impairment the effects of which are such that the individual's ability to perform a basic activity of daily living is markedly restricted or would be markedly restricted but for therapy referred to in paragraph (a.1),

...

there may be deducted in computing the individual's tax payable under this Part for the year the amount determined by the formula

*Clause 75:* (1) and (2) Paragraphs 118.4(1)(e) and (f) are new. The relevant portion of subsection 118.4(1) reads as follows:

**118.4 (1)** For the purposes of subsection 6(16), sections 118.2 and 118.3 and this subsection,

...

(c) a basic activity of daily living in relation to an individual means

...

(ii) feeding and dressing oneself,

*Article 74 :* (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 118.3(1) :

**118.3 (1)** Un montant est déductible dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, si les conditions suivantes sont réunies :

...

a.2) l'une des personnes suivantes atteste, sur le formulaire prescrit, qu'il s'agit d'une déficience mentale ou physique grave et prolongée dont les effets sont tels que la capacité du particulier d'accomplir une activité courante de la vie quotidienne est limitée de façon marquée ou le serait en l'absence des soins thérapeutiques mentionnés à l'alinéa a.1) :

...

(iii) s'il s'agit d'une déficience auditive, un médecin en titre ou un audiologiste,

(iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la capacité à marcher ou à s'alimenter et à s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,

*Article 75 :* (1) et (2) Les alinéas 118.4(1)e) et f) sont nouveaux. Texte du passage visé du paragraphe 118.4(1) :

**118.4 (1)** Pour l'application du paragraphe 6(16), des articles 118.2 et 118.3 et du présent paragraphe :

...

c) sont des activités courantes de la vie quotidienne pour un particulier :

...

(ii) le fait de s'alimenter et de s'habiller,

<p>(ii) the activity of preparing food to the extent that the time associated with the activity would not have been necessary in the absence of a dietary restriction or regime; and</p> <p>(f) dressing oneself does not include any of the activities of identifying, finding, shopping for or otherwise procuring clothing.</p>	<p>(ii) l'activité qui consiste à préparer des aliments, dans la mesure où le temps associé à cette activité n'y aurait pas été consacré en l'absence d'une restriction ou d'un régime alimentaire;</p> <p>f) le fait de s'habiller ne comprend pas les activités qui consistent à identifier, à rechercher, à acheter ou à se procurer autrement des vêtements.</p>
<p>(3) Subsections (1) and (2) apply to the 2003 and subsequent taxation years.</p>	<p>(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2003 et suivantes.</p>
<p>76. (1) Paragraph 118.6(3)(b) of the English version of the Act is amended by adding the following after subparagraph (i):</p>	<p>76. (1) L'alinéa 118.6(3)b) de la version anglaise de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (i), de ce qui suit :</p>
<p>(i.1) a speech impairment, by a medical doctor or a speech-language pathologist,</p>	<p>(i.1) a speech impairment, by a medical doctor or a speech-language pathologist,</p>
<p>(2) Paragraph 118.6(3)(b) of the French version of the Act is amended by adding the following after subparagraph (ii):</p>	<p>(2) L'alinéa 118.6(3)b) de la version française de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (ii), de ce qui suit :</p>
<p>(ii.1) s'il s'agit d'un trouble de la parole, un médecin en titre ou un orthophoniste,</p>	<p>(ii.1) s'il s'agit d'un trouble de la parole, un médecin en titre ou un orthophoniste,</p>
<p>(3) Subparagraph 118.6(3)(b)(iii) of the English version of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(3) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(iii) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>
<p>(iii) an impairment with respect to the individual's ability in feeding <u>or</u> dressing himself, or in walking, by a medical doctor or an occupational therapist, or</p>	<p>(iii) an impairment with respect to the individual's ability in feeding <u>or</u> dressing himself, or in walking, by a medical doctor or an occupational therapist, or</p>
<p>(4) Subparagraph 118.6(3)(b)(iv) of the French version of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(4) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(iv) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>
<p>(iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la capacité <u>de</u> marcher, <u>de</u> s'alimenter <u>ou de</u> s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,</p>	<p>(iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la capacité <u>de</u> marcher, <u>de</u> s'alimenter <u>ou de</u> s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,</p>
<p>(5) Subsections (1) and (2) apply in respect of certifications made after October 17, 2000.</p>	<p>(5) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux attestations délivrées après le 17 octobre 2000.</p>
<p>(6) Subsections (3) and (4) apply to the 2003 and subsequent taxation years.</p>	<p>(6) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent aux années d'imposition 2003 et suivantes.</p>



*Clause 76:* (1) to (4) Subparagraph 118.6(3)(b)(i.1) is new. The relevant portion of subsection 118.6(3) reads as follows:

(3) In calculating the amount deductible under subsection (2) in computing an individual's tax payable under this Part for a taxation year, the reference in that subsection to "full-time student" shall be read as "student" if either

...

(b) the individual has in the year a mental or physical impairment the effects of which on the individual have been certified in writing, to be such that the individual cannot reasonably be expected to be enrolled as a full-time student while so impaired, by a medical doctor or, where the impairment is

...

(iii) an impairment with respect to the individual's ability in feeding and dressing himself, or in walking, by a medical doctor or an occupational therapist, or

*Article 76 :* (1) à (4) Le sous-alinéa 118.6(3)b)(ii.1) est nouveau. Texte du passage visé du paragraphe 118.6(3) :

(3) Pour le calcul du montant qui est déductible en application du paragraphe (2) dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, l'expression « étudiant à temps plein » dans ce paragraphe est remplacée par « étudiant » si, selon le cas :

...

b) le particulier a, au cours de l'année, une déficience mentale ou physique dont les effets, selon l'attestation écrite d'une des personnes suivantes, sont tels qu'il est vraisemblable de s'attendre à ce que le particulier ne puisse être inscrit comme étudiant à temps plein tant qu'il a cette déficience :

...

(iv) s'il s'agit d'une déficience quant à la capacité à marcher ou à s'alimenter et à s'habiller, un médecin en titre ou un ergothérapeute,

77. (1) The first formula in subsection 122.61(1) of the Act is replaced by the following:

$$1/12[(A - B) + C + M]$$

(2) Subsection 122.61(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of the description of B and by replacing paragraphs (a) and (b) of the description of F in the description of C with the following:

(a) only one qualified dependant, \$1,463, and

(b) two or more qualified dependants, the total of

(i) \$1,463 for the first qualified dependant, 15

(ii) \$1,254 for the second qualified dependant, and

(iii) \$1,176 for each of the third and subsequent qualified dependants, 20

(3) The descriptions of G and H in the description of C in subsection 122.61(1) of the Act are replaced by the following:

G is the amount determined by the formula 25

$$J - [K - (L/0.122)]$$

where

J is the person's adjusted income for the year,

K is the amount referred to in paragraph (b) of the description of B, and 30

L is the amount referred to in paragraph (a) of the description of F, and

H is

(a) if the person is an eligible individual in respect of only one qualified dependant, 12.2%, and 35

(b) if the person is an eligible individual in respect of two or more qualified dependants, the fraction (expressed as a percentage rounded to the nearest one-tenth of one per cent) of which 40

77. (1) La première formule figurant au paragraphe 122.61(1) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

$$1/12[(A - B) + C + M]$$

(2) Les alinéas a) et b) de l'élément F de la troisième formule figurant au paragraphe 122.61(1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 5

a) si la personne est, au début du mois, un particulier admissible à l'égard d'une seule personne à charge admissible, 1 463 \$, 10

b) si elle est, au début du mois, un particulier admissible à l'égard de plusieurs personnes à charge admissibles, le total des montants suivants : 15

(i) 1 463 \$ pour la première,

(ii) 1 254 \$ pour la deuxième,

(iii) 1 176 \$ pour chacune des autres, 20

(3) Les éléments G et H de la troisième formule figurant au paragraphe 122.61(1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

G le montant obtenu par la formule suivante : 25

$$J - [K - (L/0.122)]$$

où :

J représente le revenu modifié de la personne pour l'année, 30

K la somme visée à l'alinéa b) de l'élément B,

L la somme visée à l'alinéa a) de l'élément F,

H : 35

a) si la personne est un particulier admissible à l'égard d'une seule personne à charge admissible, 12,2 %, 40

b) si elle est un particulier admissible à l'égard de plusieurs personnes à charge admissibles, la fraction (exprimée en pourcentage arrêé à la première décimale) dont le numérateur

*Clause 77: (1) to (4)* The relevant portion of subsection 122.61(1) reads as follows:

**122.61 (1)** Where a person and, where the Minister so demands, the person's cohabiting spouse or common-law partner at the end of a taxation year have filed a return of income for the year, an overpayment on account of the person's liability under this Part for the year is deemed to have arisen during a month in relation to which the year is the base taxation year, equal to the amount determined by the formula

$$1/12[(A - B) + C]$$

where

...

C is the amount determined by the formula

$$F - (G \times H)$$

where

F is, where the person is, at the beginning of the month, an eligible individual in respect of

- (a) only one qualified dependant, \$1,255, and
- (b) two or more qualified dependants, the total of
  - (i) \$1,255 for the first qualified dependant,
  - (ii) \$1055 for the second qualified dependant, and
  - (iii) \$980 for each of the third and subsequent qualified dependants,

G is the amount, if any, by which the person's adjusted income for the year exceeds \$21,214, and

H is the proportion (expressed as a percentage rounded to the nearest one-tenth of one per cent) that

- (a) the total that would be determined under the description of F in respect of the eligible individual if that description were applied without reference to the fourth and subsequent qualified dependants in respect of whom the person is an eligible individual

is of

- (b) the amount by which
  - (i) the amount referred to in paragraph (b) of the description of B

exceeds

- (ii) \$21,214.

*Article 77 : (1) à (4)* Texte du passage visé du paragraphe 122.61(1) :

**122.61 (1)** Lorsqu'une personne et, sur demande du ministre, son époux ou conjoint de fait visé à la fin d'une année d'imposition produisent une déclaration de revenu pour l'année, un paiement en trop au titre des sommes dont la personne est redevable en vertu de la présente partie pour l'année est réputé se produire au cours d'un mois par rapport auquel l'année est l'année de base. Ce paiement correspond au résultat du calcul suivant :

$$1/12[(A - B) + C]$$

où :

...

C le résultat du calcul suivant :

$$F - (G \times H)$$

où :

F représente :

- a) si la personne est un particulier admissible à l'égard d'une seule personne à charge admissible, 1 255 \$,
- b) si elle est un particulier admissible à l'égard de plusieurs personnes à charge admissibles, la somme des montants suivants :

- (i) 1 255 \$ pour la première,
- (ii) 1 055 \$ pour la deuxième,
- (iii) 980 \$ pour chacune des autres,

G l'excédent éventuel, sur 21 214 \$, du revenu modifié de la personne pour l'année,

H la proportion (exprimée en pourcentage arrêté à la première décimale) que représente le total visé à l'alinéa a) par rapport à l'excédent visé à l'alinéa b) :

- a) le total qui serait déterminé selon l'élément F à l'égard du particulier admissible si cet élément ne s'appliquait qu'aux trois premières personnes à charge admissibles à l'égard desquelles la personne est un particulier admissible,
- b) l'excédent éventuel, sur 21 214 \$, de la somme visée à l'alinéa b) de l'élément B.



<p>(i) the numerator is the total that would be determined under the description of F in respect of the eligible individual if that description were applied without reference to the fourth and subsequent qualified dependants in respect of whom the person is an eligible individual, and</p> <p>(ii) the denominator is the amount referred to in paragraph (a) of the description of F, divided by 0.122; and</p>	<p>correspond au total visé au sous-alinéa (i) et le dénominateur, au montant visé au sous-alinéa (ii) :</p> <p>(i) le total qui serait déterminé selon l'élément F à l'égard du particulier admissible si cet élément ne s'appliquait qu'aux trois premières personnes à charge admissibles à l'égard desquelles la personne est un particulier admissible,</p> <p>(ii) le quotient de la somme visée à l'alinéa a) de l'élément F par 0,122;</p>
<p><b>(4) Subsection 122.61(1) of the Act is amended by adding the following after the description of C:</b></p> <p>M is the amount determined by the formula</p> $N - (O \times P)$ <p>where</p> <p>N is the product obtained by multiplying \$1,600 by the number of qualified dependants in respect of whom both</p> <p>(a) an amount may be deducted under section 118.3 for the taxation year that includes the month, and</p> <p>(b) the person is an eligible individual at the beginning of the month,</p> <p>O is the amount determined by the formula</p> $J - [F/H + (K - L/0.122)]$ <p>where the descriptions of J, F, H, K, and L are described in the description of C, and</p> <p>P is the amount that would be determined for the description of H if the person were an eligible individual in respect of only the number of qualified dependants included in the description of N.</p>	<p><b>(4) Le paragraphe 122.61(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'élément C, de ce qui suit :</b></p> <p>M le montant obtenu par la formule suivante :</p> $N - (O \times P)$ <p>où :</p> <p>N représente le produit de 1 600 \$ par le nombre de personnes à charge admissibles à l'égard desquelles, à la fois :</p> <p>a) un montant est déductible en application de l'article 118.3 pour l'année d'imposition qui comprend le mois,</p> <p>b) la personne est un particulier admissible au début du mois,</p> <p>O le montant obtenu par la formule <math>J - [F/H + (K - L/0,122)]</math> où J, F, H, K et L correspondent aux mêmes éléments figurant à l'élément C,</p> <p>P le montant qui serait déterminé selon l'élément H si la personne n'était une personne admissible qu'à l'égard du nombre de personnes à charge admissibles visé à l'élément N.</p>
<p><b>(5) Subsection 122.61(6) of the Act is replaced by the following:</b></p> <p>(6) Each amount referred to in the description of F in subsection (1) that is to be used for the purpose of determining the amount deemed to be an overpayment arising during months that are</p>	<p><b>(5) Le paragraphe 122.61(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</b></p> <p>(6) Chaque montant visé à l'élément F de la troisième formule figurant au paragraphe (1) qui entre dans le calcul du montant réputé être un paiement en trop se produisant au cours de mois donnés :</p>



(5) Subsection 122.61(6) reads as follows:

(6) For the purpose of subsection (5), the amount of \$1,090, and the amounts in respect of the amounts of \$213 and \$75, referred to in subsection (1), that are used for the purpose of determining the amount deemed to be an overpayment arising during particular months that are

(a) after June 2000 and before July 2001, are deemed to be \$1,104, \$219 and \$77, respectively;

(5) Texte du paragraphe 122.61(6) :

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le montant de 1 090 \$ et les montants, se rapportant aux sommes de 213 \$ et 75 \$, visés au paragraphe (1), qui entrent dans le calcul du montant réputé être un paiement en trop se produisant au cours de mois donnés :

a) postérieurs à juin 2000 et antérieurs à juillet 2001, sont réputés être de 1 104 \$, 219 \$ et 77 \$, respectivement;

(a) after June 2005 and before July 2006, is to be replaced with the amount that is the total of \$185 and the amount otherwise determined under subsection (5) for those months; and

5

(b) after June 2006 and before July 2007, is to be replaced with the amount that is the total of \$185 and the amount otherwise determined, for those months, by applying subsection (5) to the amount determined under paragraph (a).

10

(6) Subsections (1) to (5) apply in respect of overpayments deemed to arise during months that are after June 2003 except that, for overpayments deemed to arise during those months that are before July 2004, the following applies:

15

(a) the description of G in subsection 122.61(1) of the Act, as enacted by subsection (3), is to be read as follows:

20

G is the amount, if any, by which the person's adjusted income for the year exceeds \$21,529, and

(b) subparagraph (b)(ii) in the description of H in subsection 122.61(1) of the Act, as enacted by subsection (3), is to be read as follows:

25

(ii) the denominator is the amount by which the amount referred to in paragraph (b) of the description of B exceeds \$21,529.

30

(c) the description of O in subsection 122.61(1) of the Act, as enacted by subsection (4), is to be read as follows:

O is the amount determined by the formula

35

(a) "J - \$33,487", if the person is an eligible individual in respect of three or fewer qualified dependants, and

(b) "J - (F/H + \$21,529)", if the person is an eligible individual in respect of more than three qualified dependants,

40

a) postérieurs à juin 2005 et antérieurs à juillet 2006, sont remplacés par le montant qui correspond au total de 185 \$ et du montant déterminé par ailleurs selon le paragraphe (5) pour ces mois;

5

b) postérieurs à juin 2006 et antérieurs à juillet 2007, sont remplacés par le montant qui correspond au total de 185 \$ et du montant déterminé par ailleurs pour ces mois, par l'application du paragraphe (5) au montant déterminé selon l'alinéa a).

10

(6) Les paragraphes (1) à (5) s'appliquent aux paiements en trop réputés se produire au cours de mois postérieurs à juin 2003. Toutefois, pour ce qui est des paiements en trop réputés se produire au cours de ces mois qui sont antérieurs à juillet 2004 :

a) l'élément G de la troisième formule figurant au paragraphe 122.61(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est réputé être libellé comme suit :

20

G l'excédent éventuel, sur 21 529 \$, du revenu modifié de la personne pour l'année,

25

b) le sous-alinéa b)(ii) de l'élément H de la troisième formule figurant au paragraphe 122.61(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), est réputé être libellé comme suit :

30

(ii) l'excédent, sur 21 529 \$, de la somme visée à l'alinéa b) de l'élément B,

c) l'élément O de la cinquième formule figurant au paragraphe 122.61(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), est réputé être libellé comme suit :

35

O le montant obtenu par la formule applicable suivante, où J, F et H correspondent aux mêmes éléments figurant à l'élément C :

40

a) J - 33 487 \$, si la personne est un particulier admissible à l'égard d'au plus trois personnes à charge admissibles,

45

b) J - (F/H + 21 529 \$), si la personne est un particulier admissible à l'égard

(b) after June 2001 and before July 2002, shall be equal to the greater of the amounts deemed under paragraph (a) to be an overpayment arising during the months referred to in that paragraph and the amounts that would otherwise be determined for those particular months if this Act were read without reference to this subsection; and

(c) after June 2002, shall be computed without reference to paragraphs (a) and (b).

b) postérieurs à juin 2001 et antérieurs à juillet 2002, correspondent aux montants réputés par l'alinéa a) être des paiements en trop se produisant au cours des mois visés à cet alinéa ou, s'ils sont plus élevés, aux montants qui seraient déterminés par ailleurs pour les mois donnés s'il n'était pas tenu compte du présent paragraphe;

c) postérieurs à juin 2002, sont calculés compte non tenu des alinéas a) et b).

where the descriptions of J, F and H are described in the description of C, and

78. (1) The definition "CCPC rate reduction percentage" in subsection 123.4(1) of the Act is repealed.

(2) Paragraph (b) of the definition "full rate taxable income" in subsection 123.4(1) of the Act is amended by adding the word "and" at the end of subparagraph (ii) and by repealing subparagraph (iv).

(3) Paragraph (c) of the definition "full rate taxable income" in subsection 123.4(1) of the Act is replaced by the following:

(c) if the corporation is throughout the year an investment corporation, a mortgage investment corporation or a mutual fund corporation, nil.

(4) Paragraphs 123.4(3)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) the amount determined by the formula

$$(\$300,000/A) \times B$$

where

A is the total of

(i) that proportion of \$200,000 that the number of days in the taxation year that are before 2003 is of the number of days in the taxation year,

(ii) that proportion of \$225,000 that the number of days in the taxation year that are in 2003 is of the number of days in the taxation year, and

(iii) that proportion of \$250,000 that the number of days in the taxation year that are in 2004 is of the number of days in the taxation year, and

B is the corporation's business limit for the taxation year as determined under section 125 for the purpose of paragraph 125(1)(c),

(b) the amount that would be determined under paragraph 125(1)(a) in respect of the corporation for the year if the description

de plus de trois personnes à charge admissibles,

78. (1) La définition de « pourcentage de réduction du taux des SPCC », au paragraphe 123.4(1) de la même loi, est abrogée.

(2) Le sous-alinéa b)(iv) de la définition de « revenu imposable au taux complet », au paragraphe 123.4(1) de la même loi, est abrogé.

(3) L'alinéa c) de la définition de « revenu imposable au taux complet », au paragraphe 123.4(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

c) si la société est, tout au long de l'année, une société de placement, une société de placement hypothécaire ou une société de placement à capital variable, zéro.

(4) Les alinéas 123.4(3)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) le montant obtenu par la formule suivante :

$$(300\,000\ \$/A) \times B$$

où :

A représente le total des produits suivants :

(i) le produit de 200 000 \$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont antérieurs à 2003 et le nombre total de jours de l'année d'imposition,

(ii) le produit de 225 000 \$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont en 2003 et le nombre total de jours de l'année d'imposition,

(iii) le produit de 250 000 \$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont en 2004 et le nombre total de jours de l'année d'imposition,

B le plafond des affaires de la société pour l'année d'imposition, déterminé selon



**Clause 78:** (1) The definition “CCPC rate reduction percentage” in subsection 123.4(1) reads as follows:

“CCPC rate reduction percentage” of a Canadian-controlled private corporation for a taxation year is that proportion of 7% that the number of days in the year that are after 2000 is of the number of days in the year.

(2) and (3) The relevant portion of the definition “full rate taxable income” in subsection 123.4(1) reads as follows:

“full rate taxable income” of a corporation for a taxation year is

...

(b) if the corporation is a Canadian-controlled private corporation throughout the year, the amount by which the corporation’s taxable income for the year exceeds the total of

...

(iv) 100/7 of the amount, if any, deducted under subsection (3) from the corporation’s tax otherwise payable under this Part for the year; and

(c) if the corporation is throughout the year an investment corporation, a mortgage investment corporation, a mutual fund corporation, or a non-resident-owned investment corporation, nil.

(4) and (5) Subsection 123.4(3) reads as follows:

(3) There may be deducted from the tax otherwise payable under this Part for a taxation year by a Canadian-controlled private corporation the product obtained by multiplying the corporation’s CCPC rate reduction percentage for the year by the amount by which the least of

(a) 3/2 of the corporation’s business limit for the year, as determined under section 125 for the purpose of paragraph 125(1)(c),

(b) the amount that would be determined under paragraph 125(1)(a) in respect of the corporation for the year if the references in the description of M in the definition “specified partnership income” in subsection 125(7) to “\$200,000” and “\$548” were read as references to “\$300,000” and “\$822”, respectively, and

(c) the amount by which

(i) the amount that would, if subsection 126(1) did not apply in respect of any amount included in the corporation’s aggregate investment income for the year (determined under subsection 129(4)), be determined under paragraph 125(1)(b) in respect of the corporation for the year

exceeds

(ii) the corporation’s aggregate investment income for the year,

exceeds the total of

(d) the amounts that would, if paragraph (a) of the definition “full-rate taxable income” in subsection (1) applied to the corporation for the year, be determined under subparagraphs (a)(i) to (iv) of that definition in respect of the corporation for the year, and

(e) 100/16 of the amount, if any, deducted under subsection 125(1) from the corporation’s tax otherwise payable under this Part for the year.

**Article 78 :** (1) Texte de la définition de « pourcentage de réduction du taux des SPCC » au paragraphe 123.4(1) :

« pourcentage de réduction du taux des SPCC » En ce qui concerne une société privée sous contrôle canadien pour une année d’imposition, la proportion de 7 % que représente le nombre de jours de l’année qui sont postérieurs à 2000 par rapport au nombre total de jours de l’année.

(2) et (3) Texte du passage visé de la définition de « revenu imposable au taux complet » au paragraphe 123.4(1) :

« revenu imposable au taux complet » En ce qui concerne une société pour une année d’imposition :

...

b) si la société est une société privée sous contrôle canadien tout au long de l’année, l’excédent de son revenu imposable pour l’année sur la somme des montants suivants :

...

(iv) 100/7 du montant éventuel déduit en application du paragraphe (3) de son impôt payable par ailleurs pour l’année en vertu de la présente partie;

c) si la société est, tout au long de l’année, une société de placement, une société de placement hypothécaire, une société de placement à capital variable ou une société de placement appartenant à des non-résidents, zéro.

(4) et (5) Texte du paragraphe 123.4(3) :

(3) Est déductible de l’impôt payable par ailleurs en vertu de la présente partie pour une année d’imposition par une société privée sous contrôle canadien le produit de la multiplication du pourcentage de réduction du taux des SPCC qui lui est applicable pour l’année par l’excédent du moins élevé des montants suivants :

a) les 3/2 de son plafond des affaires pour l’année, déterminé selon l’article 125 pour l’application de l’alinéa 125(1)c);

b) le montant qui serait déterminé selon l’alinéa 125(1)a) à son égard pour l’année si les sommes « 200 000 \$ » et « 548 \$ » à l’élément M de la troisième formule figurant à la définition de « revenu de société de personnes déterminé » au paragraphe 125(7) étaient remplacées respectivement par « 300 000 \$ » et « 822 \$ »;

c) l’excédent du montant visé au sous-alinéa (i) sur le montant visé au sous-alinéa (ii):

(i) le montant qui serait déterminé à son égard pour l’année selon l’alinéa 125(1)b) si le paragraphe 126(1) ne s’appliquait pas relativement à un montant inclus dans son revenu de placement total pour l’année (déterminé selon le paragraphe 129(4)),

(ii) son revenu de placement total pour l’année,

sur la somme des montants suivants :

d) les montants qui seraient déterminés à son égard pour l’année selon les sous-alinéas a)(i) à (iv) de la définition de « revenu imposable au taux complet » au paragraphe (1) si l’alinéa a) de cette définition s’appliquait à elle pour l’année;

e) 100/16 du montant éventuel déduit en application du paragraphe 125(1) de son impôt payable par ailleurs pour l’année en vertu de la présente partie.

of M in the definition "specified partnership income" in subsection 125(7) were read as it is to be read for fiscal periods that begin after 2005, and

l'article 125 pour l'application de l'alinéa 125(1)c);

b) le montant qui serait déterminé selon l'alinéa 125(1)a) relativement à la société pour l'année si l'élément M de la formule figurant à la définition de « revenu de société de personnes déterminé » au paragraphe 125(7), était libellé selon sa version applicable aux exercices commençant après 2005;

(5) Subsection 123.4(3) of the Act is repealed.

(5) Le paragraphe 123.4(3) de la même loi est abrogé.

(6) Subsections (1) to (3) and (5) apply to the 2005 and subsequent taxation years.

(6) Les paragraphes (1) à (3) et (5) s'appliquent aux années d'imposition 2005 et suivantes.

(7) Subsection (4) applies to the 2003 and 2004 taxation years.

(7) Le paragraphe (4) s'applique aux années d'imposition 2003 et 2004.

79. (1) Subsections 125(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

79. (1) Les paragraphes 125(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Interpretation  
of business  
limit

(2) For the purpose of this section, a corporation's "business limit" for a taxation year is \$300,000 unless the corporation is associated in the year with one or more other Canadian-controlled private corporations in which case, except as otherwise provided in this section, its business limit for the year is nil.

(2) Pour l'application du présent article, le « plafond des affaires » d'une société, pour une année d'imposition, est de 300 000 \$, à moins que la société ne soit associée, pendant l'année, à une ou plusieurs autres sociétés privées sous contrôle canadien, auquel cas son plafond des affaires pour l'année est nul, sauf disposition contraire du présent article.

Sens de  
« plafond des  
affaires »

Associated  
corporations

(3) Notwithstanding subsection (2), if all the Canadian-controlled private corporations that are associated with each other in a taxation year file with the Minister in prescribed form an agreement that assigns for the purpose of this section a percentage to one or more of them for the year, the business limit for the year of each of the corporations is

(3) Malgré le paragraphe (2), si les sociétés privées sous contrôle canadien qui sont associées les unes aux autres pendant une année d'imposition présentent au ministre, selon le formulaire prescrit, une convention par laquelle est attribué, pour l'application du présent article, un pourcentage à une ou plusieurs d'entre elles pour l'année, le plafond des affaires, pour l'année, de chacune des sociétés correspond à ce qui suit :

Sociétés associées

(a) if the total of the percentages assigned in the agreement does not exceed 100%, \$300,000 multiplied by the percentage assigned to that corporation in the agreement; and

a) si le total des pourcentages attribués selon la convention n'excède pas 100 %, le produit de 300 000 \$ par le pourcentage attribué à la société selon la convention;

(b) in any other case, nil.

b) dans les autres cas, zéro.

Failure to file  
agreement

(4) If any of the Canadian-controlled private corporations that are associated with each other in a taxation year has failed to file with the Minister an agreement as contemplated by subsection (3) within 30 days after

(4) Si une ou plusieurs sociétés privées sous contrôle canadien qui sont associées les unes aux autres pendant une année d'imposition ne présentent pas au ministre une convention conforme au paragraphe (3) dans les

Défaut de  
présenter la  
convention



*Clause 79: (1) Subsections 125(2) to (4) read as follows:*

(2) For the purposes of this section, a corporation's "business limit" for a taxation year is \$200,000 unless the corporation is associated in the year with one or more other Canadian-controlled private corporations in which case, except as otherwise provided in this section, its business limit for the year is nil.

(3) For the purposes of this section, a corporation's "business limit" for a taxation year is \$200,000 unless the corporation is associated in the year with one or more other Canadian-controlled private corporations in which case, except as otherwise provided in this section, its business limit for the year is nil.

(4) If any of the Canadian-controlled private corporations that are associated with each other in a taxation year has failed to file with the Minister an agreement as contemplated by subsection (3) within 30 days after notice in writing by the Minister has been forwarded to any of them that such an agreement is required for the purpose of any assessment of tax under this Part, the Minister shall, for the purpose of this section, allocate an amount to one or more of them for the taxation year, which amount or the total of which amounts, as the case may be, shall equal \$200,000, and in any such case, notwithstanding subsection (2), the business limit for the year of each of the corporations is the amount so allocated to it.

*Article 79 : (1) Texte des paragraphes 125(2) à (4) :*

(2) Pour l'application du présent article, le « plafond des affaires » d'une société, pour une année d'imposition, est de 200 000 \$, à moins que la société ne soit associée, pendant l'année, à une ou plusieurs autres sociétés privées sous contrôle canadien, auquel cas, sauf disposition contraire du présent article, son plafond des affaires pour l'année est nul.

(3) Malgré le paragraphe (2), si toutes les sociétés privées sous contrôle canadien qui sont associées entre elles pendant une année d'imposition ont présenté au ministre, selon le formulaire prescrit, une convention par laquelle, pour l'application du présent article, elles attribuent, pour l'année d'imposition, une somme à une ou plusieurs d'entre elles et que la somme ou le total des sommes ainsi attribuées est de 200 000 \$, le plafond des affaires, pour l'année, de chacune des sociétés correspond à la somme qui lui a ainsi été attribuée.

(4) Si une ou plusieurs sociétés privées sous contrôle canadien qui sont associées les unes aux autres au cours d'une année d'imposition ne présentent pas au ministre une convention conforme au paragraphe (3) dans les 30 jours suivant l'envoi par le ministre, à une ou plusieurs d'entre elles, d'un avis énonçant qu'une telle convention est requise pour l'établissement d'une cotisation en vertu de la présente partie, le ministre attribue, pour l'application du présent article, un montant à une ou plusieurs d'entre elles pour l'année d'imposition, le montant ou le total des montants ainsi attribués devant s'établir à 200 000 \$. En pareil cas, malgré le paragraphe (2), le plafond des affaires pour l'année de chaque société est le montant ainsi attribué.

notice in writing by the Minister has been forwarded to any of them that such an agreement is required for the purpose of any assessment of tax under this Part, the Minister shall, for the purpose of this section, allocate an amount to one or more of them for the taxation year. The total amount so allocated must equal the least of the amounts that would, if none of the corporations were associated with any other corporation during the year and if this Act were read without reference to subsections (5) and (5.1), be the business limits of the corporations for the year.

(2) The description of M in the definition "specified partnership income" in subsection 125(7) of the Act is replaced by the following:

M is the lesser of

- (i) \$300,000, and
- (ii) the product obtained when \$822 is multiplied by the total of all amounts each of which is the number of days in a fiscal period of the partnership that ends in the year, and

(3) Subsection (1) applies to the 2003 and subsequent taxation years except that for taxation years that begin before 2006

(a) the reference in subsection 125(2) of the Act, as enacted by subsection (1), to "\$300,000" is to be read as a reference to the total of

- (i) that proportion of \$200,000 that the number of days in the taxation year that are before 2003 is of the number of days in the taxation year,
- (ii) that proportion of \$225,000 that the number of days in the taxation year that are in 2003 is of the number of days in the taxation year,
- (iii) that proportion of \$250,000 that the number of days in the taxation year that are in 2004 is of the number of days in the taxation year,

30 jours suivant l'envoi par le ministre, à une ou plusieurs d'entre elles, d'un avis portant qu'une telle convention est requise pour l'établissement d'une cotisation en vertu de la présente partie, le ministre attribue, pour l'application du présent article, un montant à une ou plusieurs d'entre elles pour l'année. Le montant total ainsi attribué doit correspondre au moins élevé des montants qui représentent les plafonds des affaires des sociétés pour l'année si aucune d'elles n'était associée à d'autres sociétés au cours de l'année et s'il n'était pas tenu compte des paragraphes (5) et (5.1).

(2) L'élément M de la troisième formule figurant à la définition de « revenu de société de personnes déterminé », au paragraphe 125(7) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

M le moins élevé des montants suivants :

- (i) 300 000 \$,
- (ii) le produit de 822 \$ par le total des montants dont chacun représente le nombre de jours de l'exercice de la société de personnes se terminant dans l'année;

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2003 et suivantes. Toutefois, pour les années d'imposition commençant avant 2006 :

a) la mention « 300 000 \$ » au paragraphe 125(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), vaut mention du total des produits suivants :

- (i) le produit de 200 000 \$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont antérieurs à 2003 et le nombre total de jours de l'année d'imposition,
- (ii) le produit de 225 000 \$ par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont en 2003 et le nombre total de jours de l'année d'imposition,
- (iii) le produit de 250 000 \$ par le rapport entre le nombre de jours de l'an-



(2) The relevant portion of the definition “specified partnership income” in subsection 125(7) reads as follows:

“specified partnership income” of a corporation for a taxation year means the amount determined by the formula

$$A + B$$

where

A is the total of all amounts each of which is an amount in respect of a partnership of which the corporation was a member in the year equal to the lesser of

...

(b) the amount determined by the formula

$$K/L \times M$$

where

...

M is the lesser of

(i) \$200,000, and

(ii) the product obtained when 548 is multiplied by the total of all amounts each of which is the number of days contained in a fiscal period of the partnership ending in the year, and

(2) Texte du passage visé de la définition de « revenu de société de personnes déterminé » au paragraphe 125(7) :

« revenu de société de personnes déterminé » S'agissant du revenu de société de personnes déterminé d'une société pour une année d'imposition, le montant calculé selon la formule suivante :

$$A + B$$

où :

A représente le total des sommes dont chacune est un montant relatif à une société de personnes dont la société était un associé au cours de l'année et égal au moins élevé des montants suivants :

...

b) le montant calculé selon la formule suivante :

$$K/L \times M$$

où :

...

M le moins élevé des montants suivants :

(i) 200 000 \$,

(ii) le produit de la multiplication de 548 \$ par le total des montants dont chacun représente le nombre de jours dans l'exercice de la société de personnes se terminant au cours de l'année;

(iv) that proportion of \$275,000 that the number of days in the taxation year that are in 2005 is of the number of days in the taxation year, and

(v) that proportion of \$300,000 that the number of days in the taxation year that are after 2005 is of the number of days in the taxation year; and

(b) the reference in subsection 125(3) of the Act, as enacted by subsection (1), to “\$300,000” is to be read as a reference to “the amount that would, if the corporation were not associated in the year with any other corporation, be its business limit for the year determined without reference to subsections (5) and (5.1),”.

(4) Subsection (2) applies to the 2003 and subsequent taxation years except that, for taxation years that begin before 2006, the references in the description of M in the definition “specified partnership income” in subsection 125(7) of the Act, as enacted by subsection (2), to “\$300,000” and “\$822”, are to be read,

(a) for fiscal periods of a partnership that end in a corporation’s 2003 taxation year, as “\$225,000” and “\$617”, respectively;

(b) for fiscal periods of a partnership that end in a corporation’s 2004 taxation year, as “\$250,000” and “\$685”, respectively; and

(c) for fiscal periods of a partnership that end in a corporation’s 2005 taxation year, as “\$275,000” and “\$754”, respectively.

80. (1) Subsection 125.5(3) of the Act is replaced by the following:

(3) An eligible production corporation in respect of an accredited production for a taxation year is deemed to have paid on its bal-

née d’imposition qui sont en 2004 et le nombre total de jours de l’année d’imposition,

(iv) le produit de 275 000 \$ par le rapport entre le nombre de jours de l’année d’imposition qui sont en 2005 et le nombre total de jours de l’année d’imposition,

(v) le produit de 300 000 \$ par le rapport entre le nombre de jours de l’année d’imposition qui sont postérieurs à 2005 et le nombre total de jours de l’année d’imposition;

b) la mention « de 300 000 \$ » au paragraphe 125(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), vaut mention de « du montant qui représenterait le plafond des affaires de la société pour l’année, déterminé compte non tenu des paragraphes (5) et (5.1), si elle n’était pas associée à d’autres sociétés au cours de l’année ».

(4) Le paragraphe (2) s’applique aux années d’imposition 2003 et suivantes. Toutefois, pour les années d’imposition commençant avant 2006, les mentions « 300 000 \$ » et « 822 \$ », à l’élément M de la troisième formule figurant à la définition de « revenu de société de personnes déterminé » au paragraphe 125(7) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), valent mention respectivement des sommes suivantes pour les exercices ci-après :

a) exercices d’une société de personnes se terminant dans l’année d’imposition 2003 d’une société : 225 000 \$ et 617 \$;

b) exercices d’une société de personnes se terminant dans l’année d’imposition 2004 d’une société : 250 000 \$ et 685 \$;

c) exercices d’une société de personnes se terminant dans l’année d’imposition 2005 d’une société : 275 000 \$ et 754 \$.

80. (1) Le paragraphe 125.5(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) La société de production admissible quant à une production agréée pour une année d’imposition est réputée avoir payé, à la date

*Clause 80:* (1) Subsection 125.5(3) reads as follows:

(3) Subject to subsection (4), where

(a) an eligible production corporation in respect of an accredited production for a taxation year files with its return of income for the year

*Article 80 :* (1) Texte du paragraphe 125.5(3) :

(3) Sous réserve du paragraphe (4), une société de production admissible relative à une production agréée pour une année d'imposition est réputée avoir payé, à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année, un montant au titre de son impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie égal à 11 % de sa dépense de main-d'œuvre

ance-due day for the year an amount on account of its tax payable under this Part for the year equal to 16% of its qualified Canadian labour expenditure for the year in respect of the production, if

(a) the corporation files with its return of income for the year

(i) a prescribed form containing prescribed information in respect of the production,

(ii) an accredited film or video production certificate in respect of the production, and

(iii) each other document prescribed in respect of the production; and

(b) the principal filming or taping of the production began before the end of the year.

(2) Subsection (1) applies in respect of Canadian labour expenditures incurred after February 18, 2003.

81. (1) Paragraph (a) of the definition "flow-through mining expenditure" in subsection 127(9) of the Act is replaced by the following:

(a) that is a Canadian exploration expense incurred after October 17, 2000 and before 2005 by a corporation in conducting mining exploration activity from or above the surface of the earth for the purpose of determining the existence, location, extent or quality of a mineral resource described in paragraph (a) or (d) of the definition "mineral resource" in subsection 248(1),

(2) The definition "flow-through mining expenditure" in subsection 127(9) of the Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (c), by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) and by repealing paragraph (e).

(3) Subsection 127(10.2) of the Act is replaced by the following:

d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année, un montant au titre de son impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie égal à 16 % de sa dépense de main-d'œuvre admissible au Canada pour l'année relativement à la production, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la société joint les documents suivants à la déclaration de revenu qu'elle produit pour l'année :

(i) un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits relatifs à la production,

(ii) le certificat de production cinématographique ou magnétoscopique agréée délivré relativement à la production,

(iii) tout autre document visé par règlement relativement à la production;

b) les principaux travaux de prise de vue ou d'enregistrement de la production ont commencé avant la fin de l'année.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux dépenses de main-d'œuvre au Canada engagées après le 18 février 2003.

81. (1) L'alinéa a) de la définition de « dépense minière déterminée », au paragraphe 127(9) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

a) elle représente des frais d'exploration au Canada engagés par une société après le 17 octobre 2000 et avant 2005 dans le cadre d'activités d'exploration minière effectuées à partir ou au-dessus de la surface terrestre en vue de déterminer l'existence, la localisation, l'étendue ou la qualité de matières minérales visées aux alinéas a) ou d) de la définition de « matières minérales » au paragraphe 248(1);

(2) L'alinéa e) de la définition de « dépense minière déterminée », au paragraphe 127(9) de la même loi, est abrogé.

(3) Le paragraphe 127(10.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :



- (i) a prescribed form containing prescribed information in respect of the production,
- (ii) an accredited film or video production certificate in respect of the production, and
- (iii) each other document prescribed in respect of the production, and

(b) the principal filming or taping of the production began before the end of the year,

the corporation is deemed to have paid on its balance-due day for the year an amount on account of its tax payable under this Part for the year equal to 11% of its qualified Canadian labour expenditure for the year in respect of the production.

admissible au Canada pour l'année relativement à la production, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la société joint les documents suivants à la déclaration de revenu qu'elle produit pour l'année :

- (i) un formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits relatifs à la production,
- (ii) le certificat de production cinématographique ou magnétoscopique agréée délivré relativement à la production,
- (iii) tout autre document visé par règlement relativement à la production;

b) les principaux travaux de prise de vue ou d'enregistrement de la production ont commencé avant la fin de l'année.

*Clause 81: (1) and (2) The relevant portion of the definition "flow-through mining expenditure" in subsection 127(9) reads as follows:*

"flow-through mining expenditure" of a taxpayer for a taxation year means an expense deemed by subsection 66(12.61) (or by subsection 66(18) as a consequence of the application of subsection 66(12.61) to the partnership, referred to in paragraph (c) of this definition, of which the taxpayer is a member) to be incurred by the taxpayer in the year

(a) that is a Canadian exploration expense incurred after October 17, 2000 and before 2004 by a corporation in conducting mining exploration activity from or above the surface of the earth for the purpose of determining the existence, location, extent or quality of a mineral resource described in paragraph (a) or (d) of the definition "mineral resource" in subsection 248(1),

...

(e) that is an expense that would be incurred by the corporation before 2004 if this Act were read without reference to subsection 66(12.66);

(3) Subsection 127(10.21) is new. Subsection 127(10.2) reads as follows:

*Article 81 : (1) et (2) Texte du passage visé de la définition de « dépense minière déterminée » au paragraphe 127(9) :*

« dépense minière déterminée » Dépense réputée engagée par un contribuable au cours d'une année d'imposition en vertu du paragraphe 66(12.61) (ou du paragraphe 66(18) par suite de l'application du paragraphe 66(12.61) à la société de personnes, visée à l'alinéa c) de la présente définition, dont le contribuable est un associé) qui répond aux conditions suivantes :

a) elle représente des frais d'exploration au Canada engagés par une société après le 17 octobre 2000 et avant 2004 dans le cadre d'activités d'exploration minière effectuées à partir ou au-dessus de la surface terrestre en vue de déterminer l'existence, la localisation, l'étendue ou la qualité de matières minérales visées aux alinéas a) ou d) de la définition de « matières minérales » au paragraphe 248(1);

...

e) elle représente une dépense qui serait engagée par la société avant 2004 si la présente loi s'appliquait compte non tenu du paragraphe 66(12.66).

(3) Le paragraphe 127(10.21) est nouveau. Texte du paragraphe 127(10.2) :

Expenditure  
limit deter-  
mined

(10.2) For the purpose of subsection (10.1), a corporation's expenditure limit for a particular taxation year is the amount determined by the formula

$$(\$5,000,000 - 10A) \times B/C$$

where

A is the greater of \$300,000 and either

(a) if the corporation is associated with one or more other corporations in the particular year and the particular year ends in a calendar year, the total of all amounts each of which is the taxable income of the corporation, or of such an associated corporation, for its last taxation year that ended in the preceding calendar year (determined before taking into consideration the specified future tax consequences for that last taxation year), or

(b) if paragraph (a) does not apply, the corporation's taxable income for its immediately preceding taxation year (determined before taking into consideration the specified future tax consequences for that preceding year),

B is the total of the business limits under section 125 for the particular year of the corporation and any such other corporations for the particular year, and

C is

(a) if the corporation is associated with one or more other corporations in the particular year, the total of all amounts each of which would be the business limit for the particular year of the corporation or of such an associated corporation, if this Act were read without reference to subsections 125(5) and (5.1), or

(b) if paragraph (a) does not apply, the amount that would, if this Act were read without reference to subsections 125(5) and (5.1), be the corporation's business limit for the particular year.

(10.21) Notwithstanding subsection (10.2), the expenditure limit for a taxation year of a corporation that is associated in the taxation year with one or more other Canadian-con-

Expenditure  
limits — asso-  
ciated CCPCs

(10.2) Pour l'application du paragraphe (10.1), la limite de dépenses d'une société pour une année d'imposition donnée correspond au montant obtenu par la formule suivante :

$$(5\,000\,000 \$ - 10A) \times B/C$$

où :

A représente 300 000 \$ ou, s'il est plus élevé, le montant applicable suivant :

a) si la société est associée à une ou plusieurs autres sociétés au cours de l'année donnée et que celle-ci prend fin dans une année civile, le total des montants représentant chacun le revenu imposable de la société, ou d'une telle société associée, pour sa dernière année d'imposition terminée dans l'année civile précédente, calculé avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées pour cette dernière année d'imposition,

b) en cas d'application de l'alinéa a), le revenu imposable de la société pour son année d'imposition précédente, calculé avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées pour cette année;

B le total des plafonds des affaires pour l'année donnée, déterminés selon l'article 125, de la société et de ces autres sociétés;

C :

a) si la société est associée à une ou plusieurs autres sociétés au cours de l'année donnée, le total des montants dont chacun représenterait le plafond des affaires pour cette année de la société ou d'une telle société associée s'il n'était pas tenu compte des paragraphes 125(5) et (5.1),

b) en cas d'inapplication de l'alinéa a), le montant qui représenterait le plafond des affaires de la société pour l'année donnée s'il n'était pas tenu compte des paragraphes 125(5) et (5.1).

(10.21) Malgré le paragraphe (10.2), la limite de dépenses, pour une année d'imposition, d'une société qui est associée au cours de l'année à une ou plusieurs autres sociétés

Limite de  
dépenses

5

Limite de  
dépenses —  
SPCC associées

(10.2) For the purpose of subsection (10.1), a corporation's expenditure limit for a particular taxation year is the amount determined by the formula

$$(\$4,000,000 - 10A) \times B / \$200,000$$

where

A is the greater of \$200,000 and either

(a) where the corporation is associated with one or more other corporations in the particular year and the particular year ends in a calendar year, the total of all amounts each of which is the taxable income of the corporation or such an associated corporation for its last taxation year that ended in the preceding calendar year (determined before taking into consideration the specified future tax consequences for that last year), or

(b) where paragraph (a) does not apply, the corporation's taxable income for its immediately preceding taxation year (determined before taking into consideration the specified future tax consequences for that preceding year), and

B is the total of the business limits under section 125 for the particular year of the corporation and any such other corporations for the particular year,

unless the corporation is associated in the particular year with one or more other Canadian-controlled private corporations, in which case, except as otherwise provided in this section, its expenditure limit for the particular year is nil.

(10.2) Pour l'application du paragraphe (10.1), la limite de dépenses d'une société pour une année d'imposition donnée correspond au résultat du calcul suivant :

$$(4\,000\,000 \$ - 10A) \times B / 200\,000 \$$$

où :

A représente 200 000 \$ ou, s'il est plus élevé, l'un des montants suivants :

a) lorsque la société est associée à une ou plusieurs autres sociétés au cours de l'année donnée et que celle-ci prend fin dans une année civile, le total des montants représentant chacun le revenu imposable de la société ou d'une telle société associée pour sa dernière année d'imposition terminée dans l'année civile précédente, calculé avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées pour cette dernière année;

b) en cas d'inapplication de l'alinéa a), le revenu imposable de la société pour son année d'imposition précédente, calculé avant la prise en compte des conséquences fiscales futures déterminées pour cette année;

B le total des plafonds des affaires, déterminés selon l'article 125, de la société et de ces autres sociétés, pour l'année donnée.

Toutefois, si la société est associée au cours de l'année donnée à une ou plusieurs autres sociétés privées sous contrôle canadien, sa limite de dépenses pour l'année est nulle, sauf disposition contraire du présent article.



trolled private corporations is, except as otherwise provided in this section, nil.

(4) Subsections (1) and (2) apply after February 18, 2003.

(5) Subsection (3) applies to taxation years that end after 2002 except that, for taxation years that immediately follow taxation years that ended before 2003, the reference in the formula in subsection 127(10.2) of the Act, as enacted by subsection (3), to “\$5,000,000” is to be read as a reference to “\$4,000,000” and the reference to “\$300,000” in the description of A is to be read as a reference to “\$200,000”.

82. (1) The definition “refund of premiums” in subsection 146(1) of the Act is replaced by the following:

“refund of premiums” means any amount paid out of or under a registered retirement savings plan (other than a tax-paid amount in respect of the plan) as consequence of the death of the annuitant under the plan,

(a) to an individual who was, immediately before the death, a spouse or common-law partner of the annuitant, where the annuitant died before the maturity of the plan, or

(b) to a child or grandchild of the annuitant who was, immediately before the death, financially dependent on the annuitant for support;

(2) Paragraphs (a) and (b) of the definition “RRSP dollar limit” in subsection 146(1) of the Act are replaced by the following:

(a) for years other than 1996 and 2003, the money purchase limit for the preceding year,

(b) for 1996, \$13,500, and

(c) for 2003, \$14,500;

(3) Section 146 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

privées sous contrôle canadien est nul, sauf disposition contraire du présent article.

(4) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent à compter du 19 février 2003.

(5) Le paragraphe (3) s'applique aux années d'imposition se terminant après 2002. Toutefois, pour les années d'imposition suivant immédiatement celles terminées avant 2003, la mention « 5 000 000 \$ » dans la formule figurant au paragraphe 127(10.2) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), vaut mention de « 4 000 000 \$ » et la mention « 300 000 \$ », à l'élément A de cette formule, vaut mention de « 200 000 \$ ».

82. (1) La définition de « remboursement de primes », au paragraphe 146(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« remboursement de primes » Toute somme versée à l'une des personnes ci-après dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite par suite du décès du rentier du régime, à l'exception d'un montant libéré d'impôt relativement au régime :

a) le particulier qui, immédiatement avant le décès du rentier, était son époux ou conjoint de fait, dans le cas où le rentier est décédé avant l'échéance du régime;

b) l'enfant ou le petit-enfant du rentier qui, immédiatement avant le décès de celui-ci, était financièrement à sa charge.

(2) Les alinéas a) et b) de la définition de « plafond REER », au paragraphe 146(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

a) Pour les années civiles autres que 1996 et 2003, le plafond des cotisations déterminées pour l'année précédente;

b) pour 1996, 13 500 \$;

c) pour 2003, 14 500 \$.

(3) L'article 146 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

“refund of premiums”  
« *remboursement de primes* »

« *remboursement de primes* »  
“refund of premiums”



*Clause 82:* (1) The definition “refund of premiums” in subsection 146(1) reads as follows:

“refund of premiums” means

(a) any amount paid to a spouse or common-law partner of the annuitant out of or under a registered retirement savings plan of the annuitant (other than any part of the amount that is a tax-paid amount in respect of the plan), where the annuitant died before the maturity of the plan and the amount was paid as a consequence of the death, or

(b) any amount paid out of or under a registered retirement savings plan of the annuitant (other than any part of the amount that is a tax-paid amount in respect of the plan) after the death to a child or grandchild (in this definition referred to as a “dependant”) of the annuitant, who was, at the time of the death, financially dependent on the annuitant for support,

and for the purpose of paragraph (b), it is assumed, unless the contrary is established, that a dependant was not financially dependent on the annuitant for support at the time of the annuitant’s death if the dependant’s income for the year preceding the taxation year in which the annuitant died exceeded the amount used under paragraph (c) of the description of B in subsection 118(1) for that preceding year;

(2) The definition “RRSP dollar limit” in subsection 146(1) reads as follows:

“RRSP dollar limit” for a calendar year means

(a) for years other than 1996, the money purchase limit for the preceding year, and

(b) for 1996, \$13,500;

(3) New.

*Article 82 :* (1) Texte de la définition de « remboursement de primes » au paragraphe 146(1) :

« remboursement de primes »

a) Toute somme versée à l’époux ou conjoint de fait du rentier dans le cadre d’un régime enregistré d’épargne-retraite du rentier, dans le cas où le rentier est décédé avant l’échéance du régime et où la somme est versée par suite du décès, à l’exception de toute partie de cette somme qui représente un montant libéré d’impôt relativement au régime;

b) toute somme versée, après le décès du rentier, dans le cadre de son régime enregistré d’épargne-retraite à son enfant ou petit-enfant (appelé « personne à charge » à la présente définition) qui était financièrement à sa charge au moment de son décès, à l’exception de toute partie de cette somme qui représente un montant libéré d’impôt relativement au régime;

pour l’application de l’alinéa b), il faut supposer, sauf preuve du contraire, qu’une personne à charge n’était pas financièrement à la charge du rentier au moment du décès de celui-ci si le revenu de la personne à charge pour l’année précédant l’année d’imposition du décès du rentier dépassait le montant applicable pour cette année précédente selon l’alinéa 118(1)c).

(2) Texte de la définition de « plafond REER » au paragraphe 146(1) :

« plafond REER »

a) Pour les années civiles autres que 1996, le plafond des cotisations déterminées pour l’année précédente;

b) pour 1996, 13 500 \$.

(3) Nouveau.

Restriction —  
financially  
dependent

(1.1) For the purpose of paragraph (b) of the definition “refund of premiums” in subsection (1), clause 60(l)(v)(B.01) and subparagraph 104(27)(e)(i), it is assumed, unless the contrary is established, that an individual’s child or grandchild was not financially dependent on the individual for support immediately before the individual’s death if the income of the child or grandchild for the taxation year preceding the taxation year in which the individual died exceeded the amount determined by the formula

$$A + B$$

where

A is the amount used under paragraph (c) of the description of B in subsection 118(1) for that preceding taxation year; and

B is nil, unless the financial dependency was because of mental or physical infirmity, in which case it is \$6,180 adjusted for each such preceding taxation year that is after 2002 in the manner set out in section 117.1.

(4) Subsections (1) and (3) apply in respect of deaths that occur after 2002.

(5) Subsection (2) applies after 2002.

83. (1) Paragraph 146.3(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the fund provides that the carrier shall make only those payments described in any of paragraphs (d) and (e), the definition “retirement income fund” in subsection (1), and subsections (14) and (14.1);

(2) The portion of paragraph 146.3(2)(e.1) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(e.1) where the fund does not govern a trust or the fund governs a trust created before 1998 that does not hold an annuity contract as a qualified investment for the trust, the fund provides that if an annuitant, at any time, directs that the carrier transfer all or part of the property held in connection with the fund, or an amount equal to

Restriction —  
personne finan-  
cièrement à  
charge

(1.1) Pour l’application de l’alinéa b) de la définition de « remboursement de primes » au paragraphe (1), de la division 60l)(v)(B.01) et du sous-alinéa 104(27)c)(i), il faut supposer, sauf preuve du contraire, que l’enfant ou le petit-enfant d’un particulier n’était pas financièrement à la charge du particulier immédiatement avant le décès de celui-ci si le revenu de l’enfant ou du petit-enfant pour l’année d’imposition précédant celle du décès du particulier dépassait le montant obtenu par la formule suivante :

$$A + B$$

où :

A représente le montant applicable à cette année d’imposition précédente selon l’alinéa 118(1)c);

B zéro, sauf si l’enfant ou le petit-enfant était financièrement à charge en raison d’une déficience mentale ou physique, auquel cas le présent élément représente 6 180 \$, rajusté conformément à l’article 117.1 pour chacune de ces années d’imposition précédentes qui est postérieure à 2002.

(4) Les paragraphes (1) et (3) s’appliquent aux décès survenant après 2002.

(5) Le paragraphe (2) s’applique à compter de 2003.

83. (1) L’alinéa 146.3(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) l’entente concernant le fonds prévoit que l’émetteur ne peut faire d’autres versements que ceux prévus aux alinéas d) et e), à la définition de « fonds de revenu de retraite » au paragraphe (1) et aux paragraphes (14) et (14.1);

(2) Le passage de l’alinéa 146.3(2)e.1) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

e.1) si le fonds ne régit pas de fiducie ou s’il régit une fiducie établie avant 1998 qui ne détient pas de contrat de rente à titre de placement admissible pour la fiducie, elle prévoit que, dans le cas où, à un moment donné, un rentier ordonne à l’émetteur de transférer à un régime de pension agréé conformément au paragraphe (14.1) ou à

*Clause 83:* (1) to (3) The relevant portion of subsection 146.3(2) reads as follows:

(2) The Minister shall not accept for registration for the purposes of this Act any retirement income fund of an individual unless, in the Minister's opinion, the following conditions are complied with:

(a) the fund provides that the carrier shall make only those payments described in any of paragraphs (d) and (e), the definition "retirement income fund" in subsection (1) and paragraph (14)(b);

...

(e.1) where the fund does not govern a trust or the fund governs a trust created before 1998 that does not hold an annuity contract as a qualified investment for the trust, the fund provides that if an annuitant, at any time, directs that the carrier transfer all or part of the property held in connection with the fund, or an amount equal to its value at that time, to a person who has agreed to be a carrier of another registered retirement income fund of the annuitant, the transferor shall retain an amount equal to the lesser of

...

(e.2) where paragraph (e.1) does not apply, the fund provides that if an annuitant, at any time, directs that the carrier transfer all or part of the property held in connection with the fund, or an amount equal to its value at that time, to a person who has agreed to be a carrier of another

*Article 83 :* (1) à (3) Texte du passage visé du paragraphe 146.3(2) :

(2) Le ministre ne peut accepter un fonds de revenu de retraite d'un particulier aux fins d'enregistrement pour l'application de la présente loi que s'il est d'avis que les conditions suivantes sont remplies :

a) l'entente concernant le fonds prévoit que l'émetteur ne peut faire d'autres versements que ceux prévus aux alinéas d) et e), à la définition de « fonds de revenu de retraite » au paragraphe (1) et à l'alinéa (14)b);

...

e.1) si le fonds ne régit pas de fiducie ou s'il régit une fiducie établie avant 1998 qui ne détient pas de contrat de rente à titre de placement admissible pour la fiducie, elle prévoit que, dans le cas où, à un moment donné, un rentier ordonne à l'émetteur de transférer à une personne qui s'est engagée à être émetteur d'un autre fonds enregistré de revenu de retraite du rentier tout ou partie des biens détenus dans le cadre du fonds ou un montant égal à la valeur de ceux-ci à ce moment, le cédant doit conserver un montant égal au moins élevé des montants suivants :

...

e.2) en cas d'inapplication de l'alinéa e.1), elle prévoit que, dans le cas où, à un moment donné, un rentier ordonne à l'émetteur de transférer à une personne qui s'est engagée à être émetteur d'un autre fonds enregistré de revenu de retraite du rentier tout ou partie des biens détenus



its value at that time, to a person who has agreed to be a carrier of another registered retirement income fund of the annuitant or to a registered pension plan in accordance with subsection (14.1), the transferor shall retain an amount equal to the lesser of

**(3) The portion of paragraph 146.3(2)(e.2) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(e.2) where paragraph (e.1) does not apply, the fund provides that if an annuitant, at any time, directs that the carrier transfer all or part of the property held in connection with the fund, or an amount equal to its value at that time, to a person who has agreed to be a carrier of another registered retirement income fund of the annuitant or to a registered pension plan in accordance with subsection (14.1), the transferor shall retain property in the fund sufficient to ensure that the total of

**(4) Subsection 146.3(14) of the Act is replaced by the following:**

(14) An amount is transferred from a registered retirement income fund of an annuitant in accordance with this subsection if the amount

(a) is transferred on behalf of an individual who is a spouse or common-law partner or former spouse or common-law partner of the annuitant and who is entitled to the amount under a decree, an order or a judgment of a competent tribunal, or under a written agreement, that relates to a division of property between the annuitant and the individual in settlement of rights that arise out of, or on a breakdown of, their marriage or common-law partnership; and

(b) is transferred directly to

une personne qui s'est engagée à être émetteur d'un autre fonds enregistré de revenu de retraite du rentier tout ou partie des biens détenus dans le cadre du fonds ou un montant égal à la valeur de ceux-ci à ce moment, le cédant doit conserver un montant égal au moins élevé des montants suivants :

**(3) Le passage de l'alinéa 146.3(2)e.2) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

e.2) en cas d'inapplication de l'alinéa e.1), elle prévoit que, dans le cas où, à un moment donné, un rentier ordonne à l'émetteur de transférer à un régime de pension agréé conformément au paragraphe (14.1) ou à une personne qui s'est engagée à être émetteur d'un autre fonds enregistré de revenu de retraite du rentier tout ou partie des biens détenus dans le cadre du fonds ou un montant égal à la valeur de ceux-ci à ce moment, le cédant doit conserver dans le fonds suffisamment de biens pour s'assurer que le total des montants suivants n'est pas inférieur à l'excédent éventuel du minimum à retirer du fonds pour l'année du transfert sur le total des montants reçus sur le fonds avant le transfert qui sont inclus dans le calcul du revenu du rentier en vertu du fonds pour cette année :

**(4) Le paragraphe 146.3(14) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(14) Un montant est transféré du fonds enregistré de revenu de retraite d'un rentier conformément au présent paragraphe s'il est transféré, à la fois :

a) pour le compte d'un particulier qui est l'époux ou le conjoint de fait, ou l'ex-époux ou l'ancien conjoint de fait, du rentier et qui a droit au montant en vertu d'une ordonnance ou d'un jugement rendus par un tribunal compétent, ou d'un accord écrit, visant à partager des biens entre le rentier et le particulier en règlement des droits découlant du mariage ou de l'union de fait ou de son échec;

b) directement au fonds ou au régime suivant :

Transfer on  
breakdown of  
marriage or  
common-law  
partnership

Transfert en cas  
d'échec du  
mariage ou de  
l'union de fait



registered retirement income fund of the annuitant, the transferor shall retain property in the fund sufficient to ensure that the total of

dans le cadre du fonds ou un montant égal à la valeur de ceux-ci à ce moment, le cédant doit conserver dans le fonds suffisamment de biens pour s'assurer que le total des montants suivants n'est pas inférieur à l'excédent éventuel du minimum à retirer du fonds pour l'année du transfert sur le total des montants reçus sur le fonds avant le transfert qui sont inclus dans le calcul du revenu du rentier en vertu du fonds pour cette année :

(4) Subsections 146.3(14.1) and (14.2) are new. Subsection 146.3(14) reads as follows:

(14) Notwithstanding anything in this section, an amount

(a) transferred as described in paragraph (2)(e), or

(b) transferred from a registered retirement income fund of an annuitant to a registered retirement income fund or registered retirement savings plan of the annuitant's spouse or common-law partner or former spouse or common-law partner under a decree, order or judgment of a competent tribunal, or under a written separation agreement, relating to a division of property between the annuitant and the annuitant's spouse or common-law partner or former spouse or common-law partner in settlement of rights arising out of, or on the breakdown of, their marriage or common-law partnership,

shall be deemed not to be an amount received by the annuitant out of or under a registered retirement income fund.

(4) Les paragraphes 146.3(14.1) et (14.2) sont nouveaux. Texte du paragraphe 146.3(14) :

(14) Malgré les autres dispositions du présent article, est réputé ne pas être un montant retiré d'un fonds enregistré de revenu de retraite par un rentier tout montant :

a) transféré conformément à l'alinéa (2)e);

b) transféré d'un fonds enregistré de revenu de retraite du rentier à un fonds enregistré de revenu de retraite ou un régime enregistré d'épargne-retraite de l'époux ou conjoint de fait ou ex-époux ou ancien conjoint de fait du rentier, en vertu d'une ordonnance ou d'un jugement rendus par un tribunal compétent ou en vertu d'un accord écrit de séparation, visant à partager des biens entre le rentier et son époux ou conjoint de fait ou ex-époux ou ancien conjoint de fait, en règlement des droits découlant du mariage ou union de fait ou de son échec.

	<p>(i) a registered retirement income fund under which the individual is the annuitant, or</p> <p>(ii) a registered retirement savings plan under which the individual is the annuitant (within the meaning assigned by subsection 146(1)).</p>	<p>(i) un fonds enregistré de revenu de retraite dont le particulier est le rentier,</p> <p>(ii) un régime enregistré d'épargne-retraite dont le particulier est le rentier, au sens du paragraphe 146(1).</p>	
Transfer to money purchase RPP	<p>(14.1) An amount is transferred from a registered retirement income fund of an annuitant in accordance with this subsection if the amount is transferred at the direction of the annuitant directly to a registered pension plan of which, at any time before the transfer, the annuitant was a member (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) or to a prescribed registered pension plan and allocated to the annuitant under a money purchase provision (within the meaning assigned by subsection 147.1(1)) of the plan.</p>	<p>(14.1) Un montant est transféré du fonds enregistré de revenu de retraite d'un rentier conformément au présent paragraphe s'il est transféré, sur instructions du rentier, soit directement à un régime de pension agréé dont il était un participant, au sens du paragraphe 147.1(1), avant le transfert, soit directement à un régime de pension agréé visé par règlement, et est attribué au rentier aux termes d'une disposition à cotisations déterminées, au sens du même paragraphe, du régime.</p>	Transfert à un RPA à cotisations déterminées
Taxation of amount transferred	<p>(14.2) An amount transferred on behalf of an individual in accordance with paragraph (2)(e) or subsection (14) or (14.1)</p> <p>(a) is not, solely because of that transfer, to be included in computing the income of any taxpayer; and</p> <p>(b) is not to be deducted in computing the income of any taxpayer.</p>	<p>(14.2) Le montant transféré pour le compte d'un particulier conformément à l'alinéa (2)e) ou aux paragraphes (14) ou (14.1) ne peut :</p> <p>a) en raison seulement du transfert, être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable;</p> <p>b) être déduit dans le calcul du revenu d'un contribuable.</p>	Imposition du montant transféré
	<p>(5) Subsections (1) to (4) apply after 2003.</p>	<p>(5) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent à compter de 2004.</p>	
	<p>84. (1) Paragraphs (g) to (j) of the definition "money purchase limit" in subsection 147.1(1) of the Act are replaced by the following:</p> <p>(g) for years after 1995 and before 2003, \$13,500,</p> <p>(h) for 2003, \$15,500,</p> <p>(i) for 2004, \$16,500,</p> <p>(j) for 2005, \$18,000,</p> <p>(k) for each year after 2005, the greater of</p> <p>(i) the product (rounded to the nearest multiple of \$10, or, if that product is equidistant from two such consecutive multiples, to the higher multiple) of</p>	<p>84. (1) Les alinéas g) à j) de la définition de « plafond des cotisations déterminées », au paragraphe 147.1(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :</p> <p>g) années postérieures à 1995 et antérieures à 2003 : 13 500 \$;</p> <p>h) 2003 : 15 500 \$;</p> <p>i) 2004 : 16 500 \$;</p> <p>j) 2005 : 18 000 \$;</p> <p>k) chaque année postérieure à 2005 : le plus élevé des montants suivants :</p> <p>(i) le produit de la multiplication — arrêté à la dizaine, celui qui a au moins cinq à l'unité étant arrondi à la dizaine supérieure — de 18 000 \$ par le quotient de la division du salaire</p>	

*Clause 84:* (1) The relevant portion of the definition “money purchase limit” in subsection 147.1(1) reads as follows:

“money purchase limit” for a calendar year means

...

(g) for years after 1995 and before 2003, \$13,500,

(h) for 2003, \$14,500,

(i) for 2004, \$15,500, and

(j) for each year after 2004, the greater of

(i) the product of

(A) \$15,500, and

(B) the quotient obtained when the average wage for the year is divided by the average wage for 2004,

rounded to the nearest multiple of \$10, or, if that product is equidistant from 2 such consecutive multiples, to the higher thereof, and

(ii) the money purchase limit for the preceding year;

*Article 84 :* (1) Texte du passage visé de la définition de « plafond des cotisations déterminées » au paragraphe 147.1(1) :

« plafond des cotisations déterminées » Correspond, pour les années civiles ci-après, aux montants suivants :

...

g) années postérieures à 1995 et antérieures à 2003: 13 500 \$;

h) 2003: 14 500 \$;

i) 2004: 15 500 \$;

j) 2005 et les années suivantes : le plus élevé des montants suivants :

(i) le produit de la multiplication — arrêté à la dizaine, celui qui a au moins cinq à l'unité étant arrondi à la dizaine supérieure — de 15 500 \$ par le quotient de la division du salaire moyen pour l'année par le salaire moyen pour 2004,

(ii) le plafond des cotisations déterminées pour l'année précédente.



(A) \$18,000, and

(B) the quotient obtained when the average wage for the year is divided by the average wage for 2005, and

(ii) the money purchase limit for the preceding year;

(2) Subsection (1) applies after 2002. However, for the purpose of determining a pension credit of an individual for the 2002 calendar year under section 8308.1 or 8308.3 of the *Income Tax Regulations* or an amount prescribed in respect of an individual under section 8308.2 or 8309 of the *Income Tax Regulations* for the 2003 calendar year, the money purchase limit for 2002 is deemed to be \$14,500.

85. (1) Subsection 181.1(1) of the Act is replaced by the following:

**181.1** (1) Every corporation shall pay a tax under this Part for each taxation year equal to the amount obtained by multiplying the corporation's specified percentage for the taxation year by the amount, if any, by which

(a) its taxable capital employed in Canada exceeds

(b) its capital deduction for the year.

(1.1) For the purpose of subsection (1), the specified percentage of a corporation for a taxation year that ends after 2003 is the total of

(a) that proportion of 0.225% that the number of days in the taxation year that are before 2004 is of the number of days in the taxation year,

(b) that proportion of 0.200% that the number of days in the taxation year that are in 2004 is of the number of days in the taxation year,

(c) that proportion of 0.175% that the number of days in the taxation year that are in 2005 is of the number of days in the taxation year,

moyen pour l'année par le salaire moyen pour 2005,

(ii) le plafond des cotisations déterminées pour l'année précédente.

5

(2) Le paragraphe (1) s'applique à compter de 2003. Toutefois, pour ce qui est de déterminer le crédit de pension d'un particulier pour l'année civile 2002 selon les articles 8308.1 ou 8308.3 du *Règlement de l'impôt sur le revenu* ou le montant visé ou prescrit, selon les articles 8308.2 ou 8309 de ce règlement respectivement pour l'année civile 2003, à l'égard d'un particulier pour cette même année, le plafond des cotisations déterminées pour 2002 est réputé correspondre à 14 500 \$.

85. (1) Le paragraphe 181.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

**181.1** (1) Toute société est tenue de payer, en vertu de la présente partie pour chaque année d'imposition, un impôt égal au produit du pourcentage déterminé qui lui est applicable pour l'année par l'excédent éventuel de son capital imposable utilisé au Canada pour l'année sur son abattement de capital pour l'année.

Impôt payable

Tax payable

Specified percentage

Pourcentage déterminé

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), le pourcentage déterminé applicable à une société pour une année d'imposition se terminant après 2003 correspond au total des produits suivants :

a) le produit de 0,225 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont antérieurs à 2004 et le nombre total de jours de l'année d'imposition;

b) le produit de 0,200 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont en 2004 et le nombre total de jours de l'année d'imposition;

c) le produit de 0,175 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition

40

35



*Clause 85:* (1) Subsections 181.1(1.1) and (1.2) are new. Subsection 181.1(1) reads as follows:

**181.1.** (1) Every corporation shall pay a tax under this Part for each taxation year equal to 0.225% of the amount, if any, by which

(a) its taxable capital employed in Canada for the year exceeds

(b) its capital deduction for the year.

*Article 85 :* (1) Les paragraphes 181.1(1.1) et (1.2) sont nouveaux. Texte du paragraphe 181.1(1) :

**181.1.** (1) Toute société est tenue de payer, en vertu de la présente partie pour chaque année d'imposition, un impôt égal à 0,225 % de l'excédent éventuel de son capital imposable utilisé au Canada pour l'année sur son abattement de capital pour l'année.

	<p>(d) that proportion of 0.125% that the number of days in the taxation year that are in 2006 is of the number of days in the taxation year, and</p> <p>(e) that proportion of 0.0625% that the number of days in the taxation year that are in 2007 is of the number of days in the taxation year.</p>	<p>tion qui sont en 2005 et le nombre total de jours de l'année d'imposition;</p> <p>d) le produit de 0,125 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont en 2006 et le nombre total de jours de l'année d'imposition;</p> <p>e) le produit de 0,0625 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui sont en 2007 et le nombre total de jours de l'année d'imposition.</p>	
Exceptions	<p>(1.2) Notwithstanding subsection (1.1), for the purposes of applying subsection 125(5.1) and the definitions "unused surtax credit" in subsections (6) and 190.1(5), the amount of tax in respect of a corporation under subsection (1) for a taxation year is to be determined as if the specified percentage of the corporation for the taxation year were 0.225%.</p> <p>(2) Subsection (1) applies to the 2004 and subsequent taxation years.</p> <p>86. (1) Subsections 181.5(1) to (3) of the Act are replaced by the following:</p>	<p>(1.2) Malgré le paragraphe (1.1), pour l'application du paragraphe 125(5.1) et de la définition de « crédit de surtaxe inutilisé » aux paragraphes (6) et 190.1(5), l'impôt relatif à une société en vertu du paragraphe (1) pour une année d'imposition est déterminé comme si le pourcentage déterminé qui lui est applicable pour l'année s'établissait à 0,225 %.</p> <p>(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition 2004 et suivantes.</p> <p>86. (1) Les paragraphes 181.5(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p>	Exceptions
Capital deduction	<p>181.5 (1) Subject to subsection (1.1), the capital deduction of a corporation for a taxation year is \$50 million unless the corporation is related to another corporation at any time in the taxation year, in which case, subject to subsection (4), its capital deduction for the year is nil.</p>	<p>181.5 (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), l'abattement de capital d'une société pour une année d'imposition correspond à 50 000 000 \$, sauf si la société est liée à une autre société à un moment de l'année, auquel cas, sous réserve du paragraphe (4), son abattement de capital pour l'année est nul.</p>	Abattement de capital
Exceptions	<p>(1.1) For the purposes of applying subsection 125(5.1), the definitions "unused surtax credit" in subsections 181.1(6) and 190.1(5), and subsection 225.1(8), the amount of tax in respect of a corporation under subsection 181.1(1) for a taxation year is to be determined as if the reference to "\$50 million" in subsection (1) were a reference to "\$10 million".</p>	<p>(1.1) Pour l'application du paragraphe 125(5.1), de la définition de « crédit de surtaxe inutilisé » aux paragraphes 181.1(6) et 190.1(5) et du paragraphe 225.1(8), l'impôt relatif à une société en vertu du paragraphe 181.1(1) pour une année d'imposition est déterminé comme si la mention « 50 000 000 \$ » au paragraphe (1) valait mention de « 10 000 000 \$ ».</p>	Exceptions
Related corporations	<p>(2) Subject to subsection (4.1), a corporation that is related to any other corporation at any time in a taxation year of the corporation that ends in a calendar year may file with the Minister in prescribed form an agreement on behalf of the related group of which the corporation is a member under which an amount that does not exceed \$50 million is allocated among all corporations that are members of</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (4.1), la société donnée qui est liée à une autre société à un moment de son année d'imposition se terminant au cours d'une année civile peut présenter au ministre, sur le formulaire prescrit, un accord, au nom du groupe lié dont elle est membre, qui prévoit la répartition d'un montant qui ne dépasse pas 50 000 000 \$ entre les sociétés membres du groupe lié pour</p>	Sociétés liées

*Clause 86:* (1) Subsection 181.5(1.1) is new. Subsections 181.5(1) to (3) read as follows:

**181.5** (1) The capital deduction of a corporation for a taxation year is \$10,000,000 unless the corporation was related to another corporation at any time in the year, in which case, subject to subsection (4), its capital deduction for the year is nil.

(2) A corporation that is related to any other corporation at any time in a taxation year of the corporation ending in a calendar year may file with the Minister in prescribed form an agreement on behalf of the related group of which the corporation is a member under which an amount that does not exceed \$10,000,000 is allocated among all corporations that are members of the related group for each taxation year of each such corporation ending in the calendar year and at a time when it was a member of the related group.

(3) The Minister may request a corporation that is related to any other corporation at the end of a taxation year to file with the Minister an agreement referred to in subsection (2) and, if the corporation does not file such an agreement within 30 days after receiving the request, the Minister may allocate an amount among the members of the related group of which the corporation is a member for the year not exceeding \$10,000,000.

*Article 86 :* (1) Le paragraphe 181.5(1.1) est nouveau. Texte des paragraphes 181.5(1) à (3) :

**181.5** (1) L'abattement de capital d'une société pour une année d'imposition est égal à 10 000 000 \$, sauf si la société est liée à une autre société à un moment de l'année, auquel cas, sous réserve du paragraphe (4), son abattement de capital pour l'année est nul.

(2) La société donnée qui est liée à une autre société à un moment de son année d'imposition se terminant au cours d'une année civile peut présenter au ministre, sur formulaire prescrit, un accord, au nom du groupe lié dont elle est membre, qui prévoit la répartition d'un montant qui ne dépasse pas 10 000 000 \$ entre les sociétés membres du groupe lié pour chaque année d'imposition de chacune de celles-ci se terminant au cours de l'année civile et à un moment où la société donnée est membre du groupe lié.

(3) Le ministre peut demander à la société qui est liée à une autre société à la fin d'une année d'imposition de lui présenter l'accord visé au paragraphe (2). Si la société ne présente pas cet accord dans les 30 jours suivant la réception de la demande, le ministre peut répartir un montant qui ne dépasse pas 10 000 000 \$ entre les membres du groupe lié dont la société est membre pour l'année.



the related group for each taxation year of each such corporation ending in the calendar year and at a time when it was a member of the related group.

Allocation by  
Minister

(3) Subject to subsection (4.1), the Minister may request a corporation that is related to any other corporation at the end of a taxation year to file with the Minister an agreement referred to in subsection (2) and, if the corporation does not file such an agreement within 30 days after receiving the request, the Minister may allocate an amount among the members of the related group of which the corporation is a member for the taxation year not exceeding \$50 million.

(2) Section 181.5 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Exceptions

(4.1) For the purposes of applying subsection 125(5.1), the definitions "unused surtax credit" in subsections 181.1(6) and 190.1(5), and subsection 225.1(8), subsections (2) to (4) are to be read as if the amount determined under subsection (2) or (3), as the case may be, in respect of the corporation for the taxation year were that proportion of \$10 million that the amount otherwise determined in respect of the corporation for the taxation year under that subsection is of \$50 million.

(3) Subsections (1) and (2) apply to the 2004 and subsequent taxation years.

87. (1) The definition "tax shelter" in subsection 237.1(1) of the Act is replaced by the following:

"tax shelter"  
« abri fiscal »

"tax shelter" means

(a) a gifting arrangement described by paragraph (b) of the definition "gifting arrangement"; and

(b) a gifting arrangement described by paragraph (a) of the definition "gifting arrangement", or a property (including any right to income) other than a flow-through share or a prescribed property, in respect of which it can reasonably be considered, having regard to statements or representations made or proposed to

chaque année d'imposition de chacune de celles-ci se terminant dans l'année civile et à un moment où la société donnée est membre du groupe lié.

5 Répartition par  
le ministre

5 (3) Sous réserve du paragraphe (4.1), le ministre peut demander à la société qui est liée à une autre société à la fin d'une année d'imposition de lui présenter l'accord visé au paragraphe (2). Si la société ne présente pas cet accord dans les 30 jours suivant la réception de la demande, le ministre peut répartir un montant qui ne dépasse pas 50 000 000 \$ entre les membres du groupe lié dont la société est membre pour l'année.

(2) L'article 181.5 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Exceptions

(4.1) Pour l'application du paragraphe 125(5.1), de la définition de « crédit de surtaxe inutilisé » aux paragraphes 181.1(6) et 190.1(5) et du paragraphe 225.1(8), les paragraphes (2) à (4) sont réputés être libellés comme si le montant déterminé selon les paragraphes (2) ou (3), selon le cas, relativement à la société pour l'année d'imposition correspondait au produit de 10 000 000 \$ par le rapport entre le montant déterminé par ailleurs relativement à la société pour l'année en vertu de ce paragraphe et 50 000 000 \$.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2004 et suivantes.

87. (1) La définition de « abri fiscal », au paragraphe 237.1(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

35

35 « abri fiscal »

« abri fiscal »  
"tax shelter"

a) Arrangement de don visé à l'alinéa b) de la définition de « arrangement de don »;

b) arrangement de don visé à l'alinéa a) de la définition de « arrangement de don » ou bien (y compris le droit à un revenu), à l'exception des actions accréditives et des biens visés par règlement, pour lequel il est raisonnable de considérer, compte tenu de déclarations ou d'annonces faites ou envisagées relati-



(2) New.

(2) Nouveau.

*Clause 87: (1) The definition “tax shelter” in subsection 237.1(1) reads as follows:*

“tax shelter” means any property (including, for greater certainty, any right to income) in respect of which it can reasonably be considered, having regard to statements or representations made or proposed to be made in connection with the property, that, if a person were to acquire an interest in the property, at the end of a particular taxation year that ends within 4 years after the day on which the interest is acquired,

(a) the total of all amounts each of which is

- (i) an amount, or a loss in the case of a partnership interest, represented to be deductible in computing income in respect of the interest in the property (including, where the property is a right to income, an amount or loss in respect of that right that is represented to be deductible) and expected to be incurred by or allocated to the person for the particular year or any preceding taxation year, or
- (ii) any other amount represented to be deductible in computing income or taxable income in respect of the interest in the property and expected to be incurred by or allocated to the person for the

*Article 87 : (1) Texte de la définition de « abri fiscal » au paragraphe 237.1(1) :*

« abri fiscal » Bien (y compris, pour plus de certitude, le droit à un revenu) pour lequel il est raisonnable de considérer, compte tenu de déclarations ou d’annonces faites ou envisagées relativement au bien, que, si une personne acquerrait une part dans le bien, le montant visé à l’alinéa a) serait, à la fin d’une année d’imposition qui se termine dans les quatre ans suivant le jour où la part est acquise, égal ou supérieur au montant visé à l’alinéa b) :

a) le total des montants représentant chacun :

- (i) un montant ou, dans le cas d’une participation dans une société de personnes, une perte qui est annoncé comme étant déductible dans le calcul du revenu au titre de la part (y compris, si le bien est un droit à un revenu, un montant ou une perte afférent à ce droit qui est annoncé comme étant déductible) et qui pourrait être engagé ou subie par la personne ou attribué à celle-ci pour l’année ou pour une année d’imposition antérieure,

be made in connection with the gifting arrangement or the property, that, if a person were to enter into the gifting arrangement or acquire an interest in the property, at the end of a particular taxation year that ends within four years after the day on which the gifting arrangement is entered into or the interest is acquired,

(i) the total of all amounts each of which is

(A) an amount, or a loss in the case of a partnership interest, represented to be deductible in computing the person's income for the particular year or any preceding taxation year in respect of the gifting arrangement or the interest in the property (including, if the property is a right to income, an amount or loss in respect of that right that is stated or represented to be so deductible), or

(B) any other amount stated or represented to be deemed under this Act to be paid on account of the person's tax payable, or to be deductible in computing the person's income, taxable income or tax payable under this Act, for the particular year or any preceding taxation year in respect of the gifting arrangement or the interest in the property, other than an amount so stated or represented that is included in computing a loss described in clause (A),

would equal or exceed

(ii) the amount, if any, by which

(A) the cost to the person of the property acquired under the gifting arrangement, or of the interest in the property at the end of the particular year, determined without reference to section 143.2,

would exceed

(B) the total of all amounts each of which is the amount of any pre-

vement à l'arrangement ou au bien, que, si une personne devait conclure l'arrangement ou acquérir une part dans le bien, le montant visé au sous-alinéa (i) serait, à la fin d'une année d'imposition qui se termine dans les quatre ans suivant le jour où l'arrangement est conclu ou la part, acquise, égal ou supérieur au montant visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des montants représentant 10 chacun :

(A) un montant ou, dans le cas d'une participation dans une société de personnes, une perte qui est annoncé comme étant déductible dans le calcul du revenu de la personne pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure au titre de l'arrangement ou de la part dans le bien (y compris, si le bien est un droit à un revenu, un montant ou une perte afférent à ce droit qui est déclaré ou annoncé comme étant ainsi déductible),

(B) un autre montant qui est déclaré ou annoncé comme étant réputé, en vertu de la présente loi, être payé au titre de l'impôt payable par la personne, ou comme étant déductible dans le calcul de ses revenu, revenu imposable ou impôt payable en vertu de la présente loi, pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure au titre de l'arrangement ou de la part dans le bien, à l'exclusion d'un montant ainsi déclaré ou annoncé qui est inclus dans le calcul d'une perte visée à la division (A),

(ii) l'excédent éventuel du montant visé à la division (A) sur le total visé à la division (B) :

(A) le coût, pour la personne, du bien acquis aux termes de l'arrangement, ou de la part dans le bien à la fin de l'année, déterminé compte non tenu de l'article 143.2,

(B) la valeur totale des avantages visés par règlement que la personne

particular year or any preceding taxation year, other than any amount included in computing a loss described in subparagraph (i),

would equal or exceed

(b) the amount, if any, by which

(i) the cost to the person of the interest in the property at the end of the particular year, determined without reference to section 143.2,

would exceed

(ii) the total of all amounts each of which is the amount of any prescribed benefit that is expected to be received or enjoyed, directly or indirectly, in respect of the interest in the property by the person or another person with whom the person does not deal at arm's length,

but does not include property that is a flow-through share or a prescribed property.

(ii) un autre montant qui est annoncé comme étant déductible dans le calcul du revenu ou du revenu imposable au titre de la part et qui pourrait être engagé par la personne ou attribué à celle-ci pour l'année ou pour une année d'imposition antérieure, à l'exclusion d'un montant inclus dans le calcul d'une perte visée au sous-alinéa (i);

b) l'excédent éventuel du montant visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le coût de la part pour la personne à la fin de l'année, déterminé compte non tenu de l'article 143.2,

(ii) la valeur totale des avantages visés par règlement que la personne ou toute personne avec laquelle elle a un lien de dépendance pourrait recevoir, directement ou indirectement, au titre de la part.

Les actions accréditatives et les biens visés par règlement ne sont pas considérés comme des abris fiscaux.



scribed benefit that is expected to be received or enjoyed, directly or indirectly, in respect of the property acquired under the gifting arrangement, or of the interest in the property, by the person or another person with whom the person does not deal at arm's length.

(2) Subsection 237.1(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"gifting arrangement"  
« arrangement de don »

"gifting arrangement" means any arrangement under which it may reasonably be considered, having regard to statements or representations made or proposed to be made in connection with the arrangement, that if a person were to enter into the arrangement, the person would

(a) make a gift to a qualified donee, or a contribution referred to in subsection 127(4.1), of property acquired by the person under the arrangement; or

(b) incur a limited-recourse amount that can reasonably be considered to relate to a gift to a qualified donee or a contribution referred to in subsection 127(4.1).

(3) The portion of the definition "tax shelter" in subsection 237.1(1) of the Act before paragraph (a), as enacted by subsection (1), and the portion of the definition "gifting arrangement" in subsection 237.1(1) of the Act before paragraph (a), as enacted by subsection (2), apply after February 18, 2003.

(4) Paragraph (a) of the definition "tax shelter" in subsection 237.1(1) of the Act, as enacted by subsection (1), and paragraph (b) of the definition "gifting arrangement" in subsection 237.1(1) of the Act, as enacted by subsection (2) apply in respect of property acquired, and gifts, contributions, statements and representations made, after February 18, 2003.

(5) Paragraph (b) of the definition "tax shelter" in subsection 237.1(1) of the Act,

ou toute personne avec laquelle elle a un lien de dépendance pourrait recevoir, directement ou indirectement, au titre du bien acquis aux termes de l'arrangement ou au titre de la part dans le bien.

(2) Le paragraphe 237.1(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« arrangement de don » Arrangement aux termes duquel il est raisonnable de considérer, compte tenu de déclarations ou d'annonces faites ou envisagées relativement à l'arrangement, que, si une personne devait conclure l'arrangement, l'une des éventualités suivantes se produirait :

a) un bien acquis par la personne aux termes de l'arrangement ferait l'objet d'un don à un donataire reconnu ou d'une contribution visée au paragraphe 127(4.1);

b) la personne contracterait un montant à recours limité qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à un don à un donataire reconnu ou à une contribution visée au paragraphe 127(4.1).

(3) Le passage de la définition de « abri fiscal » précédant l'alinéa a) et le passage de la définition de « arrangement de don » précédant l'alinéa a), au paragraphe 237.1(1) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (1) et (2), s'appliquent à compter du 19 février 2003.

(4) L'alinéa a) de la définition de « abri fiscal » et l'alinéa b) de la définition de « arrangement de don », au paragraphe 237.1(1) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (1) et (2), s'appliquent aux biens acquis, et aux dons, contributions, déclarations et annonces faits, après le 18 février 2003.

(5) L'alinéa b) de la définition de « abri fiscal » et l'alinéa a) de la définition de



(2) New.

(2) Nouveau.

as enacted by subsection (1), and paragraph (a) of the definition "gifting arrangement" in subsection 237.1(1) of the Act, as enacted by subsection (2), apply in respect of property acquired, and statements and representations made, after February 18, 2003.

88. (1) The definition "automobile" in subsection 248(1) of the French version of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

a.1) les véhicules d'intervention d'urgence clairement identifiés qui sont utilisés dans le cadre de la charge ou de l'emploi d'un particulier au sein d'un service des incendies ou de la police;

(2) The definition "automobile" in subsection 248(1) of the English version of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) a clearly marked emergency-response vehicle that is used in connection with or in the course of an individual's office or employment with a fire department or the police;

(3) Paragraph (d) of the definition "automobile" in subsection 248(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

d) les véhicules à moteur suivants :

(i) les véhicules de type fourgonnette ou camionnette, ou d'un type analogue, comptant au maximum trois places assises, y compris celle du conducteur, et qui, au cours de l'année d'imposition où ils sont acquis ou loués, sont utilisés principalement pour le transport de marchandises ou de matériel en vue de gagner un revenu,

(ii) les véhicules de type fourgonnette ou camionnette, ou d'un type analogue, dont la totalité ou la presque totalité de l'utilisation au cours de l'année d'imposition où ils sont acquis ou loués est pour le transport de marchandises, de matériel ou de passagers en vue de gagner un revenu,

« arrangement de don », au paragraphe 237.1(1) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (1) et (2), s'appliquent aux biens acquis, et aux déclarations et annonces faites, après le 18 février 2003.

88. (1) La définition de « automobile », au paragraphe 248(1) de la version française de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) les véhicules d'intervention d'urgence clairement identifiés qui sont utilisés dans le cadre de la charge ou de l'emploi d'un particulier au sein d'un service des incendies ou de la police;

(2) La définition de « automobile », au paragraphe 248(1) de la version anglaise de la même loi, est modifiée par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) a clearly marked emergency-response vehicle that is used in connection with or in the course of an individual's office or employment with a fire department or the police;

(3) L'alinéa d) de la définition de « automobile », au paragraphe 248(1) de la version française de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

d) les véhicules à moteur suivants :

(i) les véhicules de type fourgonnette ou camionnette, ou d'un type analogue, comptant au maximum trois places assises, y compris celle du conducteur, et qui, au cours de l'année d'imposition où ils sont acquis ou loués, sont utilisés principalement pour le transport de marchandises ou de matériel en vue de gagner un revenu,

(ii) les véhicules de type fourgonnette ou camionnette, ou d'un type analogue, dont la totalité ou la presque totalité de l'utilisation au cours de l'année d'imposition où ils sont acquis ou loués est pour le transport de marchandises, de matériel ou de passagers en vue de gagner un revenu,

*Clause 88:* (1) to (4) Paragraph (b.1) of the definition “automobile” in subsection 248(1) is new. The relevant portion of that definition reads as follows:

“automobile” means

(a) a motor vehicle that is designed or adapted primarily to carry individuals on highways and streets and that has a seating capacity for not more than the driver and 8 passengers,

but does not include

...

(e) a motor vehicle of a type commonly called a van or pick-up truck or a similar vehicle

(i) that has a seating capacity for not more than the driver and 2 passengers and that, in the taxation year in which it is acquired, is used primarily for the transportation of goods or equipment in the course of gaining or producing income, or

(ii) the use of which, in the taxation year in which it is acquired, is all or substantially all for the transportation of goods, equipment or passengers in the course of gaining or producing income;

*Article 88 :* (1) à (4) L’alinéa a.1) de la définition de « automobile » au paragraphe 248(1) est nouveau. Texte du passage visé de cette définition :

« automobile » Véhicule à moteur principalement conçu ou aménagé pour transporter des particuliers sur les routes et dans les rues et comptant au maximum neuf places assises, y compris celle du conducteur, à l’exclusion des véhicules suivants :

...

d) les véhicules à moteur de type pick-up ou fourgonnette ou d’un type analogue :

(i) comptant au maximum trois places assises, y compris celle du conducteur, et qui, au cours de l’année d’imposition où ils sont acquis, servent principalement au transport de marchandises ou de matériel en vue de gagner un revenu,

(ii) dont la totalité, ou presque, de l’utilisation au cours de l’année d’imposition où ils sont acquis est pour le transport de marchandises, de matériel ou de passagers en vue de gagner un revenu.

(iii) les véhicules de type camionnette qui sont utilisés, au cours de l'année d'imposition où ils sont acquis ou loués, principalement pour le transport de marchandises, de matériel ou de passagers en vue de gagner un revenu à un ou plusieurs endroits au Canada qui sont, à la fois :

(A) visés, pour ce qui est d'un ou de plusieurs des occupants du véhicule, aux sous-alinéas 6(6)a(i) ou (ii),

(B) situés à au moins 30 kilomètres du point le plus rapproché de la limite de la plus proche région urbaine, au sens du dernier dictionnaire du recensement publié par Statistique Canada avant l'année en question, qui compte une population d'au moins 40 000 personnes selon le dernier recensement publié par Statistique Canada avant cette même année.

(4) Paragraph (e) of the definition "automobile" in subsection 248(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

(e) a motor vehicle

(i) of a type commonly called a van or pick-up truck, or a similar vehicle, that has a seating capacity for not more than the driver and two passengers and that, in the taxation year in which it is acquired or leased, is used primarily for the transportation of goods or equipment in the course of gaining or producing income,

(ii) of a type commonly called a van or pick-up truck, or a similar vehicle, the use of which, in the taxation year in which it is acquired or leased, is all or substantially all for the transportation of goods, equipment or passengers in the course of gaining or producing income, or

(iii) of a type commonly called a pick-up truck that is used in the taxation year in which it is acquired or leased primarily for the transportation of

(iii) les véhicules de type camionnette qui sont utilisés, au cours de l'année d'imposition où ils sont acquis ou loués, principalement pour le transport de marchandises, de matériel ou de passagers en vue de gagner un revenu à un ou plusieurs endroits au Canada qui sont, à la fois :

(A) visés, pour ce qui est d'un ou de plusieurs des occupants du véhicule, aux sous-alinéas 6(6)a(i) ou (ii),

(B) situés à au moins 30 kilomètres du point le plus rapproché de la limite de la plus proche région urbaine, au sens du dernier dictionnaire du recensement publié par Statistique Canada avant l'année en question, qui compte une population d'au moins 40 000 personnes selon le dernier recensement publié par Statistique Canada avant cette même année.

(4) L'alinéa e) de la définition de « automobile », au paragraphe 248(1) de la version anglaise de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(e) a motor vehicle

(i) of a type commonly called a van or pick-up truck, or a similar vehicle, that has a seating capacity for not more than the driver and two passengers and that, in the taxation year in which it is acquired or leased, is used primarily for the transportation of goods or equipment in the course of gaining or producing income,

(ii) of a type commonly called a van or pick-up truck, or a similar vehicle, the use of which, in the taxation year in which it is acquired or leased, is all or substantially all for the transportation of goods, equipment or passengers in the course of gaining or producing income, or

(iii) of a type commonly called a pick-up truck that is used in the taxation year in which it is acquired or leased primarily for the transportation of





goods, equipment or passengers in the course of earning or producing income at one or more locations in Canada that are

- (A) described, in respect of any of the occupants of the vehicle, in subparagraph 6(6)(a)(i) or (ii), and  
(B) at least 30 kilometres outside the nearest point on the boundary of the nearest urban area, as defined by the last census dictionary published by Statistics Canada before the year, that has a population of at least 40,000 individuals as determined in the last census published by Statistics Canada before the year.

**(5) Subsection 248(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

"limited-recourse amount"  
« montant à recours limité »

"limited-recourse amount" means an amount that is a limited-recourse amount under section 143.2.

**(6) Subsections (1) and (2) apply to the 2003 and subsequent taxation years.**

**(7) Subsections (3) and (4) apply to taxation years that begin after 2002.**

**(8) Subsection (5) applies after February 18, 2003.**

**89. (1) Subsection 252(3) of the Act is replaced by the following:**

(3) For the purposes of paragraph 56(1)(b), section 56.1, paragraphs 60(b) and (j), section 60.1, subsections 70(6) and (6.1), 73(1) and (5) and 104(4), (5.1) and (5.4), the definition "pre-1972 spousal trust" in subsection 108(1), subsection 146(16), subparagraph 146.3(2)(f)(iv), subsections 146.3(14), 147(19), 147.3(5) and (7) and 148(8.1) and (8.2), the definition "small business property" in subsection 206(1), subparagraph 210(c)(ii) and subsections 248(22) and (23), "spouse" and "former spouse" of a particular individual include another individual of the

goods, equipment or passengers in the course of earning or producing income at one or more locations in Canada that are

- (A) described, in respect of any of the occupants of the vehicle, in subparagraph 6(6)(a)(i) or (ii), and  
(B) at least 30 kilometres outside the nearest point on the boundary of the nearest urban area, as defined by the last census dictionary published by Statistics Canada before the year, that has a population of at least 40,000 individuals as determined in the last census published by Statistics Canada before the year.

**(5) Le paragraphe 248(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

« montant à recours limité » Montant qui constitue un montant à recours limité en vertu de l'article 143.2.

**(6) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition 2003 et suivantes.**

**(7) Les paragraphes (3) et (4) s'appliquent aux années d'imposition commençant après 2002.**

**(8) Le paragraphe (5) s'applique à compter du 19 février 2003.**

**89. (1) Le paragraphe 252(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3) Pour l'application de l'alinéa 56(1)b), de l'article 56.1, des alinéas 60b) et j), de l'article 60.1, des paragraphes 70(6) et (6.1), 73(1) et (5) et 104(4), (5.1) et (5.4), de la définition de « fiducie au profit du conjoint antérieure à 1972 » au paragraphe 108(1), du paragraphe 146(16), du sous-alinéa 146.3(2)f(iv), des paragraphes 146.3(14), 147(19), 147.3(5) et (7) et 148(8.1) et (8.2), de la définition de « bien de petite entreprise » au paragraphe 206(1), du sous-alinéa 210c)(ii) et des paragraphes 248(22) et (23), est assimilé au conjoint ou à l'ex-conjoint ou ancien conjoint d'un particulier donné le par-

« montant à recours limité »  
"limited-recourse amount"

Sens de conjoint et ex-conjoint

(5) New.

(5) Nouveau.

*Clause 89: (1) Subsection 252(3) reads as follows:*

(3) For the purposes of paragraphs 56(1)(b) and (c), section 56.1, paragraphs 60(b), (c) and (j), section 60.1, subsections 70(6) and (6.1), 73(1) and (5) and 104(4), (5.1) and (5.4), the definition “pre-1972 spousal trust” in subsection 108(1), subsection 146(16), subparagraph 146.3(2)(f)(iv), paragraph 146.3(14)(b), subsections 147.3(5) and (7) and 148(8.1) and (8.2), the definition “small business property” in subsection 206(1), subparagraph 210(c)(ii) and subsections 248(22) and (23), “spouse” and “former spouse” of a particular individual include another individual of the opposite sex who is a party to a voidable or void marriage with the particular individual.

*Article 89 : (1) Texte du paragraphe 252(3) :*

(3) Pour l'application des alinéas 56(1)b) et c), de l'article 56.1, des alinéas 60b), c) et j), de l'article 60.1, des paragraphes 70(6) et (6.1), 73(1) et (5) et 104(4), (5.1) et (5.4), de la définition de « fiducie au profit du conjoint antérieure à 1972 » au paragraphe 108(1), du paragraphe 146(16), du sous-alinéa 146.3(2)f)(iv), de l'alinéa 146.3(14)b), des paragraphes 147.3(5) et (7) et 148(8.1) et (8.2), de la définition de « bien de petite entreprise » au paragraphe 206(1), du sous-alinéa 210c)(ii) et des paragraphes 248(22) et (23), est assimilé au conjoint ou à l'ex-conjoint ou ancien conjoint d'un particulier donné le particulier de sexe opposé qui est partie, avec le particulier donné, à un mariage annulable ou nul.

opposite sex who is a party to a voidable or void marriage with the particular individual.

(2) Subsection (1) applies after 2003.

*Children's Special Allowances Act*

90. (1) Subsection 8(1) of the *Children's Special Allowances Act* is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a), by adding the word "and" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) if an amount may be deducted under 10 section 118.3 of that Act in respect of the child, the amount expressed in dollars in the description of N in subsection 122.61(1) of that Act,

(2) Subsection (1) applies in respect of 15 special allowances payable for months that are after June 2003.

PART 11

AMENDMENTS RELATED TO  
STANDARDIZED ACCOUNTING

2002, c. 22

*Excise Act, 2001*

91. (1) Section 165 of the *Excise Act, 2001* is replaced by the following:

Amounts owing  
of \$2 or less in  
total

165. (1) If the Minister determines, at any 20 time, that the total of all amounts owing by a person to Her Majesty under this Act does not exceed two dollars, those amounts are deemed to be nil.

Amounts  
payable of \$2  
or less in total

(2) If, at any time, the total of all amounts 25 payable by the Minister to a person under this Act does not exceed two dollars, the Minister shall apply those amounts against any amount owing, at that time, by the person to Her Majesty under this Act. However, if the person, at 30 that time, does not owe any amount to Her Majesty, those amounts are deemed to be nil.

particulier de sexe opposé qui est partie, avec le particulier donné, à un mariage annulable ou nul.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à 5 compter de 2004.

*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*

1992, ch. 48,  
ann.

90. (1) Le paragraphe 8(1) de la *Loi sur 5 les allocations spéciales pour enfants* est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) si un montant est déductible pour l'en- 10 fant en application de l'article 118.3 de cette loi, le montant exprimé en dollars à l'élément N de la formule figurant au paragraphe 122.61(1) de cette loi.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux al- 15 locations spéciales à payer pour les mois postérieurs à juin 2003.

PARTIE 11

MODIFICATIONS CONCERNANT LA  
COMPTABILITÉ NORMALISÉE

2002, ch. 22

*Loi de 2001 sur l'accise*

91. (1) L'article 165 de la *Loi de 2001 20 sur l'accise* est remplacé par ce qui suit :

165. (1) Les sommes dont une personne 20 est redevable à Sa Majesté en vertu de la présente loi sont réputées nulles si le total de ces sommes, déterminé par le ministre à un moment donné, est égal ou inférieur à deux dollars. 25

(2) Si, à un moment donné, le total des 25 sommes à payer par le ministre à une personne en vertu de la présente loi est égal ou inférieur à deux dollars, le ministre les déduit de toute somme dont la personne est redeva- 30 ble à ce moment à Sa Majesté en vertu de la présente loi. Toutefois, si la personne n'est redevable d'aucune somme à Sa Majesté, les sommes à payer par le ministre sont réputées nulles. 35

Sommes dues  
totalisant 2 \$ ou  
moins

Sommes à  
payer totalisant  
2 \$ ou moins



*Children's Special Allowance Act*

**Clause 90:** (1) Paragraph 8(1)(c) is new. Subsection 8(1) reads as follows:

8. (1) the amount of special allowance to be paid in respect of a child for each month is one twelfth of the total of

(a) the amount expressed in dollars in paragraph (a) of the description of A in subsection 122.61(1) of the *Income Tax Act*, and

(b) the amount expressed in dollars in paragraph (a) of the description of F in that subsection,

each such amount being adjusted and rounded in accordance with subsections 122.61(5) and (7) of that Act.

*Excise Act, 2001*

**Clause 91:** (1) Section 165 reads as follows:

165. (1) If, at any time, the total of all unpaid amounts owing by a person to the Receiver General under this Act does not exceed a prescribed amount, the amount owing by the person is deemed to be nil.

(2) If, at any time, the total of all amounts payable by the Minister to a person under this Act does not exceed a prescribed amount, the Minister is not required to pay any of the amounts payable. The Minister may apply those amounts against a liability of the person.

*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*

**Article 90 :** (1) L'alinéa 8(1)c) est nouveau. Texte du passage visé du paragraphe 8(1) :

8. (1) Le montant mensuel de l'allocation spéciale correspond au douzième de la somme des montants suivants :

a) le montant exprimé en dollars à l'alinéa a) de l'élément A de la formule figurant au paragraphe 122.61(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

b) le montant exprimé en dollars à l'alinéa a) de l'élément F de la formule figurant à ce paragraphe.

*Loi de 2001 sur l'accise*

**Article 91 :** (1) Texte de l'article 165 :

165. (1) La somme dont une personne est redevable au receveur général en vertu de la présente loi est réputée nulle si le total des sommes dont elle est ainsi redevable est égal ou inférieur à la somme déterminée par règlement.

(2) Dans le cas où le total des sommes à payer par le ministre à une personne en vertu de la présente loi est égal ou inférieur à la somme déterminée par règlement, le ministre n'est pas tenu de les verser. Il peut toutefois les déduire d'une somme dont la personne est redevable.

(2) Subsection (1) comes into force or is deemed to have come into force on the earlier of the day on which Parts 3 and 4 of the Act come into force and the day on which this Act is assented to.

92. (1) Subsections 170(3) to (5) of the Act are replaced by the following:

(3) Despite any other provision of this Act, if the Minister notifies a person that the person is required to pay a specified amount under this Act and the person pays the specified amount in full before the end of the period that the Minister specifies with the notice, interest is not payable on the specified amount for the period.

(4) If, at any time, a person pays an amount not less than the total of all amounts, other than interest, owing at that time to Her Majesty under this Act for a fiscal month and the total amount of interest payable by the person under this Act for that month is not more than \$25.00, the Minister may cancel the interest.

(2) Subsection (1) comes into force or is deemed to have come into force on the earlier of the day on which Parts 3 and 4 of the Act come into force and the day on which this Act is assented to.

93. (1) Section 171 of the Act is replaced by the following:

171. Interest shall be compounded daily at the prescribed rate on any amount payable by the Minister to a person. The interest shall be computed for the period beginning on the first day after the day on which the amount is required to be paid and ending on the day on which the amount is paid or is applied against an amount owed by the person to Her Majesty, unless this Act provides otherwise.

(2) Subsection (1) comes into force or is deemed to have come into force on the earlier of the day on which Parts 3 and 4 of the Act come into force and the day on which this Act is assented to.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur à la date d'entrée en vigueur des parties 3 et 4 de la même loi ou, si elle est antérieure, à la date de sanction de la présente loi.

92. (1) Les paragraphes 170(3) à (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Malgré les autres dispositions de la présente loi, si le ministre avise une personne qu'elle est tenue de payer, en vertu de la présente loi, une somme déterminée et que la personne verse la totalité de cette somme avant la fin de la période précisée avec l'avis, aucun intérêt n'est à payer sur la somme pour la période.

(4) Si, à un moment donné, une personne paie une somme égale ou supérieure au total des sommes, sauf les intérêts, dont elle est débitrice à ce moment envers Sa Majesté en vertu de la présente loi pour son mois d'exercice et que le total des intérêts à payer par elle en vertu de la présente loi pour ce mois n'excède pas 25 \$, le ministre peut annuler ces intérêts.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur à la date d'entrée en vigueur des parties 3 et 4 de la même loi ou, si elle est antérieure, à la date de sanction de la présente loi.

93. (1) L'article 171 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

171. Des intérêts composés, au taux réglementaire, courent quotidiennement sur les sommes que le ministre doit payer à une personne. Sauf disposition contraire de la présente loi, ces intérêts sont calculés pour la période commençant le lendemain du jour où les sommes devaient être payées et se terminant le jour où elles sont payées ou déduites de toute somme dont la personne est redevable à Sa Majesté.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur à la date d'entrée en vigueur des parties 3 et 4 de la même loi ou, si elle est antérieure, à la date de sanction de la présente loi.

Period where  
interest not  
payable

Interest  
amounts of \$25  
or less

Compound  
interest on  
amounts  
payable by  
Minister

Intérêts non  
exigibles

Intérêts de 25 \$  
ou moins

Intérêts compo-  
sés sur les  
sommes à payer  
par le ministre

*Clause 92: (1) Subsections 170(3) to (5) read as follows:*

(3) The Minister may serve or send to a person who is required under this Act to pay an amount that may consist of principal and interest a notice specifying the amount owed by the person and a date by which the payment must be made.

(4) If the person to whom a notice referred to in subsection (3) is served or sent pays in full the specified amount within the specified time, interest is not payable, despite subsection (1), on the amount for the period beginning on the date of the notice and ending on the day on which the amount is paid.

(5) If at any time a person has paid all amounts, other than interest, owed to Her Majesty under this Act and, immediately before that time, the total amount of interest owed by the person under this Act is less than the prescribed amount, the Minister may write off and cancel the interest owed.

*Clause 93: (1) Section 171 reads as follows:*

**171.** Interest shall be compounded daily at the prescribed rate on amounts owed by Her Majesty to a person and computed for the period beginning on the first day after the day on which the amount is required to be paid by Her Majesty and ending on the day on which the amount is paid or is applied against an amount owed by the person to Her Majesty.

*Article 92 : (1) Texte des paragraphes 170(3) à (5) :*

(3) Le ministre peut signifier ou envoyer à la personne tenue, en vertu de la présente loi, de payer une somme constituée éventuellement de principal et d'intérêts un avis faisant état de la somme due et du délai de versement.

(4) Si le destinataire de l'avis verse la totalité de la somme dans le délai accordé, des intérêts ne sont pas à payer sur la somme, malgré le paragraphe (1), pour la période commençant à la date de l'avis et se terminant à la date du versement.

(5) Lorsque, à un moment donné, une personne s'acquitte des sommes, sauf les intérêts, dont elle est débitrice envers Sa Majesté en vertu de la présente loi et que, immédiatement avant ce moment, les intérêts dont elle est redevable en vertu de la présente loi sont inférieurs à la somme déterminée par règlement, le ministre peut radier et annuler ces intérêts.

*Article 93 : (1) Texte de l'article 171 :*

**171.** Des intérêts, au taux réglementaire, sont calculés et composés quotidiennement sur les sommes dont Sa Majesté est débitrice envers une personne, pour la période commençant le lendemain du jour où elles devaient être payées et se terminant le jour où elles sont payées ou déduites d'une somme dont la personne est redevable à Sa Majesté.



R.S., c. E-15

**Excise Tax Act**

R.S., c. 7 (2nd Suppl.), s. 3(1)

**94. (1) Subsection 7(1) of the *Excise Tax Act* is replaced by the following:**

Penalty for default

7. (1) Every person who refuses or neglects to make a return as required by subsection 5(1) is liable to a penalty of five per cent of the amount of tax unpaid at the expiration of the time for filing the return.

(2) Subsection (1) applies in respect of any period for which a return is required to be filed after June 2003.

95. (1) Subsection 58.1(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"fiscal month"  
« mois d'exercice »

"fiscal month" means a fiscal month as determined under subsection 78(1);

"month"  
« mois »

"month" means a period beginning on a particular day in a calendar month and ending on

(a) the day immediately before the day in the next calendar month that has the same calendar number as the particular day, or

(b) if the next calendar month does not have a day that has the same calendar number as the particular day, the last day of that next calendar month;

(2) Subsection (1) comes into force or is deemed to have come into force on July 1, 2003.

96. Section 59 of the Act is amended by adding the following after subsection (3.3):

Effect

(3.4) A regulation made under this Act has effect from the day on which it is published in the *Canada Gazette* or at any later time that may be specified in the regulation, unless it provides otherwise and

(a) has a relieving effect only;

(b) corrects an ambiguous or deficient enactment that was not in accordance with the objects of this Act;

**Loi sur la taxe d'accise**

L.R., ch. E-15

94. (1) Le paragraphe 7(1) de la *Loi sur la taxe d'accise* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2<sup>e</sup> suppl.), par. 3(1)

Amendes pour défaut

7. (1) Quiconque refuse ou néglige de faire un rapport ainsi que l'exige le paragraphe 5(1) doit payer une pénalité de cinq pour cent du montant de la taxe impayé à l'expiration de la période fixée pour la production du rapport.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à toute période pour laquelle un rapport est à produire après juin 2003.

95. (1) Le paragraphe 58.1(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

15

« mois » Période qui commence un quantième donné et prend fin :

« mois », "month"

a) la veille du même quantième du mois suivant;

b) si le mois suivant n'a pas de quantième correspondant au quantième donné, le dernier jour de ce mois.

« mois d'exercice » Période déterminée en application du paragraphe 78(1).

« mois d'exercice », "fiscal month"

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

96. L'article 59 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3.3), de ce qui suit :

30

(3.4) Les règlements pris en vertu de la présente loi ont effet à compter de leur publication dans la *Gazette du Canada*, ou après s'ils le prévoient. Un règlement peut toutefois avoir un effet rétroactif, s'il comporte une disposition en ce sens, dans les cas suivants :

Prise d'effet

a) il a pour seul résultat d'alléger une charge;

40



*Excise Tax Act*

*Clause 94:* (1) Subsection 7(1) reads as follows:

7. (1) Every person who refuses or neglects to make a return as required by subsection 5(1) or neglects to pay some or all of the tax imposed by section 4 is liable to a penalty of five per cent of the amount of tax unpaid at the expiration of the time for filing the return together with interest on the amount unpaid calculated at the prescribed rate from April 30 in the year in which that amount is payable to the day of payment.

*Clause 95:* (1) New.

*Clause 96:* New.

*Loi sur la taxe d'accise*

*Article 94 :* (1) Texte du paragraphe 7(1) :

7. (1) Quiconque refuse ou néglige de faire un rapport ainsi que l'exige le paragraphe 5(1), ou néglige de payer une partie ou la totalité de la taxe imposée par l'article 4, doit payer une pénalité de cinq pour cent du montant de la taxe impayé à l'expiration de la période fixée pour la production du rapport, avec intérêt sur le montant impayé, calculée au taux prescrit, à compter du 30 avril de l'année pendant laquelle ce montant est exigible jusqu'à la date du paiement.

*Article 95 :* (1) Nouveau.

*Article 96 :* Nouveau.

(c) is consequential on an amendment to this Act that is applicable before the day on which the regulation is published in the *Canada Gazette*; or

(d) gives effect to a budgetary or other public announcement, in which case the regulation shall not, unless paragraph (a), (b) or (c) applies, have effect before the day on which the announcement was made.

b) il corrige une disposition ambiguë ou erronée, non conforme à un objet de la présente loi;

c) il procède d'une modification de la présente loi applicable avant qu'il ne soit publié dans la *Gazette du Canada*;

d) il met en œuvre une mesure — budgétaire ou non — annoncée publiquement, auquel cas, si les alinéas a), b) ou c) ne s'appliquent pas par ailleurs, il ne peut avoir d'effet avant la date où la mesure est ainsi annoncée.

2002, c. 22, s. 428

**97. (1) Subsection 68.5(7) of the Act is amended by adding the word “and” at the end of paragraph (a), by striking out the word “and” at the end of paragraph (b) and by repealing paragraph (c).**

**97. (1) L'alinéa 68.5(7)c) de la même loi est abrogé.**

2002, ch. 22, art. 428

2002, c. 22, s. 428

**(2) Paragraph 68.5(9)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) interest at the prescribed rate in respect of the excess rebate for the period beginning on the first day after the day on which the rebate is paid to the person and ending on the earlier of the day on which the excess rebate is paid to the Receiver General and the day on or before which the reconciliation report is required to be filed.

**(2) L'alinéa 68.5(9)b) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :**

b) des intérêts, au taux prescrit, relatifs à l'excédent de remise pour la période commençant le lendemain du versement de la remise et se terminant à la date où l'excédent de remise est payé au receveur général ou, si elle est antérieure, à la date fixée pour la présentation de l'état de rapprochement.

2002, c. 22, s. 428

**(3) Subsections 68.5(11) to (13) of the Act are repealed.**

**(3) Les paragraphes 68.5(11) à (13) de la 25 même loi sont abrogés.**

2002, ch. 22, art. 428

2002, c. 22, s. 428

**(4) Paragraph 68.5(14)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) paid all excess rebates in respect of 30 rebate periods ending before that time and any interest that has accrued to that time.

**(4) L'alinéa 68.5(14)b) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :**

b) d'autre part, a payé les excédents de remise relatifs aux périodes de remise se terminant avant ce moment ainsi que les intérêts courus à ce moment.

**(5) Subsection (1) applies in respect of rebate periods ending after June 2003.**

**(5) Le paragraphe (1) s'applique aux périodes de remise se terminant après juin 2003.**

35

**(6) Subsections (2) to (4) apply in respect of amounts owing after June 2003.**

**(6) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent aux sommes dues après juin 2003.**

R.S., c. 7 (2nd Suppl.), s. 34(1); 2001, c. 16, s. 30(2)

**98. (1) Subsections 72(7) and (8) of the Act are replaced by the following:**

**98. (1) Les paragraphes 72(7) et (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

L.R., ch. 7 (2<sup>e</sup> suppl.), par. 34(1); 2001, ch. 16, par. 30(2)

Interest on payment

(7) If an amount is paid to an applicant under subsection (6), the Minister shall pay 40 interest at the prescribed rate to the applicant

(7) Le ministre verse au bénéficiaire d'un paiement en application du paragraphe (6) des intérêts, au taux prescrit, sur toute partie

40 Intérêts sur le paiement

*Clause 97:* (1) The relevant portion of subsection 68.5(7) reads as follows:

(7) If the Minister has, under subsection (6), extended the time required by subsection (5) for filing a reconciliation report

...

(c) any interest or penalty payable under this section shall be calculated on the basis that the person has until the expiry of the period so extended to file the reconciliation report.

(2) The relevant portion of subsection 68.5(9) reads as follows:

(9) If the rebate paid to a person for a rebate period is determined on the basis of an estimate referred to in paragraph (3)(a) and the amount paid exceeds the amount referred to in paragraph (5)(b) in respect of the period, the person shall pay to the Receiver General

...

(b) interest at the prescribed rate, in respect of each month or fraction of a month in the period that begins on the first day following the day on which the rebate is paid to the person and that ends on the earlier of the day the total of the excess rebate and all interest under this paragraph is paid and the day on or before which the reconciliation report is required to be filed, calculated on the total of the amount of the excess rebate that has not been paid to the Receiver General, and of the amount of interest that is outstanding, in the month or fraction of a month.

(3) Subsections 68.5(11) to (13) read as follows:

(11) A person who is in default in paying an amount of tax referred to in subsection (10) shall pay to the Receiver General interest at the prescribed rate, and penalty of one-half of one percent, in respect of each month or fraction of a month in the period that begins on the first day following the day on or before which the reconciliation report is required to be filed and that ends on the day the total of that tax is paid, calculated on the total of the tax, penalty and interest outstanding in that month or fraction of a month.

(12) Any interest under paragraph (9)(b) or subsection (11) and any penalty under that subsection shall be paid not later than the last day of the month in respect of which the interest or penalty was calculated.

(13) No interest under paragraph (9)(b) or subsection (11) and no penalty under that subsection is required to be paid if the person who would otherwise be liable to pay the interest or the penalty pays all taxes under this section payable by the person and, on the payment, the total

*Article 97:* (1) Texte du passage visé du paragraphe 68.5(7) :

(7) En cas de prorogation du délai, les règles suivantes s'appliquent :

...

c) les intérêts ou la pénalité exigibles en vertu du présent article sont calculés compte tenu du fait que la personne a jusqu'à l'expiration du délai ainsi prorogé pour présenter l'état de rapprochement.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 68.5(9) :

(9) Si la remise versée à une personne pour une période de remise est fondée sur l'estimation mentionnée à l'alinéa (3)a) et que la somme versée excède le montant visé à l'alinéa (5)b) pour la période, la personne doit payer les montants suivants au receveur général :

...

b) des intérêts calculés au taux prescrit, pour chaque mois ou partie de mois de la période commençant le lendemain du versement de la remise à la personne et se terminant à la date où le total de l'excédent de remise et des intérêts exigibles en vertu du présent alinéa est payé ou, si elle est antérieure, à la date fixée pour la présentation de l'état de rapprochement, sur le total de l'excédent de remise qui n'a pas été payé au receveur général, et des arriérés d'intérêts, au cours du mois ou de la partie de mois.

(3) Texte des paragraphes 68.5(11) à (13) :

(11) La personne qui n'a pas payé la taxe mentionnée au paragraphe (10) doit payer au receveur général des intérêts au taux prescrit, et une pénalité d'un demi pour cent, pour chaque mois ou partie de mois de la période commençant le lendemain de la date fixée pour la présentation de l'état de rapprochement et se terminant le jour où cette taxe est payée, calculés sur les arriérés de taxe, de pénalité et d'intérêts au cours de ce mois ou de cette partie de mois.

(12) Les intérêts prévus à l'alinéa (9)b) ou au paragraphe (11) et la pénalité prévue à ce paragraphe doivent être payés au plus tard le dernier jour du mois pour lequel ils sont calculés.

(13) Les intérêts prévus à l'alinéa (9)b) ou au paragraphe (11) et la pénalité prévue à ce paragraphe ne sont pas exigibles si la personne qui en serait redevable par ailleurs paie la totalité des taxes dont elle est redevable en vertu du présent article et si, au moment du paiement, le total des intérêts et pénalité exigibles par ailleurs de la personne en vertu de ces dispositions est inférieur à dix dollars.



on the amount for the period beginning on the day that is 30 days after the day on which the application was received by the Minister and ending on the day on which the amount is paid.

(2) Subsection (1) applies in respect of an application received by the Minister of National Revenue after June 2003.

R.S., c. 7 (2nd Suppl.), s. 34(1)

Interest on deduction

99. (1) Subsections 74(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(3) If a deduction is authorized under subsection (1), interest shall be authorized at the prescribed rate as a deduction in accordance with that subsection for the period beginning on the day that is 30 days after the day on which the application for the payment in respect of which the deduction was authorized was received by the Minister and ending on the day on which the notice of determination was sent.

(2) Subsection (1) applies in respect of an application received by the Minister of National Revenue after June 2003.

R.S., c. 15 (1st Suppl.), s. 26(1), c. 7 (2nd Suppl.), ss. 35(2) and (3) and 36(2), c. 12 (4th Suppl.), ss. 31(1) and (2) and 32(1) to (4); 2000, c. 30, s. 14(1); 2001, c. 16, ss. 32(1) to (3)

Determination of fiscal months

78. (1) The fiscal months of a person shall be determined in accordance with the following rules:

(a) if fiscal months of the person have been determined under subsection 243(2) or (4) for the purposes of Part IX, each of those fiscal months is a fiscal month of the person for the purposes of this Act;

(b) if fiscal months of the person have not been determined under subsection 243(2) or (4) for the purposes of Part IX, the person may select for the purposes of this Act fiscal months that meet the requirements set out in subsection 243(2); and

(c) if neither paragraph (a) nor paragraph (b) applies, each calendar month is a fiscal

impayée, pour la période commençant le trentième jour suivant celui de la réception de la demande par le ministre et se terminant le jour du paiement.

5

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux demandes reçues par le ministre du Revenu national après juin 2003.

99. (1) Les paragraphes 74(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Le demandeur ayant droit à une déduction en application du paragraphe (1) peut déduire des intérêts conformément à ce paragraphe, au taux prescrit, calculés sur le montant de la déduction pour la période commençant le trentième jour suivant celui de la réception de la demande par le ministre et se terminant le jour de l'envoi de l'avis de détermination.

20

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux demandes reçues par le ministre du Revenu national après juin 2003.

100. (1) Les articles 78 et 79 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

78. (1) Les mois d'exercice d'une personne sont déterminés selon les règles suivantes :

a) s'ils ont été déterminés selon les paragraphes 243(2) ou (4) pour l'application de la partie IX, chacun de ces mois est un mois d'exercice de la personne pour l'application de la présente loi;

b) sinon, la personne peut choisir, pour l'application de la présente loi, des mois d'exercice qui remplissent les exigences énoncées au paragraphe 243(2);

c) en cas d'inapplication des alinéas a) et b), chaque mois civil est un mois d'exercice de la personne pour l'application de la présente loi.

5

L.R., ch. 7 (2<sup>e</sup> suppl.), par. 34(1)

10 Intérêts sur la déduction

L.R., ch. 15 (1<sup>re</sup> suppl.), par. 26(1), ch. 7 (2<sup>e</sup> suppl.), par. 35(2) et (3) et 36(2), ch. 12 (4<sup>e</sup> suppl.), par. 31(1) et (2) et 32(1) à (4); 2000, ch. 30, par. 14(1); 2001, ch. 16, par. 32(1) à (3)

Mois d'exercice

25



interest and penalty otherwise payable by the person under those provisions is less than ten dollars.

(4) The relevant portion of subsection 68.5(14) reads as follows:

(14) The Minister shall not, at a particular time, pay an amount to a person under this section unless the person has

...

(b) paid all excess rebates in respect of rebate periods ending before that time and all interest and penalty under this section that have accrued to that time.

*Clause 98:* (1) Subsections 72(7) and (8) read as follows:

(7) If an amount is paid to an applicant under subsection (6), interest at the prescribed rate shall be paid in respect of each day between the day that is sixty days after the day on which the application was received by the Minister and the day on which the payment is sent, and compounded monthly on the total amount of the payment and interest outstanding.

(8) No interest of less than one dollar is payable pursuant to subsection (7).

*Clause 99:* (1) Subsections 74(3) and (4) read as follows:

(3) Where a deduction is authorized under subsection (1), interest at the prescribed rate shall be authorized as a deduction in accordance with that subsection, calculated in respect of each day between the day that is sixty days after the day on which the application for the payment in respect of which the deduction was authorized was received by the Minister and the day on which the notice of determination was sent, and compounded monthly on the total amount of the deduction and interest outstanding.

(4) No interest of less than one dollar shall be authorized as a deduction under subsection (3).

*Clause 100:* (1) Sections 78 and 79 read as follows:

**78.** (1) Every person who is required to pay tax under Part III or IV shall make each month a return in the prescribed form containing prescribed information of all amounts that became payable by the person on account of that tax in the preceding month.

(2) Every person who holds a licence granted under or in respect of Part III or IV and whose tax payable under Parts III and IV in the preceding month is nil shall make a return as required by subsection (1) reporting that fact.

(3) Notwithstanding subsections (1) and (2), the Minister may, by regulation,

(a) authorize any person to make a return in respect of any accounting period of not less than twenty-one days and not more than thirty-five days;

(b) authorize any person to make a return in respect of any period longer than one month but not longer than six months, if the tax payable by that person under Part II.1 or Parts III, IV and VI, as the case may be, for the last preceding calendar year did not exceed four thousand eight hundred dollars; or

(c) authorize any person whose activities that give rise to tax payable by the person under Part III or IV are predominantly limited to a seasonal period of operation to make a return in respect of any period longer than one month but not longer than six months, if the total tax payable by the person under Parts III and IV for the equivalent period in the preceding calendar year did not exceed an average of four hundred dollars per month throughout that equivalent period.

(4) Texte du passage visé du paragraphe 68.5(14) :

(14) Le ministre ne verse une somme à une personne en vertu du présent article à un moment donné que si celle-ci :

...

b) d'autre part, a payé tous les excédents de remise relatifs aux périodes de remise se terminant avant ce moment, ainsi que les intérêts et pénalité prévus par le présent article et courus à ce moment.

*Article 98 :* (1) Texte des paragraphes 72(7) et (8) :

(7) Le bénéficiaire d'un paiement en application du paragraphe (6) reçoit des intérêts quotidiens, au taux prescrit, sur le montant impayé; ces intérêts sont composés mensuellement à compter du soixante et unième jour suivant la réception de la demande du bénéficiaire par le ministre jusqu'au jour de l'envoi du paiement.

(8) Il n'est tenu aucun compte des intérêts payables en application du paragraphe (7) dont le montant est inférieur à un dollar.

*Article 99 :* (1) Texte des paragraphes 74(3) et (4) :

(3) Le demandeur ayant droit à une déduction en application du paragraphe (1) peut déduire des intérêts quotidiens conformément à ce paragraphe, au taux prescrit, calculés sur le montant de la déduction; ces intérêts sont composés mensuellement à compter du soixante et unième jour suivant la réception par le ministre de la demande jusqu'au jour de l'envoi de l'avis de détermination.

(4) Aucun intérêt n'est autorisé comme déduction en application du paragraphe (3) dont le montant est inférieur à un dollar.

*Article 100 :* (1) Texte des articles 78 et 79 :

**78.** (1) Toute personne tenue de payer une taxe prévue aux parties III ou IV doit produire chaque mois une déclaration, en la forme prescrite, contenant les renseignements prescrits, de tous les montants devenus payables par elle au titre de cette taxe pour le mois précédent.

(2) Toute personne titulaire d'une licence délivrée en vertu des parties III ou IV qui n'a aucun montant à payer au titre de la taxe prévue à ces parties pour le mois précédent doit produire la déclaration prévue au paragraphe (1) et y mentionner ce fait.

(3) Nonobstant les paragraphes (1) et (2), le ministre peut, par règlement :

a) autoriser toute personne à produire une déclaration à l'égard de toute période comptable d'au moins vingt et un jours et d'au plus trente-cinq jours;

b) autoriser toute personne, si la taxe exigible en vertu de la partie II.1 ou des parties III, IV et VI, selon le cas, n'a pas dépassé quatre mille huit cents dollars pour l'année civile précédente, à produire une déclaration à l'égard de toute période de plus d'un mois mais ne dépassant pas six mois;

c) autoriser toute personne, dont les activités donnant lieu à une taxe à payer par elle en vertu des parties III ou IV se font surtout au cours d'une saison d'exploitation, à produire une déclaration à l'égard de toute période de plus d'un mois mais ne dépassant pas six mois, si la taxe totale exigible en vertu de ces parties pour la période correspondante de l'année civile précédente n'a pas dépassé une moyenne de

Notification of Minister	month of the person for the purposes of this Act. (2) Every person who is required to file a return shall notify the Minister of their fiscal months in the prescribed form and manner.	(2) Quiconque est tenu de produire une déclaration doit aviser le ministre de ses mois d'exercice en la forme et selon les modalités prescrites.	Avis au ministre
Returns and payments	79. (1) Every person who is required to pay tax under Part III or IV and every person who holds a licence granted under or in respect of those Parts shall, not later than the last day of the first month after each fiscal month of the person, (a) file a return with the Minister, in the prescribed form and manner, for that fiscal month; (b) calculate, in the return, the total amount of the tax payable, if any, by the person for that fiscal month; and (c) pay that amount to the Receiver General.	79. (1) La personne tenue de payer une taxe en vertu des parties III ou IV ou qui est titulaire d'une licence délivrée en vertu ou à l'égard de ces parties doit, au plus tard le dernier jour du premier mois suivant chacun de ses mois d'exercice : a) présenter au ministre, en la forme et selon les modalités prescrites, une déclaration pour ce mois d'exercice; b) calculer, dans la déclaration, le total des taxes à payer par elle pour ce mois d'exercice; c) verser ce total au receveur général.	5 Déclaration et paiements
Authority for extended reporting period	(2) Despite subsection (1), the Minister may authorize a person to file a return and pay tax in respect of (a) any period longer than one fiscal month but not longer than six fiscal months, if the tax payable by that person under Parts III and IV for the preceding twelve fiscal months did not exceed \$4,800; or (b) any period longer than one fiscal month but not longer than six fiscal months, if (i) the activities of the person that give rise to tax payable by that person under Part III or IV are predominantly limited to a seasonal period of operation, and (ii) the tax payable by that person under Parts III and IV for the equivalent period in the preceding twelve fiscal months did not exceed an average of \$400 per fiscal month during that equivalent period.	(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre peut autoriser une personne à produire une déclaration et à payer une taxe pour toute période de plus d'un mois d'exercice, mais d'au plus six mois d'exercice si, selon le cas : a) la taxe à payer par la personne en vertu des parties III et IV pour les douze mois précédents n'a pas dépassé quatre mille huit cents dollars; b) à la fois : (i) les activités de la personne qui donnent lieu à une taxe à payer par elle en vertu des parties III ou IV s'exercent surtout au cours d'une saison d'exploitation, (ii) la taxe à payer par la personne en vertu des parties III et IV pour la période équivalente comprise dans les douze mois précédents n'a pas dépassé une moyenne de quatre cents dollars par mois d'exercice au cours de cette période équivalente.	10 15 15 10 Autorisation de prolonger la période de déclaration
Filing of return for extended reporting period	(3) If the Minister authorizes a person under subsection (2) to file a return and pay tax in respect of a period longer than one fiscal month, the person shall, not later than the last day of the first month after the end of	(3) La personne qui a été autorisée, en vertu du paragraphe (2), à produire une déclaration et à payer une taxe pour une période de plus d'un mois d'exercice doit produire la déclaration et payer toute taxe exigible au	40 Déclaration et paiement



(4) Subject to subsection 79(2) and sections 79.1 and 79.2, the return required by this section shall be filed and the tax payable shall be paid

(a) in a case where the return is required to be made in a month in accordance with subsection (1) or (2), not later than the last day of that month;

(b) in a case where the return is authorized to be made in accordance with a regulation made under paragraph (3)(a), not later than the last day of the first authorized accounting period following the end of the accounting period to which the return relates; and

(c) in a case where the return is authorized to be made in accordance with a regulation made under paragraph (3)(b) or (c), not later than the last day of the first month following the end of the period to which the return relates.

**79.** (1) Subject to subsections (1.1) to (3), a person who defaults in paying tax within the time prescribed by subsection 78(4), in addition to the amount in default, shall pay

(a) in the case of tax required to be paid not later than the last day of a month, a penalty of one-half of one per cent and interest at the prescribed rate, in respect of each month or fraction of a month between that day and the day on which the total tax, penalty and interest outstanding is paid, calculated on the total tax, penalty and interest outstanding in that month or fraction of a month; and

(b) in the case of tax required to be paid not later than the last day of an accounting period, a penalty of one-half of one per cent and interest at the prescribed rate, in respect of each accounting period or fraction of an accounting period between that day and the day on which the total tax, penalty and interest outstanding is paid, calculated on the total tax, penalty and interest outstanding in that accounting period or fraction of an accounting period.

(1.1) No penalty or interest is payable under subsection (1) if the person liable to pay the tax pays all taxes payable by him under Parts II.1, III, IV or VI and, at the time of the payment, the total penalty and interest payable in respect of all such taxes is less than ten dollars.

(1.2) A person who is liable to pay penalty or interest under subsection (1) shall pay the penalty or interest not later than the last day of the month or accounting period in respect of which the penalty or interest was calculated.

(2) The Minister may, before or after the expiration of the time prescribed by subsection 78(4), extend in writing the time for filing a return or paying any tax, and where the Minister so extends the time,

(a) the return shall be filed or the tax shall be paid within the time as so extended;

(b) interest accrues under subsection (1) in respect of the tax as if the time had not been so extended;

(c) no penalty accrues or shall be deemed to have accrued under subsection (1) in respect of the tax before the expiration of the time as so extended; and

(d) penalty accrues under subsection (1) in respect of a default in paying the tax or any portion thereof within the time as so extended as if the default were a default referred to in that subsection.

(3) Where the Minister holds security under section 80.1 for the payment of any tax that is not paid within the time prescribed by subsection 78(4),

(a) interest accrues under subsection (1) in respect of the tax from the expiration of that time; and

(b) penalty accrues under subsection (1) only if the total tax, penalty and interest outstanding, as calculated in respect of each month or

quatre cents dollars par mois au cours de toute la période correspondante.

(4) Sous réserve du paragraphe 79(2) et des articles 79.1 et 79.2, la déclaration exigée par le présent article est produite et la taxe exigible est versée :

a) dans le cas où la déclaration doit être produite au cours d'un mois conformément aux paragraphes (1) ou (2), au plus tard le dernier jour de ce mois;

b) dans le cas où la déclaration peut être produite conformément à un règlement pris en application de l'alinéa (3)a), au plus tard le dernier jour de la première période comptable autorisée suivant la fin de la période comptable visée par la déclaration;

c) dans le cas où la déclaration peut être produite conformément à un règlement pris en vertu des alinéas (3)b) ou c), au plus tard le dernier jour du mois qui suit la fin de la période visée par la déclaration.

**79.** (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) à (3), en cas de défaut de paiement de la taxe par une personne dans le délai prévu au paragraphe 78(4), cette dernière verse, en plus du montant impayé :

a) dans le cas où la taxe doit être payée au plus tard le dernier jour du mois, une pénalité d'un demi pour cent et des intérêts, au taux prescrit, sur les arriérés — pénalités et intérêts compris — par mois ou fraction de mois s'écoulant entre ce jour et le règlement de ces arriérés;

b) dans le cas où la taxe doit être payée au plus tard le dernier jour de la période comptable, une pénalité d'un demi pour cent et des intérêts, au taux prescrit, sur les arriérés — pénalités et intérêts compris — par période comptable ou fraction de celle-ci s'écoulant entre ce jour et le règlement de ces arriérés.

(1.1) Aucune pénalité ou aucun intérêt n'est exigible en application du paragraphe (1) si la personne responsable du paiement des taxes les paie en vertu des parties II.1, III, IV et VI et si, au moment du versement, la somme des pénalités ou intérêts exigibles à l'égard de toutes les taxes est inférieure à dix dollars.

(1.2) Toute personne responsable du paiement de la pénalité ou des intérêts en application du paragraphe (1) doit les verser au plus tard le dernier jour du mois ou de la période comptable pour lequel ou laquelle ils sont calculés.

(2) Le ministre peut, avant ou après la fin du délai prévu au paragraphe 78(4) pour la production d'une déclaration ou le paiement d'une taxe, proroger, par écrit, ce délai, et dans de telles circonstances :

a) la déclaration doit être produite ou la taxe payée dans le délai prorogé;

b) des intérêts courent en application du paragraphe (1) à l'égard de la taxe comme si le délai n'avait pas été prorogé;

c) aucune pénalité n'est exigible, ni réputée le devenir, en application du paragraphe (1) à l'égard de la taxe avant la fin du délai prorogé;

d) la pénalité est exigible en application du paragraphe (1) à l'égard du défaut de paiement de la taxe, ou de toute fraction de celle-ci, dans le délai prorogé comme si le défaut était un défaut visé à ce paragraphe.

(3) Lorsque le ministre détient une garantie en application de l'article 80.1 pour le paiement d'une taxe qui n'a pas été payée dans le délai prescrit par le paragraphe 78(4) :

a) des intérêts sont exigibles en application du paragraphe (1) à l'égard de la taxe à compter de la fin du délai;

b) la pénalité est exigible en application du paragraphe (1) seulement si les arriérés, calculés pour chaque mois ou période comptable, ou fraction de mois ou de période comptable, de durée du défaut, excèdent la

Transition to  
reporting based  
on fiscal  
months

the period, file the return and pay any tax owing.

**79.01** For the purposes of sections 78, 79 and 79.1, if the period that includes July 1, 2003 for which a person would have been required to file a return under section 78 as it read before that day (which period is referred to in this section as the “pre-existing accounting period”) overlaps one or more fiscal months of the person, including any part of a fiscal month, the following rules apply:

(a) the person shall file a return and pay any amounts owing in respect of the pre-existing accounting period in the same manner and at the same time as the person would have been required to under section 78 as it read before that day; and

(b) in the case of a particular fiscal month that includes the last day of the pre-existing accounting period, the portion of that particular fiscal month after that last day is deemed to be part of the first fiscal month following the particular fiscal month and, for this purpose, that following fiscal month may exceed 35 days in length.

Amounts owing  
of \$2 or less in  
total

**79.02** (1) If the Minister determines, at any time, that the total of all amounts owing by a person to Her Majesty in right of Canada under this Act does not exceed two dollars, those amounts are deemed to be nil.

Amounts  
payable of \$2  
or less in total

(2) If, at any time, the total of all amounts payable by the Minister to a person under this Act does not exceed two dollars, the Minister shall apply those amounts against any amount owing, at that time, by the person to Her Majesty in right of Canada under this Act. However, if the person, at that time, does not owe any amount to Her Majesty, those amounts payable are deemed to be nil.

Compound  
interest on  
amounts not  
paid when  
required

**79.03** (1) If a person fails to pay an amount to the Receiver General as and when required under this Act, the person shall pay to the Receiver General interest on the amount. The interest shall be compounded daily at the prescribed rate and computed for the period beginning on the first day after the day on

plus tard le dernier jour du premier mois suivant la fin de la période.

**79.01** Pour l'application des articles 78, 79 et 79.1, si la période comprenant le 1<sup>er</sup> juillet 2003 (appelée « période de comptabilisation antérieure » au présent article) pour laquelle une personne aurait été tenue de produire une déclaration aux termes de l'article 78, dans sa version applicable avant cette date, chevauche un ou plusieurs mois d'exercice de la personne, y compris une partie de mois d'exercice, les règles suivantes s'appliquent :

a) la personne doit produire une déclaration et payer les sommes dues relativement à la période de comptabilisation antérieure de la même manière et dans le même délai qu'elle aurait été tenue de le faire aux termes de l'article 78, dans sa version applicable avant cette date;

b) si l'un des mois d'exercice en cause comprend le dernier jour de la période de comptabilisation antérieure, la partie de ce mois qui suit ce jour est réputée faire partie du premier mois d'exercice suivant celui en cause; à cette fin, ce mois subséquent peut compter plus de trente-cinq jours.

**79.02** (1) Les sommes dont une personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la présente loi sont réputées nulles si le total de ces sommes, déterminé par le ministre à un moment donné, est égal ou inférieur à deux dollars.

(2) Si, à un moment donné, le total des sommes à payer par le ministre à une personne en vertu de la présente loi est égal ou inférieur à deux dollars, le ministre les déduit de toute somme dont la personne est alors redevable à Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la présente loi. Toutefois, si la personne n'est redevable d'aucune somme à Sa Majesté, les sommes à payer par le ministre sont réputées nulles.

**79.03** (1) La personne qui omet de verser une somme au receveur général selon les modalités de temps ou autres prévues par la présente loi est tenue de payer des intérêts, au taux prescrit, calculés et composés quotidiennement sur cette somme pour la période commençant le lendemain de l'expiration du délai

Transition —  
déclaration  
fondée sur le  
mois d'exercice

Sommes dues  
totalisant 2 \$ ou  
moins

Sommes à  
payer totalisant  
2 \$ ou moins

Intérêts



accounting period or fraction of a month or accounting period during which the default continues, exceeds the value of the security at the time it is accepted by the Minister and, if accruing, the penalty shall be calculated only on the amount of the excess.

valeur de la garantie à la date de son acceptation par le ministre et, si elle est exigible, la pénalité n'est calculée que sur le montant de l'excédent.

	which the amount was required to be paid and ending on the day on which the amount is paid.	de versement et se terminant le jour du versement.	
Payment of interest that is compounded	(2) For the purposes of subsection (1), interest that is compounded on a particular day on an unpaid amount of a person is deemed to be required to be paid by the person to the Receiver General at the end of the particular day, and, if the person has not paid the interest so computed by the end of the day after the particular day, the interest shall be added to the unpaid amount at the end of the particular day.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), les intérêts qui sont composés un jour donné sur la somme impayée sont réputés être à payer au receveur général à la fin du jour donné. S'ils ne sont pas payés au plus tard à la fin du jour suivant, ils sont ajoutés à la somme impayée à la fin du jour donné.	Paiement des intérêts
Period where interest not payable	(3) Despite any other provision of this Act, if the Minister notifies a person that the person is required to pay a specified amount under this Act and the person pays the specified amount in full before the end of the period that the Minister specifies with the notice, interest is not payable on the specified amount for the period.	(3) Malgré les autres dispositions de la présente loi, si le ministre avise une personne qu'elle est tenue de payer, en vertu de la présente loi, une somme déterminée et que la personne verse la totalité de cette somme avant la fin de la période précisée avec l'avis, aucun intérêt n'est à payer sur la somme pour la période.	Intérêts non exigibles
Interest amounts of \$25 or less	(4) If, at any time, a person pays an amount not less than the total of all amounts, other than interest, owing at that time to Her Majesty in right of Canada under this Act for a fiscal month of the person and the total amount of interest payable by the person under this Act for that month is not more than \$25.00, the Minister may cancel the interest.	(4) Si, à un moment donné, une personne paie une somme égale ou supérieure au total des sommes, sauf les intérêts, dont elle est débitrice à ce moment envers Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la présente loi pour son mois d'exercice et que le total des intérêts à payer par elle en vertu de la présente loi pour ce mois n'excède pas 25 \$, le ministre peut annuler ces intérêts.	Intérêts de 25 \$ ou moins
Compound interest on amounts owed by Her Majesty	<b>79.04</b> Interest shall be compounded daily at the prescribed rate on any amount payable by the Minister to a person. The interest shall be computed for the period beginning on the first day after the day on which the amount is required to be paid and ending on the day on which the amount is paid or is applied against an amount owed by the person to Her Majesty in right of Canada, unless this Act provides otherwise.	<b>79.04</b> Des intérêts composés, au taux prescrit, courent quotidiennement sur les sommes que le ministre doit payer à une personne. Ces intérêts sont calculés pour la période commençant le lendemain du jour où les sommes devaient être payées et se terminant le jour où elles sont payées ou déduites de toute somme dont la personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada, sauf disposition contraire de la présente loi.	Intérêts — sommes à payer par le ministre
Application of interest provisions if Act amended	<b>79.05</b> For greater certainty, if a provision of an Act amends this Act and provides that the amendment comes into force on, or applies as of, a particular day that is before the day on which the provision is assented to, the provisions of this Act that relate to the calculation and payment of interest apply in respect of the amendment as though the	<b>79.05</b> Il est entendu que, si la présente loi fait l'objet d'une modification qui entre en vigueur un jour antérieur à la date de sanction du texte modificatif, ou s'applique à compter de ce jour, les dispositions de la présente loi qui portent sur le calcul et le paiement d'intérêts s'appliquent à la modification comme si elle avait été sanctionnée ce jour-là.	Modification de la Loi



provision had been assented to on the particular day.

(2) Sections 78 to 79.01 of the Act, as enacted by subsection (1), come into force or are deemed to have come into force on July 1, 2003.

(3) Sections 79.02 to 79.04 of the Act, as enacted by subsection (1), apply in respect of amounts owing by a person to Her Majesty in right of Canada, and in respect of amounts payable by the Minister of National Revenue, after June 2003.

R.S., c. 12 (4th Supp.), s. 33(1)

**101. (1) Subparagraphs 79.1(1)(a)(i) to (iii) of the Act are replaced by the following:**

(i) for a fiscal month is the lesser of

(A) the tax payable under Parts III and IV, as the case may be, other than tax payable in accordance with the *Customs Act*, by that person in that month, and

(B) the tax so payable in the last preceding fiscal month, and

(ii) for any period authorized under subsection 79(2) is the lesser of

(A) the tax payable under Parts III and IV, as the case may be, other than tax payable in accordance with the *Customs Act*, by that person in that period, and

(B) the tax so payable in the last preceding period so authorized multiplied by the ratio that the number of days in the period to which the return relates is to the number of days in that last preceding period; and

R.S., c. 12 (4th Supp.), s. 33(1); 1999, c. 31, par. 247(b)(F)

**(2) Subparagraph 79.1(1)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:**

(ii) the person

(A) was, at any time in the last preceding calendar year ending at least ninety days, or ninety-one days if that time falls in a leap year, before that time, a member of a group of associ-

(2) Les articles 78 à 79.01 de la même loi, édictés par le paragraphe (1), entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

(3) Les articles 79.02 à 79.04 de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux sommes dont une personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada après juin 2003 et aux sommes à payer par le ministre du Revenu national après ce mois.

**101. (1) Les sous-alinéas 79.1(1)(a)(i) à (iii) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

(i) pour un mois d'exercice, est la moins élevée des sommes suivantes :

(A) la taxe exigible de la personne en vertu des parties III et IV, selon le cas, au cours de ce mois, sauf la taxe prévue par la *Loi sur les douanes*,

(B) la taxe ainsi exigible à l'égard du mois d'exercice précédent,

(ii) pour toute période autorisée selon le paragraphe 79(2), est la moins élevée des sommes suivantes :

(A) la taxe exigible de la personne en vertu des parties III et IV, selon le cas, au cours de cette période, sauf la taxe prévue par la *Loi sur les douanes*,

(B) la taxe ainsi exigible à l'égard de la période précédente ainsi autorisée, multipliée par le rapport du nombre de jours de la période visée par la déclaration sur le nombre de jours de cette période précédente;

**(2) Le sous-alinéa 79.1(1)(b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(ii) si la personne :

(A) d'une part, était, au cours de l'année civile se terminant au moins quatre-vingt-dix jours — ou quatre-vingt-onze jours pour une année bissextile — avant cette date, membre

L.R., ch. 12 (4<sup>e</sup> suppl.), par. 33(1)

L.R., ch. 12 (4<sup>e</sup> suppl.), par. 33(1); 1999, ch. 31, al. 247b)(F)



*Clause 101:* (1) and (2) The relevant portion of subsection 79.1(1) reads as follows:

**79.1** (1) For the purposes of this section,

(a) a person's "instalment base"

(i) for a month is the lesser of

(A) the tax payable under Part II.1, or Parts III, IV and VI, as the case may be, other than tax payable in accordance with the *Customs Act*, by that person in that month, and

(B) the tax so payable in the last preceding month,

(ii) for an accounting period is the lesser of

(A) the tax payable under Part II.1, or Parts III, IV and VI, as the case may be, other than tax payable in accordance with the *Customs Act*, by that person in that accounting period, and

(B) the tax so payable in the last preceding accounting period, and

(iii) for any other period to which a return relates is the lesser of

(A) the tax payable under Part II.1, or Parts III, IV and VI, as the case may be, other than tax payable in accordance with the *Customs Act*, by that person in that period, and

(B) the tax so payable in the last preceding period multiplied by the ratio that the number of days in the period to which the return relates is to the number of days in the last preceding period; and

(b) a person is a "large taxpayer" at any particular time if

...

(ii) the person

(A) was, at any time in the last preceding calendar year ending at least ninety days, or ninety-one days where that time falls in a leap year, before that time, a member of a group of associated corporations (within the meaning of section 256 of the *Income Tax Act*) and the aggregate amount of taxes payable under Parts II.1, III, IV and VI, other than taxes payable in accordance with the *Customs Act*, and collected or collectible under Parts II and II.2 by the group in that year exceeded twelve million dollars, and

(B) is not, at that time, authorized to make a return in accordance with a regulation made under paragraph 78(3)(b) or (c).

*Article 101 :* (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 79.1(1) :

**79.1** (1) Pour l'application du présent article :

a) la « base des acomptes provisionnels » d'une personne :

(i) pour un mois est la moins élevée des sommes suivantes :

(A) la taxe exigible en vertu de la partie II.1 ou des parties III, IV et VI, selon le cas, de celle-ci dans ce mois, autre que la taxe prévue par la *Loi sur les douanes*,

(B) la taxe ainsi exigible du mois écoulé,

(ii) pour une période comptable est la moins élevée des sommes suivantes :

(A) la taxe exigible en vertu de la partie II.1 ou des parties III, IV et VI, selon le cas, de celle-ci dans cette période, autre que la taxe prévue par la *Loi sur les douanes*,

(B) la taxe ainsi exigible de la période comptable écoulée,

(iii) pour toute autre période visée par une déclaration est la moins élevée des sommes suivantes :

(A) la taxe exigible en vertu de la partie II.1 ou des parties III, IV et VI, selon le cas, de celle-ci dans cette période, autre que la taxe prévue par la *Loi sur les douanes*,

(B) la taxe ainsi exigible dans la période écoulée multipliée par le rapport du nombre de jours de la période visée par la déclaration sur le nombre de jours de la période écoulée;

b) une personne est un « contribuable important », une date donnée :

...

(ii) si elle était, dans l'année civile précédente se terminant au moins quatre-vingt-dix jours, ou quatre-vingt-onze jours pour une année bissextile, avant cette date, membre d'un groupe de sociétés associées (au sens de l'article 256 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*) dont la somme des taxes exigibles en vertu des parties II.1, III, IV et VI, autres que les taxes prévues par la *Loi sur les douanes*, et perçues ou percevables en vertu des parties II et II.2 par le groupe dans cette année dépasse douze millions de dollars et n'est pas autorisée à produire une déclaration conformément à un règlement pris en vertu des alinéas 78(3)b) ou c).

ated corporations (within the meaning of section 256 of the *Income Tax Act*) and the aggregate amount of taxes payable under Parts III and IV, other than taxes payable in accordance with the *Customs Act*, by the group in that year exceeded twelve million dollars, and

(B) is not, at that time, authorized under subsection 79(2) to file a return for a period longer than one fiscal month.

d'un groupe de sociétés associées (au sens de l'article 256 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*) et que la somme des taxes exigibles du groupe en vertu des parties III et IV, autres que les taxes prévues par la *Loi sur les douanes*, au cours de cette année dépasse douze millions de dollars,

(B) d'autre part, n'est pas, à cette date, autorisée en vertu du paragraphe 79(2) à produire une déclaration pour une période de plus d'un mois d'exercice.

R.S., c. 12 (4th Suppl.), s. 33(1)

**(3) Subsections 79.1(2) to (8) of the Act are replaced by the following:**

Instalment payments by large taxpayers

(2) A large taxpayer who is required to file a return and pay tax under subsection 79(1) shall pay two instalments, each equal to one-half of the taxpayer's instalment base for the fiscal month in which the tax became payable or the sales were made, as the case may be, the first to be paid not later than the last day of that month and the second not later than the day that is 15 days after that last day.

Instalment payments by other persons

(3) A person, other than a large taxpayer, who is required under subsection 79(1) or (3) to file a return and pay tax in respect of a fiscal month or other period authorized under subsection 79(2) shall, not later than 21 days after the end of the month or period, as the case may be, pay an instalment on account of the tax equal to the person's instalment base for the month or period.

**(4) Subsections (1) to (3) come into force or are deemed to have come into force on July 1, 2003.**

R.S., c. 12 (4th Suppl.), s. 33(1); 1999, c. 17, s. 150(E) and par. 156(a)

**102. (1) Section 79.2 of the Act is replaced by the following:**

Filing of return by mail

**79.2 (1)** If a person who is required under this Act to file a return with the Minister does so by mailing the return, the return is deemed to have been filed with the Minister on the

**(3) Les paragraphes 79.1(2) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

L.R., ch. 12 (4<sup>e</sup> suppl.), par. 33(1)

(2) Tout contribuable important tenu de produire une déclaration et de payer une taxe en vertu du paragraphe 79(1) doit verser deux acomptes provisionnels, chacun égal à la moitié de sa base des acomptes provisionnels pour le mois d'exercice dans lequel la taxe est devenue payable ou les ventes ont été faites, selon le cas, le premier s'effectuant au plus tard le dernier jour de ce mois et le second au plus tard le quinzième jour suivant ce dernier jour.

Acomptes provisionnels des contribuables importants

(3) Toute personne — autre qu'un contribuable important — tenue aux termes des paragraphes 79(1) ou (3) de produire une déclaration et de payer une taxe pour un mois d'exercice ou une autre période autorisée selon le paragraphe 79(2) doit verser, au plus tard vingt et un jours suivant la fin du mois ou de la période, selon le cas, un acompte provisionnel au titre de la taxe égal à sa base des acomptes provisionnels pour le mois ou la période.

Acomptes provisionnels par d'autres personnes

**(4) Les paragraphes (1) à (3) entrent en vigueur ou sont réputés être entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003.**

**102. (1) L'article 79.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

L.R., ch. 12 (4<sup>e</sup> suppl.), par. 33(1); 1999, ch. 17, art. 150(A) et al. 156(a)

**79.2 (1)** Pour l'application de la présente loi, lors de la production par la poste d'une déclaration, cette dernière est réputée produite le jour où elle a été postée, la date du cachet en faisant foi.

Production d'une déclaration par courrier



**(3) Subsections 79.1(2) to (8) read as follows:**

(2) A large taxpayer who is required to file a return and pay tax within the time prescribed by subsection 78(4) shall pay instalments on account of the tax in accordance with the following rules:

(a) in the case where the return is required to be made in accordance with subsection 78(1), the large taxpayer shall pay two instalments, each equal to one-half of the taxpayer's instalment base for the month in which the tax became payable or the sales were made, as the case may be, the first to be paid not later than the last day of that month and the second not later than the fifteenth day of the next following month; and

(b) in the case where the return is authorized to be made in accordance with a regulation made under paragraph 78(3)(a), the large taxpayer shall pay two instalments, each equal to one-half of the taxpayer's instalment base for the accounting period to which the return relates, the first to be paid not later than the last day of that accounting period and the second not later than the fifteenth day of the next following accounting period.

(3) A person, other than a large taxpayer, who is required to file a return and pay tax within the time prescribed by subsection 78(4) shall pay an instalment on account of the tax in accordance with the following rules:

(a) in the case where the return is required to be made in accordance with subsection 78(1), the person shall pay an instalment, equal to the person's instalment base for the month in which the tax became payable or the sales were made, as the case may be, not later than the twenty-first day of the next following month;

(b) in the case where the return is authorized to be made in accordance with a regulation made under paragraph 78(3)(a), the person shall pay an instalment, equal to the person's instalment base for the accounting period to which the return relates, not later than the twenty-first day of the next following accounting period; and

(c) in the case where the return is authorized to be made in accordance with a regulation made under paragraph 78(3)(b) or (c), the person shall pay an instalment, equal to the person's instalment base for the period to which the return relates, not later than the twenty-first day of the month next following the end of that period.

(4) Subject to subsections (6) to (8), a large taxpayer who defaults in paying an instalment within the time prescribed by subsection (2) shall, in addition to the amount in default, pay in respect of the period between the end of that time and the end of the time prescribed for payment of the tax on account of which the instalment was payable

**(3) Texte des paragraphes 79.1(2) à (8) :**

(2) Tout contribuable important tenu de produire une déclaration et de payer des taxes dans le délai prévu au paragraphe 78(4) doit verser des acomptes provisionnels de taxes conformément aux règles suivantes :

a) dans le cas où la déclaration doit être produite conformément au paragraphe 78(1), il doit verser deux acomptes provisionnels, chacun égal à la moitié de sa base des acomptes provisionnels pour le mois dans lequel la taxe est devenue payable ou les ventes ont été faites, selon le cas, le premier s'effectuant au plus tard le dernier jour de ce mois et le second au plus tard le quinzième jour du mois suivant;

b) dans le cas où la déclaration peut être produite conformément à un règlement pris en vertu de l'alinéa 78(3)a), il doit verser deux acomptes provisionnels, chacun égal à la moitié de sa base des acomptes provisionnels pour la période comptable visée par la déclaration, le premier s'effectuant au plus tard le dernier jour de cette période comptable et le second au plus tard le quinzième jour de la période comptable suivante.

(3) Toute personne — autre qu'un contribuable important — tenue de produire une déclaration et de payer des taxes dans le délai prévu au paragraphe 78(4) doit verser un acompte provisionnel de taxes conformément aux règles suivantes :

a) dans le cas où la déclaration doit être produite conformément au paragraphe 78(1), égal à sa base des acomptes provisionnels pour le mois dans lequel la taxe est devenue payable ou les ventes ont été faites, selon le cas, au plus tard le vingt et unième jour du mois suivant;

b) dans le cas où la déclaration peut être produite conformément à un règlement pris en vertu de l'alinéa 78(3)a), égal à sa base des acomptes provisionnels pour la période comptable visée par la déclaration, au plus tard le vingt et unième jour de la période comptable suivante;

c) dans le cas où la déclaration peut être produite conformément à un règlement pris en vertu des alinéas 78(3)b) ou c), égal à sa base des acomptes provisionnels pour la période visée par la déclaration, au plus tard le vingt et unième jour du mois suivant la fin de cette période.

(4) Sous réserve des paragraphes (6) à (8), en cas de défaut de paiement d'un acompte provisionnel dans le délai prévu au paragraphe (2), le contribuable important verse, en plus du montant impayé pour la période s'écoulant entre la fin de ce délai et du délai prévu pour le paiement de la taxe au titre de laquelle l'acompte provisionnel est payable :

a) dans le cas d'un acompte provisionnel devant être versé au plus tard le dernier jour du mois ou de la période comptable, une pénalité d'un demi pour cent et des intérêts au taux prescrit, calculés sur le montant dont

day on which the return was mailed and the date of the postmark is evidence of that day.

Payment or  
remittance of  
amounts

(2) A person who is required under this Act to pay or remit an amount to the Receiver General shall not be considered as having paid or remitted the amount until it is received by the Receiver General.

(2) Pour l'application de la présente loi, une somme n'est considérée payée ou remise que lors de sa réception par le receveur général.

Paiement ou  
remise

(2) Subsection (1) comes into force or is deemed to have come into force on July 1, 2003.

(2) Le paragraphe (1) entre en vigueur 5 ou est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> 10 juillet 2003.

1990, c. 45, s.  
11(1)

103. (1) Subsection 80(2) of the Act is replaced by the following:

103. (1) Le paragraphe 80(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45,  
par. 11(1)

Alternate  
reporting

(2) Any person filing a return under section 79 may, in lieu of submitting a report under subsection (1), include in the return a report in the prescribed form containing details of the person's sales, taxes paid under this Act and deductions under subsection 69(2) in the period to which the return relates and any other prescribed information.

(2) Toute personne qui produit une déclaration en vertu de l'article 79 peut, au lieu de 15 soumettre le rapport visé au paragraphe (1), inclure dans la déclaration un rapport rédigé en la forme prescrite, contenant les renseignements sur ses ventes, les taxes payées en 15 application de la présente loi et les déductions 20 effectuées en vertu du paragraphe 69(2) au cours de la période visée par la déclaration et les autres renseignements prescrits.

10 Autre façon de  
faire un rapport

(2) Subsection (1) applies in respect of fiscal months that begin after June 2003.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux 20 mois d'exercice commençant après juin 2003.

R.S., c. 7 (2nd  
Suppl.), s. 38(1)

104. (1) Subsections 81.16(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

104. (1) Les paragraphes 81.16(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui 25 suit :

L.R., ch. 7 (2<sup>e</sup>  
suppl.), par.  
38(1)

Interest on reas-  
sessment

(4) Subject to subsection (5), if an amount is paid under subsection (1), interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the date of the notice of the assessment that is the subject of the objection and the day on which the payment was sent.

(4) Sous réserve du paragraphe (5), le bénéficiaire d'un paiement en application du 25 paragraphe (1) reçoit des intérêts, au taux prescrit, sur toute partie impayée. Ces intérêts sont calculés pour la période commençant le 30 lendemain de la date de l'avis de cotisation faisant l'objet de l'opposition et se terminant à la date de l'envoi du paiement.

Intérêts sur  
paiement en  
trop

Interest on  
amount paid by  
person

(5) If a person has paid an amount on account of the amount owing as set out in a notice of assessment and a payment is made to that person under subsection (1) on an objection to the assessment, interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the day on which the amount was paid by that person and the day on which the payment was sent to that person.

(5) Le bénéficiaire d'un paiement en appli- 35 cation du paragraphe (1) qui a versé une somme à valoir sur la somme due indiquée dans un avis de cotisation reçoit des intérêts, 40 au taux prescrit, sur toute partie impayée. Ces intérêts sont calculés pour la période commençant le lendemain de la date du versement fait par le bénéficiaire et se terminant à la date de l'envoi du paiement à celui-ci.

Intérêts sur un  
montant payé



(a) in the case of an instalment required to be paid not later than the last day of a month or an accounting period, a penalty of one-half of one per cent and interest at the prescribed rate, calculated on the amount by which

(i) one-half of the taxpayer's instalment base for that month or accounting period

exceeds

(ii) the aggregate of all taxes on account of which the instalment was payable that were paid not later than that day; and

(b) in the case of an instalment required to be paid not later than the fifteenth day of a month or an accounting period, a penalty of one-quarter of one per cent and interest at one-half of the prescribed rate, calculated on the amount by which

(i) one-half of the taxpayer's instalment base for the last preceding month or accounting period

exceeds

(ii) the amount by which the aggregate of all taxes on account of which the instalment was payable that were paid not later than that day exceeds the lesser of

(A) the aggregate of all taxes on account of which the instalment was payable that were paid not later than the last day of the last preceding month or accounting period, and

(B) one-half of the taxpayer's instalment base for the last preceding month or accounting period.

(5) Subject to subsections (6) to (8), a person who defaults in paying an instalment within the time prescribed by subsection (3) shall, in addition to the amount in default, pay in respect of the period between the end of that time and the end of the time prescribed for payment of the tax on account of which the instalment was payable

(a) in the case of an instalment required by paragraph (3)(a) or (b) to be paid not later than the twenty-first day of a month or an accounting period, a penalty of one-sixth of one per cent and interest at one-third of the prescribed rate, calculated on the amount by which

(i) the person's instalment base for the last preceding month or accounting period

exceeds

(ii) the aggregate of all taxes on account of which the instalment was payable that were paid not later than that day; and

(b) in the case of an instalment required by paragraph (3)(c) to be paid not later than the twenty-first day of a month next following the end of a period, a penalty of one-sixth of one per cent and interest at one-third of the prescribed rate, calculated on the amount by which

(i) the person's instalment base for that period

exceeds

(ii) the aggregate of all taxes on account of which the instalment was payable that were paid not later than that day.

(6) No penalty or interest is payable under subsection (4) or (5) if the large taxpayer or other person liable to pay the instalment pays all taxes payable by the taxpayer or other person under Parts II.1, III, IV or VI and, at the time of the payment, the total penalty and interest payable in respect of the instalment is less than five dollars and in respect of all those taxes is less than ten dollars.

(7) A large taxpayer or other person who is liable to pay penalty or interest under subsection (4) or (5) in respect of a default in paying an instalment shall pay the penalty or interest within the time prescribed by

(i) la moitié de sa base des acomptes provisionnels pour ce mois ou cette période comptable

excède

(ii) la somme de toutes les taxes, au titre desquelles l'acompte provisionnel est payable, payées au plus tard à ce jour;

b) dans le cas d'un acompte provisionnel devant être versé au plus tard le quinzième jour du mois ou de la période comptable, une pénalité d'un quart pour cent et des intérêts à la moitié du taux prescrit, calculés sur le montant dont

(i) la moitié de sa base des acomptes provisionnels pour le mois ou la période comptable écoulé

excède

(ii) le montant dont la somme de toutes les taxes, au titre desquelles l'acompte provisionnel est payable, remises au plus tard à ce jour excède le moindre de

(A) la somme de toutes les taxes, au titre desquelles l'acompte provisionnel est payable, payées au plus tard le dernier jour du mois ou de la période comptable écoulé,

(B) la moitié de sa base des acomptes provisionnels pour le mois ou la période comptable écoulé.

(5) Sous réserve des paragraphes (6) à (8), en cas de défaut de paiement d'un acompte provisionnel dans le délai prévu au paragraphe (3), la personne en cause verse, en plus du montant impayé pour la période s'écoulant entre la fin de ce délai et du délai prévu pour le paiement de la taxe au titre de laquelle l'acompte provisionnel est payable :

a) dans le cas d'un acompte provisionnel devant être versé, aux termes des alinéas (3)a) ou b), au plus tard le vingt et unième jour du mois ou de la période comptable, une pénalité d'un sixième pour cent et des intérêts au tiers du taux prescrit, calculés sur le montant dont

(i) sa base des acomptes provisionnels pour le mois ou la période comptable écoulé

excède

(ii) la somme de toutes les taxes, au titre desquelles l'acompte provisionnel est payable, payées au plus tard à ce jour;

b) dans le cas d'un acompte provisionnel devant être versé, aux termes de l'alinéa (3)c), au plus tard le vingt et unième jour du mois suivant la fin de la période, une pénalité d'un sixième pour cent et des intérêts au tiers du taux prescrit, calculés sur le montant dont

(i) sa base des acomptes provisionnels pour cette période

excède

(ii) la somme de toutes les taxes, au titre desquelles l'acompte provisionnel est payable, payées au plus tard à ce jour.

(6) Aucune pénalité ou aucun intérêt n'est exigible en application des paragraphes (4) ou (5) si le contribuable important ou toute autre personne responsable du paiement de l'acompte provisionnel paie toutes les taxes payables en vertu des parties II.1, III, IV ou VI et si, au moment du versement, la somme des pénalités et intérêts exigibles à l'égard de l'acompte provisionnel est inférieure à cinq dollars et à l'égard de toutes ces taxes est inférieure à dix dollars.

(7) Tout contribuable important ou autre personne responsable du paiement de la pénalité ou des intérêts en application des paragraphes (4) ou (5) à l'égard d'un défaut de paiement d'un acompte provisionnel doit verser, dans le délai prévu au paragraphe 78(4), la pénalité ou les intérêts pour le paiement de la taxe au titre de laquelle l'acompte provisionnel est payable.

(2) Subsection (1) applies in respect of amounts payable by the Minister of National Revenue after June 2003.

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 38(1)

105. (1) Subsections 81.18(3) to (5) of the Act are replaced by the following:

Interest on refund payments

(3) If an amount is paid under subsection (1), interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the day that is 30 days after the day on which the application that is the subject of the reconsideration was received by the Minister and the day on which the payment is sent.

Interest on refund deductions

(4) If a deduction is authorized under subsection (2), interest at the prescribed rate shall be authorized as a deduction in accordance with subsection 74(1), calculated in respect of each day between the day that is 30 days after the day on which the application was received by the Minister and the day on which the notice of decision was sent.

(2) Subsection (1) applies in respect of amounts payable by the Minister of National Revenue after June 2003.

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 38(1); 2001, c. 16, s. 33(1)

106. (1) Subsections 81.38(6) to (9) of the Act are replaced by the following:

Interest on assessment

(6) Subject to subsection (7), if a payment is made under subsection (1) or (4) in respect of an assessment, interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the date of the notice of assessment and the day on which the payment was sent.

Interest on amounts payable to person

(7) If a person has paid an amount on account of the amount owing as set out in a notice of assessment or a notice of decision and a payment is made to that person under subsection (1) or (4) in respect of the assessment, interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the day on which the amount was paid by that person and the day on which the payment was sent to that person.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux paiements à faire par le ministre du Revenu national après juin 2003.

105. (1) Les paragraphes 81.18(3) à (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2<sup>e</sup> suppl.), par. 38(1)

(3) L'opposant ayant droit à un paiement en application du paragraphe (1) reçoit des intérêts, au taux prescrit, sur toute partie impayée. Ces intérêts sont calculés pour la période commençant le trentième jour suivant celui de la réception par le ministre de la demande qui fait l'objet du réexamen et se terminant le jour de l'envoi du paiement.

Intérêts sur le paiement

(4) L'opposant ayant droit à une déduction en application du paragraphe (2) peut déduire des intérêts conformément au paragraphe 74(1), au taux prescrit, calculés sur le montant de la déduction, pour la période commençant le trentième jour suivant celui de la réception de la demande par le ministre et se terminant le jour de l'envoi de l'avis de décision.

Intérêts sur la déduction

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux paiements à faire par le ministre du Revenu national après juin 2003.

106. (1) Les paragraphes 81.38(6) à (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2<sup>e</sup> suppl.), par. 38(1); 2001, ch. 16, par. 33(1)

(6) Sous réserve du paragraphe (7), le bénéficiaire d'un paiement en application des paragraphes (1) ou (4) reçoit des intérêts, au taux prescrit, sur toute partie impayée. Ces intérêts sont calculés pour la période commençant le lendemain de la date de l'avis de cotisation et se terminant à la date de l'envoi du paiement.

Intérêts sur cotisation

(7) Le bénéficiaire d'un paiement en application des paragraphes (1) ou (4) qui a versé une somme à valoir sur celle indiquée dans un avis de cotisation ou dans un avis de décision reçoit des intérêts, au taux prescrit, sur la somme versée. Ces intérêts sont calculés pour la période commençant le lendemain de la date du versement du bénéficiaire et se terminant à la date de l'envoi du paiement à celui-ci.

Intérêts sur les montants à payer



subsection 78(4) for the payment of the tax on account of which the instalment is payable.

(8) The Minister may, before or after the expiration of the time prescribed by subsection (2) or (3), extend in writing the time for paying an instalment, for any period within the time prescribed by subsection 78(4) for the payment of the tax on account of which the instalment is payable, and where the Minister so extends the time

(a) the instalment shall be paid within the time as so extended;

(b) interest accrues under subsection (4) or (5), as the case may be, in respect of the instalment as if the time had not been so extended;

(c) no penalty accrues or shall be deemed to have accrued under subsection (4) or (5), as the case may be, in respect of the instalment before the expiration of the time as so extended; and

(d) penalty accrues under subsection (4) or (5), as the case may be, in respect of a default in paying an instalment within the time as so extended as if the default were a default referred to in that subsection.

**Clause 102:** (1) Section 79.2 reads as follows:

**79.2** (1) A person who is required by this Act, other than Part I, to file a return or to pay or remit an amount shall file the return with the Minister or pay or remit the amount to the Receiver General at such office of the Agency as the Governor in Council may, by regulation, prescribe.

(2) If a person is required by this Act, other than Part I, to file a return or to pay or remit an amount not later than a day and that day falls on a day when the office of the Agency at which the person is required by the regulations to file the return or pay or remit the amount is normally closed for business, that person shall file the return or pay or remit the amount at that office not later than the day last preceding that day when that office is open for business.

(3) Where a person who is required by this section to file a return with the Minister does so by mailing the return, the return shall be deemed to have been filed with the Minister on the day on which the return was mailed and the date of the postmark is evidence of that day.

(4) A person who is required by this section to pay or remit an amount to the Receiver General shall not be considered as having paid or remitted the amount until it is received by the Receiver General.

**Clause 103:** (1) Subsection 80(2) reads as follows:

(2) Any person making a return under paragraph 78(3)(b) or (c) may, in lieu of submitting a report under subsection (1), include in the return a report in the prescribed form containing details of the person's sales, taxes paid under this Act and deductions under subsection 69(2) in the period to which the return relates and any other prescribed information.

**Clause 104:** (1) Subsections 81.16(4) to (6) read as follows:

(4) Subject to subsection (5), where an amount is paid pursuant to subsection (1), interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the date of the notice of the assessment that is the subject of the objection and the day on which the payment was sent, and compounded monthly on the total amount of the payment and interest outstanding.

(5) Where a person has paid an amount on account of the amount owing as set out in a notice of assessment and a payment is made to that person pursuant to subsection (1) on an objection to the assessment, interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the day on

(8) Le ministre peut, avant ou après la fin du délai prévu aux paragraphes (2) ou (3) pour le paiement d'un acompte provisionnel, proroger, par écrit, ce délai pour toute période dans le délai prévu au paragraphe 78(4) en vue du paiement de la taxe au titre de laquelle l'acompte provisionnel est payable, et dans de telles circonstances :

a) l'acompte provisionnel doit être payé dans le délai ainsi prorogé;

b) des intérêts courent en application des paragraphes (4) ou (5) à l'égard d'un acompte provisionnel comme si le délai n'avait pas été ainsi prorogé;

c) aucune pénalité n'est exigible, ni réputée le devenir, en application des paragraphes (4) ou (5) à l'égard d'un acompte provisionnel avant la fin du délai ainsi prorogé;

d) la pénalité est exigible en application des paragraphes (4) ou (5) à l'égard du défaut de paiement d'un acompte provisionnel, dans le délai ainsi prorogé, comme si le défaut était un défaut visé à ce paragraphe.

**Article 102 :** (1) Texte de l'article 79.2 :

**79.2** (1) Pour l'application de la présente loi, à l'exception de la partie I, le dépôt de la déclaration à produire, ou le paiement ou la remise des montants à verser s'effectue respectivement auprès du ministre et du receveur général, au bureau de l'Agence que le gouverneur en conseil précise par règlement.

(2) Lorsque le délai expire un jour normal de fermeture de ce bureau, le dépôt, le paiement ou la remise doit intervenir au plus tard le jour ouvrable précédent.

(3) Pour l'application du présent article, lors de la production par la poste d'une déclaration, cette dernière est réputée produite le jour où elle a été postée, la date du cachet en faisant foi.

(4) Pour l'application du présent article, un montant n'est considéré payé ou remis que lors de sa réception par le receveur général.

**Article 103 :** (1) Texte du paragraphe 80(2) :

(2) Toute personne qui fait une déclaration en vertu de l'alinéa 78(3)b) ou c) peut, au lieu de soumettre le rapport visé au paragraphe (1), inclure dans la déclaration un rapport rédigé en la forme prescrite, contenant les renseignements sur ses ventes, les taxes payées en application de la présente loi et les déductions effectuées en vertu du paragraphe 69(2) au cours de la période visée par la déclaration et les autres renseignements prescrits.

**Article 104 :** (1) Texte des paragraphes 81.16(4) à (6) :

(4) Sous réserve du paragraphe (5), le bénéficiaire d'un paiement en application du paragraphe (1) reçoit des intérêts quotidiens, au taux prescrit, sur le montant impayé; ces intérêts sont composés mensuellement à compter de la date de l'avis de cotisation faisant l'objet de l'opposition jusqu'à la date de l'envoi du paiement.

(5) Le bénéficiaire d'un paiement en application du paragraphe (1) qui a payé un montant à valoir sur le montant dû indiqué dans un avis de cotisation reçoit des intérêts quotidiens, au taux prescrit, sur le montant impayé; ces intérêts sont composés mensuellement à compter de la date du paiement d'un montant par le bénéficiaire jusqu'à la date de l'envoi du paiement à celui-ci.

Interest on  
refunds

(8) If a payment is made under subsection (1) or (4) in respect of an application under any of sections 68 to 69, interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the day that is 30 days after the day on which the application was received by the Minister and the day on which the payment was sent.

(2) Subsection (1) applies in respect of amounts owing by a person to the Receiver General or amounts payable by the Minister of National Revenue, as the case may be, after June 2003.

R.S., c. 7 (2nd  
Supp.), s.  
38(1); 1993, c.  
27, s. 4(1)

107. (1) Section 81.39 of the Act is replaced by the following:

Deemed tax

81.39 (1) Subject to subsection (4), if a person has

(a) received a drawback under section 70,

(b) received a payment under subsection 68.16(1) or (2), 72(6) or (7), 81.14(1), 81.16(1), (4) or (5), 81.18(1) or (3) or 120(7), or

(c) made a deduction under subsection 69(2), 73(1), (2) or (3), 74(1) or (3) or 81.18(2) or (4)

to which that person was not entitled or in excess of the drawback, payment or deduction to which the person was entitled, the amount of the drawback, payment or deduction or the excess is deemed to be a tax under this Act payable by that person on the day the drawback, payment or deduction was made.

Amount  
payable after  
disposition of  
appeal

(2) If a person has received a payment under subsection 81.38(1), (6), (7) or (8) and, on the final disposition of the appeal by further appeal or otherwise, it is determined that the person was not entitled to the payment or that the payment was in excess of the payment to which the person was entitled, the amount of the payment or the excess is deemed to be a tax under this Act payable by that person on the day the payment was made.

Amount  
payable after  
disposition of  
further appeal

(3) If a person has received a payment under subsection 81.38(4), (6), (7) or (8) and, on the final disposition by further appeal or

(8) Le bénéficiaire d'un paiement en application des paragraphes (1) ou (4) à l'égard d'une demande faite en vertu des articles 68 à 69 reçoit des intérêts, au taux prescrit, sur toute partie impayée. Ces intérêts sont calculés pour la période commençant le trentième jour suivant celui de la réception de la demande par le ministre et se terminant le jour de l'envoi du paiement.

Intérêts sur le  
remboursement

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux sommes dont une personne est redevable au receveur général après juin 2003 et aux sommes à payer par le ministre du Revenu national après ce mois.

107. (1) L'article 81.39 de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2<sup>e</sup>  
suppl.), par.  
38(1); 1993, ch.  
27, par. 4(1)

Présomption de  
taxe

81.39 (1) Sous réserve du paragraphe (4), sont réputées constituer une taxe à payer par une personne sous le régime de la présente loi, en date du jour où l'opération a été effectuée :

a) toute partie d'un drawback accordé en vertu de l'article 70 à laquelle elle n'avait pas droit;

b) toute partie d'un paiement fait en vertu des paragraphes 68.16(1) ou (2), 72(6) ou (7), 81.14(1), 81.16(1), (4) ou (5), 81.18(1) ou (3) ou 120(7) à laquelle elle n'avait pas droit;

c) toute partie d'une déduction faite en vertu des paragraphes 69(2), 73(1), (2) ou (3), 74(1) ou (3) ou 81.18(2) ou (4) à laquelle elle n'avait pas droit.

(2) Lorsqu'une personne a reçu un paiement en vertu des paragraphes 81.38(1), (6), (7) ou (8) et que, à l'issue définitive d'un appel, par un appel ultérieur ou autrement, il est décidé qu'elle n'avait pas droit au paiement ou que le paiement excédait ce à quoi elle avait droit, le paiement ou l'excédent est réputé être une taxe à payer par cette personne sous le régime de la présente loi le jour où le paiement a été effectué.

Paiement après  
le règlement  
d'un appel

(3) Lorsqu'une personne a reçu un paiement en vertu des paragraphes 81.38(4), (6), (7) ou (8) et que, à l'issue définitive de l'ap-

Paiement après  
le règlement  
d'un appel ulté-  
rieur



which the amount was paid by that person and the day on which the payment was sent to that person, and compounded monthly on the total amount of the payment to that person and interest outstanding.

(6) No interest of less than one dollar is payable pursuant to this section.

**Clause 105:** (1) Subsections 81.18(3) to (5) read as follows:

(3) Where an amount is paid pursuant to subsection (1), interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the day that is sixty days after the day on which the application that is the subject of the reconsideration was received by the Minister and the day on which the payment is sent, and compounded monthly on the total amount of the payment and interest outstanding.

(4) Where a deduction is authorized pursuant to subsection (2), interest at the prescribed rate shall be authorized as a deduction in accordance with subsection 74(1), calculated in respect of each day between the day that is sixty days after the day on which the application was received by the Minister and the day on which the notice of decision was sent, and compounded monthly on the total amount of the deduction and interest outstanding.

(5) No interest of less than one dollar is payable pursuant to subsection (3) or shall be authorized as a deduction under subsection (4).

**Clause 106:** (1) Subsections 81.38(6) to (9) read as follows:

(6) Subject to subsection (7), where a payment is made pursuant to subsection (1) or (4) in respect of an assessment, interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the date of the notice of assessment and the day on which the payment was sent, and compounded monthly on the total amount of the payment and interest outstanding.

(7) Where a person has paid an amount on account of the amount owing as set out in a notice of assessment or a notice of decision and a payment is made to that person pursuant to subsection (1) or (4) in respect of the assessment, interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the day on which the amount was paid by that person and the day on which the payment was sent to that person, and compounded monthly on the total amount of the payment to that person and interest outstanding.

(8) If a payment is made under subsection (1) or (4) in respect of an application under any of sections 68 to 69, interest at the prescribed rate shall be paid, in respect of each day between the day that is sixty days after the day on which the application was received by the Minister and the day on which the payment was sent, and compounded monthly on the total amount of the payment and interest outstanding.

(9) No interest of less than one dollar is payable pursuant to this section.

**Clause 107:** (1) Section 81.39 reads as follows:

**81.39** (1) Subject to subsection (4), where a person has

(a) received a drawback under section 70,

(b) received a payment under subsection 72(6) or (7), 81.14(1), 81.16(1), (4) or (5), 81.18(1) or (3) or 120(7), or

(c) made a deduction under subsection 69(2), 73(1), (2) or (3), 74(1) or (3) or 81.18(2) or (4)

to which that person was not entitled or in excess of the drawback, payment or deduction to which he was entitled, the amount of the draw-

(6) Il n'est tenu aucun compte des intérêts payables en application du présent article dont le montant est inférieur à un dollar.

**Article 105 :** (1) Texte des paragraphes 81.18(3) à (5) :

(3) L'opposant ayant droit à un paiement en application du paragraphe (1) reçoit des intérêts quotidiens, au taux prescrit, sur le montant impayé; ces intérêts sont composés mensuellement à compter du soixante et unième jour suivant la réception par le ministre de la demande qui fait l'objet du réexamen jusqu'au jour de l'envoi du paiement.

(4) L'opposant ayant droit à une déduction en application du paragraphe (2) peut déduire des intérêts quotidiens conformément au paragraphe 74(1), au taux prescrit, calculés sur le montant de la déduction; ces intérêts sont composés mensuellement à compter du soixante et unième jour suivant la réception par le ministre de la demande jusqu'au jour de l'envoi de l'avis de décision.

(5) Aucun intérêt n'est payable en application du paragraphe (3) ni n'est autorisé comme déduction en vertu du paragraphe (4) dont le montant est inférieur à un dollar.

**Article 106 :** (1) Texte des paragraphes 81.38(6) à (9) :

(6) Sous réserve du paragraphe (7), le bénéficiaire d'un paiement en application des paragraphes (1) ou (4) reçoit des intérêts quotidiens, au taux prescrit, sur le montant impayé; ces intérêts sont composés mensuellement à compter de la date de l'avis de cotisation jusqu'à celle de l'envoi du paiement.

(7) Le bénéficiaire d'un paiement en application des paragraphes (1) ou (4) qui a versé un montant à valoir sur le montant dû indiqué dans un avis de cotisation ou dans un avis de décision reçoit des intérêts quotidiens, au taux prescrit, sur le montant qu'il a versé; ces intérêts sont composés mensuellement à compter de la date du versement du bénéficiaire jusqu'à celle de l'envoi du paiement à celui-ci.

(8) Le bénéficiaire d'un paiement en application des paragraphes (1) ou (4) à l'égard d'une demande faite en vertu des articles 68 à 69 reçoit des intérêts quotidiens, au taux prescrit, sur le montant impayé; ces intérêts sont composés mensuellement à compter du soixante et unième jour suivant la réception de la demande par le ministre jusqu'au jour de l'envoi du paiement.

(9) Il n'est tenu aucun compte des intérêts payables en application du présent article dont le montant est inférieur à un dollar.

**Article 107 :** (1) Texte de l'article 81.39 :

**81.39** (1) Sous réserve du paragraphe (4), lorsqu'une personne a :

a) soit reçu un drawback en vertu de l'article 70;

b) soit reçu un paiement en vertu des paragraphes 72(6) ou (7), 81.14(1), 81.16(1), (4) ou (5), 81.18(1) ou (3) ou 120(7);

c) soit effectué une déduction en vertu du paragraphe 69(2), 73(1), (2) ou (3), 74(1) ou (3) ou 81.18(2) ou (4),

auxquels elle n'avait pas droit ou qui est en sus du drawback, du paiement ou de la déduction auxquels elle avait droit, le montant du drawback, du

otherwise of the appeal referred to in subsection 81.38(1) on the basis of which the payment was made, it is determined that the person was not entitled to the payment or that the payment was in excess of the payment to which the person was entitled, the amount of the payment or the excess is deemed to be a tax under this Act payable by that person on the day the payment was made.

Amount payable after recovery of payment

(4) If a person is liable to pay an amount under subsection 68.15(3) or 68.21(3), that amount is deemed to be a tax under this Act payable by that person on the day the liability arose.

(2) Subsection (1) applies in respect of amounts paid to a person after June 2003.

R.S., c. 7 (2nd Suppl.), s. 41(1), c. 12 (4th Suppl.), s. 35(1)

Application of payments

108. (1) Subsections 84(5) to (9) of the Act are replaced by the following:

(5) Any moneys paid by a person under subsection (4) shall, in addition to being applied to that person's liability under this section, be applied on account of the tax debtor's liability under this Act.

Receipt by Minister

(6) The receipt by the Minister for moneys paid as required under this section is a good and sufficient discharge of the liability to the tax debtor to the extent of the amount received.

Definition of "tax debtor"

(7) In this section, "tax debtor" means a person by whom any tax, penalty, interest or other sum is payable under this Act.

(2) Subsection (1) applies in respect of an amount payable by a person after June 2003.

2001, c. 15, s. 3(1)

Waiver or cancellation of interest or penalty

109. (1) Section 88 of the Act is replaced by the following:

88. (1) The Minister may waive or cancel any amount otherwise payable to the Receiver General under this Act that is interest or a penalty.

Interest where amounts cancelled

(2) If a person has paid an amount of interest or penalty and the Minister cancels that

pel visé au paragraphe 81.38(1) aux termes duquel le paiement a été versé, par un appel ultérieur ou autrement, il est décidé que cette personne n'avait pas droit au paiement ou que le paiement excédait ce à quoi elle avait droit, le paiement ou l'excédent est réputé être une taxe à payer par cette personne sous le régime de la présente loi le jour où le paiement a été effectué.

(4) Lorsqu'une personne est tenue de payer une somme en vertu des paragraphes 68.15(3) ou 68.21(3), cette somme est réputée être une taxe à payer par cette personne sous le régime de la présente loi le jour où l'obligation est survenue.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux paiements faits à une personne après juin 2003.

108. (1) Les paragraphes 84(5) à (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) Les sommes payées par une personne en application du paragraphe (4) sont, en outre de leur application aux obligations de cette personne découlant du présent article, appliquées aux obligations du débiteur de la taxe découlant de la présente loi.

(6) La réception par le ministre de sommes versées conformément au présent article constitue une quittance valable et suffisante de l'obligation envers le débiteur de la taxe jusqu'à concurrence de la somme reçue.

(7) Au présent article, « débiteur de la taxe » s'entend de la personne tenue au paiement des taxes, pénalité, intérêts ou autres sommes sous le régime de la présente loi.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux sommes à payer après juin 2003.

109. (1) L'article 88 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

88. (1) Le ministre peut annuler toute somme — intérêts ou pénalité — qui est par ailleurs à payer au receveur général en vertu de la présente loi, ou y renoncer.

(2) Si une personne a payé une somme — intérêts ou pénalité — que le ministre a annu-

10 Paiement après recouvrement

15

L.R., ch. 7 (2<sup>e</sup> suppl.), par. 41(1), ch. 12 (4<sup>e</sup> suppl.), par. 35(1)

Imputation des paiements

Sommes reçues par le ministre

Définition de « débiteur de la taxe »

2001, ch. 15, par. 3(1)

Renonciation ou annulation — intérêts ou pénalité

Intérêts — sommes annu-  
lées



back, payment or deduction or the excess is deemed to be a tax under this Act payable by that person not later than the last day of the first month succeeding that in which the drawback, payment or deduction was made.

(2) Where a person has received a payment under subsection 81.38(1), (6), (7) or (8) and, on the final disposition of the appeal by further appeal or otherwise, it is determined that the person was not entitled to the payment or that the payment was in excess of the payment to which he was entitled, the amount of the payment or the excess is deemed to be a tax under this Act payable by that person not later than the last day of the first month succeeding that in which the appeal was finally disposed of.

(3) Where a person has received a payment under subsection 81.38(4), (6), (7) or (8) and, on the final disposition by further appeal or otherwise of the appeal referred to in subsection 81.38(1) on the basis of which the payment was made, it is determined that the person was not entitled to the payment or that the payment was in excess of the payment to which he was entitled, the amount of the payment or the excess is deemed to be a tax under this Act payable by that person not later than the last day of the first month succeeding that in which the appeal was finally disposed of.

(4) Where a person is liable to pay an amount under subsection 68.15(3), 68.16(4) or 68.21(3), that amount is deemed to be a tax under this Act payable by that person not later than the last day of the first month succeeding that in which the liability arose.

(5) On default of payment of any tax payable under subsection (1) or (4) within the time prescribed therefor, the person liable to pay the tax shall pay, in addition to the amount of the default, a penalty of one-half of one per cent and interest at the prescribed rate, in respect of each month or fraction of a month between the expiration of that time and the day on which the total tax, penalty and interest is paid, calculated on the total tax, penalty and interest outstanding in that month.

(6) A person liable to pay tax under subsection (2) or (3), in addition to the amount of the tax, shall pay, not later than the last day on which the tax is payable, interest at the prescribed rate, in respect of each month or fraction of a month beginning with the first month succeeding that in which the amount constituting the tax was sent to that person and ending with the month in which the appeal was finally disposed of, calculated on the total tax and interest outstanding in that month.

(7) On default of payment of any tax payable under subsection (2) or (3) or interest payable under subsection (6) within the time prescribed therefor, the person liable to pay the tax or interest shall pay, in addition to the amount of the default, a penalty of one-half of one per cent and interest at the prescribed rate, in respect of each month or fraction of a month between the expiration of that time and the day on which the total tax, penalty and interest is paid, calculated on the total tax, penalty and interest outstanding in that month.

(8) Any penalty or interest that accrues under subsection (5) or (7) shall be paid not later than the last day of the month in respect of which the penalty or interest was calculated.

(9) Where the Minister holds security under section 80.1 for the payment of any tax under this section or interest under subsection (6) that is not paid within the time prescribed by this section,

(a) interest accrues under subsection (5) or (7), as the case may be, in respect of the tax or interest from the expiration of that time; and

(b) penalty accrues under subsection (5) or (7), as the case may be, only if the total tax, penalty and interest outstanding, as calculated in respect of each month or fraction of a month during which the default continues, exceeds the value of the security at the time it is accepted by the Minister and, if accruing, the penalty shall be calculated only on the amount of the excess.

paiement ou de la déduction ou de l'excédent est réputé être une taxe sous le régime de la présente loi payable par cette personne au plus tard le dernier jour du premier mois suivant celui au cours duquel le drawback, le paiement ou la déduction ont été effectués.

(2) Lorsqu'une personne a reçu un paiement en vertu des paragraphes 81.38(1), (6), (7) ou (8) et que, à la suite de la décision définitive sur l'appel par un appel ultérieur ou autrement, il est déterminé qu'elle n'avait pas droit au paiement ou que le paiement était en sus de celui auquel elle avait droit, le montant du paiement ou de l'excédent est réputé être une taxe sous le régime de la présente loi payable par cette personne au plus tard le dernier jour du premier mois suivant celui de la décision définitive sur l'appel.

(3) Lorsqu'une personne a reçu un paiement en vertu des paragraphes 81.38(4), (6), (7) ou (8) et que, à la suite de la décision définitive sur l'appel visé au paragraphe 81.38(1) aux termes duquel le paiement a été versé, par un appel ultérieur ou autrement, il est déterminé que cette personne n'avait pas droit au paiement ou que le paiement était en sus de celui auquel elle avait droit, le montant du paiement ou de l'excédent est réputé être une taxe sous le régime de la présente loi payable par cette personne au plus tard le dernier jour du premier mois suivant celui de la décision définitive sur l'appel.

(4) Lorsqu'une personne est tenue de payer un montant en vertu du paragraphe 68.15(3), 68.16(4) ou 68.21(3), ce montant est réputé être une taxe sous le régime de la présente loi payable par cette personne au plus tard le dernier jour du premier mois suivant celui de la survenance de l'obligation.

(5) En cas de défaut du paiement d'une taxe payable en vertu des paragraphes (1) ou (4) dans le délai prévu à cet effet, la personne tenue de payer la taxe verse, en plus du montant impayé, une pénalité de un demi pour cent et des intérêts, au taux prescrit, sur les arriérés par mois ou fraction de mois s'écoulant entre la fin de ce délai et le règlement de ces arriérés.

(6) La personne tenue de payer une taxe en vertu des paragraphes (2) ou (3) verse, en plus du montant de la taxe, au plus tard le dernier jour auquel la taxe est payable, des intérêts, au taux prescrit, sur cette taxe et les intérêts impayés par mois ou fraction de mois s'écoulant à compter du mois suivant celui de l'envoi à cette personne du montant constituant la taxe jusqu'au mois de la décision définitive sur l'appel.

(7) En cas de défaut du paiement d'une taxe en vertu des paragraphes (2) ou (3) ou d'intérêts payables en vertu du paragraphe (6) dans le délai prévu à cet effet, la personne tenue de payer la taxe ou les intérêts verse, en plus du montant impayé, une pénalité de un demi pour cent et des intérêts, au taux prescrit, sur les arriérés par mois ou fraction de mois s'écoulant entre la fin de ce délai et le règlement de ces arriérés.

(8) Les pénalités ou intérêts exigibles en application des paragraphes (5) ou (7) sont payés au plus tard le dernier jour du mois pour lequel ils sont calculés.

(9) Lorsque le ministre détient une garantie, en application de l'article 80.1, du paiement de toute taxe visée au présent article ou des intérêts visés au paragraphe (6) qui ne sont pas payés dans le délai prescrit par le présent article :

a) des intérêts courent en vertu des paragraphes (5) ou (7), selon le cas, à l'égard de la taxe ou des intérêts à compter de la fin du délai;

b) la pénalité est exigible en vertu des paragraphes (5) ou (7), selon le cas, seulement si la somme de la taxe, de la pénalité et des intérêts impayés, calculée pour chaque mois, ou fraction de mois, de durée du défaut, excède la valeur de la garantie à la date de son acceptation par le ministre et, si elle est exigible, la pénalité ne doit être calculée que sur le montant de l'excédent.

amount under subsection (1), the Minister shall pay interest on the amount paid by the person beginning on the day that is 30 days after the day on which the Minister received a request in a manner satisfactory to the Minister to apply that subsection and ending on the day on which the amount is refunded or applied against an amount owed by the person to Her Majesty in right of Canada.

(2) Subsection (1) applies in respect of requests received by the Minister of National Revenue after June 2003.

**110. (1) The portion of paragraph 116(4)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

(a) the purchaser and not the manufacturer or wholesaler from whom the goods were purchased is liable to pay the tax and any interest under subsection 79.03(1), if

(2) Paragraph 116(4)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) in any other case, the purchaser and the manufacturer or wholesaler from whom the goods were purchased are jointly and severally liable to pay the tax and any interest under subsection 79.03(1).

(3) Subsections (1) and (2) apply in respect of amounts owing by a person after June 2003.

#### *Income Tax Act*

**111. (1) Paragraph 129(2.1)(b) of the Income Tax Act is replaced by the following:**

(b) the day that is 30 days after the day on which the corporation's return of income under this Part for the year was filed under section 150, unless the return was filed on or before the day on or before which it was required to be filed,

(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after June 2003.

**112. (1) Paragraph 131(3.1)(b) of the Act is replaced by the following:**

lée en vertu du paragraphe (1), le ministre verse des intérêts sur la somme pour la période commençant le trentième jour suivant le jour où il a reçu, d'une manière qu'il juge acceptable, une demande en vue de l'application de ce paragraphe et se terminant le jour où la somme est remboursée ou déduite de toute somme dont la personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux demandes reçues par le ministre du Revenu national après juin 2003.

**110. (1) Le passage de l'alinéa 116(4)a de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

a) cet acheteur, et non le fabricant ni le marchand en gros, est responsable du paiement de la taxe et de tous intérêts prévus par le paragraphe 79.03(1) :

(2) L'alinéa 116(4)b de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) dans tout autre cas, l'acheteur et le fabricant ou le marchand en gros sont solidairement responsables du paiement de la taxe et des intérêts prévus par le paragraphe 79.03(1).

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux sommes dues après juin 2003.

#### *Loi de l'impôt sur le revenu*

**111. (1) L'alinéa 129(2.1)b de la Loi de l'impôt sur le revenu est remplacé par ce qui suit :**

b) le trentième jour suivant le jour où la déclaration de revenu de la société pour l'année en vertu de la présente partie est produite en conformité avec l'article 150, 35 sauf si elle a été produite au plus tard le jour où elle devait l'être.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 2003.

**112. (1) L'alinéa 131(3.1)b de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 51(1)

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 51(1)

R.S., c. 1 (5th Supp.)

L.R., ch. 7 (2<sup>e</sup> suppl.), par. 51(1)

L.R., ch. 7 (2<sup>e</sup> suppl.), par. 51(1)

L.R., ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.)



(10) No penalty or interest is payable under subsection (5), (6) or (7) if the person otherwise liable to pay the penalty or interest pays all taxes payable by him under this section and, at the time of the payment, the total penalty and interest otherwise payable by that person under this section is less than ten dollars.

*Clause 108:* (1) Subsections 84(5) to (9) read as follows:

(5) Any person liable to pay an amount under subsection (4) shall pay, in addition to that amount, a penalty of one-half of one per cent and interest at the prescribed rate, in respect of each month or fraction of a month between the first day of the month following the month in which the default occurs and the day on which the total amount, penalty and interest is paid, calculated on the total amount, penalty and interest outstanding in that month or fraction of a month.

(6) A person who is liable to pay penalty or interest under subsection (5) shall pay the penalty or interest not later than the last day of the month in respect of which the penalty or interest was calculated.

(7) Any moneys paid by a person pursuant to subsection (4) or (5) shall, in addition to being applied to that person's liability under this section, be applied on account of the tax debtor's liability under this Act.

(8) The receipt of the Minister for moneys paid as required by subsection (1) or, in default thereof, by subsection (4) or (5) is a good and sufficient discharge of the liability to the tax debtor to the extent of the amount set out in the receipt.

(9) In this section, "tax debtor" means a person by whom any tax, penalty, interest or other sum is payable under this Act.

*Clause 109:* (1) Section 88 reads as follows:

88. The Minister may waive or cancel any amount otherwise payable to the Receiver General under this Act that is interest or a penalty calculated in the same manner as interest.

*Clause 110:* (1) and (2) The relevant portion of subsection 116(4) reads as follows:

(4) Where a manufacturer or wholesaler holding a licence granted under or in respect of Part III or VI has purchased goods from another such licensed manufacturer or licensed wholesaler and has incorrectly stated or certified that the goods were being purchased for a use or under conditions rendering the sale of the goods exempt from any tax imposed by Part III or VI,

(a) the purchaser and not the manufacturer or wholesaler from whom the goods were purchased is liable to pay the tax and any penalty or interest under subsection 79(1), if

...

(b) in any other case, the purchaser and the manufacturer or wholesaler from whom the goods were purchased are jointly and severally liable to pay the tax and any penalty or interest under subsection 79(1).

### *Income Tax Act*

*Clause 111:* (1) The relevant portion of subsection 129(2.1) reads as follows:

(2.1) Where a dividend refund for a taxation year is paid to, or applied to a liability of, a corporation, the Minister shall pay or apply interest on the refund at the prescribed rate for the period beginning on the day that is the later of

(10) Aucune pénalité ni intérêt ne sont exigibles en vertu des paragraphes (5), (6) ou (7) si la personne qui est autrement responsable du paiement de la pénalité et de l'intérêt paie toutes les taxes payables par elle aux termes du présent article et que, à la date du paiement, la somme de la pénalité et de l'intérêt autrement payable par cette personne en vertu du présent article est inférieure à dix dollars.

*Article 108 :* (1) Texte des paragraphes 84(5) à (9) :

(5) Toute personne tenue de payer un montant en application du paragraphe (4) verse, en plus du montant impayé, une pénalité d'un demi pour cent et des intérêts au taux prescrit, sur les arriérés — pénalités et intérêts compris — par mois ou fraction de mois de durée du défaut, à compter du mois suivant celui du défaut jusqu'au jour du règlement de ces arriérés.

(6) La personne responsable du paiement des pénalités ou intérêts en application du paragraphe (5) doit les verser au plus tard le dernier jour du mois pour lequel ils sont calculés.

(7) Les sommes d'argent payées par une personne en application des paragraphes (4) ou (5) sont, en outre de leur application aux obligations de cette personne découlant du présent article, appliquées aux obligations du débiteur de la taxe découlant de la présente loi.

(8) Le récépissé du ministre au sujet des sommes d'argent versées, tel que l'exigent le paragraphe (1) ou, à défaut, les paragraphes (4) ou (5), constitue une quittance valable et suffisante de l'obligation envers le débiteur de la taxe jusqu'à concurrence du montant mentionné dans le récépissé.

(9) Dans le présent article, « débiteur de la taxe » s'entend d'une personne par qui la taxe, la pénalité, les intérêts ou l'autre somme sont payables en vertu de la présente loi.

*Article 109 :* (1) Texte de l'article 88 :

88. Le ministre peut annuler une somme — intérêts ou pénalité calculée de la même façon que des intérêts — qui est payable par ailleurs au receveur général en vertu de la présente loi, ou y renoncer.

*Article 110 :* (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 116(4) :

(4) Lorsqu'un fabricant ou marchand en gros titulaire d'une licence délivrée aux termes ou à l'égard de la partie III ou VI a acheté des marchandises d'un autre semblable fabricant ou marchand en gros titulaire de licence et a incorrectement déclaré ou certifié que les marchandises étaient achetées pour un usage ou dans des conditions qui rendent la vente de ces marchandises libre de toute taxe imposée par la partie III ou VI :

a) cet acheteur, et non le fabricant ni le marchand en gros, est responsable du paiement de la taxe et de toute pénalité ou tous intérêts prévus par le paragraphe 79(1) :

...

b) dans tout autre cas, l'acheteur et le fabricant ou le marchand en gros sont solidairement responsables du paiement de la taxe et de la pénalité ou des intérêts prévus par le paragraphe 79(1).

### *Loi de l'impôt sur le revenu*

*Article 111 :* (1) Texte du passage visé du paragraphe 129(2.1) :

(2.1) Lorsque le montant d'un remboursement au titre de dividendes pour une année d'imposition est payé à une société, ou imputé sur une somme dont elle est redevable, le ministre paie ou impute sur ce montant

(b) the day that is 30 days after the day on which the corporation's return of income under this Part for the year was filed under section 150, unless the return was filed on or before the day on or before which it was required to be filed,

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after June 2003.**

**113. (1) The portion of subsection 132(2.1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

(2.1) If a capital gains refund for a taxation year is paid to, or applied to a liability of, a mutual fund trust, the Minister shall pay or apply interest on the refund at the prescribed rate for the period beginning on the day that is 30 days after the later of

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after June 2003.**

**114. (1) Paragraph 133(7.01)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) the day that is 30 days after the day on which the corporation's return of income under this Part for the year was filed under section 150, unless the return was filed on or before the day on or before which it was required to be filed,

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that end after June 2003.**

**115. (1) Subsection 157(2) of the Act is repealed.**

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after June 2003.**

**116. (1) Subsection 161(2.1) of the Act is repealed.**

**(2) The portion of paragraph 161(7)(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:**

b) le trentième jour suivant le jour où la déclaration de revenu de la société pour l'année en vertu de la présente partie est produite en conformité avec l'article 150, sauf si elle a été produite au plus tard le jour où elle devait l'être.

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 2003.**

**113. (1) Le passage du paragraphe 132(2.1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

(2.1) Lorsque le montant d'un remboursement au titre de gains en capital pour une année d'imposition est versé à une fiducie de fonds commun de placement, ou imputé sur toute somme dont elle est redevable, le ministre paie ou impute sur ce montant des intérêts, au taux prescrit, calculés pour la période allant du trentième jour suivant le dernier en 20 date des jours ci-après jusqu'au jour où le montant est payé ou imputé :

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 2003.**

**114. (1) L'alinéa 133(7.01)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) le trentième jour suivant le jour où la déclaration de revenu de la société pour l'année en vertu de la présente partie est produite en conformité avec l'article 150, sauf si elle a été produite au plus tard le jour où elle devait l'être.

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 2003.**

**115. (1) Le paragraphe 157(2) de la même loi est abrogé.**

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après juin 2003.**

**116. (1) Le paragraphe 161(2.1) de la même loi est abrogé.**

**(2) Le passage de l'alinéa 161(7)b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :**

Interest on  
capital gains  
refund

Intérêts sur les  
rembourse-  
ments au titre  
de gains en  
capital



...

(b) the day on which the corporation's return of income under this Part for the year was filed under section 150, unless the return was filed on or before the day on or before which it was required to be filed,

and ending on the day on which the refund is paid or applied.

*Clause 112:* (1) The relevant portion of subsection 131(3.1) reads as follows:

(3.1) Where a capital gains refund for a taxation year is paid to, or applied to a liability of, a corporation, the Minister shall pay or apply interest on the refund at the prescribed rate for the period beginning on the day that is the later of

...

(b) the day on which the corporation's return of income under this Part for the year was filed under section 150, unless the return was filed on or before the day on or before which it was required to be filed,

and ending on the day the refund is paid or applied.

*Clause 113:* (1) The relevant portion of subsection 132(2.1) reads as follows:

(2.1) Where a capital gains refund for a taxation year is paid to, or applied to a liability of, a mutual fund trust, the Minister shall pay or apply interest on the refund at the prescribed rate for the period beginning on the day that is 45 days after the later of

*Clause 114:* (1) The relevant portion of subsection 133(7.01) reads as follows:

(7.01) Where an allowable refund for a taxation year is paid to, or applied to a liability of, a non-resident-owned investment corporation, the Minister shall pay or apply interest on the refund at the prescribed rate for the period beginning on the day that is the later of

...

(b) the day on which the corporation's return of income under this Part for the year was filed under section 150, unless the return was filed on or before the day on or before which it was required to be filed,

and ending on the day the refund is paid or applied.

*Clause 115:* (1) Subsection 157(2) reads as follows:

(2) Where in a taxation year a corporation

(a) has held out the prospect that it will make allocations in proportion to patronage as described in section 135, or

(b) is a credit union,

and for the year or the preceding taxation year

(c) its taxable income (determined before taking into consideration the specified future tax consequences for the year or that preceding year, as the case may be) was not more than \$10,000, and

(d) no tax was payable by it under any of Parts I.3, VI and VI.1 (determined before taking into consideration the specified future tax consequences for the year or that preceding year, as the case may be),

des intérêts calculés au taux prescrit pour la période allant du dernier en date des jours suivants jusqu'au jour où le montant est payé ou imputé :

...

b) le jour où la déclaration de revenu de la société pour l'année en vertu de la présente partie est produite en conformité avec l'article 150, sauf si elle a été produite au plus tard le jour où elle devait l'être.

*Article 112:* (1) Texte du passage visé du paragraphe 131(3.1) :

(3.1) Lorsque le montant d'un remboursement au titre de gains en capital pour une année d'imposition est payé à une société, ou imputé sur une somme dont elle est redevable, le ministre paie ou impute sur ce montant des intérêts calculés au taux prescrit pour la période allant du dernier en date des jours suivants jusqu'au jour où le montant est payé ou imputé :

...

b) le jour où la déclaration de revenu de la société pour l'année en vertu de la présente partie est produite en conformité avec l'article 150, sauf si elle a été produite au plus tard le jour où elle devait l'être.

*Article 113:* (1) Texte du passage visé du paragraphe 132(2.1) :

(2.1) Lorsque le montant d'un remboursement au titre de gains en capital pour une année d'imposition est payé à une fiducie de fonds commun de placement, ou imputé sur une somme dont elle est redevable, le ministre paie ou impute sur ce montant des intérêts calculés au taux prescrit pour la période allant du quarante-cinquième jour suivant le dernier en date des jours suivants jusqu'au jour où le montant est payé ou imputé :

*Article 114:* (1) Texte du passage visé du paragraphe 133(7.01) :

(7.01) Lorsque le montant d'un remboursement admissible pour une année d'imposition est payé à une société de placement appartenant à des non-résidents, ou imputé à une somme dont elle est redevable, le ministre paie ou impute sur ce montant des intérêts calculés au taux prescrit pour la période allant du dernier en date des jours suivants jusqu'au jour où le montant est payé ou imputé :

...

b) le jour où la déclaration de revenu de la société pour l'année en vertu de la présente partie est produite en conformité avec l'article 150, sauf si elle a été produite au plus tard le jour où elle devait l'être.

*Article 115:* (1) Texte du paragraphe 157(2) :

(2) La société qui, au cours d'une année d'imposition, est une caisse de crédit ou a annoncé qu'elle accordera des répartitions proportionnelles à l'apport commercial, comme il est indiqué à l'article 135, peut, au lieu de verser les acomptes provisionnels prévus au paragraphe (1), verser au receveur général, à la fin du troisième mois suivant la fin de l'année, le total de ses impôts payables pour l'année en vertu de la présente partie et des parties I.3, VI et VI.1 si les conditions suivantes sont réunies pour l'année ou pour l'année d'imposition précédente :

a) son revenu imposable n'est pas supérieur à 10 000 \$;

b) aucun impôt n'est payable par elle en vertu des parties I.3, VI ou VI.1.

(b) the amount by which the tax payable under this Part and Parts I.3, VI and VI.1 by the taxpayer for the year is reduced as a consequence of the deduction or exclusion of amounts described in paragraph (a) is deemed to have been paid on account of the taxpayer's tax payable under this Part for the year on the day that is 30 days after the latest of

b) la somme qui est appliquée en réduction de l'impôt payable par le contribuable pour l'année en vertu de la présente partie et des parties I.3, VI et VI.1 par suite de la déduction ou de l'exclusion de montants visés à l'alinéa a) est réputée avoir été versée au titre de son impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie le trentième jour suivant le dernier en date des jours suivants :

(3) Subsection (1) applies to taxation 10 years that end after June 2003.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 2003.

(4) Subsection (2) applies in respect of applications received after June 2003.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux demandes reçues après juin 2003.

117. (1) The Act is amended by adding the following after section 161.1:

117. (1) La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 161.1, de ce qui suit :

Period where interest not payable

161.2 Notwithstanding any other provision of this Act, if the Minister notifies a taxpayer that the taxpayer is required to pay a specified amount under this Act and the taxpayer pays the specified amount in full before the end of the period that the Minister specifies with the notice, interest is not payable on the specified amount for the period.

161.2 Malgré les autres dispositions de la présente loi, si le ministre avise un contribuable qu'il est tenu de payer, en vertu de la présente loi, une somme déterminée et que le contribuable verse la totalité de cette somme avant la fin de la période précisée avec l'avis, aucun intérêt n'est à payer sur la somme pour la période.

Intérêts non payables

#### Small Amounts Owing

Interest and penalty amounts of \$25 or less

161.3 If, at any time, a person pays an amount not less than the total of all amounts, other than interest and penalty, owing at that time to Her Majesty in right of Canada under this Act for a taxation year of the person and the total amount of interest and penalty payable by the person under this Act for that year is not more than \$25.00, the Minister may cancel the interest and penalty.

#### Sommes minimales

161.3 Si, à un moment donné, une personne paie une somme égale ou supérieure au total des sommes, sauf les intérêts et pénalités, dont elle est débitrice à ce moment envers Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la présente loi pour son année d'imposition et que le total des intérêts et pénalités à payer par elle en vertu de la présente loi pour cette année n'excède pas 25 \$, le ministre peut annuler ces intérêts et pénalités.

Intérêts et pénalités de 25 \$ ou moins

Taxpayer

161.4 (1) If the Minister determines, at any time, that the total of all amounts owing by a person to Her Majesty in right of Canada under this Act does not exceed two dollars, those amounts are deemed to be nil.

161.4 (1) Les sommes dont une personne est redevable à Sa Majesté du chef du Canada en vertu de la présente loi sont réputées nulles si le total de ces sommes, déterminé par le ministre à un moment donné, est égal ou inférieur à deux dollars.

Contribuable

Minister

(2) If, at any time, the total of all amounts payable by the Minister to a person under this Act does not exceed two dollars, the Minister shall apply those amounts against any amount

(2) Si, à un moment donné, le total des sommes à payer par le ministre à une personne en vertu de la présente loi est égal ou inférieur à deux dollars, le ministre les déduit

Ministre



it may, instead of paying the instalments required by subsection (1), pay to the Receiver General at the end of the third month following the end of the year the total of the taxes payable by it under this Part and Parts I.3, VI and VI.1 for the year.

*Clause 116:* (1) Subsection 161(2.1) reads as follows:

(2.1) Where the total of all amounts each of which is an amount of interest payable under subsection (2) by a taxpayer, including any interest payable under subsection (2) because of its application under section 36 of the *Canada Pension Plan* to any amount paid or payable under that Act, or under any provision of an Act of a province with which the Minister of Finance has entered into an agreement for the collection of the taxes payable to the province under that Act that is similar to subsection (2) does not exceed \$25 for a taxation year, the Minister shall not assess the interest.

(2) The relevant portion of subsection 161(7) reads as follows:

(7) For the purpose of computing interest under subsection (1) or (2) on tax or a part of an instalment of tax for a taxation year, and for the purpose of section 163.1,

...

(b) the amount by which the tax payable under this Part and Parts I.3, VI and VI.1 by the taxpayer for the year is reduced as a consequence of the deduction or exclusion of amounts described in paragraph (a) is deemed to have been paid on account of the taxpayer's tax payable under this Part for the year on the day that is the latest of

*Clause 117:* (1) New.

*Article 116 :* (1) Texte du paragraphe 161(2.1) :

(2.1) Lorsque le total des montants dont chacun est un montant d'intérêt payable par un contribuable en vertu du paragraphe (2) — y compris un intérêt payable selon le paragraphe (2) à cause de son application, en vertu de l'article 36 du *Régime de pensions du Canada*, relativement à un montant payé ou payable en application de cette loi — ou de toute autre disposition similaire d'une loi d'une province avec laquelle le ministre des Finances a conclu un accord en vue de recouvrer les impôts payables à la province en vertu de cette loi, ne dépasse pas 25 \$ pour une année d'imposition, le ministre ne peut exiger ces intérêts.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 161(7) :

(7) Pour le calcul des intérêts à verser en application des paragraphes (1) ou (2) sur l'impôt ou sur une partie d'un acompte provisionnel pour une année d'imposition et pour l'application de l'article 163.1 :

...

b) le montant qui est appliqué en réduction de l'impôt payable par le contribuable pour l'année en vertu de la présente partie et des parties I.3, VI et VI.1 par suite de la déduction ou de l'exclusion de montants visés à l'alinéa a) est réputé avoir été versé au titre de son impôt payable pour l'année en vertu de la présente partie au dernier en date des jours suivants :

*Article 117 :* (1) Nouveau.

owing, at that time, by the person to Her Majesty in right of Canada. However, if the person, at that time, does not owe any amount to Her Majesty, those amounts payable are deemed to be nil.

(2) Section 161.2 of the Act, as enacted by subsection (1), comes into force or is deemed to have come into force on July 1, 2003.

(3) Section 161.3 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to taxation years that end after June 2003.

(4) Section 161.4 of the Act, as enacted by subsection (1), applies to amounts owing or payable, as the case may be, after June 2003.

118. (1) Subsection 164(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Where under this section an amount in respect of a taxation year (other than an amount or portion of it that can reasonably be considered to arise from the operation of section 122.5, 122.61 or 126.1) is refunded or repaid to a taxpayer or applied to another liability of the taxpayer, the Minister shall pay or apply interest on it at the prescribed rate for the period beginning on the day that is the latest of the days referred to in the following paragraphs and ending on the day on which the amount is refunded, repaid or applied:

(a) if the taxpayer is an individual, the day that is 30 days after the individual's balance-due day for the year;

(b) if the taxpayer is a corporation, the day that is 120 days after the end of the year;

(c) if the taxpayer is

(i) a corporation, the day that is 30 days after the day on which its return of income for the year was filed under section 150, unless the return was filed on or before the corporation's filing-due date for the year, and

(ii) an individual, the day that is 30 days after the day on which the individual's

de toute somme dont la personne est redevable à ce moment à Sa Majesté du chef du Canada. Toutefois, si la personne n'est redevable d'aucune somme à Sa Majesté, les sommes à payer par le ministre sont réputées nulles.

(2) L'article 161.2 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), entre en vigueur ou est réputé être entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

(3) L'article 161.3 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux années d'imposition se terminant après juin 2003.

(4) L'article 161.4 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux sommes dues ou à payer, selon le cas, après juin 2003.

118. (1) Le paragraphe 164(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsque, en vertu du présent article, une somme à l'égard d'une année d'imposition est remboursée à un contribuable ou imputée sur tout autre montant dont il est redevable, à l'exception de tout ou partie de la somme qu'il est raisonnable de considérer comme découlant de l'application des articles 122.5, 122.61 ou 126.1, le ministre paie au contribuable les intérêts afférents à cette somme au taux prescrit ou les impute sur cet autre montant, pour la période allant du dernier en date des jours visés aux alinéas ci-après jusqu'au jour où la somme est remboursée ou imputée :

a) si le contribuable est un particulier, le trentième jour suivant la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année;

b) si le contribuable est une société, le cent vingtième jour suivant la fin de l'année;

c) si le contribuable est :

(i) une société, le trentième jour suivant celui où sa déclaration de revenu pour l'année a été produite en conformité avec l'article 150, sauf si la déclaration a été produite au plus tard à la date d'é-

*Clause 118:* (1) Subsection 164(3) reads as follows:

(3) Where under this section an amount in respect of a taxation year (other than an amount or portion thereof that can reasonably be considered to arise from the operation of section 122.5, 122.61 or 126.1) is refunded or repaid to a taxpayer or applied to another liability of the taxpayer, the Minister shall pay or apply interest on it at the prescribed rate for the period beginning on the day that is the latest of

(a) where the taxpayer is an individual, the day that is 45 days after the individual's balance-due day for the year,

(b) where the taxpayer is a corporation, the day that is 120 days after the end of the year,

(c) where the taxpayer is

(i) a corporation, the day on which its return of income for the year was filed under section 150, unless the return was filed on or before the corporation's filing-due date for the year, and

(ii) an individual, the day that is 45 days after the day on which the individual's return of income for the year was filed under section 150,

(d) in the case of a refund of an overpayment, the day the overpayment arose, and

(e) in the case of a repayment of an amount in controversy, the day an overpayment equal to the amount of the repayment would have arisen if the total of all amounts payable on account of the taxpayer's liability under this Part for the year were the amount by which

(i) the lesser of the total of all amounts paid on account of the taxpayer's liability under this Part for the year and the total of all amounts assessed by the Minister as payable under this Part by the taxpayer for the year

exceeds

(ii) the amount repaid,

and ending on the day the amount is refunded, repaid or applied, unless the amount of the interest so calculated is less than \$1, in which event no interest shall be paid or applied under this subsection.

*Article 118 :* (1) Texte du paragraphe 164(3) :

(3) Lorsque, en vertu du présent article, une somme à l'égard d'une année d'imposition est remboursée à un contribuable ou imputée sur un autre montant dont il est redevable, à l'exception de tout ou partie de la somme qu'il est raisonnable de considérer comme découlant de l'application des articles 122.5, 122.61 ou 126.1, le ministre paie au contribuable les intérêts afférents à cette somme au taux prescrit ou les impute sur ce montant, pour la période allant du dernier en date des jours visés aux alinéas suivants jusqu'au jour où la somme est remboursée ou imputée, sauf si les intérêts ainsi calculés sont inférieurs à 1 \$, auquel cas aucun intérêt n'est payé ni imputé en vertu du présent paragraphe :

a) le quarante-cinquième jour suivant la date d'exigibilité du solde qui est applicable au contribuable pour l'année, s'il est un particulier;

b) le 120<sup>e</sup> jour suivant la fin de l'année, si le contribuable est une société;

c) si le contribuable est :

(i) une société, le jour où sa déclaration de revenu pour l'année a été produite en conformité avec l'article 150, sauf si la déclaration a été produite au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année,

(ii) un particulier, le quarante-cinquième jour suivant celui où sa déclaration de revenu pour l'année a été produite en conformité avec l'article 150;

d) dans le cas d'un remboursement d'un paiement en trop d'impôt, le jour où il y a eu paiement en trop;

e) dans le cas d'un remboursement d'une somme en litige, le jour où il y aurait eu un paiement en trop égal à la somme remboursée si le total des montants payables sur ce dont le contribuable est redevable en vertu de la présente partie pour l'année était égal à l'excédent du montant visé au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le moindre du total des sommes versées sur ce dont il est redevable en vertu de la présente partie pour l'année et du total des montants qui, selon la cotisation établie par le ministre, sont payables en vertu de la présente partie par le contribuable pour l'année,

(ii) la somme remboursée.



return of income for the year was filed under section 150;

(d) in the case of a refund of an overpayment, the day on which the overpayment arose; and

(e) in the case of a repayment of an amount in controversy, the day on which an overpayment equal to the amount of the repayment would have arisen if the total of all amounts payable on account of the taxpayer's liability under this Part for the year were the amount by which

(i) the lesser of the total of all amounts paid on account of the taxpayer's liability under this Part for the year and the total of all amounts assessed by the Minister as payable under this Part by the taxpayer for the year

exceeds

(ii) the amount repaid.

**(2) Subsection 164(3.2) of the Act is replaced by the following:**

(3.2) Notwithstanding subsection (3), if an overpayment of a taxpayer for a taxation year is determined because of an assessment made under subsection 152(4.2) or 220(3.1) or (3.4) and an amount in respect of the overpayment is refunded to, or applied to another liability of, the taxpayer under subsection (1.5) or (2), the Minister shall pay or apply interest on the overpayment at the prescribed rate for the period beginning on the day that is 30 days after the day on which the Minister received a request in a manner satisfactory to the Minister to apply those subsections and ending on the day on which the amount is refunded or applied.

(3) The portion of subsection 164(5) of the Act after paragraph (h.3) and before paragraph (i) is replaced by the following:

chéance de production qui lui est applicable pour l'année,

(ii) un particulier, le trentième jour suivant celui où sa déclaration de revenu pour l'année a été produite en conformité avec l'article 150;

d) dans le cas du remboursement d'un paiement en trop d'impôt, le jour où il y a eu paiement en trop;

e) dans le cas du remboursement d'une somme en litige, le jour où il y aurait eu un paiement en trop égal à la somme remboursée si le total des sommes payables sur ce dont le contribuable est redevable en vertu de la présente partie pour l'année était égal à l'excédent du total visé au sous-alinéa (i) sur la somme visée au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des sommes versées sur ce dont il est redevable en vertu de la présente partie pour l'année ou, s'il est moins élevé, le total des sommes qui, selon la cotisation établie par le ministre, sont à payer en vertu de la présente partie par le contribuable pour l'année,

(ii) la somme remboursée.

**(2) Le paragraphe 164(3.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3.2) Malgré le paragraphe (3), lorsqu'un paiement en trop de la part d'un contribuable pour une année d'imposition est déterminé par suite d'une cotisation établie en application des paragraphes 152(4.2) ou 220(3.1) ou (3.4) et que la somme correspondante est remboursée au contribuable, ou imputée à tout autre montant dont il est redevable, en application des paragraphes (1.5) ou (2), le ministre paie au contribuable les intérêts afférents au paiement en trop au taux prescrit ou les impute à cet autre montant, pour la période allant du trentième jour suivant le jour de la réception par le ministre, d'une manière qu'il juge acceptable, d'une demande en vue de l'application de ces paragraphes jusqu'au jour où la somme est remboursée ou imputée.

(3) Le passage du paragraphe 164(5) de la même loi suivant l'alinéa h.3) et précédant l'alinéa i) est remplacé par ce qui suit :

Interest where amounts cancelled

Intérêts sur montants annulés

(2) Subsection 164(3.2) reads as follows:

(3.2) Notwithstanding subsection (3), where the amount of an overpayment of a taxpayer for a taxation year is determined because of an assessment made under subsection 152(4.2) or 220(3.1) or (3.4) and an amount in respect thereof is refunded to, or applied to another liability of, the taxpayer under subsection (1.5) or (2), the Minister shall pay or apply interest thereon at the prescribed rate for the period beginning on the day the Minister received the application therefor, in a form satisfactory to the Minister, and ending on the day the amount is refunded or applied, unless the amount of the interest so calculated is less than \$1, in which case no interest shall be paid or applied under this subsection.

(3) The relevant portion of subsection 164(5) reads as follows:

(2) Texte du paragraphe 164(3.2) :

(3.2) Malgré le paragraphe (3), lorsqu'un paiement en trop par un contribuable pour une année d'imposition est déterminé par suite d'une cotisation établie en application des paragraphes 152(4.2) ou 220(3.1) ou (3.4) et qu'une somme y afférente est remboursée au contribuable, ou imputée à un autre montant dont le contribuable est redevable, en application des paragraphes (1.5) ou (2), le ministre paie au contribuable les intérêts afférents à cette somme au taux prescrit ou les impute à ce montant, pour la période allant du jour de la réception par le ministre, sous une forme qu'il juge acceptable, de la demande en question jusqu'au jour où la somme est remboursée ou imputée, sauf si les intérêts ainsi calculés sont inférieurs à 1 \$, auquel cas aucun intérêt n'est payé ni imputé en vertu du présent paragraphe.

(3) Texte du passage visé du paragraphe 164(5) :

(5) Pour l'application du paragraphe (3), il est réputé y avoir eu partie de paiement en trop de l'impôt payable par un contribuable pour une année d'imposition, si cette partie résulte de :

is deemed to have arisen on the day that is 30 days after the latest of

(4) Subsections (1) and (3) apply to taxation years that end after June 2003.

(5) Subsection (2) applies in respect of requests received by the Minister of National Revenue after June 2003.

119. (1) The portion of subsection 183.1(2) of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

the corporation shall, on or before its balance-due day for its taxation year that includes that time, pay tax of 45% of that amount or portion of it, as the case may be.

(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after June 2003.

120. (1) The portion of subsection 186(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

186. (1) Every corporation (in this section referred to as the "particular corporation") that is at any time in a taxation year a private corporation or a subject corporation shall, on or before its balance-due day for the year, pay a tax under this Part for the year equal to the amount, if any, by which the total of

(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after June 2003.

121. (1) Section 187.2 of the Act is replaced by the following:

187.2 Every corporation shall, on or before its balance-due day for a taxation year, pay a tax under this Part for the year equal to 10% of the total of all amounts each of which is a dividend, other than an excepted dividend, received by the corporation in the year on a taxable preferred share (other than a share of a class in respect of which an election under subsection 191.2(1) has been made) to the extent that an amount in respect of the dividend was deductible under section 112 or 113 or subsection 138(6) in computing its taxable

le trentième jour suivant le dernier en date des jours suivants :

(4) Les paragraphes (1) et (3) s'appliquent aux années d'imposition se terminant après juin 2003.

(5) Le paragraphe (2) s'applique aux demandes reçues par le ministre du Revenu national après juin 2003.

119. (1) Le passage du paragraphe 183.1(2) de la même loi suivant l'alinéa b) 10 est remplacé par ce qui suit :

la société est redevable, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour son année d'imposition qui comprend ce moment, d'un impôt au taux de 45 % de tout 15 ou partie de ce montant, selon le cas.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après juin 2003.

120. (1) Le passage du paragraphe 20 186(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

186. (1) Toute société qui est une société privée ou une société assujettie au cours d'une année d'imposition est tenue de payer, 25 au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année, un impôt pour l'année en vertu de la présente partie égal à l'excédent éventuel du total des montants suivants :

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après juin 2003.

121. (1) L'article 187.2 de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit :

187.2 Toute société est redevable, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour une année d'imposition, d'un impôt en vertu de la présente partie pour l'année, au taux de 10 %, sur le total des sommes 40 dont chacune représente un dividende, sauf un dividende exclu, qu'elle reçoit au cours de l'année sur une action privilégiée imposable — sauf s'il s'agit d'une action d'une catégorie choisie en application du paragraphe 45 191.2(1) — dans la mesure où une somme au titre de ce dividende est déductible dans le

Tax on assessable dividends

Impôt sur les dividendes déterminés

Tax on dividends on taxable preferred shares

Impôt sur les dividendes des actions privilégiées imposables



(5) For the purpose of subsection (3), the portion of any overpayment of the tax payable by a taxpayer for a taxation year that arose as a consequence of

...

shall be deemed to have arisen on the day that is the latest of

...

au dernier en date des jours suivants :

*Clause 119:* (1) The relevant portion of subsection 183.1(2) reads as follows:

(2) Where, as a part of a transaction or series of transactions or events,

...

the corporation shall, on or before the day on or before which it is required to file its return of income under Part I for its taxation year that includes that time, pay a tax of 45% of that amount or portion thereof, as the case may be.

*Article 119 :* (1) Texte du passage visé du paragraphe 183.1(2) :

(2) Si, à un moment donné, dans le cadre d'une opération ou d'une série d'opérations ou d'événements :

...

la société est redevable, au plus tard à la date où elle est tenue de produire une déclaration de revenu en vertu de la partie I pour son année d'imposition qui comprend le moment donné, d'un impôt au taux de 45 % de tout ou partie de ce montant, selon le cas.

*Clause 120:* (1) The relevant portion of subsection 186(1) reads as follows:

**186.** (1) Every corporation (in this section referred to as the "particular corporation") that is at any time in a taxation year a private corporation or a subject corporation shall, on or before the last day of the third month after the end of the year, pay a tax under this Part for the year equal to the amount, if any, by which the total of

*Article 120 :* (1) Texte du passage visé du paragraphe 186(1) :

**186.** (1) Toute société qui est une société privée ou une société assujettie au cours d'une année d'imposition est tenue de payer, au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la fin de l'année, un impôt pour l'année en vertu de la présente partie égal à l'excédent éventuel du total des montants suivants :

*Clause 121:* (1) Section 187.2 reads as follows:

**187.2** Every corporation shall, on or before the last day of the second month after the end of each taxation year, pay a tax under this Part for the year equal to 10% of the total of all amounts each of which is a dividend, other than an excepted dividend, received by the corporation in the year on a taxable preferred share (other than a share of a class in respect of which an election under subsection 191.2(1) has been made) to the extent that an amount in respect of the dividend was deductible under section subsection 112 or 113 or 138(6) in computing its taxable income for the year or under subsection 115(1) in computing its taxable income earned in Canada for the year.

*Article 121 :* (1) Texte de l'article 187.2 :

**187.2** Toute société est redevable, au plus tard le dernier jour du deuxième mois suivant la fin de chaque année d'imposition, d'un impôt en vertu de la présente partie pour l'année, au taux de 10 %, sur le total des montants dont chacun représente un dividende, sauf un dividende exclu, qu'elle reçoit au cours de l'année sur une action privilégiée imposable — sauf s'il s'agit d'une action d'une catégorie choisie en application du paragraphe 191.2(1) — dans la mesure où un montant au titre de ce dividende est déductible dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en application de l'article 112 ou 113 ou du paragraphe 138(6) ou dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année en application du paragraphe 115(1).

income for the year or under subsection 115(1) in computing its taxable income earned in Canada for the year.

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after June 2003.**

**122. (1) Subsection 187.3(1) of the Act is replaced by the following:**

**187.3 (1)** Every restricted financial institution shall, on or before its balance-due day for a taxation year, pay a tax under this Part for the year equal to 10% of the total of all amounts each of which is a dividend, other than an excepted dividend, received by the institution at any time in the year on a share acquired by any person before that time and after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 that was, at the time the dividend was paid, a taxable RFI share to the extent that an amount in respect of the dividend was deductible under section 112 or 113 or subsection 138(6) in computing its taxable income for the year or under subsection 115(1) in computing its taxable income earned in Canada for the year.

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after June 2003.**

**123. (1) Paragraph 196(3)(b) of the Act is replaced by the following:**

*(b)* the remainder, if any, of the tax payable by it under this Part for the year, on or before its balance-due day for the year.

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after June 2003.**

**124. (1) Paragraph 204.86(1)(c) of the Act is replaced by the following:**

*(c)* on or before its balance-due day for the year, pay to the Receiver General the

calcul de son revenu imposable pour l'année en application des articles 112 ou 113 ou du paragraphe 138(6) ou dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année en application du paragraphe 115(1).

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après juin 2003.**

**122. (1) Le paragraphe 187.3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**187.3 (1)** Toute institution financière vérifiable est redevable, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour une année d'imposition, d'un impôt en vertu de la présente partie pour l'année, au taux de 10 %, sur le total des sommes dont chacune représente un dividende, sauf un dividende exclu, qu'elle reçoit à un moment de l'année sur une action qu'une personne a acquise avant ce moment et après 20 heures, 20 heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 et qui est, au moment du versement du dividende, une action particulière à une institution financière, dans la mesure où une somme au titre de ce dividende est déductible dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en application des articles 112 ou 113 ou du paragraphe 138(6) ou dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année en application du paragraphe 115(1).

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après juin 2003.**

**123. (1) L'alinéa 196(3)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

*b)* d'autre part, le solde éventuel de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année.

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après juin 2003.**

**124. (1) L'alinéa 204.86(1)(c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

*c)* au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année,

Tax on dividends on taxable RFI shares

Impôt sur les dividendes des actions particulières aux institutions financières

*Clause 122:* (1) Subsection 187.3(1) reads as follows:

**187.3** (1) Every restricted financial institution shall, on or before the last day of the second month after the end of each taxation year, pay a tax under this Part for the year equal to 10% of the total of all amounts each of which is a dividend, other than an excepted dividend, received by the institution at any time in the year on a share acquired by any person before that time and after 8:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, June 18, 1987 that was, at the time the dividend was paid, a taxable RFI share to the extent that an amount in respect of the dividend was deductible under section subsection 112 or 113 or 138(6) in computing its taxable income for the year or under subsection 115(1) in computing its taxable income earned in Canada for the year.

*Clause 123:* (1) The relevant portion of subsection 196(3) reads as follows:

(3) Where a corporation is liable to pay tax for a taxation year under this Part, the corporation shall pay in respect of the year, to the Receiver General

...  
(b) the remainder, if any, of the tax payable by it under this Part for the year, on or before the end of the second month following the end of the year.

*Clause 124:* (1) The relevant portion of subsection 204.86(1) reads as follows:

**204.86** (1) Every registered labour-sponsored venture capital corporation and every revoked corporation shall

*Article 122 :* (1) Texte du paragraphe 187.3(1) :

**187.3** (1) Toute institution financière véritable est redevable, au plus tard le dernier jour du deuxième mois suivant la fin de chaque année d'imposition, d'un impôt en vertu de la présente partie pour l'année, au taux de 10 %, sur le total des montants dont chacun représente un dividende, sauf un dividende exclu, qu'elle reçoit à un moment de l'année sur une action qu'une personne a acquise avant ce moment et après 20 heures, heure avancée de l'Est, le 18 juin 1987 et qui est, au moment du versement du dividende, une action particulière à une institution financière, dans la mesure où un montant au titre de ce dividende est déductible dans le calcul de son revenu imposable pour l'année en application de l'article 112 ou 113 ou du paragraphe 138(6) ou dans le calcul de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année en application du paragraphe 115(1).

*Article 123 :* (1) Texte du passage visé du paragraphe 196(3) :

(3) La société qui est redevable de l'impôt prévu par la présente partie pour une année d'imposition doit payer au receveur général pour l'année :

...

b) d'autre part, le solde éventuel de son impôt payable en vertu de la présente partie pour l'année, au plus tard, à la fin du deuxième mois qui suit la fin de l'année.

*Article 124 :* (1) Texte du passage visé du paragraphe 204.86(1) :

**204.86** (1) Toute société agréée à capital de risque de travailleurs ou toute société dont l'agrément a été retiré doit, à la fois :



amount of tax and penalties, if any, payable under this Part by it for the year.

**(2) Paragraph 204.86(2)(c) of the Act is replaced by the following:**

(c) on or before its balance-due day for the year, pay to the Receiver General the amount of tax payable under this Part by it for the year.

**(3) Subsections (1) and (2) apply to taxation years that begin after June 2003.**

**125. (1) The portion of subsection 208(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

(2) A person liable to pay a tax under this Part in respect of a year shall, on or before its balance-due day for a taxation year,

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after June 2003.**

**126. (1) Paragraph 209(4)(b) of the Act is replaced by the following:**

(b) the remainder, if any, of the tax payable by the person under this Part for the year, on or before the person's balance-due day for the year.

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after June 2003.**

**127. (1) Section 211.4 of the Act is replaced by the following:**

**211.4** Every life insurer shall pay, on or before its balance-due day for a taxation year, the remainder, if any, of the tax payable under this Part by the insurer for the year.

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after June 2003.**

payer au receveur général l'impôt et les pénalités éventuels qu'elle doit payer en vertu de la présente partie pour l'année.

**(2) L'alinéa 204.86(2)(c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

c) au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année, payer au receveur général l'impôt payable par elle en vertu de la présente partie pour l'année.

**(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux années d'imposition commençant après juin 2003.**

**125. (1) Le passage du paragraphe 208(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

(2) La personne assujettie à l'impôt en vertu de la présente partie pour une année doit, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour une année d'imposition :

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après juin 2003.**

**126. (1) L'alinéa 209(4)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

b) le solde éventuel de cet impôt, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année.

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après juin 2003.**

**127. (1) L'article 211.4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**211.4** Tout assureur sur la vie doit payer, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour une année d'imposition, le solde de l'impôt dont il est redevable pour l'année en vertu de la présente partie.

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après juin 2003.**

Return and  
payment of tax

Déclaration et  
paiement de  
l'impôt

Payment of  
remainder of  
tax

Paiement du  
solde

...

(c) within 90 days after the end of the year, pay to the Receiver General the amount of tax and penalties, if any, payable under this Part by it for the year.

(2) The relevant portion of subsection 204.86(2) reads as follows:

(2) Where tax is payable under this Part for a taxation year by a corporation because of subsection 204.82(5) or 204.85(2), the corporation shall

...

(c) within 90 days after the end of the year, pay to the Receiver General the amount of tax payable under this Part by it for the year.

*Clause 125:* (1) The relevant portion of subsection 208(2) reads as follows:

(2) A person liable to pay a tax under this Part in respect of a year shall, within 3 months from the end of the year,

*Clause 126:* (1) The relevant portion of subsection 209(4) reads as follows:

(4) Where a person is liable to pay tax for a taxation year under this Part, the person shall pay in respect of the year, to the Receiver General

...  
(b) the remainder, if any, of the tax payable by the person under this Part for the year, on or before the end of the second month following the end of the year.

*Clause 127:* (1) Section 211.4 reads as follows:

**211.4** Every life insurer shall pay, on or before the last day of the second month ending after the end of a taxation year, the remainder, if any, of the tax payable under this Part by the insurer for the year.

...

c) dans les 90 jours suivant la fin de l'année, payer au receveur général l'impôt et les pénalités éventuels qu'elle doit payer en vertu de la présente partie pour l'année.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 204.86(2) :

(2) La société qui est tenue de payer un impôt en vertu de la présente partie pour une année d'imposition par l'effet des paragraphes 204.82(5) ou 204.85(2) doit :

...

c) dans les 90 jours suivant la fin de l'année, payer au receveur général l'impôt payable par elle en vertu de la présente partie pour l'année.

*Article 125 :* (1) Texte du passage visé du paragraphe 208(2) :

(2) Dans les 3 mois qui suivent la fin de l'année, une personne assujettie à l'impôt en vertu de la présente partie pour l'année doit :

*Article 126 :* (1) Texte du passage visé du paragraphe 209(4) :

(4) La personne redevable de l'impôt prévu par la présente partie pour une année d'imposition doit payer au receveur général pour l'année :

...

b) le solde éventuel de cet impôt, au plus tard à la fin du deuxième mois suivant la fin de l'année.

*Article 127 :* (1) Texte de l'article 211.4 :

**211.4** Tout assureur sur la vie doit payer, au plus tard le dernier jour du deuxième mois se terminant après la fin d'une année d'imposition, le solde de l'impôt dont il est redevable pour l'année en vertu de la présente partie.

**128. (1) The portion of subsection 219(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:**

**219. (1)** Every corporation that is non-resident in a taxation year shall, on or before its balance-due day for the year, pay a tax under this Part for the year equal to 25% of the amount, if any, by which the total of

**(2) Subsection (1) applies to taxation years that begin after June 2003.**

**129. (1) Subsection 220(3) of the Act is replaced by the following:**

**(3)** The Minister may at any time extend the time for making a return under this Act. However, the extension does not apply for the purpose of calculating a penalty that a person is liable to pay under section 162 if the person fails to make the return within the period of the extension.

**(2) Subsection (1) applies in respect of extensions granted after February 18, 2003.**

#### *Coordinating Amendments*

##### *Excise Act, 2001*

**130. (1)** On the later of the coming into force of subsection 100(1) of this Act and section 382 of the *Excise Act, 2001*, being chapter 22 of the Statutes of Canada, 2002 (the "other Act"), section 78 of the *Excise Tax Act* is replaced by the following:

**78. (1)** The fiscal months of a person shall be determined in accordance with the following rules:

(a) if fiscal months of the person have been determined under subsection 243(2) or (4) for the purposes of Part IX, each of those fiscal months is a fiscal month of the person for the purposes of this Act;

(b) if fiscal months of the person have not been determined under subsection 243(2)

**128. (1) Le passage du paragraphe 219(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :**

**219. (1)** Toute société qui ne réside pas au Canada au cours d'une année d'imposition est tenue de payer, au plus tard à la date d'exigibilité du solde qui lui est applicable pour l'année, un impôt en vertu de la présente partie pour l'année égal à 25 % de l'excédent éventuel du total des montants suivants :

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après juin 2003.**

**129. (1) Le paragraphe 220(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**(3)** Le ministre peut en tout temps proroger le délai fixé pour faire une déclaration en vertu de la présente loi. Toutefois, il n'est pas tenu compte de la prorogation pour ce qui est du calcul d'une pénalité prévue à l'article 162 si la personne qui est passible de cette pénalité ne fait pas la déclaration dans le délai prorogé.

**(2) Le paragraphe (1) s'applique aux prorogations consenties après le 18 février 2003.**

#### *Dispositions de coordination*

##### *Loi de 2001 sur l'accise*

**130. (1)** À l'entrée en vigueur du paragraphe 100(1) de la présente loi ou à celle de l'article 382 de la *Loi de 2001 sur l'accise*, chapitre 22 des Lois du Canada (2002) (appelée « autre loi » au présent article), la dernière en date étant à retenir, l'article 78 de la *Loi sur la taxe d'accise* est remplacé par ce qui suit :

**78. (1)** Les mois d'exercice d'une personne sont déterminés selon les règles suivantes :

a) s'ils ont été déterminés selon les paragraphes 243(2) ou (4) pour l'application de la partie IX, chacun de ces mois est un mois d'exercice de la personne pour l'application de la présente loi;

b) sinon, la personne peut choisir, pour l'application de la présente loi, des mois

Additional tax

Impôt supplémentaire

Extensions for returns

Prorogation de délais pour les déclarations

Determination of fiscal months

Mois d'exercice



*Clause 128:* (1) The relevant portion of subsection 219(1) reads as follows:

**219.** (1) Every corporation that is non-resident in a taxation year shall, on or before its filing-due date for the year, pay a tax under this Part for the year equal to 25% of the amount, if any, by which the total of

*Article 128 :* (1) Texte du passage visé du paragraphe 219(1) :

**219.** (1) Toute société qui ne réside pas au Canada au cours d'une année d'imposition est tenue de payer, au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour l'année, un impôt en vertu de la présente partie pour l'année égal à 25 % de l'excédent éventuel du total des montants suivants :

*Clause 129:* (1) Subsection 220(3) reads as follows:

(3) The Minister may at any time extend the time for making a return under this Act.

*Article 129 :* (1) Texte du paragraphe 220(3) :

(3) Le ministre peut à tout moment proroger le délai fixé pour faire une déclaration en vertu de la présente loi.

	<p>or (4) for the purposes of Part IX, the person may select for the purposes of this Act fiscal months that meet the requirements set out in subsection 243(2); and</p> <p>(c) if neither paragraph (a) nor paragraph (b) applies, each calendar month is a fiscal month of the person for the purposes of this Act.</p>	<p>d'exercice qui remplissent les exigences énoncées au paragraphe 243(2);</p> <p>c) en cas d'inapplication des alinéas a) et b), chaque mois civil est un mois d'exercice de la personne pour l'application de la présente loi.</p>	
Notification of Minister	<p>(2) Every person who is required to file a return shall notify the Minister of their fiscal months in the prescribed form and manner.</p>	<p>(2) Quiconque est tenu de produire une déclaration doit aviser le ministre de ses mois d'exercice en la forme et selon les modalités prescrites.</p>	Avis au ministre
	<p>(2) On the later of the coming into force of subsection 100(1) of this Act and section 383 of the other Act, section 79 of the <i>Excise Tax Act</i> is replaced by the following:</p>	<p>(2) À l'entrée en vigueur du paragraphe 100(1) de la présente loi ou à celle de l'article 383 de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, l'article 79 de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> est remplacé par ce qui suit :</p>	
Returns and payments	<p>79. (1) Every person who is required to pay tax under Part III and every person who holds a licence granted under or in respect of that Part shall, not later than the last day of the first month after each fiscal month of the person,</p> <p>(a) file a return with the Minister, in the prescribed form and manner, for that fiscal month;</p> <p>(b) calculate, in the return, the total amount of the tax payable, if any, by the person for that fiscal month; and</p> <p>(c) pay that amount to the Receiver General.</p>	<p>79. (1) La personne tenue de payer une taxe en vertu de la partie III ou qui est titulaire d'une licence délivrée en vertu ou à l'égard de cette partie doit, au plus tard le dernier jour du premier mois suivant chacun de ses mois d'exercice :</p> <p>a) présenter au ministre, en la forme et selon les modalités prescrites, une déclaration pour ce mois d'exercice;</p> <p>b) calculer, dans la déclaration, le total des taxes à payer par elle pour ce mois d'exercice;</p> <p>c) verser ce total au receveur général.</p>	Déclaration et paiements
Authority for extended reporting period	<p>(2) Despite subsection (1), the Minister may authorize a person to file a return and pay tax in respect of</p> <p>(a) any period longer than one fiscal month but not more than six fiscal months, if the tax payable by that person under Part III for the preceding twelve fiscal months did not exceed \$4,800; or</p> <p>(b) any period longer than one fiscal month but not more than six fiscal months, if</p> <p>(i) the activities of the person that give rise to tax payable by that person under Part III are predominantly limited to a seasonal period of operation, and</p>	<p>(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre peut autoriser une personne à produire une déclaration et à payer une taxe pour toute période de plus d'un mois d'exercice, mais d'au plus six mois d'exercice si, selon le cas :</p> <p>a) la taxe à payer par la personne en vertu de la partie III pour les douze mois précédents n'a pas dépassé quatre mille huit cents dollars;</p> <p>b) à la fois :</p> <p>(i) les activités de la personne qui donnent lieu à une taxe à payer par elle en vertu de la partie III s'exercent surtout au cours d'une saison d'exploitation,</p>	Autorisation de prolonger la période de déclaration





(ii) the tax payable by that person under Part III for the equivalent period in the preceding twelve fiscal months did not exceed an average of \$400 per fiscal month during that equivalent period.

5

(ii) la taxe à payer par la personne en vertu de la partie III pour la période équivalente comprise dans les douze mois précédents n'a pas dépassé une moyenne de quatre cents dollars par mois d'exercice au cours de cette période équivalente.

5

Filing of return  
for extended  
reporting  
period

(3) If the Minister authorizes a person under subsection (2) to file a return and pay tax in respect of a period longer than one fiscal month, the person shall, not later than the last day of the first month after the end of the period, file the return and pay any tax owing.

10

(3) La personne qui a été autorisée, en vertu du paragraphe (2), à produire une déclaration et à payer une taxe pour une période de plus d'un mois d'exercice doit produire la déclaration et payer toute taxe exigible au plus tard le dernier jour du premier mois suivant la fin de la période.

Déclaration et  
paiement

10

(3) On the later of the coming into force of subsection 101(1) of this Act and subsection 384(1) of the other Act, clause 79.1(1)(a)(i)(A) of the *Excise Tax Act* is replaced by the following:

15

(3) À l'entrée en vigueur du paragraphe 101(1) de la présente loi ou à celle du paragraphe 384(1) de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, la division 79.1(1)a)(i)(A) de la *Loi sur la taxe d'accise* est remplacée par ce qui suit :

20

(A) the tax payable under Part III, other than tax payable in accordance with the *Customs Act*, by that person in that month, and

20

(A) la taxe exigible de la personne en vertu de la partie III au cours de ce mois, sauf la taxe prévue par la *Loi sur les douanes*,

(4) On the later of the coming into force of subsection 101(1) of this Act and subsection 384(2) of the other Act, clause 79.1(1)(a)(ii)(A) of the *Excise Tax Act* is replaced by the following:

25

(4) À l'entrée en vigueur du paragraphe 101(1) de la présente loi ou à celle du paragraphe 384(2) de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, la division 79.1(1)a)(ii)(A) de la *Loi sur la taxe d'accise* est remplacée par ce qui suit :

30

(A) the tax payable under Part III, other than tax payable in accordance with the *Customs Act*, by that person in that period, and

30

(A) la taxe exigible de la personne en vertu de la partie III au cours de cette période, sauf la taxe prévue par la *Loi sur les douanes*,

(5) If subsection 101(1) of this Act comes into force before, or on the same day as, subsection 384(3) of the other Act, then, on the day on which that subsection 101(1) comes into force, that subsection 384(3) is repealed.

35

(5) L'entrée en vigueur du paragraphe 101(1) de la présente loi emporte abrogation du paragraphe 384(3) de l'autre loi si elle est antérieure ou concomitante à l'entrée en vigueur de celui-ci.

(6) On the later of the coming into force of subsection 101(2) of this Act and subsection 384(4) of the other Act, subparagraph 79.1(1)(b)(ii) of the *Excise Tax Act* is replaced by the following:

40

(6) À l'entrée en vigueur du paragraphe 101(2) de la présente loi ou à celle du paragraphe 384(4) de l'autre loi, la dernière en date étant à retenir, le sous-alinéa 79.1(1)b)(ii) de la *Loi sur la taxe d'accise* est remplacé par ce qui suit :

45

(ii) the person

(ii) si la personne :



- (A) was, at any time in the last preceding calendar year ending at least ninety days, or ninety-one days if that time falls in a leap year, before that time, a member of a group of associated corporations (within the meaning of section 256 of the *Income Tax Act*) and the aggregate amount of taxes payable under Part III, other than taxes payable in accordance with the *Customs Act*, by the group in that year exceeded twelve million dollars, and

(B) is not, at that time, authorized under subsection 79(2) to file a return for a period longer than one fiscal month.
- (A) d'une part, était, au cours de l'année civile se terminant au moins quatre-vingt-dix jours — ou quatre-vingt-onze jours pour une année bissextile — avant cette date, membre d'un groupe de sociétés associées (au sens de l'article 256 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*) et que la somme des taxes exigibles du groupe en vertu de la partie III, autres que les taxes prévues par la *Loi sur les douanes*, au cours de cette année dépasse douze millions de dollars,

(B) d'autre part, n'est pas, à cette date, autorisée en vertu du paragraphe 79(2) à produire une déclaration pour une période de plus d'un mois d'exercice.
- (7) If subsection 101(3) of this Act comes into force before, or on the same day as, subsection 384(5) of the other Act, then, on the day on which that subsection 101(3) comes into force, that subsection 384(5) is repealed.

(7) L'entrée en vigueur du paragraphe 101(3) de la présente loi emporte abrogation du paragraphe 384(5) de l'autre loi si elle est antérieure ou concomitante à l'entrée en vigueur de celui-ci.





**SCHEDULE**  
(*Subsection 67(2)*)

**SCHEDULE**  
(*Subsections 2(1), 3(2), 4(1) and 12(1) and section 15*)

LIST OF NAMES OF FIRST NATIONS AND GOVERNING BODIES AND DESCRIPTION OF LANDS

Column 1	Column 2	Column 3
First Nation	Governing Body	Lands
Adams Lake	Council of Adams Lake	Reserve of Adams Lake
Bonaparte	Council of Bonaparte	Reserve of Bonaparte
Buffalo Point First Nation	Council of Buffalo Point First Nation	Reserve of Buffalo Point First Nation
Champagne and Aishihik First Nations	First Nations Council of the Champagne and Aishihik First Nations	Settlement Land of the Champagne and Aishihik First Nations under the Champagne and Aishihik First Nations Final Agreement and the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> , S.C. 1994, c. 34
Cowichan	Council of Cowichan	Reserve of Cowichan
First Nation of Nacho Nyak Dun	Assembly of the First Nation of Nacho Nyak Dun	Settlement Land of the First Nation of Nacho Nyak Dun under the First Nation of Nacho Nyak Dun Final Agreement and the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> , S.C. 1994, c. 34
Kamloops	Council of Kamloops	Reserve of Kamloops
Little Salmon/Carmacks First Nation	Assembly of the Little Salmon/Carmacks First Nation	Settlement Land of the Little Salmon/Carmacks First Nation under the Little Salmon/Carmacks First Nation Final Agreement and the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> , S.C. 1994, c. 34
Montagnais Essipit	Conseil des Montagnais Essipit	Reserve of Montagnais Essipit
Muskeg Lake	Council of Muskeg Lake	Reserve of Muskeg Lake
Selkirk First Nation	Assembly of the Selkirk First Nation	Settlement Land of the Selkirk First Nation under the Selkirk First Nation Final Agreement and the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> , S.C. 1994, c. 34

**ANNEXE**  
(paragraphe 67(2))

**ANNEXE**  
(paragrophes 2(1), 3(2), 4(1) et 12(1) et article 15)

NOM DES PREMIÈRES NATIONS ET DES CORPS DIRIGEANTS ET DESCRIPTION DES TERRES

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Première nation	Corps dirigeant	Terres
Adams Lake	Council of Adams Lake	Réserve de Adams Lake
Bonaparte	Council of Bonaparte	Réserve de Bonaparte
Buffalo Point First Nation	Council of Buffalo Point First Nation	Réserve de Buffalo Point First Nation
Conseil des Ta'an Kwach'an	Board of Directors and Elders Council of the Ta'an Kwach'an Council	Terres visées par le règlement, au sens de l'accord définitif du conseil des Ta'an Kwach'an, et appelées « terres désignées » dans la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> , L.C. 1994, ch. 34
Conseil des Tlingits de Teslin	General Council of the Teslin Tlingit Council	Terres visées par le règlement, au sens de l'accord définitif du conseil des Tlingits de Teslin, et appelées « terres désignées » dans la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> , L.C. 1994, ch. 34
Cowichan	Council of Cowichan	Réserve de Cowichan
Kamloops	Council of Kamloops	Réserve de Kamloops
Montagnais Essipit	Conseil des Montagnais Essipit	Réserve des Montagnais Essipit
Muskeg Lake	Council of Muskeg Lake	Réserve de Muskeg Lake
Première nation des Gwitchin Vuntut	Tribal Council of the Vuntut Gwitchin First Nation	Terres visées par le règlement, au sens de l'accord définitif de la première nation des Gwitchin Vuntut, et appelées « terres désignées » dans la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> , L.C. 1994, ch. 34



Column 1	Column 2	Column 3
First Nation	Governing Body	Lands
Shuswap	Council of Shuswap	Reserve of Shuswap
Skeetchestn	Council of Skeetchestn	Reserve of Skeetchestn
Skidegate	Council of Skidegate	Reserve of Skidegate
Sliammon	Council of Sliammon	Reserve of Sliammon
Ta'an Kwach'an Council	Board of Directors and Elders Council of the Ta'an Kwach'an Council	Settlement Land of the Ta'an Kwach'an Council under the Ta'an Kwach'an Council Final Agreement and the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> , S.C. 1994, c. 34
Teslin Tlingit Council	General Council of the Teslin Tlingit Council	Settlement Land of the Teslin Tlingit Council under the Teslin Tlingit Council Final Agreement and the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> , S.C. 1994, c. 34
Tr'ondëk Hwëch'in	General Assembly of the Tr'ondëk Hwëch'in	Settlement Land of the Tr'ondëk Hwëch'in under the Tr'ondëk Hwëch'in Final Agreement and the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> , S.C. 1994, c. 34
Tzeachten	Council of Tzeachten	Reserve of Tzeachten
Vuntut Gwitchin First Nation	Tribal Council of the Vuntut Gwitchin First Nation	Settlement Land of the Vuntut Gwitchin First Nation under the Vuntut Gwitchin First Nation Final Agreement and the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> , S.C. 1994, c. 34

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Première nation	Corps dirigeant	Terres
Première nation de Little Salmon/Carmacks	Assembly of the Little Salmon/Carmacks First Nation	Terres visées par le règlement, au sens de l'accord définitif de la première nation de Little Salmon/Carmacks, et appelées « terres désignées » dans la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> , L.C. 1994, ch. 34
Première nation des Nacho Nyak Dun	Assembly of the First Nation of Nacho Nyak Dun	Terres visées par le règlement, au sens de l'accord définitif de la première nation des Nacho Nyak Dun, et appelées « terres désignées » dans la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> , L.C. 1994, ch. 34
Première nation de Selkirk	Assembly of the Selkirk First Nation	Terres visées par le règlement, au sens de l'accord définitif de la première nation de Selkirk, et appelées « terres désignées » dans la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> , L.C. 1994, ch. 34
Premières nations de Champagne et de Aishihik	First Nations Council of the Champagne and Aishihik First Nations	Terres visées par le règlement, au sens de l'accord définitif des premières nations de Champagne et de Aishihik, et appelées « terres désignées » dans la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> , L.C. 1994, ch. 34
Shuswap	Council of Shuswap	Réserve de Shuswap
Skeetchestn	Council of Skeetchestn	Réserve de Skeetchestn
Skidegate	Council of Skidegate	Réserve de Skidegate
Sliammon	Council of Sliammon	Réserve de Sliammon
Tr'ondëk Hwëch'in	General Assembly of the Tr'ondëk Hwëch'in	Terres visées par le règlement, au sens de l'accord définitif des Tr'ondëk Hwëch'in, et appelées « terres désignées » dans la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> , L.C. 1994, ch. 34
Tzeachten	Council of Tzeachten	Réserve de Tzeachten

